

An international journal of migration studies

STUDI EMIGRAZIONE



rivista trimestrale del

**CENTRO STUDI EMIGRAZIONE
ROMA**

121

Rivista trimestrale del Centro Studi Emigrazione-Roma di ricerca, studio e dibattito sulla problematica migratoria

Il Centro Studi Emigrazione-Roma è un'istituzione con finalità culturali sorta nel 1963 per promuovere «la puntualizzazione e l'approfondimento dei problemi relativi al fenomeno migratorio» e fa parte della Confederazione dei Centri Studi per le migrazioni G.B. Scalabrini.

Comitato Scientifico: Achille Ardigò, Ivo Baucic, W.R. Böhning, Raimondo Cagiano de Azevedo, Philip V. Cannistraro, Giuseppe De Rita, Luigi De Rosa, Nino Falchi, Luigi Favero, Antonio Golini, Hans J. Hoffmann-Nowotny, Massimo Livi Bacci, Alti Majava, Marco Martiniello, Italo Musillo, Maria Beatriz Rocha-Trindade, Georges Tapinos, Lidio Tomasi, Silvano Tomasi, Rudolph Vecoli, Dietrich von Delhaes Günter, Jonas Widgren.

Comitato di Redazione: Claudio Calvaruso, Renato Cavallaro, Gianmario Maffioletti, Antonio Paganoni, Gaetano Parolin, Antonio Perotti, Gianfausto Rosoli, Graziano Tassello, Enrico Todisco, Matteo Sanfilippo (segretario di redazione)

Direttore: Gianfausto Rosoli

Direzione: Via Dandolo, 58 - 00153 Roma - Tel. 58.09.764 - Fax 58.14.651

Abbonamento 1996 Italia L. 70.000
Estero L. 85.000

Utilizzare il C.C.P. 57678005 Roma intestato a:

«Centro Studi Emigrazione» (specificare la causale del versamento)

I riassunti dei saggi della rivista sono pubblicati in «Historical Abstract» ABC-Clio, «Sociological Abstract», «Review of Population Reviews» CI-CRED, «Population Index», «International Migration Review», «Bulletin analytique de documentation politique économique et sociale contemporaine», «International Migration», «PAIS Foreign Language Index», e numerose altre riviste.

I manoscritti, anche se non pubblicati, non si restituiscono.

Dopo un anno un fascicolo si considera arretrato e costa il doppio.

Autorizzazione del Tribunale di Roma, 26 febbraio 1964, n. 9677

Iscrizione al Registro Nazionale della Stampa, 8 ottobre 1982, n. 00389

Spedizione in abbonamento postale

Comma 27 art. 2 Legge 549/95 - ROMA

Direttore Responsabile: Gianfausto Rosoli

Stampa: Città Nuova della P.A.M.O.M.



Associato all'USPI - Unione Stampa Periodica Italiana

STUDI ETUDES EMIGRAZIONE MIGRATIONS

rivista trimestrale del

revue trimestrielle du

CENTRO STUDI EMIGRAZIONE - ROMA

ANNO XXXIII - MARZO 1996 - N. 121

SOMMARIO

- 2 *Le migrazioni dei senegalesi* – Les Sénégalais de Côte-d'Ivoire face aux redéfinitions de l'ivoirité, *Sylvie Bredeloup*
- 25 – Strategie migratorie e reti etniche a confronto: i burkinabè e i senegalesi in Italia, *Ottavia Schmidt di Friedberg*
- 47 – De la Côte-d'Ivoire a l'Italie. Pratiques migratoires des Burkinabè et logiques d'états, *Reynald Blion*
- 71 *Immigrati in Europa* – Gli immigrati turchi nell'Europa occidentale con particolare riferimento alla Germania, *Yusuf Ziya Irbec*
- 85 – La interrelación de los aspectos culturales y laborales en la integración de los inmigrantes, *Rafael Pérez Molina*
- 105 *Resoconti* – Il convegno "Iniziativa per l'insegnamento e la diffusione della lingua e cultura italiana all'estero" (Montecatini, 26-28 marzo 1996), *Graziano Tasselto*
- 110 *Dibattito* – Cultura e scuola italiana all'estero. Riflessioni e proposte a margine di un convegno, *Francesco Lazzari*
- 131 *Note di lettura* – Recenti contributi sull'immigrazione in Italia, *Antonio Paganoni*
- 136 *Recensioni*
- 168 *Libri ricevuti*

Les Sénégalais de Côte-d'Ivoire face aux redéfinitions de l'ivoirité

Le 14 octobre 1991, prenant pour prétexte la lutte contre l'insécurité,¹ le gouvernement ivoirien impose la carte de séjour à tous les étrangers installés sur son territoire, même citoyens de la Cédéao,² violant les accords de libre circulation établis entre les pays signataires. Pour la première fois, le principe du séjour n'est plus reconnu comme un droit. Cette mesure fut longtemps différée. Envisagée dès 1985, précisément au moment où les pays membres de la Cédéao et, parmi eux la Côte-d'Ivoire, s'étaient mis d'accord pour reconnaître à tout citoyen de la communauté, outre le droit de circuler d'un pays à l'autre sans visa, le droit de résider, elle prit effet un an après que les Africains non-Ivoiriens furent conviés aux premières élections présidentielles multipartites.

Le 8 décembre 1994, en prévision des nouvelles élections présidentielles, l'Assemblée nationale adopte un code électoral. Excluant l'étranger, à la fois comme électeur et candidat à la présidence de la République, il suscite un débat houleux et laisse entrevoir les nouveaux contours de l'ivoirité. Si jusqu'à présent, l'article 5 de la constitution ivoirienne réservait le droit de vote aux seuls Ivoiriens,³ dans la pratique, depuis 1960, les ressortissants de la Cédéao avaient

¹ "Il ne s'agit pas du tout de remettre en cause de quelque manière que ce soit la politique d'ouverture et d'accueil qui a toujours été celle de la Côte-d'Ivoire; cependant, vous savez tous que l'insécurité et le grand banditisme se sont développés ces dernières années à un rythme tel que le gouvernement ne pouvait pas rester sans réagir, lui qui a la responsabilité d'assurer la sécurité des biens et des personnes" («Fraternité Matin» du 11/10/91, organe de presse gouvernemental, favorable au PDCI). Dans quelle mesure le rétablissement de la sécurité des personnes peut-il être conditionné par l'instauration d'un contrôle des étrangers? Quel raisonnement sous-tend cette initiative?

² La Cédéao - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - établie en 1975 regroupe 16 pays africains: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) ainsi que la C.E.A.O., membre international. En 1979, un protocole a été signé sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, complété en 1986.

³ La qualité d'ivoirien est donnée à la naissance ou acquise par naturalisation «Sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi tous les nationaux majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques» (article 5).

toujours pu voter. Le Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) avait d'ailleurs pu asseoir sa souveraineté grâce au soutien des populations burkinabè en particulier; la réélection d'Houphouët-Boigny en 1990 a été rendue possible précisément en grande partie grâce au vote des étrangers.⁴ A l'heure du multipartisme, Henri Konan Bédié, chef de l'État ivoirien (successeur constitutionnel) entendait bien pérenniser cette stratégie électorale.⁵ Le gouvernement proposa donc la mise en conformité de cette pratique avec les textes constitutionnels et, dans le même temps, incita les étrangers à prendre la nationalité ivoirienne anticipant sur une remise en question de cette proposition.⁶ Le projet de loi déposé au printemps 1994 et accordant le droit de vote aux «non-nationaux ressortissants de la Cédéao en application du protocole portant citoyenneté de la communauté et inscrits sur la liste électorale» fut en effet très mal accueilli par les partis de l'opposition qui accusèrent le gouvernement de procéder à «une cour honteuse aux étrangers» et de vouloir violer la constitution. D'aucuns firent remarquer qu'en stigmatisant les non-nationaux comme étrangers, l'institution préalable de la carte de séjour avait rendu caduque la notion même de citoyenneté.⁷ Rendant les étrangers responsables du maintien du PDCI au pouvoir, l'opposition ne ménagea pas les communautés étrangères, recourant à l'intimidation au travers des média, allant notamment jusqu'à qualifier la communauté Burkinabè en Côte-d'Ivoire – communauté étrangère la plus importante au plan numérique – de «bétail électoral».⁸ Un second projet de loi fut alors présenté et, cette fois, ratifié par les parlementaires. Respectant la constitution, il limite donc le droit de vote aux seuls Ivoiriens.⁹

La controverse rebondit alors sur les conditions d'éligibilité et sur le contenu de l'article 49 du nouveau code électoral: «Nul ne peut être président de la République s'il n'est âgé d'au moins 40 ans révolus et s'il n'est Ivoirien de naissance, né de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens de naissance. Il doit n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne. Il doit en outre avoir résidé de façon continuée en Côte-d'Ivoire pendant les cinq années qui précèdent la date des élections». On peut d'abord se demander comment un candidat à la magi-

⁴ Toutefois, à notre connaissance, aucune étude de type sortie des urnes permettant d'administrer la preuve n'a été réalisée.

⁵ «Notre position au PDCI-RDA est claire. Nous n'allons pas retirer le droit de vote à des gens qui depuis 1945 votent en Côte-d'Ivoire. Il n'en est pas question». «Fraternité Matin» du 30/05/94.

⁶ «Les communautés africaines vivant en Côte-d'Ivoire depuis vingt, trente, quarante ans, veulent-elles intégrer la nation ivoirienne ou veulent-elles rester toujours communautés étrangères?». Propos de M. Dona Fologo, ministre d'État chargé de l'intégration nationale, rapportés dans «Fraternité Matin» du 27/12/93.

⁷ «La Voix», n. 776 du 25/04/94, quotidien proche du FPI (Front Populaire Ivoirien).

⁸ «Pour la constitution du 'bétail électoral' Les Burkinabè chez Charles Donwahi», «La Voie» du 18/04/94.

⁹ «Sont électeurs les nationaux des deux sexes et les personnes ayant acquis la nationalité ivoirienne soit par naturalisation soit par mariage» (art. 3 du nouveau code électoral). Celui qui a acquis la nationalité ivoirienne par naturalisation ne peut pendant un délai de dix ans à partir du décret de naturalisation être investi de fonctions ou de mandats électifs et ne peut pendant un délai de cinq ans être électeur ou nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'État.

strature suprême peut à la fois être né Ivoirien et avoir 40 ans ou plus alors que c'est seulement à partir de 1960 et donc de la proclamation de l'indépendance du pays que la nationalité ivoirienne est devenue une réalité. L'adoption de ces nouvelles conditions d'éligibilité déclencha des critiques véhémentes et provoqua des dérapages xénophobes. "Chercher l'étranger! Depuis le vote du nouveau code électoral, on n'a jamais autant scruté les arbres généalogiques" titrait "Jeune Afrique" à quelques mois des élections.¹⁰ Et de faire remarquer que les propres enfants d'Houphouët-Boigny mais aussi du président de l'Assemblée nationale, du vice-président de la Cour suprême, du premier ministre et d'autres ministres d'État – parce que de mère non ivoirienne – ne pouvaient être éligibles. Au nom de l'identité ivoirienne et en raison de leur patronyme à consonance "étrangère", des responsables de fédérations et des directeurs de sociétés furent mis à l'index. A l'égard de métisses, des délits de faciès furent même enregistrés. Au-delà de la dérive nationaliste qu'elles suscitèrent et qui fut largement répercutée par la presse, les nouvelles clauses d'éligibilité mettaient hors-jeu le principal concurrent de Henri Konan Bédié à la présidence de la République, l'ex-premier ministre, Alassane Ouattara, leader du RDR (Rassemblement des Républicains). Directeur général adjoint du Fonds Monétaire International (FMI) à Washington, ce dernier n'a pu justifier de cinq années de résidence ininterrompue en Côte-d'Ivoire.

Le 22 octobre 1995 a eu lieu, dans un climat agité, la première consultation électorale présidentielle depuis la disparition de Félix Houphouët-Boigny. Boycottée par les principaux partis de l'opposition¹¹ qui réclamaient la révision du code électoral,¹² elle a porté à la magistrature suprême Henri Konan Bédié. Seul autre candidat dans la course à la présidence: Francis Wodié du Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT) qui obtenait 3,75% des suffrages exprimés.

Ayant adopté pendant plus de trois décennies une attitude très libérale en matière d'immigration, sous l'effet de la crise prolongée et en rapport avec l'adoption du multipartisme, la Côte-d'Ivoire semble avoir modifié son discours politique et réviser ses dispositions réglementaires, stigmatisant l'étranger. De fait, avec plus de trois millions d'étrangers dont 1,8 millions d'immigrants pour une population totale de plus de 10 millions,¹³ la Côte-d'Ivoire est devenue le

¹⁰ «Jeune Afrique», 1777, 26/01 au 01/02/95.

¹¹ Le Front Populaire Ivoirien (FPI) avec à sa tête Laurent Gbagbo et le RDR (qui s'est détaché de l'ex-parti unique en avril 1994) sont les partis qui drainent le plus de partisans; ils se sont alliés provisoirement pour former le Front Républicain.

¹² Derrière une volonté apparemment commune d'obtenir une révision du code électoral se cachent des revendications divergentes. Si le RDR, parti de Alassane Ouattara ne peut que remettre en question les conditions d'éligibilité et souhaiter le retrait du code, d'autres partis qui ont aussi boycotté les élections ont par ailleurs dénoncé "l'invasion des étrangers" et expliqué qu'élire Ouattara constituerait une insulte à la Côte-d'Ivoire. Le FPI, de son côté, parle d'amendement du code électoral. A l'instar du PIT, il s'est toujours prononcé contre le vote des étrangers; avant tout, il réclame la constitution d'une commission électorale indépendante pour garantir le bon déroulement et la transparence des opérations électorales.

¹³ Sur une population globale de 10.815.964 habitants, 3.039.035 sont étrangers (28%) parmi lesquels 1.861.800 sont immigrants (RGPH 1988).

premier pays d'immigration d'Afrique de l'Ouest. Pourtant cette présence étrangère en Côte-d'Ivoire n'est pas récente. On y relevait déjà 17% d'étrangers en 1965. De surcroît, si entre les deux derniers recensements (1975-1988) la proportion d'étrangers a augmenté de 6%, la part des nouveaux migrants dans cette population est en nette diminution.¹⁴ C'est le poids de la main-d'oeuvre immigrée dans l'économie nationale qui est en cause: en 1975, la population étrangère africaine (21%) occupait 46% des emplois et percevait plus de 26% de la masse salariale (Ministère du Plan, 1976-80). La visibilité de l'étranger se serait accentuée à mesure que les Ivoiriens estimaient trop limitée l'efficacité de la politique d'ivoirisation.

Interprétés par les uns¹⁵ comme une nécessité pour renforcer voire sauvegarder "la conscience nationale ivoirienne", par les autres¹⁶ comme le signe d'une rupture définitive avec un passé où l'ethnocentrisme, le tribalisme et l'exclusion avaient été soigneusement évités, tous ces remaniements juridiques ont fait naître une large polémique sur la place des étrangers dans la société ivoirienne, créant au sein d'une même nationalité plusieurs catégories d'Ivoiriens. Repenser la place de l'autre, c'est dans le même temps s'interroger sur sa propre identité. En proie à une vive efflorescence, la presse ivoirienne s'est fait l'écho de ce malaise identitaire donnant à voir les premières lézardes de division. L'ivoirité ne semble jamais avoir été autant questionnée, mesurée.¹⁷ "Vrais Ivoiriens", "Ivoiriens de souche", "Ivoiriens purs sang ou de première classe", "Ivoiriens de fibres multi-séculaires", "demi-Ivoiriens", "Ivoiriens de circonstance", "Ivoiriens de seconde zone": toutes ces expressions qui émaillent les discours repris par la presse écrite peuvent faire craindre une dérive xénophobe.

Dans ce climat troublé, propice à l'instrumentalisation politique des identités, quelles stratégies développent les ressortissants du Sénégal résidant ou travaillant en Côte-d'Ivoire? Comment négocient-ils leur place, comment s'organisent-ils? Étrangers, immigrés, frères de la Cédéao, Ivoiriens "de circonstance", "faux Ivoiriens", quels regards leur porte-t-on? A mesure que les Ivoiriens développent de nouvelles assignations identitaires, quelles attitudes adoptent en retour les Sénégalais et quelles représentations sont-ils convaincus de renvoyer?

¹⁴ En 1975, 26% des étrangers étaient nés en Côte-d'Ivoire; en 1988, ils étaient 43%.

¹⁵ "Nous ne sommes pas menacés; il est seulement l'heure d'être ivoirien. Il y a un changement de mentalité. Le président Félix Houphouët-Boigny a fait des choses remarquables, mais sur certains problèmes, il n'a pas été suivi par les Ivoiriens, par exemple sur l'octroi de la nationalité ivoirienne à tous les ressortissants des pays du Conseil de l'Entente; c'était déjà un début de l'ivoirité". Propos tenus par P. Yangni N'Da, chef du Cercle national Bédié, mouvement de soutien de la société civile au président («Africa International», octobre 1995).

¹⁶ "Il y a beaucoup d'Ivoiriens d'origine étrangère, comme par exemple les Sénégalais qui se sont installés en Côte-d'Ivoire entre le XVIII^e et le XIX^e siècle... Tous ces gens ont trouvé que le pouvoir actuel est en train de piétiner ce que Houphouët-Boigny a construit durant trente ans", propos tenus par Djeni Kobina, secrétaire général du RDR («Africa International», octobre 1995).

¹⁷ "Les Ivoiriens du nord en général ont une ivoirité réduite par rapport à celle des Ivoiriens des autres régions" («L'essentiel» du 2/12/94, organe de presse proche du RDR).

Une des premières communautés sénégalaises à l'étranger

Si les Sénégalais de Côte-d'Ivoire constituent l'une des plus importantes communautés sénégalaises installées à l'étranger, ils représentent à peine 1,3%¹⁶ de l'ensemble non ivoirien. C'est dire combien ils sont minoritaires en comparaison des Burkinabè, qui rassemblent plus de la moitié des étrangers vivant en Côte-d'Ivoire, ou même des Maliens et des Guinéens. D'après la Statistique ivoirienne, la population sénégalaise en Côte-d'Ivoire aurait presque doublé entre les deux recensements, passant de 19.179 (RGP 1975) à 39.727 personnes (RGPH 1988) Selon les autorités sénégalaises, qui ne sont pourtant pas en mesure de quantifier les flux de leurs ressortissants à l'étranger selon des méthodes statistiques fiables, la Côte-d'Ivoire n'apparaît plus comme l'*Eldorado* d'antan; elle serait de plus en plus concurrencée par l'Italie,¹⁹ et les États-Unis après l'avoir été par la France²⁰ dans les années 1970. Les derniers dénombrements produits par les autorités sénégalaises à l'occasion des élections présidentielles de 1992 demeurent encore bien éloignés des recensements ivoiriens: fin 1993, le Consul, interrogé à Abidjan, estimait entre 45.000 et 50.000 le nombre de Sénégalais en Côte-d'Ivoire pour 70.000 immatriculations²¹ alors que fin 1994, après évaluation des travailleurs clandestins, les instances diplomatiques en comptaient 150.000.²² 25 ans plus tôt, lors de la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays, le quotidien "Le Soleil" ²³ estimait, quant à lui, à 600.000 le nombre de Sénégalais en Côte-d'Ivoire, excluant pourtant de sa comptabilité ceux qui avaient pris la nationalité ivoirienne.

Difficile donc de se faire une idée après confrontation de tendances si divergentes. Une certitude cependant: en 1995, si l'espace migratoire des Sénégalais s'est encore élargi, la Côte-d'Ivoire en fait toujours partie. Difficile aussi d'évaluer la part des migrants nouvellement arrivés par rapport aux Sénégalais de deuxième ou troisième génération. Ces derniers peuvent ne pas avoir été comptabilisés dans les recensements s'ils n'ont pas conservé leur nationalité sénégalaise. Et les recensements ne permettent pas toujours de distinguer – pour chaque groupe d'âge – les Sénégalais nés en Côte-d'Ivoire de ceux qui sont nés au Sénégal. Pourtant, il semblerait bien que la population sénégalaise installée en Côte-d'Ivoire soit composée pour l'essentiel de primo-migrants. En 1975, les

¹⁶ Que l'on considère le Recensement Général de Population d'avril 1975 (RGP) ou le Recensement Général de Population et de l'Habitat 1988; données brutes, 1991 (RGPH).

¹⁹ Au 31/12/93, 26.368 Sénégalais étaient recensés en Italie (O. Schmidt di Friedberg, *Islam, solidarietà e lavoro*, Torino, 1994).

²⁰ 42.000 Sénégalais immigrés en France en 1988 (OMI); 45.260 en 1991 (OMI).

²¹ «Le Soleil», 15/12/93. Tout Sénégalais doit se faire connaître ou recenser, immatriculer, auprès de son ambassade à l'étranger. L'immatriculation a une fiabilité très limitée: d'après la Direction des Sénégalais de l'extérieur 45.000 auraient été immatriculés à l'occasion des élections de 1992. A l'ambassade du Sénégal en Côte-d'Ivoire, lors de notre dernier passage en décembre 1994, le chiffre de 12.000 nous a été communiqué.

²² Chiffre communiqué à la Direction des Sénégalais de l'Extérieur et diffusé à l'occasion de son Symposium, à Dakar les 4 et 5 novembre 1994.

²³ «Le Soleil», 17/12/71.

Sénégalais nés en Côte-d'Ivoire représentaient seulement 18% de la population sénégalaise de Côte-d'Ivoire (Condé, 1978). Si pour 1988, aucune indication équivalente n'est disponible, le rapprochement des données de 1987 et 1988 permet de conclure que l'accroissement de la population sénégalaise en Côte-d'Ivoire repose pour près des deux tiers sur l'arrivée de nouveaux migrants et pour un tiers sur les naissances.

C'est une migration d'hommes seuls. La communauté sénégalaise se démarque d'ailleurs des autres communautés immigrées par le plus fort taux de masculinité: 233 hommes pour 100 femmes (RGPH 1988). Dans le quartier d'Adjamé (Abidjan) par exemple, en décembre 1994, 90 femmes seulement étaient dénombrées pour 1.900 Sénégalais résidents.²⁴ Toujours selon le RGPH de 1988, deux Sénégalais sur trois sont célibataires. Et ceux qui sont mariés vivent rarement en continu avec leurs épouses – celles-là circulant beaucoup entre leur milieu d'origine et les lieux de migration quand elles ne viennent pas à tour de rôle rejoindre leurs maris polygames. Encore plus frappante est l'absence des enfants si nombreux dans les cours au Sénégal. Quelques 7.000 enfants de moins de dix ans ont été recensés soit 18% seulement de l'ensemble de la population sénégalaise (RGPH 1988).

C'est aussi une migration urbaine orientée principalement vers Abidjan puis Bouaké, Daloa et les villes de la forêt du quart sud-est. Parmi l'ensemble des communautés étrangères, la communauté sénégalaise vient effectivement en deuxième position pour le taux d'urbanisation (RGPH 1988). Les *Wolof* s'installent de préférence dans la capitale, les gens de la vallée du fleuve Sénégal essaient plutôt dans les villes de l'intérieur.

*Une histoire migratoire à rebondissements*²⁵

Bien sûr à eux-seuls ces ordres de grandeur ne suffisent pas à caractériser une population immigrée sénégalaise disparate dont l'implantation en Côte-d'Ivoire s'est faite par vagues successives. Constitutive de la mise en valeur de la colonie ivoirienne (1880-1920), la première vague migratoire avait conduit, une fois démobilisés, des "tirailleurs" sénégalais, originaires le plus souvent des "quatre communes"²⁶ et donc citoyens français à s'installer durablement à proximité de leurs anciennes garnisons sur le littoral atlantique.²⁷ *Wolof* en grande majorité, ils deviennent maçons, menuisiers ou boulangers, valorisant un savoir-faire acquis au cours de leur service militaire. De concert avec les marabouts *Toucouleur*, qui par d'autres détours ont gagné le même territoire, ils contribuent à l'expansion de l'islam dans le sud-est ivoirien, instituant la prière publique, et y édifiant les premières mosquées.

²⁴ Données fournies par des Sénégalais en charge de recenser la population sénégalaise dans la commune d'Adjamé (Recensement en cours en décembre 1994).

²⁵ Pour des précisions sur l'installation des Sénégalais en Côte-d'Ivoire, voir Beugre & d'Alepe (1992), Bredeloup (1994), Triaud (1974) et Zie & Vrih (1992).

²⁶ Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque.

²⁷ En 1913, la colonie sénégalaise de Bassam regroupait 300 personnes (Archives Nationales du Sénégal, ANS 5 G 64).

Recrutant entre 1889 et 1939 des employés de factoreries déjà expérimentés, la colonie française participe activement à la deuxième vague d'immigration sénégalaise. Victimes du système colonial sur leur propre territoire, d'autres négociants sénégalais accompagnent le mouvement, espérant recouvrer leur statut de "commerçants libres". Qu'ils soient à leur compte ou engagés par des sociétés françaises, ils jouent un rôle important dans la pénétration marchande à l'intérieur du territoire ivoirien, collectant les produits du cru en brousse et les échangeant contre des produits manufacturés. Mais au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les maisons de commerce ne maîtrisent plus totalement l'activité commerciale; l'afflux de capitaux publics en provenance de la métropole favorise l'émergence de nouveaux marchés indépendants et de nouveaux intermédiaires. Les entrepreneurs sénégalais disparaissent alors de la scène ivoirienne remplacés par des Libanais et des autochtones. Leur destin s'achève au moment même où débute "la prospérité ivoirienne" avec l'essor des plantations et où, paradoxalement, la migration sénégalaise prend de l'ampleur.

Fuyant les difficultés économiques, les Sénégalais, qui s'y installent après 1945, n'ont aucun lien, aucun point commun avec leurs compatriotes, grands commerçants. Ce large mouvement rassemble avant tout des aventuriers bien décidés à faire rapidement fortune au pays de cocagne avant de rentrer définitivement au Sénégal; ils s'installent dans les cités ivoiriennes où ils travaillent comme artisans (menuisiers, tailleurs, bijoutiers, boulangers), ouvriers (mécaniciens), contremaîtres, commerçants (bouchers, colporteurs, détaillants, réparateurs de montres) quand ils ne trafiquent pas le diamant en brousse (Bredeloup, 1994). Contrairement à leurs aînés, ces jeunes célibataires ne sont pas instruits; ils n'ont pas non plus l'intention de nouer des liens matrimoniaux exogamiques pour faciliter leur insertion ivoirienne. Quelques-uns ont eu le loisir d'acquérir une qualification dans la cité dakaroise qu'ils tentent d'exporter dans une Côte-d'Ivoire en plein essor. Au début des années 1960, les *Lawbe* – boisseliers sénégalais – intègrent également la Côte-d'Ivoire dans leurs réseaux commerciaux internationaux. C'est dans la forêt ivoirienne qu'ils s'approprient en matière première, c'est à Abidjan qu'ils fabriquent les statuettes en séries et c'est encore à partir de la Côte-d'Ivoire qu'ils redistribuent la marchandise vers l'Europe et les États-Unis. Ruraux ou urbains, analphabètes ou lettrés, hommes libres, hommes de caste ou anciens captifs, si tous les Sénégalais sont massivement attirés par la ville ivoirienne, quelques-uns déjà la considèrent *a posteriori* comme une étape sur le chemin qui mène au Congo ou en France. En 1995, un arrêt même prolongé en Côte-d'Ivoire est de moins en moins synonyme d'une installation définitive, d'une intégration dans le pays. En cette période de turbulences, le territoire ivoirien est appréhendé d'emblée comme un tremplin vers l'Europe méditerranéenne (Italie, Espagne), les États-Unis ou le Sud de l'Afrique (Cameroun, Congo, Gabon, Afrique du Sud). En cas d'expulsion d'un de ces pays, il peut devenir momentanément et parfois durablement une zone de repli.

En 1995, la population immigrée d'origine sénégalaise est loin de former une communauté cohérente et harmonieuse. C'est en arpentant le pays, en confrontant observations et entretiens, en étudiant la composition du bureau des structures associatives qu'on parvient à se faire une idée plus juste de sa diversité. La visibilité des "bana bana" (terme désignant les colporteurs ou vendeurs de rue) dans les villes de l'intérieur fait oublier l'hétérogénéité de la population

sénégalaise en Côte-d'Ivoire. Des *Soninke* stationnent dans une rue de Treichville. Ils proposent, échangent des devises sur le même trottoir que des Ghanéens et Togolais. Des cadres casamançais – assureurs, agents commerciaux, enseignants ou imprimeurs – sont à l'initiative d'une association sise à Marcory. Avec pour devise "L'union pour la Solidarité", ils proposent gracieusement des cours du soir aux Ivoiriens; une façon pour eux de signifier leur volonté d'intégration et de lier leur avenir aux projets des Ivoiriens. D'autres Casamançais de condition plus modeste assurent la cuisine et le service dans des restaurants sénégalais de Treichville. Ce qui fait dire à un jeune *Sereer* wolofisé condescendant: «Jamais un *Wolof* ne débiterait comme un servent; nous, on préfère faire le commerce et être notre propre chef». Des Sénégalaises tiennent aussi des restaurants. Les unes livrent le midi sur le lieu de travail (marchés, boutiques) et le soir à domicile le plat de riz à des compatriotes. Dans le quartier Haras d'Abidjan, d'autres développent en parallèle de la restauration ou d'un débit de boisson une activité de prostitution. Bien que jamais nommés par leurs compatriotes majoritaires qui, dans leur auto-définition, occultent le minoritaire et l'illicite, tous ces Sénégalais et Sénégalaises ont aussi investi l'espace ivoirien.

L'identité des minorités étrangères est produite par le regard du majoritaire autrement dit par l'attitude de la société d'accueil elle-même polymorphe (pouvoirs publics, média, homme de la rue), mais aussi, à partir des représentations que ces minorités pensent renvoyer à l'autre et à partir de celles que distillent les sociétés d'origine au travers de leurs politiques et discours. Bien entendu, ces constructions identitaires ne sont pas figées; elles évoluent à mesure que les enjeux économiques ou politiques se transforment. La relation à l'autre revêt alors de nouvelles formes. En trois tableaux correspondant grossièrement à trois périodes de l'histoire ivoirienne – coloniale, "houphouetiste" et "post-houphouetiste", il s'agira de montrer comment, en situation d'émigration et d'interaction, des Sénégalais ont décliné des conduites identitaires variées, apparentées tantôt à des bricolages individuels, tantôt à des tactiques collectives.

L'allochtone instrumentalisé ou instrumentalisant?

Auxiliaires des maisons de commerce et parfois même de l'administration, les commerçants sénégalais s'installant en Côte-d'Ivoire furent d'emblée instrumentalisés par les colons français. Bien que peu nombreux, par leur seule présence, ils devaient retarder l'apparition d'une élite commerçante autochtone et l'entrée sur la scène commerciale des Libano-syriens, négociants déjà expérimentés. Devenus chefs de succursales ou recyclés en entrepreneurs indépendants une fois retraités, les Sénégalais restèrent davantage les "complices" des colons français que leurs concurrents, dépendant de crédits que ces derniers daignaient leur octroyer, des débouchés qu'ils leur offraient. S'associant à des exportateurs européens, diversifiant leurs activités (commerçants-plantateurs, transporteurs), intégrant le négoce interafricain (cola, sel), les commerçants "libres" purent, quant à eux, faire fructifier leurs affaires de façon plus autonome mais aussi éphémère. L'exil sur le sol ivoirien ne leur permit pas de recouvrer leur indépendance ni la fortune que la traite de la gomme arabique leur avait fait connaître dans les scales du fleuve Sénégal.

Quelques années plus tard, au moment où l'économie ivoirienne prospère, à la surprise des colons, les Sénégalais sont plus nombreux à soutenir les revendications des Ivoiriens qu'à composer avec le pouvoir colonial. Originaires des quatre communes du Sénégal pour la plupart (Saint-Louis, Gorée, Rufisque, Dakar), ils sont citoyens français; ce statut, qui leur avait été accordé avec une visée assimilationniste, les préserve d'une arrestation arbitraire et leur donne le droit d'interpeller directement les instances administratives et politiques coloniales. L'historien M. Diouf (1995) a montré que, au Sénégal, contrairement à certaines idées reçues, le projet colonial d'assimilation des originaires des quatre communes avait pour partie échoué et, à l'inverse, favorisé des recompositions identitaires fertiles sans qu'il y ait eu dilution de "l'identité africaine". Les "originaires" auraient «créé une civilité qui leur est propre et une culture faite d'appropriation et de redéfinitions, combinées à une défense intransigeante et de leurs droits politiques de citoyens et de leurs statuts particuliers (de musulmans et de chrétiens africains)». En Côte-d'Ivoire, tout en conservant leurs codes sociaux et religieux propres, les Sénégalais usent de leur citoyenneté française et de leur instruction, d'abord pour obtenir des privilèges dans leur activité professionnelle (recruter du personnel local dans leurs plantations, obtenir des facilités de crédit), mais aussi, pour dénoncer les abus de l'administration coloniale à l'endroit des populations autochtones.

Comment interpréter ces dernières interventions? Faut-il n'y voir là qu'une simple tactique opportuniste destinée à gagner la confiance de la population autochtone et à consolider des liens en vue d'élargir la clientèle ou de la fidéliser? Zie et Vrih (1992) racontent comment, en prenant la défense des autochtones, Samba Gueye put récupérer auprès de chefs coutumiers reconnaissants des terres à cultiver et Mandoye N'Doye, des clients.²⁸ Ou encore cet intérêt nouveau pour la société locale participe-t-il d'une volonté de l'intégrer? A la tête de grandes familles, les commerçants sénégalais qui avaient contracté des mariages polygamiques mais aussi exogamiques, épousant pour certains d'entre eux des originaires de l'Indénié, entendaient-ils ainsi préparer l'avenir de leur descendance? A première vue, cette position peut apparaître intenable parce que le fruit d'apparentes contradictions. Elle fut d'ailleurs perçue comme un affront par les colons qui, sans tarder, changèrent de collaborateurs et, par cette décision, contribuèrent au déclin des commerçants sénégalais en Côte-d'Ivoire. De leur côté, les autochtones – à qui les Sénégalais faisaient ombre en occupant le créneau commercial – auraient pu également considérer cette volonté de rapprochement comme une vulgaire manoeuvre économique. Mais c'eût été négligé le fait qu'ils pouvaient interagir et disposer de moyens de pression. Grands électeurs de la Chambre de commerce, en même temps qu'ils étaient devenus notables dans les petites villes ivoiriennes, les Sénégalais avaient aussi des obligations à respecter envers les citadins non-citoyens. Et, mesurant la réussite d'une entreprise autant au nombre de cadets sociaux qu'à la richesse économique accumulée, ils ne pouvaient y déroger. De surcroît, dominés et une seconde fois déclassés par les colons français, il était compréhensible qu'ils cherchent un appui auprès d'autres interlocuteurs.

²⁸ Samba Gueye et Mandoye N'Doye se sont installés en Côte-d'Ivoire à la fin du 19^{ème} siècle, constituant les premières fortunes sénégalaises.

Dans cette perspective, ne pourrait-on pas considérer que la citoyenneté française a été utilisée comme une arme permettant légalement de prendre la défense d'un Autre qui est comme soi, africain et colonisé? En effet, si dans un premier temps, les commerçants sénégalais ont pu essayer de s'assimiler au dominant, en déplaçant l'injonction dévalorisante de "colonisé" sur les autochtones, progressivement réalisant que dans le schéma de domination colonial, ils ne pourraient jamais acquérir une réelle autonomie, ils ont été conduits à contester les structures d'interaction telles qu'elles se définissaient alors; l'autochtone pouvant devenir un allié, celui par lequel le changement peut surgir. Selon des stratégies individuelles, des Sénégalais auraient donc à leur tour instrumentalisé l'identité qui leur avait été assignée. N'ayant pas les moyens de la rejeter, ils en auraient joué et l'auraient détourné de ses objectifs. Ils se seraient donc appuyés sur les privilèges qu'elle offrait pour défendre la position des populations locales. Le soutien accru des Sénégalais à la cause autochtone est très certainement à relier aux remous politiques qui se développent dans la sous-région, à la contestation qui s'organise à partir de 1945. Sinon comment expliquer notamment le changement de vue radical de Samba Gueye qui longtemps "fut avec la complicité de l'administration coloniale l'animateur principal de l'opposition passive contre le pouvoir autochtone, les revendications de la cour royale et des lettrés agni du Sanwi" (Zie & Vrih, 1992: 260) avant de se convertir à partir de 1946 en un fervent militant du PDCI-RDA?

Les commerçants sénégalais auraient été citoyens français, responsables de la communauté musulmane et auraient à l'occasion défendu les droits des autochtones quand ils ne se seraient pas ivoirisés après avoir été auxiliaires des agents de la colonie. Apparemment contradictoires ces identifications auraient coexisté, cohabité sans qu'elles n'entrent nécessairement en conflit. Selon une démarche individuelle, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire auraient tout à la fois opté pour l'assimilation au majoritaire, l'ajustement, l'ambivalence et le retrait élevant le paradoxe au rang de stratégie identitaire. Il s'agirait là d'une «manière d'agir dont la caractéristique n'est pas tellement d'emprunter un peu de chaque extrême ou contraire et d'abandonner le reste, mais de les prendre tous deux en même temps et au même endroit» (Barel, 1989).

Les Sénégalais insérés dans des réseaux de compétence transnationaux mais en retrait dans la société ivoirienne

Contrairement à leurs aînés dont le séjour ivoirien avait été engagé avec pour perspective de renégocier à leur avantage les relations de travail avec le colon français, au lendemain des Indépendances, la migration des Sénégalais en Côte-d'Ivoire s'organise en dehors de tout accord de coopération ou de travail préalable. Artisans ou commerçants, travaillant le plus souvent à leur compte, les nouveaux immigrants ne développent aucun rapport professionnel de dépendance avec leurs hôtes ivoiriens. Abidjan s'impose comme une plate-forme commerciale au sein du continent africain, la clientèle des Sénégalais n'est pas seulement ivoirienne et leurs circuits d'approvisionnement ne dépendent que très rarement de fournisseurs ivoiriens.

Tailleurs, bijoutiers, cordonniers, jeunes et moins jeunes, gens de caste le plus souvent, la plupart des artisans sénégalais ont déjà acquis une solide formation avant de gagner le pays de cognac.²⁹ Se faisant connaître et apprécier pour la qualité de leurs prestations mais aussi pour leur aptitude à transmettre leur savoir-faire, ils valorisent doublement leurs compétences. A Treichville comme à Adjamé, les tailleurs sénégalais prennent en apprentissage des Nigériens, Guinéens ou Burkinabè, parfois des Ivoiriennes pour la confection dames; jamais d'Ivoiriens. De leur côté, des bijoutiers sénégalais initient des Burkinabè, fils de forgerons aux techniques de l'orfèvrerie. Les Ivoiriens ne semblent pas non plus disposés à travailler dans ce secteur. Les artisans sénégalais occuperaient des créneaux jamais occupés par les Ivoiriens peu enclins à s'engager sur le chemin de l'apprentissage de métiers qu'ils jugent peu valorisants et insuffisamment rémunérateurs. Ceux-là aspireraient à un statut de haut fonctionnaire ou de cadre supérieur, à des fonctions politiques, administratives ou économiques élevées que seul un cursus scolaire rondement mené peut permettre. «Les Ivoiriens eux, ils ne veulent pas faire les métiers. Ils préfèrent étudier. Mais ça ne sert à rien... Ils disent qu'on travaille bien et comme on passe tout notre temps à travailler, on ne peut pas être des escrocs».³⁰ En des termes plus diplomatiques, l'Ambassadeur du Sénégal exprimait l'idée voisine d'une division naturelle du travail entre les Ivoiriens et les allochtones qui ne pouvait que se pérenniser: «Sur le plan économique, il y a une sorte de division des tâches. Même si les étrangers sont plus actifs dans certains secteurs, cela ne gêne pas tellement les Ivoiriens. Ce sont plutôt des difficultés propres à l'économie ivoirienne même qui les gênent».³¹

La conjoncture économique défavorable aurait fait évoluer les pratiques et modèles ivoiriens plus vite que les discours de l'Autre sur ces pratiques. Autrement dit, les Ivoiriens n'auraient plus confiance en l'efficacité de l'institution scolaire comme garant de la promotion sociale (Proteau, 1994), alors que les Sénégalais de Côte-d'Ivoire seraient peu nombreux à avoir pris conscience de ce changement, convaincus de pouvoir travailler encore longtemps dans un secteur protégé. Plus que la crainte d'une concurrence autochtone, en réalité c'est l'augmentation de la matière première – l'or brut – qui aurait incité des bijoutiers sénégalais à rentrer au pays où les dépenses de fonctionnement sont moindres.³²

²⁹ Pendant près de trois décennies, l'économie ivoirienne a connu un essor considérable grâce aux recettes issues des cultures de rente (café, cacao). La Côte-d'Ivoire est alors devenue pour bon nombre d'étrangers le pays où on pouvait rapidement faire fortune.

³⁰ Extraits d'entretiens collectifs conduits à Abidjan en décembre 1994 auprès d'artisans sénégalais.

³¹ «Le Soleil» du 15/12/93.

³² En Côte-d'Ivoire, il n'existe pas une bourse officielle de l'or et les troubles politiques dans les pays producteurs voisins (Sierra Leone, Liberia) perturbent les circuits d'approvisionnement. Dans ces conditions, les bijoutiers sont tributaires de leurs fournisseurs qui font grimper les prix. A la suite de la dévaluation du franc CFA, les prix ont connu des variations encore plus importantes (de 3.000 francs CFA, le gramme est passé à 5.000 francs) et les bijoutiers n'ont pas pu ou su réviser à temps leurs prix de vente.

Les Sénégalais continuent de percevoir les Ivoiriens comme des étudiants permanents, "attardés" ou encore des fonctionnaires "assis" dans des bureaux attirés par les honneurs et l'argent facile à gagner. La production de ce stéréotype n'est en rien impliquante; ils reprennent à leur compte toute une série d'images éculées distillées déjà par bon nombre d'observateurs étrangers qui renvoient à des conceptions du travail divergentes. Le travail peut se mesurer à l'aune des revenus monétaires qu'il rapporte; il peut aussi s'inscrire dans une démarche initiatique et renvoyer à l'acquisition d'un métier; il peut encore être associé à une action physique, manuelle. Pour ceux-là, l'échange des biens comme le commerce des idées ne peuvent être assimilés à un travail: «Les Sénégalais ne travaillent pas, ils font du commerce» (propos de migrants burkinabè installés à Abidjan).

Quand l'artisan sénégalais croit parler de l'Autre, par un jeu de miroir, il se donne aussi à voir. Les gens de métier semblent avoir intériorisé l'identité qui leur a été prescrite par les sociétés hiérarchisées *wolof* ou *baaɓpulaaren* puis reprise par les administrateurs et ethnologues coloniaux, une identité d'homme casté quasiment légitimée et figée par un ordre naturel. Alors que l'Autre est habilité à émettre des opinions et des préférences, à gravir les différents échelons de l'échelle sociale, les artisans s'excluent d'eux-mêmes des professions les plus recherchées; ils peuvent seulement prétendre influencer sur la matière, en la transformant. Ils font ce que l'Autre ne veut pas faire. Et c'est en se marginalisant qu'ils justifient leur place, en se dévalorisant qu'ils désamorcent tout conflit comme si le renforcement de leurs stigmates leur permettait de les assumer. En situation d'émigration, leur structure identitaire semble conserver une certaine rigidité. Pourtant, la valorisation de leur identité dépend autant des connotations que leur attribuent les Ivoiriens – groupe dominant – que des mythes qu'ils véhiculent sur leur propre groupe d'appartenance. Autrement dit, les conduites identitaires des artisans sénégalais en Côte-d'Ivoire correspondent moins à une réactivation d'un substrat culturel conçu comme une denrée immuable qu'à une re-création.

De manière générale, les Sénégalais rencontrés attribuent aux Ivoiriens des marqueurs flous. Ou plus précisément, ils ne s'autorisent pas à émettre directement des avis plus tranchés conscients peut-être du poids des mots: «Les Ivoiriens sont gentils, corrects; on peut plaisanter avec eux». Ils admettent cependant faire l'expérience de l'interaction; cette relation à l'autre s'exprimant sur un registre policé. En revanche, ils taisent bien souvent leur expérience de la violence urbaine. Pourtant, certains d'entre eux en ont été les victimes: de la "violence d'en bas" impulsée par ceux qui braquent les conducteurs dans la cité, le soir, par ceux qui attaquent à main armée les ateliers de bijouterie mais aussi de la "violence d'en haut" perpétrée par des agents de l'État qui viennent récupérer l'impôt synthétique avant qu'il n'ait été officiellement mis en place. Face à cette violence vécue ou fantasmée, les artisans sénégalais développent une pluralité de conduites aux apparences contradictoires – un même individu pouvant d'ailleurs s'employer à les multiplier. Ils s'enferment dans leur statut de victime, accusant la jalousie de la parentèle restée au pays d'être à l'origine de ces attaques. Ou encore, optant pour une démarche défensive, ils s'efforcent par la

discrétion, la réserve et la conformité de se rendre encore plus invisibles. Ou enfin, choisissant l'action, ils cherchent une protection auprès de la population autochtone et la monnayent en échange de l'hospitalité sénégalaise – la *teranga*. Pour envisager pareille négociation encore faut-il être soi-même convaincu que son invitation puisse être perçue comme digne d'intérêt par l'Autre, l'Ivoirien censé être l'hôte et non l'invité. Procéder avec conviction à un tel retournement de perspective suppose de s'être déjà engagé dans une entreprise de valorisation de son identité collective. Serigne qui a été agressé et dont l'atelier a été cambriolé à deux reprises en trois ans raconte comment dans son quartier, il invite son voisinage, «des petits vendeurs ou des petits bandits qui traînent par là» à venir partager le *ceb bu jën*, le plat de riz sénégalais ou à siroter les «trois normaux»³³ dans l'espoir de désamorcer toute nouvelle agression. Par ce biais culturel, il entend pouvoir obtenir un soutien ou, à tout le moins, être prévenu en cas de récurrence. Si les Sénégalais sont convaincus de la suprématie de leurs rituels conviviaux, de la puissance et de l'attrait de leurs réseaux communautaires, ils ne l'expriment que de manière détournée. Et ils font dire par la bouche des Ivoiriens ce qu'ils aimeraient entendre: «Les Ivoiriens nous respectent, les Sénégalais, parce qu'on mange bien, on est bien logé, on arrange bien notre maison avec la télé, le climatiseur». Ils sont disposés à être perçus comme un groupe solidaire, en retrait, respectueux de la tradition à condition de donner le sentiment qu'ils maîtrisent également tous les signes extérieurs de la modernité. Leur ardeur au travail combinée à leur souci d'épargne ne doit pas non plus faire accroire qu'ils s'astreignent en conséquence à développer un style de vie frugal. Ils entendent se placer au-dessus de la critique, échapper aux assignations d'escroc et de parasite préoccupé essentiellement par le rapatriement de ses fonds au pays qu'ils imaginent pouvoir renvoyer en tant qu'émigrés. De surcroît, les discours qu'ils produisent sur eux-mêmes et les comportements qu'ils adoptent face aux jeunes abidjanais informent en creux sur les représentations qu'ils ont de la société ivoirienne. Les Ivoiriens n'accorderaient pas autant d'importance qu'eux à l'entretien du foyer, à la solidarité familiale. Les Ivoiriens ne privilégieraient ni les mêmes postes de dépenses ni les mêmes valeurs culturelles. «Au Sénégal, les gens dépensent plus pour la nourriture et l'habillement; les Ivoiriens dépensent beaucoup pour les enterrements». «L'Ivoirien il peut aller manger tout seul au maquis pendant que sa femme et ses enfants restent sans manger à la maison».

Les hommes d'affaires sénégalais

Les commerçants qui s'installent en Côte-d'Ivoire à partir des années soixante partagent aussi la même idéologie du travail que leurs compatriotes artisans. La doctrine musulmane mouride à laquelle adhère une grande partie des vendeurs *wolof* est en effet fondée sur le travail assidu des disciples (talibés) – seul moyen d'accéder au salut éternel. Après avoir mis la force de travail des jeunes

³³ A boire les trois thé qui sont servis à tout visiteur (N.d.R.).

talibés au service de l'expansion agricole au Sénégal, les "marabouts de l'arachide" les ont réorientés vers le commerce sur grande échelle, une fois l'essentiel des terres colonisées. Des réseaux marchands transnationaux se sont développés intégrant outre Dakar, Marseille, Rome, New York, Djeddah, Hong Kong mais aussi Abidjan (Ebin, 1994). Les Sénégalais vont s'approvisionner essentiellement en matériel électronique et produits de maroquinerie aux États-Unis, en Italie ou en Espagne qu'ils redistribuent dans la sous-région. D'autres encore partent écouler les marchandises produites ou achetées en Côte-d'Ivoire sur le continent africain. Mais qu'ils soient *Wolof* ou *Haalpulaaren*, appartenant à la confrérie mouride ou tidjane, pour se préserver un espace de vie et de travail propre, ils puisent dans leurs ressources culturelles et identitaires. Ils élaborent des systèmes d'hébergement et d'entraide facilitant leur insertion, leur circulation mais aussi leur invisibilité, explorant diverses formes de solidarités fraternelles, villageoises ou religieuses. Face à ces stratégies d'évitement, la politique d'ivoirisation – étendue à l'ensemble des activités économiques lors du plan quinquennal de 1981-1985 – n'a eu que peu d'effets sur le négoce engagé par ces grands commerçants structurés en réseaux. La Côte-d'Ivoire fait toujours partie de leur système migratoire international, bien que les difficultés, qu'elle traverse, les aient incitées à accroître encore davantage leur circulation. Ils mettent en oeuvre toute leur énergie à scruter les variations des taux de change, les différentiels de prix entre les pays, les raretés réciproques des marchandises; leur structure transnationale et leur puissance financière leur donnant les moyens de s'affranchir à la fois des frontières et des réglementations. Aussi, contrairement à leurs frères débutants à qui ils délèguent la redistribution des marchandises, ces "hommes de l'ombre" échappent en grande partie à l'hostilité de la société d'accueil.

Le colporteur

Le petit vendeur sénégalais – tablier ou colporteur – n'est apparemment pas assimilé à l'épicier mauritanien ou au commerçant libanais qui, au lendemain de la dévaluation, étaient accusés de "hooliganisme économique", qualifiés de "fossoyeurs des économies africaines" ou de "sangues" pour avoir créé une pénurie artificielle.³⁴ Tablier ou colporteur, il n'est pas considéré comme un commerçant de proximité. De fait, il n'a pas essaimé dans les quartiers et on ne peut pas lui reprocher d'y occuper une position stratégique. Par ailleurs, il vend rarement des produits alimentaires ou de première nécessité et on ne peut l'accuser de profiter de la dévaluation du franc CFA pour faire flamber les prix, spéculer. En revanche, comme tous les autres commerçants émigrés, il thésaurise, exporte ses gains et, par ce comportement, il est perçu comme ne contribuant que très faiblement à la relance économique de la Côte-d'Ivoire. «La Côte-d'Ivoire ne saurait être une carrière qu'on exploite, c'est un pays qui nourrit ses fils et

³⁴ En référence notamment à l'article de J.F. Kanegnon, *L'État doit sévir*, «La Voie», 732, 01/03/94, critique formulée à l'égard de la politique du gouvernement Duncan jugée trop laxiste.

ceux qui se considèrent comme tels et qui le rendent bien en retour. Elle ne saurait être l'otage de ceux auxquels elle a ouvert ses bras, accorder le gîte et le couvert. C'est pourquoi il faut désenclaver par l'intégration tous ceux qui sont enfermés dans leur aire culturelle transposée sur le sol national, n'entretenant pour tout contact que des rapports mercantiles». ³⁵ Le colporteur ou le tablier sénégalais est considéré comme un petit commerçant astucieux, beau parleur, harangueur, pugnace, décidé coûte que coûte à écouler sa marchandise. Sa roublardise l'éloigne de fait du grand banditisme. Le seul exotisme que l'Ivoirien lui prête tient précisément à son agressivité commerciale légendaire et à sa prestance. Si l'étonnement devant l'étrangeté s'est estompé avec le temps, le petit commerçant sénégalais n'est cependant pas pour autant à l'abri d'une certaine hostilité. Travaillant à son compte, il est confronté aux expulsions répétées engagées depuis quelques années par les autorités communales. «La rue 12 ne vit plus» titrait "Ivoir Soir" en janvier 1993. Mettant en avant des critères de sécurité, sous la pression des commerçants libanais et marocains de la place, la municipalité de Treichville venait de procéder une nouvelle fois au déguerpissement des vendeurs ambulants. A l'instar de tous les colporteurs ou "vendeurs à la sauvette" du monde qui exercent la vente sans patente, les Sénégalais qui proposent sur le même trottoir mais à des prix nettement concurrentiels les mêmes produits que les commerçants de la place se heurtent à la répression quotidienne en dépit des nombreux stratagèmes dont ils usent. Ce n'est qu'avec le temps qu'ils parviennent à composer avec leur nouveau milieu et à maîtriser l'espace urbain. Leur entrée dans la filière s'est faite grâce à l'appui de leur communauté mouride. Une enquête réalisée en décembre 1991 dans la *dabira* (cercle) mouride "Cheikhoul Khadim" de Treichville mettait en lumière à la fois l'extrême labilité des Sénégalais et le rôle de la confrérie dans leur insertion ivoirienne. Près de la moitié des disciples interrogés étaient installés en Côte-d'Ivoire depuis deux ans au plus. Jeunes *Wolof* ils travaillent principalement comme vendeurs de montres dans les rues ou sur le marché de Treichville.

Le "Gorgui" – terme *Wolof* (*goor gi*) signifiant monsieur – attirerait la sympathie, l'affection des Ivoiriens. En désignant tout à la fois le colporteur, le grand commerçant mouride, l'entrepreneur, l'artisan et le descendant des pionniers de l'époque coloniale – celui qui s'est hissé à des postes de responsabilités politiques sur le sol ivoirien –, il permettrait de faire coexister, sans peine, anciennes et nouvelles représentations. Ce terme de *Gorgui* par lequel des Sénégalais de Côte-d'Ivoire se désignent eux-mêmes a, en réalité, été repris par les médias et la population ivoirienne. Les Sénégalais entendent bien contribuer directement à l'évaluation positive de cette nouvelle catégorisation identitaire, donnant au-delà d'une apparente hétérogénéité, l'image d'une communauté soudée, discrète, responsable, structurée et attachée aux valeurs culturelles de sa société d'origine. Diplomate par excellence et interrogé au lendemain des émeutes anti-ghanéennes et de l'accession de Henri Konan Bédié à la présidence de la République, l'Ambassadeur du Sénégal en Côte-d'Ivoire s'exprimait en des

³⁵ «Fraternité Matin» du 28/12/93.

termes comparables: «C'est une colonie utile et imaginative. Nos compatriotes sont travailleurs et ont rarement maille à partir avec la justice... On retrouve des associations de Sénégalais dans tous les arrondissements du pays ... Les associations de Sénégalais veillent à ce que les lois et règlements du pays soient respectées. C'est l'une des meilleurs manière de préserver l'hospitalité dont ils bénéficient ici».³⁶

Le Sénégalais de l'extérieur acteur du développement économique de son pays

L'avènement du multipartisme ainsi que la révision du code électoral en Côte-d'Ivoire ont incité les étrangers à prendre de la distance par rapport aux enjeux politiques ivoiriens et à se concentrer davantage sur leurs propres projets. Les Sénégalais ne se sentent plus dans l'obligation d'être perçus comme une catégorie homogène. Ils commencent à étaler au grand jour leurs dissensions au grand désarroi des instances diplomatiques.

La campagne présidentielle sénégalaise de 1992 avait déjà contribué indirectement à l'émergence de nouveaux leaders associatifs. A cette occasion, le coordonnateur du Parti Socialiste pour la Côte-d'Ivoire, le Ministre chargé des Émigrés et des responsables de l'Association de Commerçants Émigrés organisèrent des meetings dans les villes ivoiriennes. Largement et régulièrement interpellés par des hommes politiques mais aussi par des émigrés de retour, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire qui avaient adopté majoritairement une position de retrait face aux affaires politiques, commencèrent à prendre la parole dans les réunions. Plus opportunistes, d'autres s'impliquèrent dans l'organisation même de ces manifestations, soutenant la candidature d'Abdou Diouf alors qu'ils s'affichaient PDS³⁷ quelques mois plus tôt. Quelques-uns supputèrent l'intérêt qu'il y aurait désormais à intégrer une instance politique ou à s'affilier à une association pour préparer autant leur avenir en Côte-d'Ivoire qu'un retour fructueux au pays. L'élection à la tête ou au sein du bureau d'une amicale – structure associative créée à l'initiative du PDCI/RDA et regroupant les Sénégalais de chacune des dix communes d'Abidjan, de Grand Bassam, Bingerville, Jacqueline et de chaque sous-préfecture du pays – fut envisagée comme le plus sur chemin pour se mettre sur les rangs, le jour prochain où se formaliserait le Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur.³⁸

Les conflits naissants s'étaient effacés alors que les émigrés se retrouvaient tous à faire campagne pour la réélection du président Abdou Diouf. Au lendemain de la proclamation des résultats, les rivalités ressurgirent et s'intensifièrent. Les Sénégalais, qui s'étaient trouvés dans l'antichambre du pouvoir, y avaient pris goût. Les relations entre l'Ambassade et le Consulat furent même troublées par ces luttes intestines avant que ce dernier ne fut supprimé au cours de l'été 1994.

³⁶ «Le Soleil» du 15/12/93, *op. cit.*

³⁷ Le Parti Démocratique du Sénégal, principal parti d'opposition au Sénégal.

³⁸ Le projet de décret portant création de cet organe consultatif a été approuvé et signé par le chef d'État le 9 février 1995; la mise en place est prévue au cours du premier trimestre 1996.

L'année 1994 a donc été marquée par la remise en cause des leaders associatifs et des structures sans pour autant que les objectifs de ces collectifs n'aient été redéfinis. Nombreux sont donc les Sénégalais à contester la suprématie de la chefferie en place, anciennement cooptée par le PDCI/RDA. Ceux-là prônent une décentralisation des pouvoirs dans chaque commune ainsi que l'élection de nouveaux représentants, moins impliqués dans les affaires ivoiriennes et davantage à l'écoute des revendications des compatriotes désireux de réinvestir au pays. Des désaccords sérieux se développent au sein même du directoire de l'amicale centrale composé en majorité de personnalités *Lebou*, sénégalaises de deuxième et troisième génération ou installées en Côte-d'Ivoire depuis plusieurs décennies. Entendant bien conserver leurs privilèges, les uns déniaient à ceux qui veulent leur ravir le pouvoir, de ne pas en avoir les capacités. Et de construire alors leur argumentation autour de l'identité ethnique considérée comme un donné objectif, atemporel et structurant. Bien que tenant un discours et à la fois son contraire, ils s'auto-désignent comme *Lebou* avant de se reconnaître Sénégalais. Ils se présentent en quelque sorte comme le "peuple élu", se recomposant une identité très valorisante, partagée par une minorité et qui justifierait à elle seule leur position privilégiée à la tête de l'Amicale. Ils seraient nés pour gouverner et fédérer. «L'histoire a retenu que les *Lebou*³⁹ constituent la symbiose de toutes les ethnies du Sénégal. En 1790, la république *Lebou* existait... mais il ne serait pas sage d'imposer les choses même si on peut le faire...». Dans ces conditions, ils ne peuvent qu'afficher du mépris pour leurs compatriotes qu'ils interpellent par leur ethnonyme – les *Haalpulaaren* – et auxquels ils déniaient toute responsabilité, toute éducation. «L'idée était de mettre en veilleuse la communauté *Lebou* pour que les amicales se développent et pour effacer le complexe qu'avaient les autres ethnies... Il faut d'abord se considérer comme Sénégalais plus que de faire valoir son appartenance ethnique comme les *Haalpulaar*. Les *Haalpulaar* ont fait leur m'as-tu-vu; ils avaient cru qu'avec leur agitation ils pourraient donner l'impression d'être très nombreux et qu'ils pourraient occuper des postes stratégiques». Ils les accusent d'avoir voulu prendre le pouvoir en jouant la carte ethnique, et de s'être appuyés sur leurs frères émigrés rentrés au pays. «Des émigrés qui étaient à Abidjan avaient créé une association des émigrés à partir de Dakar. Ils nous avaient envoyé des cartes pour que les Sénégalais de Côte-d'Ivoire adhèrent. Les *Lebou* trouvaient que c'était une ironie. Ce n'était pas à des émigrés rentrés de créer une association. C'étaient des frères *haalpulaar* de Dakar qui étaient à l'origine de ça. Peut-être qu'il y a eu un problème au niveau du gouvernement sénégalais... L'ethnie *haalpulaar* a plus de crédits à l'extérieur». Ils leur reprochent d'avoir voulu en quelque sorte reproduire ce qu'eux-mêmes s'étaient employés à faire par le passé. La pureté ethnique est encore mise en avant pour contester les choix

³⁹ Les *Lebou* regroupent une population composite, aujourd'hui wolofophone. Les uns seraient des *Wolof* originaires du Nord du Sénégal voire du Hodh en Mauritanie; les autres auraient des liens de parenté avec les *Sereer* du nord-ouest. Les uns étaient déjà installés dans la presqu'île du Cap-Vert; après être entrés en conflit avec le souverain du royaume du Cayor, d'autres y immigrèrent et instituèrent une république théocratique.

opérés par les *Haalpulaaren* quant à l'élection de leurs représentants. «... Ils sont partis après les élections en campagne pour regrouper les Haalpulaar. Leur président est peul et les Toucouleur sous-estiment les Peul. Au fond, les Toucouleur se sentent un peu frustrés car commandé par un Peul».

L'autre fraction *Lebou* issue du bureau de l'Amicale centrale semble, quant à elle, animée par un souci de pragmatisme: «la réalité se trouve où sont les plus nombreux, les plus actifs». «Ils (les autres membres du directoire) divisent les races, ils sont contre les *Haalpulaar* or une race dominante, laissez-la dominer». A l'instar des gens de la vallée du fleuve, elle conteste le caractère figé de l'amicale et son incapacité à rendre compte de l'évolution des besoins des Sénégalais émigrés. Cette autre fraction ne lit pas le conflit au travers du filtre ethnique et pense plutôt que ces luttes intestines opposeraient les "Sénégalais de Côte-d'Ivoire" ayant opté pour la nationalité ivoirienne aux "Sénégalais en Côte-d'Ivoire" fermement attachés à leur sénégalité et prêts à affronter la xénophobie ivoirienne. Se rangeant parmi les seconds, elle reprocherait aux premiers de méconnaître la réalité sénégalaise pour s'en être longtemps éloignés et de vouloir, par opportunisme, recouvrer leur sénégalité après avoir affiché leur ivoirité au temps où cette démarche pouvait permettre de récupérer des marchés, une clientèle. D'un bord comme de l'autre, ces personnalités *Lebou* useraient par ailleurs du même argument – faiblesse d'ancienneté d'installation en Côte-d'Ivoire – pour contester la valeur de plus jeunes prétendants à la tête des amicales.

En aout 1994, le président de l'Amicale centrale a été "détrôné" par une partie de ses compatriotes à l'occasion d'une assemblée générale à laquelle tous les ressortissants n'avaient pas été conviés. Le consul dont les fonctions avaient été suspendues mais qui était représenté par son conseiller a reconnu ce changement de direction et de bureau; pas l'ambassade. Le mois suivant, deux réunions importantes eurent lieu confirmant la division de la "communauté" sénégalaise. A Treichville, à l'occasion d'un meeting regroupant des membres de collectivités allogènes, le président du Club International des Amis du Président Henri Konan Bédié – Sénégalais de Côte-d'Ivoire – officialisait le bureau en présence d'un conseiller technique du président de la République de Côte-d'Ivoire, membre du PDCI/RDA et Sénégalais d'origine. Dans le même temps, à Koumassi, dans la salle des fêtes Konan Bédié, d'autres Sénégalais donnaient une réception en l'honneur du départ du premier consul du Sénégal en Côte-d'Ivoire, en présence d'un représentant de l'Ambassade. Apparaissant au grand jour, ces rivalités irritent le gouvernement ivoirien et par contre-coup affectent l'État sénégalais qui se révèle impuissant à rassembler ses ressortissants. Les Sénégalais de Côte-d'Ivoire, quant à eux, rendent l'État sénégalais responsable de ce désordre et lui reprochent d'avoir perverti les objectifs des structures associatives en les vidant de leur contenu social pour les placer sur la scène politique. Le remaniement des amicales à la veille des élections sénégalaises, l'arrivée du premier consul au Sénégal en Côte-d'Ivoire puis son renvoi ont été perçus comme autant de manoeuvres politiciennes. «Les associations en Côte-d'Ivoire ne sont plus comme avant. Autrefois elles étaient humanitaires; on cotisait pour rapatrier les corps, pour les baptêmes ... en ce temps, il n'existait pas de communes... Aujourd'hui le gouvernement nous impose lors des élections un remaniement ... Pour moi,

c'est le gouvernement du Sénégal qui a créé les problèmes... qu'il sorte de nos affaires, ça ne le regarde pas, il y a des amicales qui ont vécu dix ans sans que le gouvernement le sache».

En plein remaniement du code électoral, les convictions politiques ivoiriennes des Sénégalais semblent directement dépendantes de la nationalité adoptée. Depuis l'incendie du marché d'Adjamé et les émeutes anti-ghanéennes, les Sénégalais ayant conservé leur nationalité ont adopté l'attitude propre à l'étranger, la réserve. Quelques notables apprécient de pouvoir opérer dans l'ombre et d'influencer indirectement le vote des Ivoiriens sans être pour autant citoyen ivoirien. «Si nous sommes 35.000 Sénégalais, c'est 35.000 Sénégalais qui ne votent pas; ça fait 35.000 cartes de moins, mais si chaque Sénégalais essaie de convaincre un Ivoirien... Vous savez même si on ne vote pas, il y a la municipalité qui vient là (élections municipales) et là, les étrangers ont le droit de voter... Vous savez la force des quartiers c'est les étrangers...». Quant aux Sénégalais ayant adopté la nationalité ivoirienne, ils ont pu hier sans retenue afficher leur soutien à Houphouët-Boigny. Aujourd'hui, bien que les enjeux ne soient plus du même ordre, ils soutiennent Konan Bédié au travers de mouvements apolitiques⁴⁰ tout en redécouvrant parallèlement leur sénégalité. Des rumeurs circulent: ils démarcheraient pour que leur nationalité sénégalaise soit aussi reconnue au cas où les tensions – produites à la suite de l'adoption du nouveau code électoral – ne dégénèreraient. L'État sénégalais de son côté «invite (ses) compatriotes à s'abstenir de s'impliquer, sous quelle que forme que ce soit dans les confrontations politiques du pays d'accueil, et d'éviter tout comportement qui pourrait servir de prétexte pour alimenter le racisme et la xénophobie».⁴¹

Conclusion

Sous l'effet de la crise économique internationale, les contraintes que rencontrent les migrants sénégalais – autant dans leur pays d'origine que dans les pays d'accueil traversés – se sont multipliées. Leurs conditions de séjour se sont détériorées. Finie l'époque où la Côte-d'Ivoire recherchait activement des commerçants ou manœuvres étrangers. En refusant le principe de double nationalité pour les pays du Conseil de l'Entente, dès 1965, le parlement ivoirien a réintroduit une dimension nationale à la politique d'immigration. Ce rejet a eu pour effet de maintenir un décalage entre une juridiction et des pratiques migratoires et s'est traduit tout à la fois par une absence de contrôle des flux, une absence de droits politiques ou sociaux réels pour les immigrés et une absence de politique d'intégration. A partir de 1991, l'instauration de la carte de séjour obligatoire pour les étrangers même citoyens de la Cédéao témoigne de la dégradation des

⁴⁰ Certains occupent des fonctions importantes au sein du club international des amis du président Henri Konan Bédié.

⁴¹ Une des sept recommandations faites dans le domaine de la protection à l'occasion du Symposium sur la politique de gestion des Sénégalais de l'extérieur, Dakar, 4-5 novembre 1994, Rapport final, Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur: 17 p.

conditions d'accueil en Côte-d'Ivoire et montre en outre le caractère inopératoire des conventions de libre circulation. La crise parce qu'elle est durable et autant sociale, politique qu'économique ne fait qu'aggraver les tendances au nationalisme. Le débat récent sur le vote des étrangers et sur les conditions d'éligibilité aux élections présidentielles de 1995 a sérieusement troublé les communautés étrangères, placées au centre d'un véritable enjeu politique et généré des crispations identitaires qui, au-delà du rapport entre les Ivoiriens et les étrangers, questionne plus largement le rapport de la société ivoirienne à elle-même.⁴²

Alors qu'ils sont relégués au rang d'étranger et que leur séjour en Côte-d'Ivoire est assujéti à de nouvelles obligations, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire sont, dans le même temps, courtisés par leur propre gouvernement, conscient de la manne financière qu'ils représentent en cette période de turbulences économiques. Il y a d'ailleurs un paradoxe certain entre le moindre soutien qu'accorde le gouvernement sénégalais à ses compatriotes en migration et l'intérêt grandissant qu'il leur reconnaît en liaison avec leurs capacités d'épargne.⁴³ Contraint de procéder à de sévères restrictions budgétaires sous la pression des organisations de Bretton Woods, l'État sénégalais a fermé un certain nombre de ses représentations diplomatiques entre 1994 et 1995, rendant plus difficile la circulation et la protection des Sénégalais notamment sur le continent africain.⁴⁴ Dans le même temps, conscient du rôle que pouvaient jouer, réinvesties localement, les fortunes accumulées à l'extérieur, l'État sénégalais ouvrait un consulat à New York.⁴⁵ A l'occasion du symposium du gouvernement sur les Sénégalais de l'extérieur (novembre 1994), le ministre des Affaires étrangères évoquait les actions menées dans le domaine du transfert de l'épargne des émigrés «pour valoriser le génie, la créativité, le dynamisme et la vitalité des Sénégalais de l'extérieur, en vue de leur implication plus effective dans le processus de développement économique et social du pays». En suivant cette logique, il n'est pas étonnant que la Direction des Sénégalais de l'extérieur, avant même d'étendre un réseau de correspondants en Afrique, ait contribué à la mise en place d'un bureau de la Banque de l'Habitat

⁴² La rivalité Baoulé-Bété, allochtone-autochtone qu'Houphouët-Boigny avait réussi à maîtriser en s'appuyant sur une idéologie d'autochtonie (cf. les travaux de J.P. Dozon) et en maintenant un système de parti unique éclate à nouveau au grand jour. Une première rumeur a été diffusée fin octobre 1995 par l'Agence ivoirienne de presse selon laquelle aurait eu lieu le massacre de planteurs baoulé dans un campement situé en pays bété. Elle n'a jamais été confirmée par les autorités. Début novembre, des planteurs baoulé auraient été chassés de leurs terres par des autochtones bété.

⁴³ Pour l'année 1993 par exemple, les transferts de fonds des Sénégalais de France vers leur pays d'origine représentaient la moitié de l'aide publique française au Sénégal (soient 65 milliards de francs CFA).

⁴⁴ Fin 1994, le Sénégal procédait à la fermeture de 7 ambassades et de 5 consulats. En septembre 1994, un collectif intitulé "Cadres sénégalais en Côte-d'Ivoire" avait adressé un courrier au journal «Sud Quotidien» pour sensibiliser les autorités sénégalaises au fait que depuis la fermeture du consulat et en l'absence de chancelier, ils parvenaient difficilement à obtenir les pièces administratives qu'exige leur situation d'émigré (12/10/94). Fin 1995, 6 autres ambassades étaient à nouveau fermées.

⁴⁵ "Certains n'hésitent pas à dire que New York est courtisée parce qu'elle refuse d'être conquise. Elle est la seule grande cité étrangère où Abdou Diouf a été battu lors de la dernière élection présidentielle" («Sud Quotidien», 02/06/94).

du Sénégal à New York permettant à tout ressortissant sénégalais, en situation régulière ou non de procéder au transfert de son épargne vers Dakar.⁴⁶ Dorénavant, l'État sénégalais entend s'appuyer sur ses compatriotes émigrés pour relancer son économie. Le symposium fut l'occasion de préciser les attentes du gouvernement mais aussi des structures para-étatiques (CICES, PDRG⁴⁷) et privées (Fédération Sénégalaise des Sociétés d'Assurances) à leur égard. Il s'agissait de convaincre les émigrés «de la nécessité impérieuse de participer à la création d'une solide industrie nationale», de les «inviter à travers leurs associations à servir de relais dans le cadre de la relance de nos exportations». «Pour ce faire, il convient de s'appuyer, de façon non exclusive, sur nos compatriotes émigrés, en vue de pénétrer les marchés extérieurs, d'offrir des débouchés à nos productions locales, de faire du lobbying dans tous les secteurs d'activités économiques, dans le respect des législations des pays d'accueil.»⁴⁸ D'investisseur, de client potentiels, l'émigré devient le sauveur rêvé de l'économie sénégalaise; et au lendemain de la dévaluation du franc CFA, alors que le gouvernement sénégalais entend bâtir sa croissance sur une relance des exportations, le Sénégalais de l'extérieur est désigné comme l'un des principaux acteurs de cette nouvelle politique.

Face à ces nouveaux enjeux, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire adoptent et expriment ouvertement des conduites très variées comme si la question de l'édification d'une présence collective dans l'espace public ivoirien ne se posait plus avec la même acuité depuis qu'ils ont réintégré leur statut d'étranger. Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas su se poser en médiateur entre les instances administratives ivoiriennes et sénégalaises. Si certains formulent leurs aspirations sous couvert du filtre communautaire en s'investissant dans une multitude d'associations à caractère ethnique, villageois, religieux, sportif ou politique, d'autres développent à l'envi des stratégies individuelles toujours dans l'espoir de conquérir une parcelle de pouvoir au Sénégal ou encore avec l'idée de pérenniser leur situation de migrant, de minorité intermédiaire en Côte-d'Ivoire. Tous ces changements sont peut être trop récents pour que les migrants aient eu le temps de mettre à profit l'expérience acquise notamment au sein des associations de ressortissants villageoises, – lieux d'initiatives et d'innovations par excellence – et d'établir d'autres règles du jeu avec les États-nations.

SYLVIE BREDELOUP

ORSTOM-Dakar

⁴⁶ De mai 1993, date de son ouverture à janvier 1994, l'agence new-yorkaise de la BHS aurait transféré 500 millions de francs CFA et depuis la dévaluation du franc CFA, les opérations mensuelles auraient considérablement augmenté. Sur les huit premiers mois d'exercice 1994, plus de deux milliards 700 millions de francs CFA auraient été transférés («Sud Quotidien», 24/09/94).

⁴⁷ Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal; Programme de Développement Intégré de la Rive Gauche.

⁴⁸ *Op. cit.* Symposium.

Références bibliographiques

- Y. BAREL (1989), *Le paradoxe et le système. Essai sur le fantastique social*. Grenoble, PUG, 331 p.
- O. BEUGRE, Y. D'ALÉPÉ (1992), *L'exemple des commerçants-planteurs du sud-est de la Côte-d'Ivoire de 1930 à 1960*, in L. HARDING, et al. (ed.), *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest - la Côte-d'Ivoire*. Paris, Harmattan, pp. 189-234 (327 p.).
- S. BREDELOUP (1994), *L'aventure contemporaine des diamantaires sénégalais*, «Politique Africaine», 56, pp. 77-93.
- S. BREDELOUP (1995), *Les Sénégalais de Côte-d'Ivoire, les Sénégalais en Côte-d'Ivoire*, «Mondes en Développement», n. 91, t. 23, pp. 13-29.
- J. CONDÉ (1978), *Les migrations en Haute-Volta*. Washington, Banque Mondiale, 162 p.
- M. DIOUF (1995), *Assimilation coloniale et identités religieuses de la civilité des originaires des quatre communes (Sénégal)*, Colloque "L'AOF: esquisse d'une intégration africaine", Dakar, 16-23 juin 1995.
- V. EBIN (1993), *Les commerçants mourides à Marseille et à New York, regards sur les stratégies d'implantation*, in É. GRÉGOIRE, P. LABAZÉE (eds.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest - Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Paris, Karthala-Orstom, pp. 101-123 (263 p.).
- L. PROTEAU (1994), *Evolution de l'enseignement secondaire en Côte-d'Ivoire (1960-1992), les pratiques "parallèles"*, Colloque GIDIS-CI, Abidjan.
- J.L. TRIAUD (1974), *Lignes de force de la pénétration islamique en Côte-d'Ivoire*, Thèse de doctorat, Paris.
- G. ZIE, G. VRIH (1992), *Les commerçants sénégalais en Côte-d'Ivoire*, in L. HARDING, et al., *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest - la Côte-d'Ivoire*. Paris, L'Harmattan, pp. 235-273.

Summary

International economic crisis has increased constraints from which Senegalese migrants were already suffering both in their country of origin and in the receiving countries. Having denied the countries of the Entente Council the principle of double nationality, the Ivory Parliament has restored, since 1965, a more nationalist dimension in the immigration policy. Since 1991, the introduction of compulsory residence permit for foreign workers, including the CEDEAO citizens, bear witness to the degrading conditions for those entering the Ivory Coast and also reveals that agreements on free movement were in fact not working.

While confined to a foreign status, Senegalese in Ivory Coast are, on the other hand, flattered by their own government as potential clients and investors. They are in fact considered to be the best ambassadors of the Senegalese policy which especially relies on exports for the future growth of the country. Faced with conflicting interests, Senegalese workers in Ivory Coast have not managed, up to now, to mediate between the two instances. While some of them voice their concern through a number of ethnic, religious, political, village or sport associations, others are more concerned with personal strategies.

Résumé

Sous l'effet de la crise économique internationale, les contraintes que rencontrent les migrants sénégalais – autant dans leur pays d'origine que dans les pays d'accueil – se sont multipliées. En refusant le principe de la double nationalité pour les pays du Conseil de l'Entente, dès 1965, le Parlement ivoirien a réintroduit une dimension nationale à la politique d'immigration. A partir de 1991, l'instauration de la carte de séjour obligatoire pour les étrangers, même citoyens de la CEDEAO, témoigne de la dégradation des conditions d'accueil en Côte-d'Ivoire et montre en outre le caractère inopérant des conventions de libre circulation.

Alors qu'ils sont relégués au rang d'étranger et que leur séjour en Côte-d'Ivoire est assujéti à de nouvelles obligations, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire sont, dans le même temps, courtisés par leur propre gouvernement, comme des investisseurs et des clients potentiels. Face à ces nouveaux enjeux, les Sénégalais de Côte-d'Ivoire adoptent des conduites très variées. Jusqu'à présent, ils n'ont pas su se poser en médiateur entre les instances administratives ivoiriennes et sénégalaises. Si certains formulent leurs aspirations dans une multitude d'associations à caractère ethnique, villageois, religieux, sportif ou politique, d'autres développent des stratégies individuelles.

Strategie migratorie e reti etniche a confronto: i burkinabè e i senegalesi in Italia*

“Nascere in un paese povero
non è colpa tua, ma morirci
è che te lo sei voluto”
(i burkinabè del “ghetto”)

Le reti interafricane e la migrazione verso l'Italia

Il recente insediamento in Italia di immigrati provenienti dall'Asia e dall'Africa e le questioni sorte circa la loro presenza e il loro inserimento socio-economico vengono comunemente interpretati a livello della stampa e dei media come un'emergenza, un'anomalia temporanea a cui è necessario porre immediato rimedio. Ma se viene analizzato nel contesto internazionale, il caso italiano assume la sua reale dimensione e prospettiva e appare allora anomala, se mai, la situazione precedente, in cui l'Italia entrava nei circuiti migratori mondiali soltanto come paese esportatore di uomini, mentre ne restava fuori come paese ricettore. La condizione di paese emissario, infatti, non è in contraddizione con quella di paese ricevente, il *brain drain* accompagnato dall'importazione di mano d'opera non essendo altro che l'esempio estremo di ciò. Inoltre, oggi l'instabilità del contesto internazionale può condurre a brusche variazioni e inversioni dei flussi: le migrazioni interafricane ne sono un esempio.¹ Al fine di

* Una versione differente del medesimo articolo è stata pubblicata in francese in: «Monde en développement», 91, 1995, pp. 67-80, col titolo: *Les Burkinabè et les Sénégalais dans le contexte de l'immigration ouest-africaine en Italie*.

¹ Emblematici sono i casi del Ghana e della Nigeria, paesi al contempo a forte immigrazione ed emigrazione (si veda N. Robin, 1992). Mentre i senegalesi emigrano verso la Costa d'Avorio, il Gabon, l'Europa e gli Stati Uniti, in Senegal si trovano immigrati della Guinea impiegati nei lavori agricoli o nei mercati. Si veda il n. 3, 1994 della «Revue européenne des migrations internationales», *Migrations africaines*, coordinato da Y. Charbit e N. Robin.

collocare l'immigrazione in Italia nel suo contesto, e limitandoci al caso dell'Africa occidentale,² occorre tenere presente i seguenti fattori:

1) la percentuale di emigrati che si muove dall'Africa occidentale (CEDAO) verso l'Europa è minima rispetto ai movimenti di popolazioni che hanno luogo all'interno del continente africano. A titolo di esempio, basti ricordare che la sola Costa d'Avorio conta circa tre milioni di stranieri residenti, pari a circa dieci volte il numero degli africani della CEDAO residenti nell'Unione europea.³ Solo gli emigranti "meno poveri" e meglio informati, infatti, possono permettersi di affrontare la spesa e i rischi dell'avventura europea.

2) Come appare ormai evidente, le migrazioni internazionali (e quindi anche verso l'Europa e l'Italia) costituiscono una conseguenza strutturale – e non contingente – degli squilibri causati nei vari stati africani dalla mondializzazione dell'economia, e come tali debbono essere affrontate.

3) Le dimensioni della presenza straniera nel nostro paese (contenute, in confronto con altre realtà europee⁴) e i costi sociali che sembrano derivarne (clandestinità, criminalità, incremento del lavoro nero, razzismo), che sono in un certo qual senso "fisiologici" ai fenomeni di questo genere, non giustificano i toni drammatici con cui la questione è stata presentata: evidenziano piuttosto l'incapacità del nostro sistema politico-istituzionale di far fronte ai mutamenti e alle trasformazioni economiche e sociali in atto (mobilità sul lavoro, innovazione tecnologica, concorrenza dei paesi terzi, ristrutturazione del *welfare state*). L'immigrazione diviene così la cartina di tornasole delle disfunzioni del sistema Italia.

4) La presenza di individui e gruppi appartenenti ad altri orizzonti culturali in un paese privo di una forte identità nazionale come l'Italia, ripropone la questione dell'identità (italiana) rispetto all'"altro" (lo straniero). Il malessere e l'irrequietezza dimostrati da una parte della società nei confronti degli immigrati sono così in parte da ascrivere al fatto di non sapere in che cosa realmente si incarni e si manifesti questa identità collettiva, al di là delle singole identità regionali o locali.

Per tentare di contribuire a togliere al caso italiano l'immagine di "situazione d'emergenza"⁵ e di "condizione straordinaria" troppo spesso attribuitegli – pur

² Con Africa occidentale intendiamo i 16 paesi aderenti alla CEDAO (Comunità economica dell'Africa dell'Ovest, creata nel 1975), ovvero Benin, Burkina Faso, Capo Verde, Costa d'Avorio, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone e Togo, uniti da un accordo (1979) sulla libera circolazione delle persone. Di fatto questo accordo non è stato rispettato. Si veda Brou e Charbit, 1994, p. 46.

³ Gli originari della CEDAO residenti nell'Europa dei 12 (Grecia e Irlanda escluse) nel 1990 erano 289.101. Nel 1988 la Costa d'Avorio ha recensito 3.039.000 stranieri, pari al 28% della popolazione; di questi il 9.7% sono immigrati di prima generazione (Brou e Charbit, 1994). Il censimento del 1960 in Ghana indica 827.000 stranieri. Nel 1969 lasciano il Ghana da 500.000 a un milione di stranieri, mentre la Nigeria espelle un milione di lavoratori non in regola nel 1983 e altri 700.000 nel 1985 (N. Robin, 1992).

⁴ Percentuale di immigrati in alcuni paesi della UE nel 1990: Belgio 9.1%, Germania 8.4%, Francia 6.3%, Paesi Bassi 4.6%, Gran Bretagna 3.2%, Italia 1.4. (OCDE - Rapporto annuale SOPEMI 1994).

⁵ Non si intende negare che vi siano emergenze legate all'immigrazione, bensì il fatto che l'immigrazione "in sé" venga trattata come un'emergenza.

rispettandone le eventuali specificità – è necessario inserirlo in un contesto più ampio. I tre saggi qui presentati, parte di un programma di ricerca dell'Orstom⁶ sulle migrazioni interafricane e dall'Africa verso l'Europa, mettono in risalto come gli spazi nazionali non siano in grado di assorbire le conseguenze sociali delle crisi causate nelle fragili economie africane – spesso fondate sull'esportazione di un solo prodotto agricolo o materia prima – dagli aggiustamenti alla modernizzazione e dalla globalizzazione dell'economia. La migrazione – temporanea o definitiva – si pone allora come soluzione alternativa. Questa, infatti, consente di ristabilire almeno provvisoriamente, l'equilibrio ormai compromesso tra uomini e risorse. Le politiche restrittive all'immigrazione messe in atto in Africa⁷ e in Europa e il conseguente restringimento degli orizzonti di emigrazione non hanno l'effetto di arrestare i flussi, bensì di polverizzarli verso un numero sempre più vasto di mete, nonché di rendere ancor più drammatiche le condizioni di vita degli immigrati clandestini.

Per sua natura, il movimento migratorio interafricano ha carattere flessibile: esso è continuamente alla ricerca di nuove mete e nuove nicchie economiche in cui inserirsi, adattandosi a nuove realtà. Esso reagisce a ogni minimo cambiamento delle condizioni economiche e legislative del paese d'accoglienza: in un certo senso si può affermare che la presenza degli immigrati è un indicatore del dinamismo economico di quest'ultimo. Allo stesso tempo, però, i flussi migratori che legano alcuni paesi presentano anche caratteri di continuità: ad esempio, i movimenti di popolazione tra Ghana, Costa d'Avorio e Burkina Faso hanno ormai alle spalle una storia consolidata (v. *ivi* Blion).

In questo contesto l'Italia si inserisce come nuovo orizzonte per reti (*network*) migratorie che possono contare sull'esperienza acquisita in altri paesi africani e/o europei:⁸ per i migranti africani l'Italia è dunque soltanto una delle mete possibili.

Le reti migratorie sono costituite da gruppi informali di individui uniti da legami etnici, familiari o religiosi e da un medesimo scopo: il miglioramento economico dell'unità di appartenenza. Attraverso la migrazione aggirano le difficoltà economiche riscontrate in un dato paese o regione, attutendone le conseguenze sociali negative; esse hanno dunque carattere transnazionale.

Le reti migratorie si avvalgono di elementi sia tradizionali che innovativi: da un lato, infatti, utilizzano sistemi di rapporti legati alla cultura d'origine (relazioni familiari, oppure legate alla classe d'età,⁹ al villaggio, all'etnia, all'appartenenza religiosa), spesso nate e sviluppatesi nel contesto di società agricole; dall'altro si inseriscono pienamente nel processo di cambiamento che investe le società africane, elaborando nuovi modi di produzione di reddito e contribuendo alla trasformazione della società.

⁶ "Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération", sede di Dakar.

⁷ La Costa d'Avorio ha imposto il visto d'ingresso nel 1990; restrizioni all'ingresso e al soggiorno ed espulsioni sono state messe in atto negli anni Novanta in Ghana, Nigeria, Gambia e Gabon.

⁸ L'individuo può essere alla sua prima esperienza migratoria, ma usufruisce del bagaglio di informazioni accumulate dalla rete migratoria.

⁹ Si veda A.B. Diop, 1965; S. Bredeloup, 1992.

L'Italia è oggi la seconda meta, dopo la Francia, dell'emigrazione dall'Africa occidentale verso l'Europa.¹⁰ Tuttavia per l'Italia questo flusso, sviluppatosi nel corso degli anni Ottanta, rappresenta soltanto il 7% circa del totale degli immigrati extracomunitari. Tra le nazionalità dell'Africa occidentale, i senegalesi formano la maggioranza: essi costituiscono quasi la metà degli immigrati provenienti da quest'area; seguono i ghanesi e i nigeriani.¹¹ Gran parte dei senegalesi¹² risiede al Nord (65%), in Lombardia (28%) e in Emilia-Romagna (15%) e il gruppo etnico più rappresentato è quello *wolof* (si stima circa il 70%); seguono gli *baalpulaaren*, provenienti dalle regioni rivierasche del fiume Senegal.

I burkinabè, invece, sono tra le nazionalità che comprendono meno di un migliaio di regolari in Italia. I dati del Ministero dell'Interno¹³ riportano un totale di 769 burkinabè, di cui 180 residenti in Lombardia e 318 in Lazio. Secondo una stima,¹⁴ la presenza burkinabè sarebbe composta principalmente da *bissa* (circa 60-70%), originari della provincia del Boulgou, e *mossi* (circa 20-25%), questo secondo il maggior gruppo etnico del Burkina Faso.

La migrazione senegalese segue modalità già collaudate in altri paesi, naturalmente adattate alla realtà italiana.¹⁵ Spesso, prima di giungere in Italia, gli immigrati senegalesi hanno già avuto altre esperienze migratorie all'interno del loro paese (dalla campagna verso Dakar), oppure verso la Costa d'Avorio. Abidjan è infatti il luogo di arrivo e di partenza non soltanto di senegalesi ma anche di altre nazionalità della macro-regione e soprattutto di burkinabè. Durante gli anni Sessanta e Settanta, infatti, per le sue condizioni economiche favorevoli, la Costa d'Avorio è stata il polo d'attrazione di emigranti provenienti dai paesi vicini.¹⁶ Qui, come a Dakar, si sarebbero sviluppate reti etniche di partenza, non necessariamente connesse tra loro, ma che ritagliano modalità simili. Con la crisi economica degli anni Ottanta, poi, le reti di partenza hanno coinvolto anche cittadini avoriani.

¹⁰ Originari dell'Africa occidentale nell'Europa dei 12 (Grecia e Irlanda escluse) nel 1990 (fonte N.Robin, 1992, p. 8): totale CEDAO, 289.101, di cui Senegal 25.4%; Ghana 18%; Capo Verde 13.5%; Mali 12.3%; Nigeria 11.4%; Costa d'Avorio 6.1%; Mauritania 2.6%; Togo 2.3%; Guinea 2.3%; Gambia 1.6%; Benin 1.5%; Sierra Leone 1.2%; Burkina Faso 1.0%; Niger 0.5%. Del totale CEDAO il 43.9% risiede in Francia; il 16.7% in Italia; il 14.9% in Gran Bretagna; il 10.0% in Portogallo; il 9.4% in Germania; il 2.5% nei Paesi Bassi; il 2.0% in Spagna. Per un'analisi critica dei dati statistici sulle migrazioni africane si veda N.Robin, 1992.

¹¹ Totale Africa occidentale (CEDAO) in Italia: 61.702 (21.5%, 7.4%), di cui senegalesi 42.7%. Totale senegalesi 26.368 (9.2%, 3%); ghanesi 14.021 (4.9%, 1.7%); nigeriani 6.719 (2.3%, 0.8). Dati del Ministero dell'Interno sui permessi di soggiorno al 31/12/93. La prima percentuale (tra parentesi) è calcolata sul totale degli immigrati provenienti dall'Africa, la seconda sul totale degli immigrati extracomunitari.

¹² Dati del Ministero dell'Interno sui permessi di soggiorno al 31/12/93.

¹³ Dati del Ministero dell'Interno sui permessi di soggiorno al 31/12/93.

¹⁴ Intervista, Bergamo 17 aprile 1994.

¹⁵ Si veda O. Schmidt di Friedberg, 1994b.

¹⁶ Si veda R.Blion, ivi; S.Bredeloup, ivi; N.Robin, 1992; Brou e Charbit, 1994.

Quanto alle partenze verso l'Italia, le reti sono state particolarmente attive soprattutto nel periodo immediatamente precedente e susseguente la promulgazione delle legge Martelli, mentre dopo l'introduzione del visto obbligatorio¹⁷ il flusso delle partenze ha subito una battuta d'arresto. Il ruolo delle reti non si limita all'organizzazione della partenza, bensì svolge una funzione di informazione e di sostegno dell'emigrato, soprattutto riguardo alle occasioni di lavoro e alle nozioni utili alla vita in Italia.

Sia gli immigrati senegalesi che i burkinabè citano tra le ragioni che li hanno spinti a emigrare in Italia il fatto che la Francia e la Germania hanno posto severi limiti all'accesso.¹⁸

Se a prima vista le modalità di inserimento in Italia degli originari dell'Africa occidentale sembrano suggerire dinamiche simili – per lo meno sotto certi aspetti, come il soggiorno iniziale in condizioni di irregolarità o l'esistenza di una rete familiare o di villaggio che aiuta il migrante a partire –, con l'approfondirsi dell'indagine ci si avvede che la somiglianza è superficiale e che vi sono quasi altrettante strategie di integrazione quanti sono i gruppi di immigrati. Tali differenze emergono assai chiaramente se si confronta la situazione dei senegalesi con quella dei burkinabè.

È luogo comune affermare che l'immigrazione africana in Italia è composta in gran parte da immigrati clandestini: gli operatori del settore, invece, sono assai più prudenti. Fondamentale resta comunque la distinzione non soltanto tra regolare e non, ma anche tra irregolare e clandestino.¹⁹ Ogni gruppo di immigrati comprende infatti una differente percentuale di irregolari e di clandestini; questa varia inoltre in maniera consistente da una regione all'altra dell'Italia.

La presenza irregolare o clandestina senegalese, difficile a quantificarsi in considerazione della grande mobilità dei migranti, è in gran parte schermata dalla solidarietà dei regolari e dal lavoro informale di venditore ambulante; la rete senegalese, infatti, cerca di essere il più possibile autonoma riguardo all'alloggio e al lavoro.

Quanto ai burkinabè, secondo una stima²⁰ che comprende sia i regolari che gli irregolari, si avrebbe un totale di circa 2.000 presenze. La percentuale di irregolari sarebbe quindi consistente (circa 60%), ma su un totale assai contenuto.

¹⁷ Per i senegalesi il visto è stato introdotto a partire dal 15 aprile 1990, per i burkinabè dal 15 settembre 1993.

¹⁸ Ciò non vuol dire che oggi in Francia e in Germania non vi siano ingressi clandestini.

¹⁹ Clandestino è colui che è entrato clandestinamente in Italia ed è privo di documenti di identificazione (nazionalità, nome, ecc.); irregolare è colui che è entrato regolarmente nel territorio (con un visto di turismo) ed è provvisto di documenti, ma è restato dopo che il visto è scaduto. Tale distinzione, oltre ad indicare due situazioni giuridiche differenti (l'irregolare è sotto la tutela della propria ambasciata, il clandestino non necessariamente), indica anche due realtà di vita assai sovente diverse.

²⁰ Differentemente dai senegalesi, il numero degli irregolari burkinabè è stato stimato con una certa precisione a causa del numero contenuto degli originari di questo paese, che consente una sorta di censimento informale. Inoltre, il computo è facilitato dal fatto che la maggioranza degli irregolari è concentrata in una sola provincia italiana. Intervista, Bergamo 17 aprile 1994 e intervista, Roma 22 luglio 1994.

Secondo alcune testimonianze, a partire dalla fine del 1993 al flusso degli ingressi clandestini si accompagnerebbe un flusso in senso inverso, ovvero il rientro di coloro che hanno dovuto arrendersi al fatto che le dure condizioni del lavoro nero non sempre consentono un livello di risparmio che giustifichi il sacrificio compiuto. Non si tratta dunque di rientri causati dalla realizzazione del progetto migratorio, bensì dal suo fallimento: ciò ha per conseguenza un ulteriore impoverimento del gruppo d'origine (che aveva "investito" nel migrante) e, in molti casi, provoca una nuova partenza dopo qualche anno verso una nuova meta.

Soluzioni "etiche" differenti al problema del lavoro

Coloro che sono entrati in Italia prima del 1990 e hanno potuto avvalersi della sanatoria della legge Martelli, hanno avuto accesso al mercato del lavoro regolare e soprattutto al lavoro salariato in fabbrica. Molti hanno abbandonato le attività precarie al Sud (bracciantato agricolo, vendita ambulante) per emigrare verso la zona industriale del Nord. Tuttavia oggi la congiuntura economica è cambiata e il flusso sud-nord va attenuandosi. Nel frattempo gruppi consistenti di senegalesi e di altri africani regolari si sono stabiliti nelle principali città settentrionali. Nella provincia lombarda e veneta la maggior parte dei burkinabè svolge attività di operaio regolare e sovente si è fatta raggiungere dalla famiglia. L'insediamento nelle province industriali del Nord si spiega soprattutto con le ragioni professionali, mentre il clima e l'ambiente sociale del Meridione italiano si confanno assai più alle abitudini di vita degli immigrati africani. Ci è capitato di incontrare giovani che avevano nostalgia non tanto del paese d'origine, quanto della città meridionale dove avevano avuto la loro prima esperienza migratoria. Ma a causa delle opportunità di lavoro l'integrazione economica ha luogo al Nord.

Molti operai immigrati sono assunti regolarmente²¹ e pagati a norma di legge. I casi di sfruttamento riguardano soprattutto gli orari di lavoro e gli straordinari.

Le difficoltà riscontrate dagli immigrati regolari nelle province del Nord non riguardano tanto i problemi di sopravvivenza, quanto l'integrazione nella società locale. Innanzi tutto vi è la questione dell'alloggio, problema che tocca tutti gli immigrati; essi lamentano poi la lentezza delle procedure burocratiche per il ricongiungimento familiare e il fatto che le specializzazioni acquisite non sono riconosciute a livello di contratto di lavoro.

Mentre all'inizio degli anni Ottanta la partenza dei senegalesi verso l'Italia era una vera e propria "avventura", oggi il nuovo arrivato senegalese trova un itinerario già stabilito: all'inizio la vendita ambulante sulle spiagge e per le strade, poi, se è riuscito ad ottenere il permesso di soggiorno, può scegliere se continuare in questo mestiere o cercare invece un lavoro salariato nella piccola e media industria del Centro-Nord.

²¹ Ciò non vuol dire che non vi siano casi di irregolarità o di assunzioni in nero. A ciò va aggiunto il mancato rispetto delle norme di sicurezza, a cui sono da imputarsi i numerosi incidenti sul lavoro. Si veda L. Perrone, 1992; O. Schmidt di Friedberg, 1994b, p. 57 e p. 132ss.

Per i senegalesi *wolof*, la rete religiosa musulmana – la maggioranza appartiene alla confraternita sufi dei muridi – ha un peso decisivo nel sostegno all'emigrazione e nell'organizzazione degli insediamenti in Italia, sia al momento della partenza, sia nell'indirizzare al lavoro, sia nella soluzione temporanea dei problemi di alloggio, sia infine nel mantenimento dei legami con il paese d'origine.

I primi burkinabè arrivati in Italia, invece, appartenenti all'etnia *bissa*, non sono giunti "all'avventura", bensì avevano già un lavoro che li attendeva, anche se non in regola. Si trattava per lo più di giovani che avevano lavorato come collaboratori domestici presso famiglie italiane residenti in Costa d'Avorio; essi avevano dunque già un'esperienza migratoria alle spalle (dal Burkina Faso alla Costa d'Avorio) oppure erano figli di emigrati. È spesso il datore di lavoro italiano a proporre loro di emigrare in Italia e a aiutarli a partire procurando loro il visto e il biglietto d'aereo. Così, per i primi burkinabè la rete delle partenze è stata attivata grazie alla conoscenza di qualche italiano, e solamente in un secondo tempo, quando questi emigrati-pionieri si sono ormai "sistemati", la rete è diventata familiare e poi di villaggio.

Se per i senegalesi la catena migratoria è essenzialmente legata all'appartenenza alla confraternita muride o, nel caso degli *baalpulaaren*, al gruppo etnico, per i burkinabè *bissa* si tratta innanzitutto di una rete familiare e di villaggio, iniziata grazie alla conoscenza di qualche italiano residente a Abidjan. In entrambi i casi viene utilizzata in Italia l'esperienza organizzativa e professionale che la rete ha acquisito altrove: molti senegalesi avevano già esperienza di commercio ambulante in Senegal, mentre i *bissa* si avvalgono dell'esperienza nei servizi (cuochi, autisti, camerieri, portieri, custodi) acquisita in Costa d'Avorio.

I burkinabè regolari e soprattutto i *bissa* sono stati più lenti e più prudenti dei senegalesi nel passaggio al lavoro salariato in fabbrica. Al contrario di questi secondi, che non avevano nulla da perdere, perché se il nuovo impiego non va bene possono sempre ritornare, dall'oggi all'indomani, alla vendita ambulante, i burkinabè (*bissa*) regolari hanno dovuto ben riflettere prima di compiere tale scelta. Lasciavano un lavoro di collaboratore domestico con vitto e alloggio compreso per un posto di operaio in una città sconosciuta; dovevano affrontare il difficile problema dell'alloggio e delle spese che comporta. Così è soltanto dopo vari anni di lavoro come collaboratori domestici a Roma o in Italia centrale che alcuni *bissa* hanno deciso, a poco a poco, di emigrare al Nord e cambiare mestiere, a volte su consiglio di altri loro connazionali (spesso *mossi*) già inseriti in fabbrica. Ciò che conta in questo cambiamento non è tanto il salario – che è più alto, ma anche le spese sono più alte – quanto orari di lavoro meno vincolanti ed un'immagine sociale più valorizzante: "un domestico che vive in casa non è mai veramente libero... e poi non può vivere con la propria famiglia. Si è troppo coinvolti dalla vita del proprio datore di lavoro. Infine, socialmente un operaio è meglio visto di un cameriere".²²

²² Intervista, Como 6 maggio 1994.

Come gli ambulanti senegalesi, anche i burkinabè hanno iniziato la loro carriera come irregolari. Un parente già inserito, a volte grazie alla mediazione del proprio datore di lavoro, li ha aiutati a trovare il primo impiego di collaboratore domestico; a poco a poco, il neo-immigrato riesce a migliorare la propria posizione, sia dal punto di vista salariale che delle condizioni di vita e, in molti casi, a regolarizzare la propria situazione.

Ma quando l'immigrazione aumenta di proporzioni e comprende individui di origine rurale, privi di esperienze precedenti di emigrazione e di competenze utili in ambito urbano, la rete non riesce più a soddisfare la domanda. Il lavoro stagionale agricolo, panacea di ogni immigrato irregolare in Italia, diviene allora l'unica possibilità di lavoro.

Organizzazione e coabitazione: i burkinabè irregolari a Villa Literno

Coloro che sono arrivati in Italia dopo il 1990 permangono in situazione irregolare: i senegalesi lavorano come venditori ambulanti, mentre i burkinabè sono impiegati come stagionali nelle campagne del Meridione o come collaboratori domestici o operai non dichiarati.

A differenza dei senegalesi, per i quali la situazione permane più fluida grazie al lavoro ambulante, esercitato sia da regolari che da irregolari, regolari e irregolari burkinabè si spartiscono non soltanto due aree geografiche, ma anche due universi di lavoro. I regolari abitano in maggioranza nelle province del Nord industriale (Bergamo, Milano, Brescia, Vicenza) e sono impiegati come operai, mentre gli irregolari vivono al Sud nelle province di Caserta e Napoli e svolgono un lavoro precario e sottopagato di braccianti.

Gli irregolari burkinabè stabiliti in Campania sarebbero più di 800, per lo più appartenenti all'etnia *bissa*. Il caso più noto è costituito dall'insediamento di Villa Literno.²³ Tra Villa Literno e Castel Volturno i burkinabè condividono con altri africani un accampamento improvvisato. Il "ghetto" – così denominato dagli africani che lo abitano –, nato quando un proprietario ha proposto agli immigrati che lavoravano alla raccolta del pomodoro²⁴ di alloggiarli temporaneamente in

²³ Villa Literno ha una popolazione di circa 10 mila abitanti; il comune limitrofo di Castel Volturno 17 mila. "L'importanza di Villa Literno dal punto di vista del mercato del lavoro agricolo non consiste tanto nella sua capacità di assorbire mano d'opera per l'utilizzo a livello locale, quanto nel fatto che rappresenta un grande centro di smistamento di forza lavoro per l'intera area. Al 'tonno', la Rotonda di Villa Literno, si è andata nei decenni scorsi consolidando la tradizione di tenere un mercato giornaliero delle braccia" (E. Pugliese, 1991, p. 177).

²⁴ La raccolta del pomodoro si svolge tra la metà di luglio e la metà di settembre. Gli immigrati vengono pagati mille lire alla cassetta: il guadagno dipende quindi dalla velocità e dalla resistenza di ciascuno. Gli stagionali sono reclutati alla giornata: ciò avviene il mattino presto (alle 5, talvolta alle 3 di mattina) nella rotonda di Villa Literno. Un immigrato che riesca a lavorare a tempo pieno – il che non è facile – per tutto il periodo della raccolta (51 giornate), può mettere da parte una cifra compresa tra 1,5 e 2,5 milioni di lire. Secondo la legge, il salario di un bracciante è di circa 80 mila lire lorde alla giornata, mentre si calcola che un immigrato percepisca circa 30 / 40 mila lire al giorno. Il calendario dello stagionale inizia con la raccolta delle pesche, poi del pomodoro, infine la vendemmia. Durante il resto dell'anno i braccianti

due cascine fatiscenti, è esistito per almeno quattro anni. Nei momenti di punta, esso ospitava quasi duemila immigrati, tutti originari dell'Africa nera.²⁵ Il "ghetto" si compone di due parti, distanti l'una dall'altra circa 600/700 metri e situate ai lati di una strada di campagna asfaltata che costeggia un canale: l'insieme copre un'area di più di due ettari. D'estate il canale è quasi asciutto e pieno di immondizie.

La parte più piccola è abitata da circa 300 burkinabè *bissa*, mentre la più grande costituisce un vero e proprio villaggio o *favela*, stretto attorno alla cascina centrale. Vi si trovano baracche e roulettes tra le quali si snodano vie e viuzze. Vi abitano differenti nazionalità che compongono quartieri: oltre ai burkinabè, il gruppo più numeroso, si trovano avoriani, *baalpulaaren* della Guinea e del Mali e altre nazionalità ancora. Si tratta di uomini di ogni età, sia adolescenti che uomini maturi. Nel "ghetto" non vi sono senegalesi: infatti, assai di rado essi svolgono il lavoro di braccianti, preferendo a questo la vendita ambulante. Non vi sono neppure donne residenti: chi ha la moglie con sé cerca altre sistemazioni nei paesi dei dintorni. Durante la giornata, però, le donne, soprattutto avoriane, sono impegnate nel "ghetto" dove gestiscono trattorie o piccoli commerci.

Il "ghetto" è dotato di un solo punto di rifornimento idrico funzionante in modo irregolare; altrimenti il rifornimento d'acqua avviene tramite bidoni, trasportati in automobile dalla fontana pubblica di Villa Literno (distante circa una decina di chilometri). Non vi sono toilettes e gli abitanti utilizzano a tale scopo i campi circostanti. Non vi è neppure elettricità: mentre alcuni si sono dotati di gruppi elettrogeni, altri usano lampade o candele.

I dormitori rappresentano l'aspetto più drammatico dell'accampamento: per sfruttare al massimo lo spazio disponibile, decine di letti a castello sono allineati così vicini l'uno all'altro da non consentire il passaggio; nessuno si preoccupa della pulizia degli spazi comuni. Nelle cascine vi sono poi spazi riservati alla cucina, con fornelli alimentati con bombole a gas. All'esterno alcuni immigrati hanno costruito docce a pagamento, pulite e efficienti, rifornite d'acqua tramite bidoni e di scaldabagno a gas.

immigrati debbono arrangiarsi con qualche giornata di lavoro qua e là. I più fortunati riescono ad accordarsi con un datore di lavoro che li impiega in modo più regolare anche al di fuori del periodo della raccolta. Negli ultimi anni vi è stata una diminuzione sensibile nella produzione del pomodoro nella zona di Villa Literno e molti braccianti si sono spostati verso la provincia di Foggia o la Sicilia. Cfr. E. Pugliese, 1991.

²⁵ Il numero degli abitanti del "ghetto" è altamente variabile. Un calcolo esatto non è possibile perché vi è un continuo via vai, a seconda della stagione e delle opportunità di lavoro. Mentre una parte di coloro che vi abitano d'inverno sono assenti durante la stagione della raccolta perché si spostano verso altre zone (Foggia), altri arrivano a Villa Literno proprio per la raccolta. Si stima un totale compreso tra 600 e 1.700 abitanti a seconda del periodo. Noi abbiamo stimato alla fine del mese di luglio 1994, un numero di circa 600-700 residenti. Un reportage di RAJ 2 apparso il 18 febbraio 1994 cita un totale di 1.700 irregolari nella zona di Villa Literno, di cui 600 abitanti nel "ghetto". Un responsabile burkinabè e certi quotidiani (*La Stampa*, 27 agosto 1994), citano per il solo "ghetto", la cifra di 1.700 persone; *Avvenimenti*, 15 agosto 1994, valuta la popolazione tra 800 e 1.600 persone, secondo le stagioni. "Médecins sans frontières" (16 luglio 1994) stima un numero compreso tra 1.500 e 2.000 persone. Un religioso in visita al "ghetto" cita la cifra di 800 individui per il "ghetto" grande e di 450 per quello piccolo (intervista, Roma 21 luglio 1994).

La presenza di un numero considerevole di immigrati ha creato come indotto numerose attività secondarie, le quali in alcuni casi utilizzano competenze specifiche. Tali attività, svolte all'interno del "ghetto", sono complementari e non sostitutive del lavoro agricolo. Tra queste: sarti, che utilizzano macchine da cucire a pedale e che si occupano soprattutto di rammendare vestiti da lavoro; lavandai; venditori di bibite fresche; droghieri che vendono generi di prima necessità; macellai islamici; venditori di copie pirata di nastri di musica africana; scrivani, in considerazione dell'alto numero di analfabeti; barbieri; venditori di scarpe e jeans. Vi sono anche gestori di trattorie: si tratta di baracche ordinate e pulite, dotate di tavolacci e panche. Il menu è africano – soprattutto riso con carne o pesce – e varia a seconda della nazionalità del gestore e del cuoco, che è spesso una donna. Vi sono così trattorie avoriane (le più pulite e numerose), guineane, burkinabè. Infine all'entrata del "ghetto" grande, in una sorta di parcheggio all'ombra di alcune tettoie e alberi, lavorano meccanici e elettrauto. Le automobili sono assai vecchie e hanno per lo più targhe del Nord.²⁶ Vi sono anche due sale cinematografiche all'aperto, dotate di televisore e videoregistratore. I prezzi del "ghetto" sono bassi ma non fuori mercato: si allineano su quelli praticati nella zona.

La maggioranza degli africani del "ghetto" è musulmana: in entrambi gli accampamenti vi è una moschea. Si tratta di baracche – quella più grande situata al centro dell'accampamento – pulite e ordinate: tappeti coprono il suolo e orologi ornano i muri: il contrasto con le condizioni dei dormitori è notevole. Ogni moschea ha il suo *imam* e il suo responsabile: secondo uno di essi, fino al 1992 la preghiera islamica è restata un fatto privato, ma in seguito gli immigrati residenti nei due accampamenti hanno deciso di costruire locali da adibire a questo scopo e si sono quotati per sostenerne le spese. Le moschee sono frequentate anche da altri musulmani che non abitano nell'accampamento. A volte il venerdì la moschea di Napoli invia uno dei suoi responsabili a dirigere la preghiera. All'esterno si trovano affissi manifesti che annunciano la prossima riunione dell'*Association des Ressortissants Burkinabè en Italie* e dell'*Association des Ivoiriens de Naples, Caserte et Province*.

La domenica al "ghetto" vi è un'atmosfera di festa: immigrati venuti anche da lontano si accalcano nelle vie e nelle trattorie. Ci si fa visita, si chiacchera, nei bar o per la strada si gioca a calcetto o a dama. La musica africana è assordante. Immigrati indiani e algerini giungono al "ghetto" a trovare gli amici, a fare compere o a pranzare. Quelli che tornano dai campi si affrettano a lavarsi e cambiarsi. Un burkinabè sta per rientrare al paese e tutti si danno da fare per consegnargli lettere per le rispettive famiglie. Il venditore di buste e fogli al dettaglio fa affari d'oro, come il fotografo che immortalava ragazzi sorridenti appoggiati alla macchina con un braccio sulla spalla dell'amico. Ma coloro che

²⁶ Ciò è stato spiegato col fatto che gli immigrati del Sud, essendo irregolari, non possono acquistare automobili. Sono i loro fratelli e amici regolari, a volte senegalesi o italiani, che servono da presta nome e acquistano le auto per rivenderle agli immigrati del Sud senza fare il passaggio di proprietà. Non si esclude naturalmente la possibilità che alcune di esse siano rubate.

non sanno scrivere sono numerosi: vi è allora una vera e propria caccia allo scrivano, che sia un amico o a pagamento.

Il "ghetto" rappresenta un caso interessante di coabitazione inter-africana. Qui le differenze etniche e nazionali sono al contempo affermate e negate. Sono affermate perchè, come abbiamo visto, di fronte alle difficoltà della vita di irregolare, gli immigrati hanno la tendenza a ricercare la solidarietà del gruppo d'origine e a raggrupparsi in quartieri etnici o di villaggio. Così l'accampamento più piccolo è abitato soltanto da burkinabè *bissa*. D'altro canto, le differenze etniche sono superate perchè la condizione stessa di straniero e di lavoratore irregolare spinge gli immigrati a cercare di stabilire, di fronte alla società di accoglienza, solidarietà più ampie. Al di là delle differenze interne tra gruppi, nazionalità e etnie, il "ghetto" rappresenta così una zona di omogeneità relativa: quella dell'Africa occidentale francofona e musulmana.

Uno dei problemi principali incontrati dagli immigrati irregolari è quello di riuscire a farsi pagare dal datore di lavoro: a volte questo non paga affatto o paga meno del pattuito o in ritardo. Lo sfruttamento degli africani in agricoltura è presentato da un abitante di Villa Literno come una sorta di aiuto reciproco tra poveri (italiani e africani): gli africani ci guadagnano perchè riescono a trovare lavoro anche se irregolari e gli italiani ci guadagnano perchè pagano i braccianti meno del dovuto. La provincia di Caserta sarebbe così, a dire di costui, "una zona povera, sinistrata, del Terzo Mondo".²⁷

A partire dalla primavera 1994 la polizia si è mostrata più severa con gli irregolari. Essa si metteva sulla strada che conduce dal "ghetto" al luogo dove vengono reclutati i braccianti e fermava tutti quelli che passavano. Quasi tutti gli abitanti del "ghetto" hanno ricevuto il foglio di via. L'erogazione dell'acqua è stata più volte interrotta: gli abitanti ne sono stati privati per due mesi per decisione del comune di Villa Literno. A causa dell'elevato numero di immigrati irregolari (e di casi di delinquenza) vi sono stati scontri con la popolazione locale. A Castel Volturno si è dato fuoco ad alcune auto e case di immigrati, mentre a Villa Literno è il centro di prima accoglienza in costruzione che è stato incendiato.

Per la popolazione locale non vi sono burkinabè o avoriani o senegalesi ma solamente neri. L'immaginario collettivo nei confronti dei neri si costruisce intorno al calcio (immaginario positivo): tutti sono allora del Camerun o della Nigeria. L'immaginario negativo si costruisce invece intorno alle notizie del telegiornale sui drammi africani: tutti provengono allora dall'Algeria o dal Ruan-da. Secondo il commissario di Castel Volturno, M. Mastroianni: "Qui, la frontiera tra Italia e Africa è ben marcata, insormontabile. La coabitazione è lunga dall'esser facile (...). Tra bianchi e neri vi sono esclusivamente rapporti di mercato".²⁸

Nonostante varie iniziative di organizzazioni umanitarie e per la lotta al razzismo (indipendenti, oppure legate ai sindacati o a enti religiosi) per sensibilizzare l'opinione pubblica, per venire in aiuto agli immigrati nei momenti cruciali e per cercare di affrontare la questione annosa quanto spinosa del lavoro

²⁷ Intervista, Villa Literno 24 luglio 1994.

²⁸ Citato da F. Milone, *La Stampa*, 15 maggio 1994, p. 17.

stagionale, l'amministrazione pubblica permene assente. In effetti, il governo si trova di fronte a un dilemma di non facile soluzione: il settore agricolo ha bisogno degli irregolari e inoltre il rinvio di qualche decina di migliaia di irregolari non è una decisione facile a prendersi; se il "ghetto" viene sgomberato, ben presto altre realtà analoghe sorgeranno, ma non si può d'altra parte accettare la presenza di *favelas*. Mentre per alcuni si tratta di un problema di emergenza sociale, per altri si tratta di un problema di fondo che ha radici nella legge Martelli, che ha bloccato i permessi di soggiorno, e nella questione mai risolta del lavoro bracciantile. Di fronte a queste difficoltà il governo rischia di non prendere iniziative; si limita a una politica di emergenza, spinto dagli avvenimenti o dalla pressione dell'opinione pubblica. È quanto è accaduto per il "ghetto". All'inizio dell'agosto 1994, tredici deputati e il ministro della famiglia e degli affari sociali Guidi hanno visitato l'accampamento. Dopo tale visita questo è stato provvisto di elettricità, le immondizie raccolte e i pompieri sono stati incaricati di rifornirlo giornalmente d'acqua con un'autobotte. Inoltre, gli immigrati irregolari bisognosi di cure sono stati accettati negli ospedali della provincia. Ma al di là delle prese di posizione demagogiche (il ministro Guidi ha affermato che "prima di rinviare qualcuno bisogna creare le condizioni del suo ritorno"²⁹) e degli interventi d'emergenza, pur doverosi, il problema resta e la sua soluzione non appare più vicina. O forse, da un certo punto di vista, la questione del "ghetto" è stata "risolta": durante il mese di settembre 1994 l'accampamento è stato distrutto da un incendio di probabile origine dolosa.³⁰ Molti immigrati hanno così perso i loro pochi averi nonché i guadagni di un'estate di fatiche. Una parte di essi è stata sistemata in alloggi provvisori. Oggi del "ghetto" non si parla più, ma la questione dei braccianti irregolari non ha per questo trovato soluzione né le loro condizioni di vita appaiono migliorate.

Tra due culture: stili di vita, progetti e valori di riferimento

Grazie al lavoro di collaboratori domestici, i burkinabè regolari hanno sovente un'ottima conoscenza della lingua italiana, a differenza degli irregolari di Villa Literno, i quali a volte non conoscono neppure il francese. Assai più dei senegalesi, i burkinabè hanno assunto abitudini di vita italiane (alimentazione, consumi): l'arredo degli appartamenti, piuttosto curato, e il modo di vestire, meno fantasioso e colorato che tra i senegalesi, sono più vicini a quelli italiani. Pur appartenendo a un gruppo etnico, di villaggio o familiare, i burkinabè sembrano privilegiare l'integrazione individuale: le famiglie insediate in Italia si

²⁹ Intervista, TG1 - Cronache, 27 agosto 1994.

³⁰ Secondo la televisione (TG1, 17 settembre 1994, h.13.30), l'incendio è scoppiato verso le 0.30 e i pompieri, venuti da tutta la provincia, hanno lavorato fino alle 3 del mattino per spegnere a causa del vento e delle numerose bombole a gas che scoppiavano. Al momento dell'incendio gli abitanti del "ghetto" erano soltanto un centinaio, la maggior parte essendo andata a lavorare alla raccolta nel foggiano. Non vi sono state vittime. Il "ghetto" piccolo sarebbe stato risparmiato dalle fiamme.

danno da fare per coltivare non soltanto i rapporti con il gruppo d'origine (che è piccolo e disperso), ma anche con la realtà locale italiana, con i vicini e i colleghi di lavoro. Inoltre, i burkinabè intervistati risultano assai informati sulla politica italiana. Ciò non sembra dovuto ad un particolare impegno politico, nè a un legame con un partito o un movimento, ma piuttosto alla volontà di tenersi al corrente e di comprendere la realtà del paese in cui vivono.

Molti giovani immigrati senegalesi, invece, abitano in alloggi collettivi condividendo le spese. Ciò consente loro, oltre che di risparmiare, di mantenere il sistema di vita originario, negli aspetti più marginali come nei più profondi. L'alimentazione senegalese e l'abitudine di mangiare assieme dallo stesso piatto è preservata e così pure l'abbigliamento. In queste abitazioni collettive, il rispetto e i rapporti gerarchici tra classi d'età permangono strutturati. Specie per chi proviene da un ambiente rurale, le relazioni sociali si limitano sovente al solo gruppo d'appartenenza, fatto che non favorisce la conoscenza dell'italiano. Per i senegalesi, che si tratti della confraternita muride o del gruppo etnico *baalpu-laaren*, i rapporti con il gruppo d'origine sono fondamentali. Il sistema di solidarietà supplisce alle carenze della società d'accoglienza nell'assistenza agli immigrati; inoltre, l'individuo è integrato in un sistema forte di riferimenti culturali e di valori guida che lo aiutano a far fronte al senso di estraneazione e di anomia causati dall'emigrazione.³¹ Secondo varie testimonianze, il sistema di rapporti che struttura i gruppi senegalesi diviene difficile da mantenere quando l'immigrato lascia il lavoro di ambulante per la condizione di operaio. Attraverso il lavoro in fabbrica, infatti, l'immigrato si inserisce in un nuovo universo di rapporti sociali. I contatti con gli italiani – i colleghi di lavoro – diventano più frequenti e stabili e stimolano l'apprendimento dell'italiano e del dialetto locale.

A differenza dei senegalesi muridi, per i quali il vissuto religioso di gruppo – che comprende sedute settimanali di preghiera collettiva – e il ruolo di inquadramento esercitato dalle gerarchie religiose è fondamentale, il rapporto dei burkinabè con l'islam appare limitato alla sfera privata: si tratta di un vissuto laico che non interagisce con la sfera del lavoro e delle relazioni sociali.

La dinamica interna alla comunità burkinabè in Italia può essere letta secondo due linee, di cui una è già stata esaminata e riguarda lo statuto giuridico dell'immigrato in Italia (regolare o meno). L'altra ritaglia divisioni etniche del paese d'origine, ovvero il rapporto tra i *bissa* e gli altri burkinabè (*massi, gourounsi, samo, senoufo*). I *bissa*, tra i quali si trovano molti dei residenti da più tempo in Italia, mantengono rapporti privilegiati tra loro. Si è visto che anche nel "ghetto" i *bissa* tendevano a vivere separati dagli altri. Essi tengono anche a distinguere la loro emigrazione da quella degli altri burkinabè.

Tra i senegalesi, invece, le demarcazioni di appartenenza etnica appaiono a prima vista meno rilevanti (o comunque più composite) rispetto ad altre forme di appartenenza, come quella religiosa o quella linguistico-culturale: i muridi sono in maggioranza *wolof*, ma non soltanto *wolof*; mentre gli *baalpu-laaren* in Italia sono in maggioranza cittadini senegalesi, ma anche mauritani, guineani, ecc.

³¹ O. Schmidt di Friedberg, 1994b, p. 82.

Sebbene per ragioni differenti, sia i *wolof* muridi che i *bissa* tengono a mettere in risalto che ciò che li distingue dagli altri loro connazionali è il rapporto con il lavoro e con la religione. Per i *wolof* muridi il lavoro è il primo dovere del discepolo muride verso se stesso e verso la sua comunità, mentre i *bissa* sostengono di distinguersi dagli altri burkinabè per la loro capacità di arrangiarsi, per il loro zelo nel lavoro e per la loro fede nell'islam. L'assenza di infrastrutture e di scuole nella loro provincia – il Boulgou – sarebbe il prezzo pagato per il rifiuto di giungere a un compromesso con la cultura coloniale e con i missionari cattolici. Il loro zelo nel lavoro sarebbe riconosciuto anche dai datori di lavoro italiani: "una volta che (gli italiani) hanno provato noi burkinabè, hanno capito e non volevano più cambiare".³²

I senegalesi sono giunti in Italia soli e tra loro i ricongiungimenti familiari sono ancor oggi poco numerosi (sebbene siano in aumento). Mentre la maggioranza delle nazionalità dall'Africa occidentale insediate in Italia hanno una percentuale femminile che si aggira attorno al 25% (o più), i senegalesi fanno eccezione con una percentuale che si situa attorno al 4%. Tra i burkinabè il ricongiungimento familiare costituisce la prima preoccupazione e la proporzione di donne raggiunge il 28%.³³ Le donne burkinabè regolari lavorano e sono sovente assai indipendenti (operaie, collaboratrici familiari).

I ragazzi burkinabè che hanno svolto il loro curriculum scolastico in Italia spesso non conoscono la lingua d'origine. I genitori, infatti, parlano loro in italiano e l'italiano è la sola lingua che conoscono. Gli scarsi esempi per ora disponibili³⁴ – è ancora prematuro parlare di una vera e propria "seconda generazione" afro-italiana – sembrano indicare una notevole divergenza tra l'universo di riferimento degli adulti immigrati e quello dei nati in Italia. Mentre infatti per i primi i riferimenti culturali, sociali e affettivi rimangono (anche dopo molti anni) al paese d'origine, per la nuova generazione questi sono in Italia. Nei confronti del Burkina Faso non provano, in alcuni casi, neppure curiosità. I genitori pensano all'avvenire dei loro figli in termini di lavoro e di strategie familiari: si tratta di riuscire a dare loro un avvenire sicuro ("sistemarli"), non soltanto nel loro interesse ma anche per il bene della famiglia allargata. I giovani italianizzati, invece, hanno una visione occidentale e individuale del lavoro e della vita e non sembrano per il momento riconoscere legami con le loro radici africane.³⁵

³² Intervista, Como 6 maggio 1994.

³³ Dati del Ministero dell'Interno sui permessi di soggiorno al 31/12/1993. Quasi tutti i burkinabè residenti al Nord sono regolari: le eccezioni sono date soprattutto dalle mogli degli immigrati. Le procedure amministrative per il ricongiungimento familiare essendo molto lunghe, molti burkinabè si sono fatti raggiungere dalla moglie per mezzo di un visto turistico. Queste sono poi restati in situazione irregolare dopo lo scadere del visto, nell'attesa dell'esito della pratica di ricongiungimento. Tale procedura non è più possibile da quando è stato introdotto il visto obbligatorio.

³⁴ Gli studenti stranieri (UE inclusa) iscritti alla scuola dell'obbligo nell'anno 1992-93 erano 21.338, pari al 4.2% del totale degli studenti (Caritas di Roma, Immigrazione - Dossier statistico 1995). La maggioranza proviene dall'Unione Europea, dall'America Latina, dalla Cina, dal Marocco, dall'Egitto e dall'Europa dell'Est.

Si ritrova qui accentuata la stessa problematica che si riscontra tra i senegalesi: l'educazione italiana costituisce un ostacolo al mantenimento dei legami con il paese d'origine. Si pone il problema dell'educazione della seconda generazione italofoona (che non parla o quasi la lingua d'origine) e italianizzata nelle abitudini di vita. Poiché l'italiano non è di alcuna utilità in Africa, i giovani incontreranno notevoli difficoltà qualora volessero rientrare, anche temporaneamente, al paese dei loro genitori.

Infatti, mentre in Francia vi è ormai una realtà africana stabilizzata che ha sviluppato una sorta di cultura intermedia, e mentre nelle città africane vi è una classe "occidentalizzata" (francofona o anglofona) a proprio agio in entrambe le culture, in Italia non è così. Non vi è, e non vi sarà ancora per qualche tempo, un ambiente africano stabile e integrato a cui il giovane afro-italiano possa fare riferimento. I giovani afro-italiani rischiano dunque di trovarsi sradicati dal contesto culturale dei loro genitori, con l'unica alternativa di assimilarsi alla cultura italiana. Ma, paradossalmente, molti italiani non riconosceranno loro questa appartenenza. Naturalmente, col tempo, anche in Italia si formerà una realtà intermedia afro-italiana. Ma perché ciò avvenga occorrerà del tempo e soprattutto la presenza di gruppi consistenti e stabili di immigrati, caratteristiche che per il momento non presentano i gruppi provenienti dall'Africa occidentale.

Vari elementi (organizzazione della vita, rapporti di gruppo, scarsa presenza della componente femminile) sembrano indicare che molti senegalesi considerano il loro soggiorno in Italia provvisorio e che – per lo meno nelle loro aspettative – si tratta di un progetto migratorio a breve termine (3-4 anni), allo scopo di risparmiare il più possibile comprimendo le spese nel paese di emigrazione, per poi rientrare e investire nel paese d'origine. Questa logica si riflette nel loro stile di vita comunitario; questo sembra anche il messaggio trasmesso dalla confraternita musulmana (la *muridiyya*) alla quale appartiene la maggioranza di essi. Tale progetto è in molti casi smentito dalle circostanze. Oggi il numero di senegalesi rientrati definitivamente al paese è esiguo, sebbene molti di essi siano ormai in Italia da più di otto anni. Si pone allora il problema della dispersione del gruppo, dei matrimoni misti, del mantenimento della cultura d'origine nella seconda generazione.

Per i burkinabè si tratta invece chiaramente di un progetto a lungo termine: gli intervistati parlano sovente di rientrare al paese d'origine dopo 15-20 anni o al termine della vita attiva. Né sono testimonianza i ricongiungimenti familiari, considerati fondamentali, e la cura investita nell'apprendimento della lingua, condizione indispensabile dell'integrazione. Alcuni, per mezzo di prestiti bancari, acquistano alloggi in Italia dicendo che, poiché l'affitto è caro, tanto vale comprare un appartamento, che potrà essere rivenduto con un guadagno al momento del rientro. Tutto ciò implica un progetto a lungo termine.

³⁵ Secondo una madre burkinabè: "Les enfants ne comprennent pas que moi j'aie autant de frères et de soeurs, mais chez nous en Afrique on appelle beaucoup de gens par le nom de frère et de soeur, même s'il ne le sont pas. Et ils ne comprennent pas que je donne de l'argent à tous ces gens, mais il faut bien aider ses parents, surtout quand ils sont mal. Quand je suis là-bas (al villaggio, in Burkina Faso) je me sens bien, mais après je pense que mes enfants sont ici (in Italia), sans moi, et je me sens mal" (Intervista, 15 maggio 1994).

Il movimento associativo tra gli immigrati ha avuto un certo sviluppo durante il periodo intercorso tra le due sanatorie (1986 e 1990) per finalità puntuali e concrete come l'ottenimento del permesso di soggiorno e della residenza. Tuttavia oggi, sebbene godano del sostegno dei sindacati, molte associazioni di immigrati sono in difficoltà a causa di dissensi interni e di una caduta di interesse da parte degli immigrati meglio inseriti. Ciò malgrado, nelle principali città italiane vi sono associazioni senegalesi, burkinabè, ghanesi, avoriane e guineane. Queste non sembrano avere rapporti stabili tra loro, nè tantomeno strategie comuni: soltanto eventi di portata nazionale, come le manifestazioni contro gli atti di razzismo, sembrano unirle. Ad eccezione delle associazioni senegalesi, poi, molte associazioni africane locali o regionali non sono coordinate a livello nazionale. Infine, nelle aree in cui la percentuale di irregolari è più alta (come nel casertano e nel napoletano), le associazioni hanno difficoltà a organizzarsi in maniera stabile e spesso le loro strutture permangono informali.

Tra i senegalesi, le associazioni a base nazionale affiancano e completano quelle religiose o etniche. Le prime raggruppano tutti i senegalesi e fanno riferimento al CASI (*Coordinamento delle Associazioni Senegalesi in Italia*); i circoli muridi e le associazioni *haalpulaaren* appartengono invece alla seconda categoria.³⁶

Le associazioni burkinabè in Italia³⁷ attraversano oggi un periodo di crisi. Soltanto con difficoltà riescono a ottenere dai loro associati una partecipazione continuativa e le quote di iscrizione non vengono rinnovate; a Roma le riunioni sono state sospese, mentre a Napoli vi è stato un cambiamento radicale del direttivo. La crisi attraversata dalle associazioni burkinabè sembra dovuta a malintesi tra differenti gruppi etnici, familiari e tra classi d'età, nonché a questioni finanziarie. Malgrado gli sforzi dei responsabili per mantenere unita la piccola comunità burkinabè in Italia, sembra dunque stiano prevalendo logiche particolaristiche che possono compromettere la loro integrazione in quanto gruppo. Al contrario, la grande capacità dei senegalesi di mantenere il gruppo unito, per lo meno verso l'esterno, è assai efficace in termini di immagine nei confronti della società italiana.

³⁶ I circoli muridi, o *da'ira*, hanno soprattutto finalità religiose: mantenere il legame tra i discepoli e tra questi e la loro guida spirituale. A rigore, le associazioni *haalpulaaren* non possono essere considerate "senegalesi", perchè raggruppano tutti gli appartenenti al gruppo etno-linguistico: i senegalesi sono però la maggioranza. A nostra conoscenza vi sono sei associazioni *haalpulaaren* in Italia (Catania, Napoli, Roma, Milano-Bergamo, Verona e Vicenza), coordinate a livello nazionale. Sull'associazionismo senegalese si veda: O. Schmidt di Friedberg, 1994, pp. 149-162; S. Cecconi, 1994.

³⁷ A nostra conoscenza in Italia ci sono quattro associazioni burkinabè: quella di Bergamo, l'ABL (*Associazione burkinabè lombarda*); quella di Roma, l'ABI (*Associazione burkinabè italiana*); quella di Napoli, l'ARBI (*Association des Ressortissants Burkinabè en Italie, régions Naples et Caserte*); infine quella di Brescia (ARBÉ). Quest'ultima, l'*Association des ressortissants de Béguédo en Italie*, costituisce un caso a parte perchè, contrariamente alle altre, che raggruppano tutti i burkinabè senza distinzione, è "un'assemblea di famiglia", riunisce cioè soltanto i *bissa* appartenenti ad un determinato gruppo familiare.

Secondo un operatore sociale,³⁸ a Bergamo i burkinabè intrattengono buoni rapporti con gli avoriani e si organizzano in modo tale che le riunioni delle rispettive associazioni si svolgano nello stesso orario, fatto che permette ai membri dei due gruppi di incontrarsi. Alcuni burkinabè e avoriani, infatti, si erano conosciuti in Costa d'Avorio, dove i burkinabè erano immigrati o figli di immigrati. Secondo un'altra testimonianza, invece, tra burkinabè del Burkina-Faso e burkinabè della Costa d'Avorio vi sarebbero "disaccordo e disagio", dovuti a "difficoltà di comprensione reciproca"; i burkinabè della Costa d'Avorio, infatti, avrebbero "perduto i valori burkinabè". A Villa Literno, burkinabè, avoriani, originari del Niger e guineani condividevano lo stesso "ghetto", sebbene questa coabitazione non fosse esente da difficoltà, come ammettono gli stessi membri della comunità burkinabè.³⁹ Anche a Napoli burkinabè e avoriani mantengono contatti tra loro: può capitare addirittura che burkinabè nati in Costa d'Avorio preferiscano iscriversi all'associazione avoriana piuttosto che a quella burkinabè. I rapporti tra i due gruppi sono così assai stretti, nel bene e nel male. Il fatto, poi, che il Burkina-Faso sia ignoto al grande pubblico e che la stampa non di rado preferisca chiamare i burkinabè "avoriani" indispetta molti burkinabè.

Secondo alcuni responsabili, le relazioni tra burkinabè e guineani sarebbero particolarmente buoni: di questi secondi i burkinabè ammirano soprattutto la capacità organizzativa. Con i senegalesi, invece, i rapporti sembrano inesistenti o instaurati per uno scopo preciso e puntuale. Secondo un operatore sociale,⁴⁰ i senegalesi fanno gruppo a parte e non sono aperti verso gli altri africani. Così, un responsabile di associazione afferma che i contatti con i senegalesi sono poco frequenti e dovuti a contatti personali. Pur criticando il sistema di abitazioni collettive dei senegalesi ("ils sont tous entassés dans leurs logements") e il fatto che siano chiusi come gruppo, un altro burkinabè riconosce la loro gentilezza e apprezza il loro spirito solidale ("se possono ti aiutano").

Quanto alle relazioni con i ghanesi e i nigeriani – le nazionalità più numerose dopo i senegalesi – si fondano sulla diffidenza reciproca; "considerano noi

* Intervista, Bergamo 17 aprile 1994.

³⁹ Si veda il Bilan annuel de l'ARBI (Association des Ressortissants Burkinabè en Italie), Naples e Caserte, n.4, dove si legge: "Les écarts de rapports avec la société hôte sont quelque fois des conséquences induites de notre comportement, de notre mode de vie, etc. De ces éléments, notre cohabitation avec les communautés soeurs (Ivoirienne, Nigérienne, Guinéenne, etc.) est la plus indiquante. A ce titre il faut dire que nos rapports avec les frères de Côte-d'Ivoire n'ont pas été des plus sereins. Des situations conflictuelles ont par moments éclatées, dégageant en affrontement avec intervention des forces de l'ordre. Nous ne voulons pas jeter l'anathème sur ces frères, mais force est de reconnaître que nous avons été des plus conciliants, et toujours les premiers à ouvrir la voie du dialogue. Nous avons souhaité une rencontre de conciliation par le biais de nos ambassades respectives, nous avons émis l'idée d'une réunion à Rome avec les différentes ambassades et les responsables des communautés, etc. Toutes ces tentatives ont échoués par le manque de volonté et l'inorganisation des frères ivoiriens. Ces derniers temps ci, nous avons enregistré des situations belliqueuses et Prions à ce qu'il n'en soit pas toujours ainsi. Cependant, avec les autres communautés (Nigériens, Guinéens, etc.) nous louons les bons termes existants et nous nous engageons à les améliorer". Per obiettività sarebbe utile conoscere l'opinione delle parte avoriana...

⁴⁰ Intervista, Bergamo 17 aprile 1994.

francofoni come sprovveduti e primitivi e noi facciamo lo stesso con loro, ma ci frequentiamo lo stesso". Se per alcuni responsabili di associazione burkinabè prevale l'indifferenza nelle relazioni con i ghanesi, a causa dell'assenza di un terreno linguistico comune, un responsabile italiano nota tensioni: "cerchiamo di organizzare le riunioni delle associazioni ghanesi e burkinabè in giorni diversi per evitare scontri".

Mentre per comunicare tra loro burkinabè e ghanesi – provenienti i primi dall'area francofona, i secondi da quella anglofona – ricorrono all'italiano, le differenti nazionalità ed etnie abitanti nel "ghetto" utilizzano il francese come lingua franca. Le lingue coloniali sono utilizzate dunque come elemento di unione o di separazione, fatto che non abbiamo rilevato altrove nelle nostre ricerche sugli immigrati in Italia. Gli originari dei paesi arabi e i senegalesi, infatti, non fanno riferimento alla lingua coloniale nei loro rapporti, bensì ricorrono alla lingua d'origine (arabo, *wolof*, *pulaar*) o all'italiano, la "lingua di lavoro". Così, mentre le riunioni dell'*Associazione burkinabè lombarda* (ABL) si svolgono in francese, quelle delle associazioni senegalesi si svolgono in *wolof* o in *pulaar*.⁴¹

Le reti "etiche" e l'insediamento di lungo termine

Si è visto come l'integrazione in Italia degli africani – senegalesi e burkinabè – dipenda, da un lato, dalle caratteristiche delle rete (etnica, religiosa, di villaggio) che essi sono riusciti a stabilire, e dall'altro dalle condizioni di vita e di lavoro che trovano in Italia. Se ci sembra di notare che tra i senegalesi prevalgano logiche di gruppo e tra i burkinabè logiche individuali, è pur vero che i senegalesi meglio inseriti vivono nelle città italiane forme di integrazione individuale, mentre nelle difficili condizioni di vita del "ghetto" di Villa Literno i burkinabè irregolari ricorrono alla solidarietà del gruppo d'origine.

La situazione dei burkinabè regolari della provincia lombardo-veneta e quella degli irregolari nella provincia campana derivano da universi economici e sociali difficilmente confrontabili.⁴² Infatti, le condizioni di vita dell'immigrato a Bergamo sono considerate dell'irregolare burkinabè di Villa Literno condizioni di sogno, impossibili da raggiungere, e le difficoltà che questi incontra al Nord,

⁴¹ Si obietterà che il francese (o l'inglese) vengono utilizzati perchè molti stati africani non hanno una lingua comune, bensì un numero assai vasto di lingue differenti. Tuttavia ciò è vero anche per il Senegal, dove oltre al *wolof*, si parla *pulaar*, *diola*, *mandingo*, ecc. L'optare per la lingua coloniale (il francese) o per la lingua più diffusa (il *wolof* per il Senegal, il *moré* per il Burkina Faso) implica una precisa scelta: nel primo caso si postula la sostanziale parità di tutte le lingue del paese, anche a costo di ricorrere ad una lingua straniera; nel secondo si favorisce l'emergere di una lingua locale (a scapito delle altre) per non ricorrere alla lingua straniera.

⁴² L'opporre il Nord al Sud ci sembra in questo caso semplicistico e non atto a cogliere la varietà delle situazioni riscontrate a livello locale: nella periferia milanese o nel centro storico di Genova gli immigrati vivono spesso in condizioni peggiori di quelle descritte per Villa Literno. Invece, in alcune località del Sud dove non vi è concentrazione, le condizioni di vita degli immigrati regolari non differiscono molto da quelle degli indigeni e sono non di rado migliori che al Nord.

inezie. All'interno dei gruppi immigrati rischia dunque di riprodursi la stessa suddivisione esistente tra gli italiani, tra coloro cioè che hanno accesso al mercato del lavoro regolamentato e svolgono attività tutelate e coloro – sempre più numerosi – che invece da tale sistema sono esclusi. Tale divergenza potrebbe condurre col tempo alla disgregazione delle solidarietà di gruppo.

Le reti etniche si sono mostrate particolarmente efficienti quando la migrazione verso l'Italia era ai suoi esordi e si trattava di trasmettere le informazioni utili per inserirsi nel nuovo contesto. Ne sono esempio la rete muride e la rete *bissa*, le quali, pur con modalità e dimensioni assai differenti, hanno saputo creare un proprio itinerario migratorio. Nei confronti degli irregolari la rete muride si è attivata attraverso la solidarietà capillare dei regolari, mentre la rete *bissa* ha mostrato la propria efficienza soprattutto nella solidarietà tra irregolari e nel tentativo di superare le divergenze con altri gruppi africani per affrontare comuni problemi.

L'insediamento stabile di gruppi africani in Europa e la graduale integrazione economica di una parte di essi – soprattutto attraverso il lavoro salariato – pone la questione del ruolo delle reti in un contesto europeo sempre più rigido, che lascia sempre meno spazio al pluralismo culturale e alla diversità. Poiché il restringimento degli orizzonti migratori rende sempre più difficile per le reti risolvere i problemi insorti in un dato paese orientando altrove la migrazione, gli individui e i gruppi immigrati dovranno risolvere il problema del restare, e soprattutto del "come" restare. Le reti potrebbero allora svolgere un nuovo ruolo, facendo leva sull'identità etnica e culturale, sul proprio bagaglio di esperienze e sulla propria capacità di innovazione, per negoziare il rapporto e la posizione di ciascun gruppo immigrato all'interno dei vari stati europei.

OTTAVIA SCHMIDT DI FRIEDBERG

Università di Trieste

BIBLIOGRAFIA

- S. AMIN, *Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest*. Oxford, Oxford University Press, 1974.
- C.O. BA, *Un exemple d'essoufflement de l'immigration sénégalaise: les Sénégalais au Cameroun*, «Monde en développement», 91, 1995, pp. 31-44.
- R. BLION, *Retour au pays des Burkinabè de Cote-d'Ivoire*, «Homme & Migrations», 1160, 1992, pp. 28-31.
- R. BLION, *Les Burkinabè de Cote-d'Ivoire entre "intégration" et circulation migratoire*, «Monde en développement», 91, 1995, pp. 81-93.
- S. BREDELOUP, *Itinéraires africains de migrants sénégalais*, «Homme & Migrations», 1160, 1992, pp. 16-22.
- S. BREDELOUP, *Sénégalais en Cote-d'Ivoire, Sénégalais de Cote-d'Ivoire*, «Monde en développement», 91, 1995, pp. 13-29.
- K. BROU, Y. CHARBIT, *La politique migratoire de la Cote-d'Ivoire*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 33-58.
- A. CAMPUS, L. PERRONE, *Senegalesi e marocchini: inserimento nel mercato del lavoro e progetti migratori a confronto*, «Studi Emigrazione», 98, 1990, pp. 191-219.
- D.M. CARTER, *Una confraternita musulmana in emigrazione: i Murid del Senegal*, «Religioni e Società», 12, 1991, pp. 60-78.
- S. CECCONI, *Le associazioni senegalesi di Genova e di Milano*, «Studi Emigrazione», 113, 1994, pp. 158-178.
- V. COSTA, *Una pensione senegalese*, in R. DE ANGELIS (a cura), *Ghetti etnici e tensioni di vita*. Roma, La Meridiana, 1991, pp. 71-95.
- P. CHRISANTAKI, E. KUIPER, *Les Africains en Europe: un portrait en chiffres*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 189-199.
- M. DELLE DONNE, U. MELOTTI, S. PETILLI (a cura), *Immigrazione in Europa. Solidarietà e conflitto*. Roma, Centro Europeo di Scienze Sociali, 1993.
- C. DE ROSE, *Famiglia e strategie migratorie nel bacino del Senegal*, «Studi Emigrazione», 113, 1994, pp. 107-131.
- A.B. DIOP, *Société toucouleur et migrations. Initiations et études*, XVIII, IFAN, Dakar.
- A.M. DIOP, *Les associations murid en France*, «Esprit», 102, 1985, pp. 197-206.
- A.M. DIOP, *Immigration et Religion: les Musulmans Nègro-Africains en France*, «Migrations et Société», 5-6, 1989, pp. 50-52.
- A.M. DIOP, *L'immigration ouest-africaine en Europe*, «Etudes internationales», 1, 1993, pp. 111-124.
- M.C. DIOP, *Fonctions et activités des dabira mourides urbains (Sénégal)*, «Cahiers d'Etudes africains», 81-83, 1981a, pp. 79-91.
- M.C. DIOP, *Les affaires mourides à Dakar*, «Politique Africaine», 4, 1981b, pp. 90-100.
- V. EBIN, *A la recherche de nouveaux "poissons". Stratégies commerciales mourides par temps de crise*, «Politique Africaine», 45, 1992, pp. 86-99.
- V. EBIN, *Les commerçants mourides à Marseille et à New York, regards sur les stratégies d'implantation*, in E. GRÉGOIRE, P. LABAZÉE (a cura), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. Parigi, Karthala-ORSTOM, 1993, pp. 101-123.
- V. EBIN, R. LAKE, *Camelots sénégalais à New-York*, «Hommes & Migrations», 1160, 1992, pp. 32-37.
- V. FLOREALE, *I senegalesi a Catania: identità ed organizzazione etnica*, «Dimensioni dello sviluppo», 1, 1992, pp. 163-174.
- E. GUKONU, *Les frontières en Afrique de l'Ouest, sources et lieux d'information*, «Hommes & Migrations», 1160, 1992, pp. 23-27.

- P. KAMBIÉ, *Pascal, un Burkénabè en Côte-d'Ivoire*, «Monde en développement», 91, 1995, pp. 95-104.
- C. LANDUZZI, A. TAROZZI, A. TRESSI, *Tra luoghi e generazioni. Immigrazioni africane in Italia e in Francia*. Torino, l'Harmattan, 1995.
- G. MARCHETTI, *La nuova immigrazione a Milano. Il caso senegalese*, in IRER, *Tra due rive*. Milano, F. Angeli, 1994, pp. 241-366.
- D. OUEDRAOGO, *Population, migrations et développement*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 7-14.
- M.R. PANAREO, *Donne immigrate tra tradizione e mutamento. Il caso senegalese*, convegno "Incontro tra culture", Lecce, 20-21 novembre 1991.
- L. PERRONE, *Cultura e tradizioni nell'esperienza migratoria della comunità senegalese in Italia*, «Studi e ricerche», 11, 1991, pp. 47-76.
- L. PERRONE, *Dalla partenza all'arrivo: strategie e modelli migratori della comunità senegalese in Italia*, «Studi e ricerche», 14, 1992, pp. 145-170.
- L. PERRONE, *Porte chiuse. Cultura e tradizioni africane attraverso le storie di vita degli immigrati*. Napoli, Liguori Editore, 1995.
- E. PUGLIESE, *L'immigrazione in agricoltura: il caso di Villa Literno*, in F. CALVANESE, E. PUGLIESE (a cura di), *La presenza straniera in Italia: il caso della Campania*. Milano, F. Angeli, 1991, pp. 176-182.
- S. RICCA, *Migrations internationales en Afrique*. Parigi, l'Harmattan, 1990.
- N. ROBIN, *L'espace migratoire de l'Afrique de l'Ouest: Panorama statistique*, «Hommes & Migrations», 1160, 1992, pp. 6-15.
- N. ROBIN, *Une nouvelle géographie entre concurrence et redéploiement spatial. Les migrations ouest-africaine au sein de la CEE*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 17-31.
- G. SALEM, *De la brousse sénégalaise au Boul' Mich: le système commercial mouride en France*, «Cahiers d'Etudes africains», 81-83, 1981, pp. 267-288.
- G. SALEM, *Les réseaux commerciaux des artisans colporteurs sénégalais*, in I. DEBLÉ, Ph. HUGON (a cura di), *Vivre et survivre dans les villes africaines*. Parigi, PUF, 1982, pp. 84-89.
- G. SALEM, *Marchands ambulants et commerçants étrangers en France et en Allemagne Fédérale*, «Etudes Méditerranéennes», 7, 1984.
- O. SCHMIDT DI FRIEDBERG, *L'immigration africaine en Italie: le cas sénégalais*, «Etudes internationales», 1, 1993, pp. 125-140.
- O. SCHMIDT DI FRIEDBERG, *Le réseau sénégalais mouride en Italie*, in G. KEPÉL (a cura di), *Exils et Royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*. Parigi, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1994a, pp. 301-329.
- O. SCHMIDT DI FRIEDBERG, *Islam, solidarietà e lavoro: i muridî senegalesi in Italia*. Torino, Ed. Fondazione Agnelli, 1994b.
- G. SCIDÀ, *Senegalesi e mauriziani a Catania: due risposte divergenti alla sfida dell'integrazione sociale*, «La ricerca sociale», 47-48, 1993, pp. 173-206.
- G. SCIDÀ, *Fra carisma e clientelismo: una confraternita musulmana in migrazione*, «Studi Emigrazione», 113, 1994, pp. 133-156.
- L. SUAREZ NAVAZ, *Les sénégalais en Andalousie*, «Monde en développement», 91, 1995, pp. 55-65.
- S.M. TALL, *Les investissements immobiliers à Dakar des émigrants sénégalais*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 137-149.
- S. TRAOIRE, *Les modèles migratoires sontinké et poular de la Vallée du fleuve Sénégal*, «Revue Européenne des Migrations Internationales», 3, 1994, pp. 61-80.

Summary

African immigration towards Italy is presented as part of the wider international context. The function of emigration networks is briefly examined. A comparison is made between the Burkinabè and Senegalese groups, the latter being the most important group from West Africa. The different ways of entering the labour market are studied according to the legal situation of migrants (whether regulars or clandestines), the Italian region of settlement, and above all according to the characteristics of the ethnic networks established by the two above-mentioned nationalities. The example of the shanty town of Villa Literno is given. The comparison concerns also the migration project and the relations with other African groups. The article shows how the choice of individual or group integration strategies depends both on cultural factors of the society of origin and on the economical and social situation of the Italian region of settlement.

Résumé

L'immigration ouest-africaine en Italie est présentée dans sa relation avec le plus vaste contexte migratoire international. La constitution de réseaux migratoires inter-africains est brièvement examinée. Une comparaison est établie entre les groupes Burkinabè et Sénégalais, ce dernier étant le plus important en provenance de l'Afrique de l'Ouest. Les différentes façons d'entrer dans le marché du travail sont étudiées selon la position légale de l'immigré (régulier ou clandestin), la région dans laquelle il s'installe, et par dessus tout, selon les caractéristiques des réseaux ethniques établis par les deux nationalités dont il est ici question. L'exemple du bidonville de Villa Literno est donné. La comparaison reprend aussi le projet migratoire et les relations avec les autres groupes africains. Cet article montre comment le choix individuel ou du groupe pour des stratégies d'intégration dépend à la fois des facteurs culturels du pays d'origine et de la situation socio-économique de chaque région italienne.

De la Côte-d'Ivoire a l'Italie. Pratiques migratoires des Burkinabè et logiques d'états

La migration internationale des Burkinabè¹ a longtemps privilégié la Côte-d'Ivoire comme lieu d'étape ou d'installation. En 1988 (Zanou, 1994), les Burkinabè seraient 1,5 millions² à résider dans ce pays, primo-migrants et immigrés de deuxième génération confondus³ alors que trois ans plus tôt, selon le recensement burkinabè de population, ils n'étaient que 620.000 (RGP 1985) à vivre dans le territoire ivoirien. Pays du cacao, du café et de la "Terre appartenant à celui qui la défriche", la Côte-d'Ivoire a été considérée, par de nombreux Burkinabè, comme le nouveau *pays de cocagne*.

Au début des années 80, l'extension progressive de la crise à tous les secteurs ivoiriens de l'activité économique s'est traduit politiquement par une série de mesures visant à réduire ou limiter le rôle des étrangers dans la société ivoirienne, et notamment dans le domaine économique. Alors, si dans un passé encore proche "certains Burkinabè arrêtaient leur aventure à la Côte-d'Ivoire", d'autres n'avaient pas hésité à modifier leur projet migratoire en revenant s'installer au Burkina Faso ou en optant pour une autre destination, comme le Gabon ou plus récemment l'Italie.

Les Burkinabè seraient actuellement plus de 2.000 (Schmidt di Friedberg, 1995) réguliers et clandestins confondus, à résider sur le territoire italien et les trois quarts d'entre eux seraient *Bissa* et originaires de la province du Boulgou. Micro-phénomène comparativement aux déplacements enregistrés entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso, l'émigration des Burkinabè vers l'Italie n'en est pas moins plus frappante. Une destination, l'Europe, peu prisée jusqu'à présent par les migrants Burkinabè et une région d'origine très circonscrite, *le pays Bissa*,

¹ Les termes Burkina Faso et Burkinabè (en vigueur depuis Août 1984) seront utilisés régressivement par commodité.

² Les statistiques démographiques utilisées dans cet article sont principalement issues des recensements de population et de l'enquête démographique effectués en 1975, 1985 et 1991 au Burkina Faso et en 1975 et 1988 en Côte-d'Ivoire.

³ En 1988, les enfants de Burkinabè nés en Côte-d'Ivoire représentent plus de 45% de la communauté burkinabè résidant dans ce pays (RGP Côte-d'Ivoire 1988).

confèrent à cette extension de l'horizon migratoire burkinabè un caractère particulier.⁴

L'ampleur du mouvement, la rapidité de son développement et l'origine géographique et ethnique de ces migrants interrogent sur la place qu'occupe désormais ce *nouvel eldorado* dans la circulation migratoire burkinabè. Cette nouvelle destination géographique peut-elle se lire comme une simple réorientation migratoire, réponse aux difficultés rencontrées par ces migrants en Côte-d'Ivoire? Quelles conséquences ces nouveaux départs ont-ils sur la région d'origine? Quels liens entretiennent les migrants entre eux qu'ils soient de retour au pays, en Côte-d'Ivoire ou en Italie ou ailleurs? Autrement dit, cet élargissement de l'horizon migratoire traditionnel burkinabè s'inscrit-il dans les projets migratoires antérieurs ou bien ouvre-t-il un nouvel espace pour une nouvelle génération de migrants?

La province du Boulgou et le pays Bissa, une région burkinabè tournée vers l'extérieur

Le Boulgou est une des trente provinces créées par la nouvelle administration burkinabè en 1984.⁵ En 1991, 460.000 personnes résidaient dans cette province; les trois cinquièmes appartenant à l'ethnie *Bissa*, cinquième ethnie du Burkina Faso, loin derrière les *Mossi*, majoritaires dans ce pays de plus de 9 millions d'habitants (INSD 1993). Dans cette province où 95% de la population vit en milieu rural, le secteur agricole est quasiment le seul secteur d'occupation principale de la population active.

Autour de cette activité principale d'agriculture céréalière d'autosubsistance, les Burkinabè ont développé d'autres productions comme celle de l'arachide ou les cultures maraîchères sur les bords du Nakambé, le fleuve qui traverse du Nord au Sud cette province. Ces deux cultures permettent à de nombreux villages d'obtenir un revenu substantiel en les commercialisant sur les marchés alentours et jusqu'au Ghana où celles-ci sont restées peu concurrencées jusqu'au milieu des années 70 (Faure, 1990). Située au sud de Ouagadougou, capitale du Burkina, la province du Boulgou, a su tirer profit de sa position géographique privilégiée au sein du commerce sous-régional, en étant frontalière avec le Ghana et le Togo et traversée par le principal axe routier reliant la capitale burkinabè au port de Lomé et d'Accra.

Tenkodogo, préfecture du Boulgou et ville de 25.000 habitants (RGP 1985), a la physionomie habituelle de toute ville burkinabè de province où siègent les représentations des administrations de l'Etat. Mais elle est avant tout une plaque

⁴ Les journalistes burkinabè ne s'y sont d'ailleurs pas trompés pour y avoir consacré pas moins de deux émissions et un reportage présentés à la radiotélévision burkinabè en janvier 1993.

⁵ En août 1983, au terme d'un coup d'état, le Capitaine Sankara prend le pouvoir et instaure un régime révolutionnaire d'inspiration marxiste. En 1984, une réforme de l'Etat aboutit au changement de nom du pays et à un nouveau découpage administratif.

commerciale entre le Burkina, le Togo et le Ghana, facilement assimilable à un énorme *duty free shop* de plein air! Cigarettes, radiocassettes, magnétoscopes, vêtements, tout semble pouvoir circuler et s'acheter dans cette petite ville. Non loin de là, à environ trente kilomètres au nord et en pleine brousse, le marché de Pouytenga regorge de tous ces produits de contrebandes fournis par divers réseaux commerciaux qui ont su jouer des frontières pour alimenter et structurer ce marché en un lieu quotidien d'échanges.⁶

Si Tenkodogo fixe toutes les attentions du fait de sa position dans l'organisation administrative du pays, Garango, Béguedo, Niaogho, Ouarégo et Zabré sont les autres bourgs principaux du Boulgou. De 20.000 habitants pour Garango, le plus important, à 6.000 pour Niaogho, le plus petit, ils ne peuvent être assimilés qu'à de gros villages compte tenu de leurs équipements et des infrastructures existantes, même s'ils sont tous chef lieu de département. Organisés autour de leur préfecture et de leur commissariat, ces villages développent avant tout une activité agricole et pastorale. Seul Béguedo a su développer un marché important autour des céréales, grâce à une bourgeoisie marchande, ayant ses relais à Ouagadougou. De ces céréales vendues à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, mais aussi du commerce des oignons, les habitants du Boulgou ont pu développer une agriculture où "les exploitations (...) sont techniquement en avance sur celles du Nord et du centre du Burkina en matière de motorisation (...) (moulins à mil, motocyclettes, camions) et de mécanisations agricoles (tracteurs)" (Faure, 1990: 8).

Majoritairement Bissa, la population du Boulgou n'en est pas moins très hétérogène de par son organisation sociale et ses caractéristiques. En effet, il n'existe pas un, mais des modes d'organisation sociale et politique propre à chaque village *Bissa*, contrairement au pays *Mossi* hiérarchiquement structuré et centralisé autour du pouvoir traditionnel installé à Ouagadougou. Chaque village *bissa* a sa propre chefferie, indépendante de celle de son plus proche voisin; c'est ainsi qu' "un Bissa de Garango est appelé un étranger à Ouarégo au même titre que l'est un Mossi" (Faure, 1990: 6). Cette relative indépendance des chefferies traditionnelles ne doit toutefois pas faire oublier que le pays *Bissa* est habituellement considéré comme une entité sous tutelle de l'empire *Mossi*; certains villages comme Béguedo voyant leur chef nommé par le Mogho Naba, chef des *Mossi*. De plus, certaines chefferies comme celle de Niaogho, ont même adopté le modèle d'organisation politique *Mossi* en ayant un chef de terre et un chef de village.

Une autre particularité du pays *Bissa* réside dans la suprématie de la religion musulmane. En 1991, trois habitants sur cinq de la province du Boulgou, contre un sur deux sur l'ensemble du territoire, sont musulmans, la deuxième pratique religieuse dans cette région étant celle de l'animisme. Cette suprématie de l'Islam s'explique pour certains (Faure, 1990) par l'existence d'une bourgeoisie commerciale locale liée historiquement aux réseaux ouest-africains d'échanges de la

⁶ Il faut savoir qu'au Burkina, les marchés tournent de villages en villages et n'ont lieu que tous les trois jours.

Kola et des bandes de coton. L'émergence du marché de Béguédo y trouverait d'ailleurs son origine puisque la route de la Kola, coupée par le Nakambé, obligeait les commerçants, pour la plupart musulmans et de tous les horizons (*Haoussa, Yarsé, Peulb* ou *Bissa*) à s'arrêter dans ce village au moment des crues.

Comme force de résistance à la pénétration coloniale et à l'arrivée des missionnaires, l'Islam a bloqué les tentatives d'alphabétisation; les musulmans *Bissa* privilégiant le commerce et l'agriculture comme lieux futurs d'insertion pour leurs enfants plutôt que l'éducation *à la française* qui ouvrait les portes de l'administration et des emplois du secteur public. Ceci explique peut-être, mais pas exclusivement, le faible taux d'alphabétisation toujours constatés actuellement puisque moins d'un habitant du Boulgou sur dix est alphabétisé, ce qui place cette province dans les dernières relativement à son niveau moyen d'alphabétisation.

Par contre, si la population du Boulgou, et particulièrement *Bissa*, se diffère de l'ensemble de la population burkinabè par son organisation sociale, politique et certaines caractéristiques socio-économiques, elle n'est pas épargnée par les vastes mouvements migratoires qui affectent le territoire burkinabè. A l'instar des autres ethnies, et notamment des *Mossi*, les *Bissa* connaissent également une circulation intense de leur population à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Plusieurs indicateurs fondent une idée assez précise de la circulation migratoire originaire de la province du Boulgou.

Parmi la communauté *Bissa* présente sur le territoire burkinabè, plus d'un quart vit en dehors de sa province d'origine en 1991 (INSD 1993). De même, alors que dans la province du Boulgou, environ 1% des *Bissa* vivent en milieu urbain, parmi ceux qui ont quitté cette province, ils sont plus de la moitié à avoir opté pour le milieu urbain comme lieu de résidence (INSD 1993). Enfin, entre 1985 et 1991,⁷ ce sont un peu plus de 16.000 personnes qui ont quitté la province du Boulgou pour s'installer à l'étranger alors qu'ils étaient un peu moins de 13.000 à en revenir. A eux seuls, ces trois chiffres, quels que soit leur degré de validité, montrent bien l'intensité de la circulation des *Bissa* à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, circulation ancienne, structurée et qui trouve ses origines bien au-delà des seuls facteurs économiques.

De l'Empire Colonial à l'Indépendance et au Burkina Faso, une circulation migratoire de plus en plus intense

Pendant la tutelle coloniale, la migration des Burkinabè et celle des Bissa ont une histoire commune

Si les *Bissa* n'ont pas attendu l'ère coloniale pour commercer et donc se déplacer dans la sous-région, la mise sous tutelle française de leur territoire consacre l'émergence de forts courants migratoires, à l'instar des mouvements de population qui se développent dans l'ensemble de la colonie voltaïque.

⁷ Enquête démographique de 1991, INSD, 1993, données non publiées.

L'histoire des migrations *Bissa* est donc intimement liée à celle des migrations Burkinabè.

Instauré en 1920, le cercle de Tenkodogo, rattaché à la colonie de la Haute-Volta créée en 1919, devient rapidement, comme le reste du territoire, un réservoir de main-d'oeuvre pour la colonie ivoirienne sous-peuplée. En 1891, Crozat écrivait "les Mossi⁶ sont trop denses pour une terre ingrate. Il y a là un capital directement exploitable" (Coulibaly, 1986: 73). En Côte-d'Ivoire, l'extension des cultures de rente (café, cacao) et la construction des infrastructures indispensables à leur écoulement (ligne ferroviaire Abidjan - Ouagadougou, routes et pistes) supposent une mobilisation importante des forces de travail que seul ce pays ne peut fournir, alors que la population burkinabè avec plus de trois millions d'habitants représente plus du quart de la population de l'AOF (Coulibaly, 1986: 84).

L'impôt de capitation et le recours aux prestations (journées de travail dues par chaque indigène à l'administration) puis au travail forcé figurent parmi les premières mesures prises par la métropole. Elles ont provoqué l'émergence de deux principaux mouvements de population burkinabè vers l'extérieur: l'un vers la Côte-d'Ivoire, l'autre vers la *Gold Coast* (Ghana actuel). A cette époque, le Ghana devient la première destination des Burkinabè et des *Bissa* (Faure, 1990).

En 1925 (Condé, 1978: 22), trois émigrés sur quatre se rendent dans ce pays. Certains espèrent ainsi pouvoir obtenir auprès de la colonie britannique, plus facilement qu'en Côte-d'Ivoire, le revenu monétaire nécessaire à l'acquittement de l'impôt par la vente de leur force de travail. D'autres, refusant de se soumettre à la politique de mise en valeur de la colonie voltaïque, choisissent de se réfugier auprès du territoire anglais. Les *Bissa* participent à ce mouvement à partir de 1925. A cette date, les autorités coloniales décrètent la généralisation de la culture du coton, à laquelle est bien évidemment soumis le cercle de Tenkodogo. Par la suite, la "collecte" de l'impôt de capitation provoque une véritable fuite des Burkinabè vers la *Gold Coast*. "Les individus essayèrent ainsi d'échapper aux brutalités pratiquées par les administrateurs coloniaux sur la population locale. Les individus fuyaient certes le poids de l'impôt qui augmentait de plus en plus, mais ils fuyaient beaucoup plus la manière de collecter cet impôt" (Coulibaly, 1986: 81).

Pour contrer cette fuite massive des Burkinabè vers la colonie britannique et recruter plus largement la main-d'oeuvre nécessaire à la réalisation de ses propres projets en Côte-d'Ivoire, les autorités françaises décrètent en 1932 le démembrement de la Haute-Volta. Ainsi, la colonie ivoirienne se voit attribuer plus de la moitié du territoire burkinabè, comprenant le cercle de Tenkodogo. Cette procédure de l'administration coloniale vise à assujettir plus des deux tiers de la population burkinabè à une même autorité administrative. Elle confirme ainsi la priorité donnée au développement de la Côte-d'Ivoire au détriment de l'ex-Haute-Volta. Ce démembrement met aussi fin aux conflits d'intérêt entre les deux gouverneurs de chaque colonie et supprime toute formalité administrative

⁶ Terme générique qui, à l'époque, désigne l'ensemble des populations d'origine voltaïque.

au recrutement des travailleurs. Le recrutement de la main-d'oeuvre burkinabè s'accélère et la réorientation géographique des déplacements de cette population vers la Côte-d'Ivoire se confirme, d'autant plus facilement que la crise économique des années 30 incite les autorités de la *Gold Coast* à prendre des mesures protectionnistes à l'encontre des ressortissants des colonies françaises. En 1945, ce sont deux émigrés burkinabè sur trois qui se rendent en Côte-d'Ivoire (Condé, 1978: 16-17, 22). S'il en est ainsi pour l'ensemble de la population burkinabè, il semble que les migrants *Bissa* ne suivent pas la même trajectoire et conservent un lien étroit avec la colonie anglaise, comme viendront le confirmer les données recueillies au moment de l'indépendance et au début des années 70.⁹

A partir de 1946, Bissa et Burkinabè empruntent des chemins différents

A cette époque, la migration des Burkinabè et des *Bissa* vers la Côte-d'Ivoire continue. L'abolition du travail forcé par le député Houphouët-Boigny et la reconstitution de la Haute-Volta au lendemain de la deuxième guerre mondiale n'atténuent pas l'expansion de ces déplacements. Les Burkinabè sont d'abord orientés vers les grands chantiers (réseau routier et ferroviaire). Par la suite, ils sont employés comme manoeuvres agricoles dans les plantations du sud-est du pays (Adzopé, Aboisso). La création du SIAMO (Syndicat Interprofessionnel d'Acheminement de la Main-d'Oeuvre) en 1951 prend alors le relais du recrutement par démarchage direct dans les villages de la main-d'oeuvre burkinabè et participe au recrutement de 230.000 Burkinabè durant les sept années de son existence. Et c'est ainsi qu'en 1960, pour 100 émigrés résidant au Ghana, ils sont 220 en Côte-d'Ivoire (Condé, 1978: 22). Si à cette époque, les *Bissa* concourent effectivement à cette réorientation migratoire vers la Côte-d'Ivoire, ils restent nombreux à se rendre au Ghana. En 1960 (Boutillier, *et al.*, 1975), alors que plus de quatre migrants sur cinq optent pour la Côte-d'Ivoire comme destination principale, les *Bissa* ne sont guère qu'un sur deux à se rendre dans ce pays tandis qu'un migrant *Bissa* sur trois lui préfère le Ghana. En provenance de la colonie anglaise, les premiers camions et moulins à mil arrivés dans la région *Bissa* à la fin des années 40 (Faure, 1990) sont la preuve de la continuité et de l'importance des échanges entre ces deux territoires, tout comme l'est la circulation continue des bandes de coton et des noix de kola.

De l'indépendance à la fin des années 80, une circulation migratoire des Burkinabè et des Bissa se structure

De 155.000 personnes en 1961 (Condé, 1978), la communauté burkinabè résidant à l'étranger passe à 740.000 personnes vingt-cinq ans plus tard (RGP

⁹ Ces données sont notamment fournies par l'*Enquête démographique par sondage en République de Haute-Volta 1960-61* (Clairin, 1960) et l'*Enquête sur les mouvements de population à partir du pays Mossi* (Boutillier, *et al.*, 1975). Cette dernière inclue dans ses différentes strates d'observation le pays *Bissa*.

1985). Sous-évaluées,¹⁰ ces estimations confirment la nette progression de l'émigration burkinabè vers l'extérieur depuis l'indépendance. 70.000 Burkinabè quittaient annuellement leur pays d'origine entre 1970 et 1975. Dix ans plus tard, ils sont un peu plus de 80.000. La Côte-d'Ivoire devient le principal pays d'accueil des migrants burkinabè. En 1985 (RGP 1985), quatre émigrés burkinabè sur cinq résident dans ce pays alors qu'ils n'étaient guère plus d'un sur deux en 1961. Il est difficile d'avoir une estimation précise du nombre de *Bissa* vivant à l'étranger; le recensement de 1985 ne donnant pas une estimation par province ou par ethnie du nombre de migrants et l'enquête démographique de 1991 ne rendant compte que de flux externes de population.

Ainsi, entre 1985 et 1991 (INSD 1993), les sorties de la province du Boulgou, toutes ethnies confondues, sont évaluées à un peu plus de 2.500, flux annuel d'émigration légèrement supérieur à celui constaté entre 1960 et 1973 (Boutillier, *et al.*, 1975). A cette date, plus des deux tiers des migrants *Bissa* se dirigent vers la Côte-d'Ivoire, le tiers restant s'installant au Ghana (Boutillier, *et al.*, 1975). En 1973, les informations recueillies montrent que les migrations *Bissa* vers le Ghana s'inscrivent dans un mouvement de longue durée s'accompagnant d'une installation quasi définitive dans ce pays et de laquelle il résulte des contacts de plus en plus espacés et distants avec la région d'origine. Ainsi, au Ghana, "Sont restés ceux qui ont une plantation autonome, ceux qui appartiennent à la deuxième génération ou qui occupent un emploi urbain (...). (Ces migrants) s'intègrent le mieux qu'ils peuvent à la population autochtone pour préserver les biens qu'ils ont accumulé pendant leur séjour" (Boutillier, *et al.*, 1977: 371-372).

Comme pour l'ensemble des migrations burkinabè, le profil type du migrant *Bissa* est celui d'un jeune homme actif, issu du milieu rural, aide familial dans le secteur agricole. D'une part, le milieu rural *Bissa* continue de fournir plus de 90% des candidats au départ (INSD 1993). D'autre part, ce sont aussi les classes d'âge actif qui fournissent le plus fort contingent de migrants puisqu'entre 1985 et 1991, 60% des migrants *Bissa* ont entre 15 et 45 ans et 40% appartiennent à la classe d'âge 20-30 ans (INSD 1993). Cependant, l'émigration internationale des *Bissa* a pris peu à peu un nouveau visage, conforme à l'évolution de l'émigration burkinabè depuis l'indépendance. L'installation à l'étranger, et particulièrement en Côte-d'Ivoire, se prolonge et atteint déjà une moyenne de 6 ans pour les migrants *Bissa* au milieu des années 70 alors que la durée moyenne de la migration d'un Burkinabè est de 4 ans et demi (Boutillier, *et al.*, 1975). Les femmes *Bissa* affirment aussi leur place parmi les migrants pour représenter un tiers d'entre eux entre 1985 et 1991, 1993 (INSD 1993) alors qu'elles étaient moitié moins nombreuses à participer à cette migration en 1960 (Clarín 1960, 1961). En rapprochant ces chiffres de la part des hommes mariés parmi les migrants *Bissa*, évaluée à un tiers également (INSD 1993), cela autorise à penser que ces femmes rejoignent ou accompagnent leur mari dans leur migration. La proportion des enfants de moins de 15 ans parmi les migrants a aussi considérablement aug-

¹⁰ D'autres sources (Condé, 1978) estiment déjà à plus d'un million le nombre de Burkinabè résidant à l'extérieur en 1975.

menté au cours des vingt cinq dernières années pour représenter un peu plus du quart des départs enregistrés dans la province du Boulgou entre 1985 et 1991 (INSD 1993). Cette dernière évolution confirme que la migration *Bissa*, comme celle des Burkinabè en général, est progressivement passée d'une migration de travail individuelle et masculine à une migration qui est restée "internationale" mais qui est devenue "familiale".

A leur arrivée en Côte-d'Ivoire, plus de trois migrants burkinabè sur quatre s'emploient comme manoeuvre agricole dans les plantations (Boutillier, *et al.*, 1977: 373), le quart restant se répartissant entre le secteur des services (13%), celui de l'industrie et de l'artisanat. Après 5 ans de migration, ils sont environ 20% à s'employer dans l'industrie ou l'artisanat et plus de 24% dans les services (Boutillier, *et al.*, 1975). Les migrants *Bissa* ont suivi les mêmes formes de spécialisation professionnelle, quoique moins nombreux proportionnellement à s'employer dans l'agriculture de plantation. Ils sont en effet plus enclins, que les *Mossi*, à s'embaucher dans les secteurs de l'industrie, des exploitations forestières, des travaux publics ou des services. A titre d'exemple, au début des années 70 (Boutillier, *et al.*, 1975), plus d'un migrant *Bissa* sur cinq s'emploient dans les services et un sur trois dans l'économie de plantation contre un sur six et un sur deux pour les migrants *Mossi*. Ainsi, les migrants *Bissa*, plus nombreux à s'embaucher dans des emplois urbains, renforcent la dispersion géographique des Burkinabè en Côte-d'Ivoire, qui vivent pour 40% d'entre eux en ville; les deux tiers habitant la capitale ivoirienne (RGP 1975).

Cette dispersion dans l'espace mais aussi dans l'ensemble des secteurs ivoiriens de l'activité économique de la communauté burkinabè n'est pas synonyme d'installation définitive, au moins pour une partie de ses membres. En effet, des mouvements de retour, témoins d'une circulation entre ces deux pays, le prouvent. Sur la période 1970-1975 (Condé, 1978), ils sont plus de 25.000 Burkinabè en moyenne à quitter la Côte-d'Ivoire pour se rendre dans leur pays d'origine. Dix ans plus tard, ces mêmes retours annuels sont estimés à 40.000 (RGP 1985). Le milieu rural burkinabè accueille plus de 90% d'entre eux. Les *Bissa* participent également à ce mouvement de retours puisqu'ils sont un peu plus de 4.000, originaires du Boulgou, à rejoindre le Burkina Faso entre 1984 et 1985 (RGP 1985), dont plus de 10% vont s'installer en milieu urbain. Ce mouvement de retour vers le pays d'origine est composé en partie d'actifs mais aussi d'enfants de parents *Bissa*, caractéristique constante des retours burkinabè composés pour un tiers d'enfants de moins de 15 ans.

Circulation migratoire et politiques de développement, témoins d'une relation complexe entre les Etats et leurs administrés

En 1960, la Côte-d'Ivoire, comme le Burkina Faso, deviennent indépendants. Les choix politiques et économiques ivoiriens vont contribuer à maintenir, voire à développer, un flux important d'immigrés, surtout d'origine burkinabè, sur son territoire. Fondé sur l'économie de plantation, et donc sur l'extension des surfaces exploitées, le modèle extraverti de développement retenu par les

autorités d'Abidjan suppose l'emploi d'une main-d'oeuvre importante, impossible à recruter parmi les seuls Ivoiriens. Touchant l'ensemble des secteurs d'activités, la forte croissance économique, connue jusqu'au milieu des années 70 et générée par les recettes d'exportation de produits primaires comme le café et le cacao, multiplie les opportunités d'emploi salarié dans le secteur agricole mais aussi industriel et tertiaire.

Des facteurs propres à la société burkinabè, plus particulièrement *Bissa*, expliquent les départs massifs de ses ressortissants vers l'extérieur. Au début des années 70 (Boutillier, *et al.*, 1975), plus de 90% de la population active *Bissa* s'emploient dans le secteur agricole. La production de ce dernier est en majorité destinée à la couverture des besoins d'autosubsistance. Si le développement des cultures maraîchères, notamment de l'oignon, assure un revenu monétaire minimum par sa commercialisation, ces cultures ne génèrent qu'un faible surplus aux exploitants. En 1980, le revenu moyen par habitant est estimé à 13.000 francs CFA en pays *Bissa* (ONPE, 1980). Par ailleurs, le quasi monopole, dont bénéficiaient les *Bissa* sur le marché ghanéen de l'oignon, se trouve également contrarié par la concurrence togolaise et nigérienne apparue au milieu des années 70 (Faure, 1990). A cette date, la dégradation progressive de l'économie ghanéenne et des conditions d'accueil des étrangers dans ce pays (expulsions successives en 1959, puis en 1969) ainsi que la dépréciation de la monnaie ghanéenne expliquent aussi l'effritement des liens commerciaux entre le Ghana et la région *Bissa* et la réduction des départs vers ce pays. Enfin, les activités économiques en milieu urbain (Ouagadougou et Bobo Dioulasso, principalement) offrent des possibilités d'emploi salarié plus réduites qu'en Côte-d'Ivoire. L'ensemble de ces facteurs explique donc l'attraction exercée par ce pays sur les Burkinabè, et les *Bissa*, qui justifient pour plus de 90% d'entre eux leur migration par la recherche d'un travail rémunéré (Cordell, *et al.*, 1989).

Au début des années 80, la chute des cours des produits de base réduit fortement les ressources extérieures de la Côte-d'Ivoire, nécessaires au financement de l'activité économique. On assiste alors à une contraction progressive du marché de l'emploi urbain. Dans les secteurs privés secondaires et tertiaires, les licenciements augmentent et les revenus se réduisent à compter des années 1980. Épargné au début de la crise, le secteur de l'économie de plantation est touché à partir de 1989: date à laquelle les autorités d'Abidjan décident de répercuter sur les producteurs la chute des cours mondiaux des produits de base en réduisant de moitié les prix d'achats garantis aux planteurs. La politique d'ivoirisation des cadres, lancée à partir de 1975, vise dans un premier temps les postes de cadres de la fonction publique. Mais dix ans plus tard, elle est généralisée à l'ensemble des secteurs de l'activité économique et des catégories socioprofessionnelles. Conséquence de la crise, elle interdit de fait aux ressortissants étrangers d'avoir recours aux services ivoiriens de la main-d'oeuvre (OMOCI). Les étrangers, une fois licenciés, ne peuvent plus espérer un nouvel emploi dans le secteur "moderne" de l'économie. Enfin, l'instauration des cartes de séjours obligatoires pour les étrangers en 1991 confirme la dégradation de leurs conditions d'accueil en Côte-d'Ivoire.

Dans un premier temps, les choix politiques et économiques des autorités ivoiriennes sont favorables aux *Bissa* comme à l'ensemble des Burkinabè. Ils vont alors profiter de cette opportunité pour multiplier les lieux géographiques de résidence et les secteurs économiques d'insertion, élargissant ainsi leur espace de vie et de production de revenus, et ce en s'appuyant sur une migration ancienne et massive. Logiques étatiques et individuelles sont en phase. A la fin des années 70, un véritable système migratoire est en place tant sur le sol ivoirien que burkinabè, système au sein duquel les hommes et les richesses peuvent circuler et aider au développement des activités, comme en témoignent les constants va-et-vient entre les deux pays. La crise économique ivoirienne engendre alors un environnement moins favorable à la circulation des étrangers en Côte-d'Ivoire. L'accélération de la circulation migratoire des Burkinabè et des *Bissa*, comme l'indique l'accroissement simultanée des départs et des retours au milieu des années 80 (Blion, 1995), aboutit à une diversification de leur zone de travail et d'activité tant sur le territoire ivoirien que burkinabè, leur permettant ainsi d'amortir le choc de la crise ivoirienne. Stratégie de multiplication des lieux de production des revenus, cette circulation migratoire devient aussi une stratégie de limitation des risques en période de récession. Ne pouvant plus accéder aux secteurs "modernes" de l'économie, ils peuvent aussi espérer retrouver un travail en s'appuyant sur leurs réseaux, continuant ainsi à développer leur circulation migratoire contrariant de fait les volontés politiques de l'Etat ivoirien mais aussi de l'Etat burkinabè. Cette circulation prend à alors plusieurs formes: retours et réinvestissement dans le pays d'origine, déplacements à l'intérieur du pays d'accueil ou bien encore réorientations migratoires vers des horizons plus lointains.

Cette dernière option est celle retenue par certains *Bissa*, qui vont être de plus en plus nombreux à se rendre en Italie, leur nouvel *el dorado*. Mais qui sont réellement ces *Bissa* lancés dans une aventure bien lointaine, surtout pour ceux qui limitaient bien souvent leur déplacement à la sous-région? Nouvelle génération de migrants ou simple continuité d'une première phase migratoire commencée en Côte-d'Ivoire? Ces déplacements s'inscrivent-ils dans une logique similaire à celle développée au cours des vingt dernières années? Quels liens entretiennent-ils avec ceux restés en Côte-d'Ivoire ou rentrés au Burkina Faso? Autrement dit, quelle lecture peut être faite de cette nouvelle migration?

De la Côte-d'Ivoire à l'Italie, ruptures et continuités d'une circulation migratoire

En 1993, les Burkinabè résidant en Italie seraient environ 2.000 comprenant ceux titulaires d'un titre régulier de séjour et ceux en situation irrégulière (Schmidt di Friedberg, 1995). D'autres sources¹¹ donnent une estimation de 3.000 Burkinabè résidant sur le territoire italien. Quelle que soit l'importance de ce chiffre, le ministère italien de l'intérieur recense environ 760 Burkinabè disposant

¹¹ Informations recueillies auprès de la Direction des Burkinabè de l'Extérieur en août 1994.

d'un titre de séjour régulier (Schmidt di Friedberg, 1995). Plus de 60% des immigrés burkinabè en Italie seraient *Bissa*, originaires de la province du Boulgou. Faute de vérification possible, toute catégorie confondue, les *Bissa* représenteraient les trois quarts des migrants burkinabè présents en Italie en 1993, toujours selon la direction des Burkinabè de l'Extérieur.

Dès 1991 au cours d'entretiens réalisés au marché de Ouagadougou puis en 1992 à Abidjan, sont fréquemment évoqués les parcours des frères installés en Italie. En outre, ces premiers entretiens révèlent, dans la plupart des parcours de migrants burkinabè en Italie, un passé migratoire antérieur en Côte-d'Ivoire. Ce passé en Côte-d'Ivoire, l'importance des *Bissa* dans cette nouvelle destination migratoire et la rapidité avec laquelle le mouvement s'est développé conduisent à s'interroger sur l'origine de ces migrants, sur leur projet migratoire, sur leurs liens avec leur milieu d'origine et les connexions entre cette filière migratoire et les autres déjà observées vers la Côte-d'Ivoire.

*Des profils de migrants et des parcours migratoires pluriels*¹²

Tous les migrants (121) recensés au cours de ces entretiens sont *Bissa* et seulement deux d'entre eux sont des femmes. Bien souvent, les chefs de concession omettent d'intégrer dans les personnes absentes les femmes en migration. Celles-ci ont toutefois été recensées et sont au nombre de 38 à être en migration avec leur mari. Cette négligence rejoint une conception largement acceptée en milieu *Bissa* selon laquelle la femme est soit avec son mari: dans ce cas, son parcours est alors assimilé à celui de son époux; soit au village dans la famille de l'époux.

Au moment de leur premier départ, les quatre cinquièmes des migrants burkinabè ont moins de trente ans, et ce quelle que soit la destination de leur première migration. Toutefois, parmi ceux qui ont eu une première étape au Burkina Faso, tous avaient moins de 15 ans. Il s'agit en fait d'enfants de migrants *Bissa* nés en Côte-d'Ivoire et qui sont revenus un temps dans le pays d'origine de leurs parents avant de migrer à nouveau. Ce retour des enfants rejoint les pratiques de confiage observés dans les mouvements migratoires burkinabè (Blion, 1995).

80% des migrants sont nés au Burkina Faso, plus précisément dans le village paternel et l'âge moyen des migrants au moment de leur premier départ est de

¹² Les observations développées se fondent sur 31 entretiens menés à Abidjan entre 1992 et 1994 auprès de Burkinabè, plus particulièrement de *Bissa*, installés en Côte-d'Ivoire, complétés par une enquête réalisée dans 34 concessions de Béguédo, Niaogho, Ouaregou et Zoumtoéga, identifiés comme étant les villages dont est issue la majorité des migrants burkinabè en Italie. Enfin, des entretiens complémentaires ont été menés auprès des autorités italiennes et burkinabè en Côte-d'Ivoire et au Burkina. Ces entretiens comme les enquêtes, qui retracent 121 parcours migratoires relevés auprès des migrants eux-mêmes ou de leur famille, tentent de dresser une image de cette migration dans sa pluralité et sa diversité. Des zones d'ombre subsistent; les travaux d'Ottavia Schmidt di Friedberg (1995) menés en Italie en 1994 apportent un complément et un éclairage supplémentaires sur la migration des Burkinabè en Italie.

21 ans. Ceux qui ont connu une deuxième étape ont un âge moyen de 28 ans et les rares qui ont eu un parcours en trois étapes ont un âge moyen de 33 ans. En 1993, la durée moyenne des étapes, destination et nombre d'étapes confondus, est de 6,5 ans. Cette moyenne n'est donnée qu'à titre indicatif puisque plus de 95% des migrants sont absents du village et sont en situation de migration ouverte. A noter qu'aucun des migrants relevés n'est revenu au village pour une durée supérieure à trois mois; l'ensemble des retours est alors assimilé à des visites, non comptabilisées comme une étape particulière dans le parcours migratoire de l'individu.

Au-delà de ces généralités, ce profil moyen de l'émigré *Bissa* cache de très fortes disparités entre les migrants, témoins de la multitude des types de parcours et des connexions existantes entre les différentes destinations. En effet, la Côte-d'Ivoire est de loin la destination majoritaire des *Bissa* au cours de leur première étape (60% des cas); Abidjan est la première ville d'accueil pour ces migrants (85% des migrants *Bissa* s'installent dans cette ville). La deuxième destination pour cette première étape est l'Italie (23%). Les débuts de migration n'ont pas eu lieu à la même date. Les deux tiers des migrations vers la Côte-d'Ivoire se sont produites avant 1984, date à laquelle débute les parcours des migrants qui ont choisi de se rendre en premier lieu en Italie. Un tiers des migrants n'ont connu qu'une seule étape migratoire et un dixième en ont déjà connu trois.

Parmi ceux qui ont un parcours migratoire en deux étapes, la majorité puisqu'ils représentent environ les deux tiers des migrants, les quatre cinquièmes étaient préalablement en Côte-d'Ivoire adoptant comme deuxième lieu de migration, l'Italie, (80% d'entre eux); le reste se répartissant entre la France, l'Allemagne. Seule une personne est rentrée au Burkina Faso. Par contre, les enfants de migrants, rentrés dans un premier temps, sont tous repartis en Côte-d'Ivoire au cours de leur deuxième étape. Le premier migrant à être parti en Italie en 1974 était auparavant en Côte-d'Ivoire. D'autres suivront mais quelques années plus tard. Ce n'est qu'à partir de 1990 qu'explorent les migrations vers le territoire italien, puisque les deux tiers des départs se font entre 1990 et 1993. A noter que la plupart des migrants qui étaient en Côte-d'Ivoire avant de se rendre en Italie, résidaient quasi exclusivement sur Abidjan. Naples est de loin, la première province d'accueil des migrants *Bissa* quel que soit leur parcours migratoire préalable à l'étranger. Les autres provinces d'accueil sont celles du Nord (Brescia, Bergame, Milan) et de Rome. Les migrants burkinabè installés au nord de l'Italie ont tous quitté le continent africain avant 1990. Par contre, ceux qui se retrouvent dans la province de Naples ne sont partis qu'après cette date.

La première personne, à quitter la Côte-d'Ivoire en 1974 pour se rendre en Italie, fait figure de pionnier dans le mouvement qui conduira de nombreux *Bissa* à se rendre en Italie. Son départ n'est toutefois pas le fruit d'une quelconque volonté d'aventure, bien au contraire. Boy cuisinier à Abidjan, il est au service d'un italien. Quand celui-ci quitte le continent africain pour retourner en Italie, il propose à son domestique de le suivre. D'autres, peu nombreux, sont aussi partis à la même période selon les témoignages de *Bissa* encore installés dans la capitale ivoirienne. Boy cuisinier ou ouvriers dans la menuiserie, ils suivent également leur patron italien. En effet, dans les années 70, de nombreuses unités

ivoiriennes de menuiserie sont détenues par des capitaux Italiens. Leur fermeture, consécutive aux premières difficultés rencontrées en Côte-d'Ivoire, entraîne le retour des Italiens dans leur pays, emmenant avec eux certains de leurs ouvriers.

1990 est une année charnière pour l'émigration *Bissa* en Italie. Au cours de cette année, la loi Martelli offre la possibilité aux immigrants présents sur le sol italien d'obtenir un titre de séjour régulier. Face à cette opportunité et compte tenu de la situation ivoirienne, les migrants *Bissa* vont se lancer dans l'aventure italienne avec l'espoir à la clé de régulariser leur situation. Il y aura peu d'élus puisque la loi Martelli n'autorise la régularisation que des seuls immigrants présents en Italie avant le 31/12/1989. Mais cela n'arrête pas les migrants burkinabè, bien au contraire.

Pour accéder à l'Italie, les réseaux migratoires Bissa s'ouvrent

La circulation migratoire des *Bissa* en Côte-d'Ivoire se fonde sur une migration ancienne et importante de cette communauté. Elle est structurée autour de réseaux familiaux, plus qu'ethniques ou même villageois. L'hétérogénéité des familles *Bissa* contribue en partie à expliquer cette structuration alors que l'importance des mouvements, qui affectent chaque village, oblige le migrant qui se rend en Côte-d'Ivoire à avoir recours à sa famille. Ainsi pour l'accès au premier emploi et au logement, plus des deux tiers des migrants nouvellement arrivés sur le territoire ivoirien ont recours à un membre proche de leur cercle familial (père, frère, oncle paternel ou maternel). Par contre, ce réseau n'intervient que pour une faible part dans le financement des déplacements vers la Côte-d'Ivoire. Moins de 40% des migrants *Bissa* en Côte-d'Ivoire ont eu recours à un financement octroyé par un tiers. Toutefois quand tel est le cas, ce financement provient toujours d'un membre de la famille proche. Cette particularité rejoint les observations faites en pays *Bissa* dans les années 70 où ils étaient proportionnellement plus nombreux que les *Mossi*, à avoir recours à leurs propres ressources pour financer leur voyage en terre ivoirienne (Boutillier, *et al.*, 1975). Pour les *Bissa*, le commerce avec le Ghana, les cultures maraîchères, qui n'entrent pas dans le système des cultures collectives et dont les gains vont à celui qui a cultivé son champ personnel, permettent plus facilement à ces candidats à l'émigration de se constituer une réserve en vue de financer leur déplacement. Cette indépendance financière ne remet aucunement en cause le contrôle exercé sur le migrant fraîchement arrivé en Côte-d'Ivoire par les membres de sa famille plus anciennement installés et par lesquels s'opère l'accès à l'emploi ou au logement.

La migration des *Bissa* en Italie va se structurer peu à peu autour des pionniers et d'un réseau plus souple, moins contraignant que celui qui structure la migration vers la Côte-d'Ivoire. Les difficultés plus grandes pour entrer sur le territoire italien, entrée qui suppose de détenir un passeport (sans parler de l'obligation d'avoir un visa à compter du 15/09/93) et un coût financier plus important (billet d'avions...), vont paradoxalement générer une organisation de la circulation migratoire laissant une grande liberté aux migrants nouvellement arrivés. Le réseau mis en place par les *Bissa* pour se rendre en Italie reste d'ordre

familial. Le point d'ancrage de chaque réseau est le frère, le beau frère, l'oncle autour desquels va se structurer l'arrivée des nouveaux migrants.

S'ils jouent un moins grand rôle dans l'accès à l'emploi, comme en témoignent le migrants de retour d'Italie, ces membres de la famille ont une place primordiale dans le financement des déplacements. Pour ceux qui n'ont pas connu d'autres migrations, le financement du voyage est assuré pour plus de 75% d'entre eux par un membre de la famille, bien souvent déjà installé en Italie ou encore riche commerçant comme il en existe en pays *Bissa*. Pour ceux dont l'Italie est la deuxième étape migratoire, l'épargne migratoire, préalablement constituée en Côte-d'Ivoire, est alors investie en partie dans cette migration. Moins de 50% de ces migrants ont alors recours à la famille pour financer leur voyage. Le migrant *Bissa*, supposé être un touriste à la frontière, doit justifier d'une somme de 300.000 Francs CFA (6.000 FF en 1993) pour pouvoir prétendre entrer sur le territoire italien. Cette somme est alors prêtée par un membre de la famille déjà installé en Italie, somme restituée par le migrant dès son arrivée. Des migrants présents préalablement en Côte-d'Ivoire ont même eu recours à un "emprunt" auprès d'un Sénégalais qui s'est spécialisé dans le passage des africains à la frontière de l'Italie, pays avec lequel il développe depuis de nombreuses années des relations commerciales. Un *Bissa*, installé en Côte-d'Ivoire et qui travaille pour le compte de ce Sénégalais, est chargé de récupérer la somme de l'autre côté de la frontière.

Les difficultés rencontrées pour accéder au territoire italien ont contraint les *Bissa* à structurer un réseau plus souple, plus ouvert; réseau qui a parfois recours à des membre plus éloignés, voire extérieurs à la famille. Ce réseau va aussi s'organiser autour de personnes pivots, qui, comme celles installées à Ouagadougou, vont aider les futurs migrants dans leur démarche administrative pour obtenir le passeport et négocier les billets d'avion auprès des agences de voyage. A noter que ces relais ouagalais sont aussi des personnes ressources pour ceux qui restent en Côte-d'Ivoire et qui souhaitent obtenir leur passeport plus rapidement qu'en faisant la demande à Abidjan. Souvent, leur passé en Côte-d'Ivoire leur garantit un rôle prépondérant dans l'organisation de ces départs. En outre, leur activité professionnelle actuelle leur fait bénéficier de contacts non moins négligeables dans l'administration burkinabè.

En Italie, l'accès à un emploi ou à un logement peut se faire par le biais d'un frère, d'un oncle préalablement installé, mais pas nécessairement. Le réseau n'offre ni travail, ni logement. Par contre, il est essentiellement un réseau d'information. Peu de migrants vers l'Italie sont accueillis à l'aéroport, d'autant plus que nombre d'entre eux passent par la Belgique et prennent le train pour rejoindre l'Italie. Bien souvent, à son départ, le migrant *Bissa* est muni de la seule adresse d'un frère, d'un oncle ou d'un cousin. Il dispose aussi d'un minimum d'informations qui lui permettent de se rendre dans les lieux de regroupement des africains (les gares notamment); africains qui peuvent ensuite le guider et le renseigner. Si pour les pionniers, leur arrivée en Italie avait été organisée, bien souvent par leur ancien patron, pour les migrants Burkinabè qui arrivent après 1990, seules une aide financière et une information minimum leur sont fournies pour organiser leur déplacement.

Des filières professionnelles Bissa en Côte-d'Ivoire à l'initiative individuelle en Italie

S'ils offrent une certaine sécurité au futur migrant, les réseaux migratoires *Bissa* en Côte-d'Ivoire sont aussi le moyen pour les petits entrepreneurs et commerçants *Bissa* d'avoir accès à une main-d'oeuvre à un moindre coût. De ces réseaux migratoires découlent des filières professionnelles structurées, voire coercitives, véritable mode de gestion communautaire de la main-d'oeuvre. Plus de 90% des migrants qui ont quitté le Burkina-Faso pour la Côte-d'Ivoire, étaient des aides familiaux dans l'agriculture. Arrivés en Côte-d'Ivoire, nombre d'entre eux sont dans un premier temps aides familiaux, apprentis ou petits vendeurs pour le compte d'un tailleur, d'un blanchisseur, d'un libraire, d'un maçon, voire d'un boy auprès duquel il s'assoit pour apprendre le métier! L'histoire de Salam, 35 ans, est emblématique des pratiques professionnelles décrites ci-dessus:

"Je suis né en 1960. J'ai dix sept ans quand je quitte mon village pour la première fois. En Côte-d'Ivoire je descend chez Assane, un frère de mon vieux.. Lui , il reste en zone 4. Il est gardien dans une société. Je suis logé et nourri pendant huit ans par Assane pour qui je travaille. Je m'occupe de sa table de livres au marché de Koumassi. C'est en 1976 que Assane a commencé cette table. En restant à côté de lui, je me spécialise dans la vente des livres et des cahiers. (...) Assane ne me paie pas par mois mais il s'occupe de mes petits problèmes au village et il me donne un peu d'argent pour couvrir les petits besoins. En 1986 aussi, il m'aidera pour monter ma table. Et puis à mon tour, j'ai fait venir un petit frère pour rester à côté de moi en 1992. Un premier était venu dès 1986 pour m'aider mais lui, il est maintenant en Italie (!)"

Parmi les migrants recensés qui ont une première étape en Côte-d'Ivoire, un tiers travaille dans les services (blanchisseur, cuisinier, pompistes, gardien, vendeur de livres...), moins d'un quart est ouvrier agricole et un sur dix travaille dans le bâtiment (maçon, charpentier...). Ces professions sont rarement fortuites, elles correspondent souvent à la spécialisation professionnelle familiale en Côte-d'Ivoire, autre résultat du réseau migratoire *Bissa*. A titre d'exemple, la plupart des vendeurs de livres et de cahiers du marché de Koumassi sont des *Bissa*, originaires du village de Zoumtoéga. De même, une autre famille va contrôler de nombreux postes de gardiennage auprès d'organismes internationaux installés à Abidjan; le départ à la retraite d'un gardien et c'est un jeune membre de la famille qui l'ont fait venir du village pour le remplacer, et ce malgré les difficultés liées à l'ivoirisation qui interdit l'accès de ces postes aux étrangers!

En Italie, les possibilités d'emploi pour les personnes en situation irrégulière, concentrées géographiquement, vont les conduire très rapidement dans le sud et la région de Naples. C'est également dans cette région que se trouve (se trouvait, puisqu'il a été détruit par un incendie en septembre 1994) le *ghetto* où séjournait de nombreux Burkinabè en situation irrégulière, situé non loin de Villa Literno nom mythique de la migration *Bissa* en Italie, évoqué dans tous les récits recueillis auprès des migrants. C'est aussi dans cette ville et autour de celle-ci

que les Burkinabè en situation irrégulière vont chercher à s'employer comme ouvrier agricole pour la cueillette des tomates (Pomodore), maçon à la tâche ou autres emplois de manoeuvres, pour un salaire équivalent à moins de 3.500 FF par mois et sans aucune protection sociale. Son statut d'irrégulier ou de clandestin propulse inévitablement le migrant burkinabè dans l'univers des petits contrats-petits boulots sous payés, dans l'instabilité permanente et la précarité au seul profit de ses multiples employeurs comme en témoigne un jeune *Bissa* de 26 ans de retour au Burkina en mars 1994 après un séjour de trois ans en Italie:

"Je suis parti du village en avril 1991 après être rentré de Côte-d'Ivoire pour faire mes papiers. Quand je suis arrivé à Rome, je suis descendu chez mon frère Amidou et là je l'ai aidé un temps dans son travail de boy. Lui, il fait la cuisine et moi je lave les assiettes, je repasse. J'étais payé 700.000 liras par mois (3.150 francs en 1991). J'ai fait deux mois avec lui et de là, j'ai trouvé un petit contrat à Vicenza. Je travaillais sur les moteurs de pompe à eau, une sorte de mécanicien. Je suis resté quatre mois et j'étais payé un million de liras par mois (4.500 francs en 1991). Après, parce que le travail, ça ne donnait plus comme avant, je suis allé à Napoli, dans le coin de Villa Literno. Là, on était nombreux avec le patron, au moins 20 personnes. Mais quand ça n'a plus marché, il en a laissé dix. Et je suis reparti chercher un autre contrat, puis encore un autre. A Villa Literno, j'ai fait le travail dans les pomodores, les oranges et les quoi-quoi-quoi encore. Puis, je suis tombé malade. Et là c'est mauvais. Quand t'as pas ta carte de séjour, on te quitte plus, alors pour te soigner, c'est tout un problème. Alors, j'ai préféré revenir au Burkina"

Rome et Naples sont aussi des villes dans lesquelles les irréguliers peuvent trouver à s'embaucher comme boy ou cuisinier pour le compte d'un italien qui bien évidemment ne le déclare pas. Les migrants *bissa* en situation irrégulière qui traversent ces villes ou qui y restent pour un petit contrat, peuvent le faire par le biais d'un frère, d'un membre de la famille qui fait bénéficier de ses contacts, obtenus comme boy cuisinier, profession occupée par de nombreux *Bissa* en Italie. Les migrants Burkinabè, qui ont réussi à obtenir une carte de séjour, sont désormais installés dans le nord de l'Italie, bassin industriel de ce pays. Les *Bissa* s'embauchent dans cette région comme ouvrier dans les usines de construction automobile, de cuir, de chaussures... Les Burkinabè obtiennent ces emplois soit par le biais de leur connaissance, mais plus souvent en ayant recours aux services italiens de l'emploi, dont l'accès leur est rendu possible par la détention de la carte de séjour; véritable laissez-passer vers le nord italien et son bassin industriel.

D'un échange régulier à l'éloignement avec le village d'origine; autres lieux, autres pratiques migratoires

Un témoin des échanges noués par le migrant avec son village d'origine est le rôle que jouent les femmes et les enfants dans cette migration. Au moment de leur premier départ, ceux qui partent en Côte-d'Ivoire, sont tous célibataires.

Quatre migrants sur cinq se marient au cours de leur premier séjour et plus d'un quart d'entre eux sont polygames. Toutes originaires du pays *Bissa*, les deux tiers des épouses rejoignent ou accompagnent leur mari en Côte-d'Ivoire, une fois le mariage célébré; les autres résidant alors dans la concession des beaux-parents. En Côte-d'Ivoire, les femmes *Bissa* sont pour la plupart ménagères ou s'occupent d'un petit commerce (fruits, arachides, poissons grillés...) installé au bord de leur habitation. Ces dernières participent à la circulation migratoire entre le village d'origine et le lieu d'installation de leur mari en Côte-d'Ivoire par leurs visites et séjours au village, plus fréquents et souvent plus longs, notamment au moment de l'hivernage, que ceux de leur mari. Pour celles qui sont en situation de polygamie, les rôles vont se répartir indifféremment entre les co-épouses pour alterner séjour à l'étranger et retour au village, de telle sorte qu'il est rare que les épouses cohabitent en Côte-d'Ivoire. Les femmes des migrants maintiennent ainsi un lien quasi permanent entre le migrant et son village d'origine. Un autre signe de ce lien avec le village d'origine est la circulation des enfants. La plupart des naissances ont lieu dans la concession de la famille du mari. Par la suite, certains de ses enfants repartent avec leur mère en migration alors que d'autres restent auprès de la famille du migrant ou de celle de son épouse. La crise en Côte-d'Ivoire a d'ailleurs accentué ces pratiques de confiage comme le montre la part des enfants dans les mouvements de retour vers le Burkina Faso (RGP 1985 et INSD 1993).

Pour ceux qui partent en Italie, leur situation est différente selon qu'il s'agit d'un premier déplacement ou d'un deuxième. Rares sont les hommes mariés parmi ceux qui sont partis directement en Italie. Par contre, ceux qui ont déjà migré une première fois et qui rejoignent ensuite le territoire italien, plus de 80% sont mariés et tous sont monogames. La situation des épouses va alors dépendre du statut de leur mari en Italie. En effet, rares sont celles qui accompagnent ou rejoignent leur époux en migration; les seules qui résident désormais en Italie sont les femmes des migrants les plus anciennement installées, titulaires d'un titre de séjour régulier. Le statut accordé au migrant en Italie induit donc un changement de comportement par rapport à la Côte-d'Ivoire. Habitues à se déplacer entre le territoire ivoirien et burkinabè, les épouses de migrants en Italie, précédemment installés en Côte-d'Ivoire, ne participent plus à cette circulation migratoire; il en est de même pour les enfants. Par contre, le départ de Côte-d'Ivoire pour l'Italie ne les obligent pas à regagner leur village d'origine, certaines d'entre elles (20%) restent à Abidjan auprès d'un frère ou d'un oncle. Depuis 1993, date de l'instauration du visa d'entrée pour les ressortissants du Burkina en Italie et de l'accentuation des contrôles, l'ambassade italienne en Côte-d'Ivoire (l'Italie n'a pas de représentation officielle au Burkina, hormis son bureau de coopération) a enregistré une nette croissance des demandes de visa formulées au titre du regroupement familial par les Burkinabè. Avant 1993 et l'instauration du visa obligatoire, les femmes des migrants *Bissa* entraient sur le territoire italien comme touristes et régularisaient ensuite leur situation.

Un titre de séjour a été rendu obligatoire pour les étrangers vivant en Côte-d'Ivoire en 1991. Toutefois, dans la pratique, il ne s'accompagne ni d'une politique restrictive aux séjours des étrangers dans ce pays, ni d'expulsion pour

ceux qui n'en sont pas détenteurs. L'instauration de la carte de séjour est avant tout un moyen supplémentaire pour l'Etat ivoirien d'augmenter ses recettes publiques et pour les douaniers et policiers d'améliorer leur quotidien lors des contrôles. Vécue comme une tracasserie supplémentaire par les Burkinabé résidant en Côte-d'Ivoire, cette carte de séjour ne compromet, ni ne limite leur déplacement entre les deux pays. Cette circulation des migrants *Bissa* se traduit par des visites régulières au village au moins une fois par an et d'une durée variant de deux semaines à deux ou trois mois. Par contre, si le statut du migrant en Italie et l'obligation du titre de séjour ont déjà induit une modification de la place des épouses dans la migration des *Bissa*, ils jouent également sur les liens entretenus entre le migrant et son milieu d'origine. En effet, parmi les migrants en situation irrégulière, rares sont ceux qui ont interrompu leur séjour par des visites au village et aucun ne l'a fait depuis l'instauration du visa en 1993. Le risque est trop grand de se voir refouler à la frontière quand ils repartiront en Italie; certains ayant déjà connu cette déconvenue. Ils maintiennent alors des contacts indirects avec le village d'origine par l'intermédiaire des membres de leur famille résidant encore à Abidjan et tenus informer par des appels téléphoniques réguliers. Même pour les contacts entre le village d'origine et le migrant, la Côte-d'Ivoire, en particulier Abidjan, affirme son rôle de plaque tournante!

Pour les migrants en situation régulière en Italie, les comportements varient en fonction de la nature que prend eur séjour. Il semble que ceux qui ont fait venir leur femme et leurs enfants, espacent de plus en plus leurs visites au village alors qu'auparavant, ils profitaient des congés annuels pour rentrer au Burkina, comme en témoignent les discours recueillis auprès de ceux restés au pays. Ces migrants entreraient dans une phase d'intégration dans la société italienne, dont un des risques est la rupture avec le milieu d'origine (Schmidt di Friedberg, 1995). Les rares célibataires et les hommes mariés, non accompagnés de leur épouse, en situation régulière continuent de profiter de leurs congés pour revenir annuellement au village. La période principale de retour se situe au moment de Noël, comme en témoignent, les arrivés à l'aéroport de Ouagadougou, l'activité des agences de voyage, et les conversations de ceux venus accueillir ou raccompagner les "Italiens", sobriquet utilisé pour désigner les migrants *Bissa* en Italie par leur entourage.

La distance et le coût influent inévitablement sur la fréquence des visites au village des migrants installés sur le territoire italien. Toutefois, la nature des séjours joue aussi un rôle important sur l'évolution des liens entre le migrant et sa famille restée au pays, comme le prouvent les différences de comportements remarqués, selon que ces migrants s'inscrivent ou non dans une logique d'intégration. En rendant indispensable le recours au regroupement familial, par la fermeture progressive des frontières pour que les femmes et les enfants puissent venir en Italie, le renforcement de la législation italienne en matière d'immigration a indéniablement induit le passage d'une logique d'une migration tournante à celle d'une migration permanente s'accompagnant d'un processus d'intégration des Burkinabé à la société italienne et de distanciation progressive avec leur milieu d'origine, contrairement à ce qui est observé dans le cas de la circulation migratoire entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso.

Transferts financiers et utilisation de l'épargne migratoire, quelques indications

Au cours des dix dernières années, qu'ils soient en Italie ou en Côte-d'Ivoire, les migrants Burkinabè sont plus de 60% à envoyer régulièrement des fonds vers leur pays d'origine, toute étape migratoire confondue. Le niveau moyen de ces transferts par migrant varie du simple au double entre la Côte-d'Ivoire et l'Italie. Les migrants installés sur le territoire ivoirien envoient en moyenne 130.000 francs CFA par an et par personne; cette somme est 240.000 francs CFA pour leurs homologues résidant en Italie. Si l'on tient compte des seuls migrants qui effectuent des transferts, ces sommes s'élèvent respectivement à 250.000 francs CFA et 380.000 francs CFA. Autrement dit pour les familles restées au village d'origine, un migrant en Italie rapporte en moyenne une fois et demie de plus qu'un migrant en Côte-d'Ivoire et apporte un complément de revenu équivalent à 3 ou 5 fois le revenu annuel moyen par habitant au Burkina Faso en 1993.¹⁵ Il est bien difficile d'aller au delà dans l'analyse de l'épargne migratoire car ces chiffres sont fournis par les familles des migrants et peuvent être sous-évalués ou surévalués en fonction des situations propres à chacune d'entre elles.

Toutefois, il est à remarquer que le niveau des transferts de fonds vers le village d'origine varie avec le statut professionnel du migrant dans son pays d'accueil. A partir de la Côte-d'Ivoire, les sommes moyennes envoyées annuellement par migrant varient de 65.000 à 500.000 francs CFA, selon qu'il s'agit d'un travailleur à la tâche ou d'un planteur indépendant. Les salariés du secteur moderne et ceux exerçant dans le secteur secondaire ou tertiaire de manière indépendante (commerçants, tailleurs,...) envoient respectivement 280.000 et 180.000 francs CFA par an. En Italie, selon qu'il s'agit d'un salarié sous contrat d'une entreprise du secteur secondaire ou d'un travailleur clandestin dans l'agriculture, les sommes envoyées annuellement sont en moyenne de 600.000 et de 150.000 francs CFA par personne. Les omissions et parfois la volonté de dissimuler l'importance des sommes envoyées conduisent certainement les familles à minorer ce qu'elles reçoivent effectivement. Enfin, les premières observations menées en tenant compte de la durée de la migration, du secteur professionnel, ne permettent pas, pour le moment, d'affiner ces premiers résultats.

Si pour une part, elles sont destinées partiellement à couvrir les dépenses quotidiennes des familles, ces sommes servent également aux investissements réalisés par les migrants absents, via des tiers, dans le pays d'origine. Qu'ils soient en Côte-d'Ivoire ou en Italie, plus de 90% des migrants ont consacré leur épargne à la construction d'une maison en dur au village. Ainsi, sous l'influence des migrants en Italie, Béguédo a pris le visage d'un grand chantier de travaux publics, compte tenu du nombre de constructions en cours. Le reste est dépensé dans l'achat de bétail, charrues, mobylettes. D'autres migrants (10%) ont également investi dans la construction d'une ou plusieurs maisons à Ouagadougou.

¹⁵ Les informations relatives aux transferts de fonds ont été recueillies en août 1993 avant la dévaluation du franc CFA de janvier 1994.

Les investissements destinés à des activités productives, hormis ceux réalisés dans l'élevage, sont très faibles et font souvent figure d'exception. A priori, les migrants ne semblent pas élaborer de projets destinés à asseoir le développement d'une activité à leur retour. Cela ne signifie pas pour autant l'absence totale de projets de retour; les informations recueillies auprès des familles des migrants *Bissa* ne pouvant qu'être partielles.

En situation irrégulière, certains migrants ont choisi de quitter l'Italie ayant perdu tout espoir d'être régularisés et de pouvoir accéder à une situation professionnelle plus stable. Les conditions de vie et de travail, souvent difficiles, et l'insécurité liée à leur statut en Italie motivent, pour la plupart, leur retour. Certains reviennent s'installer à Abidjan, leur première ville d'accueil et reprennent leur activité initiale. D'autres encore retournent au village avec l'espoir d'y développer une nouvelle activité. La récente mise en eau du barrage de Bagré au sud du pays *Bissa* représente pour certains l'opportunité de se lancer dans de nouveaux secteurs de productions comme la pêche au moment où d'autres plus anciens, comme celui de la culture maraîchère, sont remis en cause; les terres sur lesquelles se pratique cette culture étant désormais inondées. Par contre, le commerce avec le Ghana redémarre depuis quelques années et les opportunités, légales ou non, ne manquent pas. Développer une activité commerciale reste le moteur de la plupart des projets évoqués par les migrants de retour d'Italie, mais aussi de Côte-d'Ivoire.

La destination géographique des migrants ne semble pas avoir induit des projets particuliers à l'une ou l'autre catégorie. La situation économique difficile en Côte-d'Ivoire invite à la prudence de la part des migrants qui hésitent à se lancer dans des investissements au pays, sans y être définitivement présent. Certains tentent de déconcentrer leur activité vers le Burkina Faso tout en restant à Abidjan. Mais, cela suppose pour eux de s'appuyer sur un proche, dont la confiance fait parfois défaut. Le même grief est également formulé par les migrants installés en Italie qui, après avoir envoyé des sommes destinées à des investissements particuliers, constatent à leur retour qu'elles ont été utilisées à toute autre chose. Les migrants réguliers en Italie ne développent qu'exceptionnellement une activité au Burkina. Même s'ils restent tournés vers leur pays d'origine, leur pratique migratoire actuelle montre bien que tout projet de retour relève de l'idéal ou de l'imaginaire.

De la Côte-d'Ivoire à l'Italie, d'une précarité à une autre...

Pour les migrants burkinabè, en particulier *Bissa*, le passage de la Côte-d'Ivoire à l'Italie ne change en rien l'instabilité fondamentale de tout migration; il en accentue la précarité.

En Côte-d'Ivoire, les mesures d'exclusion, niant tout droit économique, social et dernièrement politique aux étrangers, rejettent tout immigré dans un univers à la marge de la société, dans un monde non officiel. Les réseaux migratoires et les filières professionnelles, développés depuis de nombreuses années par les Burkinabè, ont garanti la pérennité de leur circulation et de leurs

activités sur les territoires ivoirien et burkinabè, au prix d'une précarité professionnelle et d'une instabilité accrues. A la fin des années 80, d'autres ont opté pour une nouvelle destination, l'Italie, profitant de l'opportunité d'un territoire aux frontières encore peu contrôlées.

La politique d'immigration restrictive adoptée par les autorités italiennes au début des années 90, conformément aux accords de Schengen, a progressivement effacé tout espoir pour les migrants burkinabè d'obtenir un statut régulier leur garantissant un minimum de droits. En outre, comme en Côte-d'Ivoire, elle les a exposés à des risques supplémentaires alors que toute migration est bien plus souvent le résultat d'une pression économique et sociale subie et insoutenable que le fruit d'un choix délibéré et rationnel. Enfin, à l'instar de la politique française d'immigration du milieu des années 70, le nouvelle politique italienne consacre le passage d'une immigration tournante à une immigration définitive dont les pratiques se rapprochent d'un processus d'intégration, pour les rares migrants Burkinabè qui bénéficient d'un titre de séjour.

Ainsi, l'Italie oblige à une rupture progressive avec la région d'origine, dont les déséquilibres avaient fondé le projet migratoire initial. Accentuant le paroxysme jusqu'à scinder la communauté burkinabè en deux groupes, les réguliers et les irréguliers, la politique suivie par Rome risque d'aboutir à mettre en conflit des individus issus d'un même corps social et d'accentuer les clivages et les disparités entre ceux qui peuvent rester et les autres.

Que les restrictions portent sur les conditions de travail et de séjour, comme en Côte-d'Ivoire, ou sur la circulation des individus, comme en Italie, elles aboutissent ainsi à faire du migrant un acteur économique et social de second rang, un paria des temps modernes. De plus, ces politiques restrictives sont en parfaite contradiction avec le libéralisme économique ambiant où tout peut circuler, capitaux et marchandises, excepté les hommes, au détriment de ces derniers et au seul bénéfice des Etats et des groupes qui les soutiennent.

REYNALD BLION

C. E. D. - Université de Paris I

BIBLIOGRAPHIE

- BLION, REYNALD, *Les Burkinaabè de Côte-d'Ivoire entre "intégration" et circulation migratoire*, «Mondes en Développement», (23), 91, déc. 1995, pp. 81-94.
- BOUTILLIER, JEAN-LOUIS; QUESNEL, ANDRÉ; REMY, GÉRARD; VAUGELADE, JACQUES, *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi: les migrations de travail mossi: évolution récente et bilan actuelle des migrations. Les migrations et la société mossi* (1973), t. 2, fasc. 1, Ouagadougou, Ministère du Travail et de la Fonction Publique, Ministère de la Coopération, ORSTOM, 1975, 206 p.
- BOUTILLIER, JEAN LOUIS; QUESNEL, ANDRÉ; VAUGELADE, JACQUES, *Systèmes socio-économiques mossi et migrations*, «Cahiers ORSTOM, Sér. Sciences Humaines», (14), 4, 1977, pp. 361-382.
- CLAIRIN, RÉMY, *Enquête démographique par sondage en République de Haute Volta 1960-61: les émigrations*. Paris, INSEE, Département de la Coopération, Service de la Statistique et de la Mécanographie, Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères, 1960, 197 p.
- CONDÉ, JULIEN, *Les migrations en Haute Volta*. Washington, Banque Mondiale, Département d'Economie du Développement, 1978, 162 p.
- CORDELL, D. DENNIS; GREGORY, W. JOËL; PICHE, VICTOR, *La mobilisation de la main d'oeuvre burkinabè 1900-1974: une vision rétrospective*, «Canadian Journal of African Studies/Revue Canadienne des Etudes Africaines», (23), 1, 1989, pp. 73-105.
- COULIBALY, SIDIKI, *Colonialisme et migration en Haute Volta*, in *Démographie et sous-développement dans le Tiers Monde*, Center for Developing Area Studies, McGill University, 1986, pp. 73-110 (Monograph series n. 21).
- FAURE, ARMELLE, *L'appropriation de l'espace foncier, une anthropologie sociale en région Bissa*. Paris, E.H.E.S.S., 1990, 456 p. (Thèse de doctorat s/s la dir. de J.P. Olivier de Sardan).
- INSD, *Recensement général de la population, décembre 1975: résultats définitifs, données nationales*, vol. 1. Ouagadougou, INSD, Ministère du Plan et de la Coopération, 1978, 145 p + annexes.
- INSD, *Recensement général de la population, Burkina Faso 1985: analyse des résultats définitifs*. Ouagadougou, INSD, Ministère du Plan et de la Coopération, Direction de la Démographie, 1989, 318 p.
- INSD, *Enquête démographique 1991: données brutes et analyse des résultats*, vol. 1, 2 et 4. Ouagadougou, INSD, 1993, 558 p., 70 p. et 171 p.
- ONPE, *Enquête sur la régionalisation des ressources humaines*. Ouagadougou, ONPE, 1980, 80 p.
- REMY, GÉRARD, *Enquête sur les mouvements de population à partir du pays mossi: Rapport de synthèse*, fasc. 1 et 2. Ouagadougou, Ministère du Travail et de la Fonction Publique, Ministère de la Coopération, ORSTOM, 1977, 52 p. et 106 p.
- SCHMIDT DI FRIEDBERG, OTTAVIA, *Les Burkinaabè et les Sénégalais dans le contexte de l'immigration ouest-africaine en Italie*, «Mondes en Développement», (23), 91, déc. 1995, pp. 67-80.
- ZACHARIAH, K.C., *La migration en Côte-d'Ivoire*. Washington, Banque Mondiale, Département du Développement Economique, Division de la Population et des Ressources Humaines, 1978, 162 p.
- ZANOU, BENJAMIN C.; DIMBO, TOË, *Aspects démographiques et socio-économiques des migrations burkinabè vers la Côte-d'Ivoire*. Abidjan, INS, mai 1994, 98 p.

Summary

Ivory Coast represents nowadays the first immigration country of West Africa. General ivorization policy and compulsory residence permit bear witness to the extremely poor receiving conditions of foreign workers in this country.

The movement of Burkinabè migrants, *Bissa* in particular, from Ivory Coast to Italy does not improve the fundamental instability. If anything, it makes it more precarious. Italian restrictive immigration policy, at the beginning of the '90s, in accordance with Schengen agreement, has progressively prevented Burkinabè immigrants from obtaining a regular status, which would assured them of basic rights. Furthermore, as in the Ivory Coast, they have been faced with more risks, as a result of economic and social pressure beyond migrants' control.

New Italian laws, like the French immigration policy of the mid '70s, are in fact discouraging return migration and fostering stable migration with the relevant integration policy for those, a small number indeed, who are granted a residence permit. In this way, Burkinabè immigrants are bound to reduce any links with their country of origin, whose poor conditions had first encouraged them to leave.

Résumé

De nos jours, la Côte-d'Ivoire constitue le premier pays d'immigration en Afrique de l'Ouest. La généralisation de la "politique d'ivoirisation" et l'instauration de la carte de séjour obligatoire pour les étrangers témoignent de la dégradation des conditions d'accueil dans ce pays.

Pour les migrants burkinabè, en particulier les *Bissa*, le passage de la Côte-d'Ivoire vers l'Italie ne change en rien l'instabilité fondamentale de toute migration. La politique d'immigration restrictive adoptée par les autorités italiennes au début des années 90, conformément aux accords de Schengen, a progressivement effacé tout espoir pour les migrants burkinabè d'obtenir un statut régulier leur garantissant un minimum de droits. En outre, comme en Côte-d'Ivoire, elle les a exposés à des risques supplémentaires alors que toute migration est bien plus souvent le résultat d'une pression économique et sociale subie et insoutenable que le fruit d'un choix délibéré.

A l'instar de la politique française d'immigration du milieu des années 70, la nouvelle politique italienne consacre le passage d'une immigration tournante à une immigration définitive dont les pratiques se rapprochent d'un processus d'intégration, pour les rares migrants burkinabè qui bénéficient d'un titre de séjour. Ainsi, l'Italie oblige à une rupture progressive avec la région d'origine, dont les déséquilibres avaient fondé le projet migratoire initial.



MIGRATIONS SOCIÉTÉ

La revue bimestrielle d'analyse et de débat
sur les migrations en France et en Europe

janvier-février 96

volume 8 - n° 43

144 p.

- ARTICLES :**
- * Les politiques migratoires et les politiques d'intégration dans une perspective européenne : l'état des connaissances *P. A. Silverstein*
 - * Le Portugal et ses émigrés *S. Lopes*

DOSSIER : Les frontaliers en Europe

- * Les travailleurs frontaliers en France : aspects juridiques *M. Bonnechère*
- * Le travail frontalier au Luxembourg : évolution historique et analyse de son profil géographique, social et économique *A. Perotti*
- * Le phénomène frontalier entre l'Italie et la Suisse : le canton du Tessin *G. Brevetto*
- * Les migrations frontalières entre la Slovaquie et l'Autriche *H. Fassmann*
D. Kollár
G. Maffioletti
- * *Bibliographie sélective*

REVUE DE PRESSE : Portugal

- * L'immigration et les élections législatives au Portugal : une étrange thérapeutique du silence *S. Lopes*
- * Les partis politiques face à l'immigration *Assoc. pour la Régularisation*
- * La situation des étrangers au Portugal *M. L. Baldasar*
- * *Flash France* : le vote des Algériens en France *A. Perotti*

AU FIL DES JOURS

Ph. Farine

NOTES DE LECTURE :

- Les quartiers d'exil* (F. Dubet et D. Lapéyronnie) *M. Binet*
- Tendances des migrations internationales.*
- Rapport annuel 1994 (SOPEMI)* *Sopemi*

DOCUMENTATION

G. Maffioletti
G. Pelloquin

Abonnements - diffusion : CIEMI : 46, rue de Montreuil - 75011 Paris
Tél. (1) 43 72 01 40 ou 43 72 49 34 / Fax (1) 43 72 06 42

France : 220 FF
Soutien : 400 FF

Étranger : 250 FF
Le numéro : 50 FF

Gli immigrati turchi nell'Europa occidentale con particolare riferimento alla Germania

Introduzione

Alla fine degli anni '50, abbiamo assistito, da una parte, ad un aumento della domanda di lavoro da parte dei paesi europei industrializzati e, dall'altra, ad una eccedenza di manodopera nell'area mediterranea. In Turchia, specialmente dal 1950 in poi, il numero dei lavoratori disoccupati era salito nelle città ad un tale livello che la manodopera eccedente non poteva più essere assorbita. Dopo l'insurrezione armata, nel maggio del 1960, e l'avvio del primo piano economico, era convinzione generale che solo l'esportazione della manodopera non qualificata avrebbe ridotto la disoccupazione. (Franz 1994, p. 306). Ma la prima emigrazione ufficiale di lavoratori turchi verso i paesi europei occidentali cominciò solo nel 1961. La Germania è stata la nazione che ha accolto il maggior numero di lavoratori turchi. Dal 1961 il muro di Berlino, costruito nell'agosto dello stesso anno, aveva impedito il flusso dei rifugiati dalla Repubblica Democratica alla Repubblica Federale. Per facilitare il movimento dei lavoratori, Repubblica Federale e Turchia firmavano quindi un accordo bilaterale. E, tra il 1963 ed il 1973, la Turchia poteva inviare all'estero, attraverso la "Turkish Employment Organization" (TEO), circa 800.000 lavoratori. Questo numero costituiva il 4,8% del totale della forza lavoro ed il 48,1% degli occupati nella industria manifatturiera turca nel 1973. La Germania ha accolto durante questo periodo l'82% dei lavoratori emigrati turchi diretti verso i paesi europei dell'occidente. Seconda per importanza nell'accoglienza dei lavoratori emigrati turchi, nello stesso periodo, è stata la Francia. All'inizio del 1990, il numero dei cittadini turchi residenti in Germania era salito a 1.650.000 e a 213.400 in Francia. Questi contingenti aumentarono ulteriormente fino a raggiungere, nel maggio 1993, 1.854.945 in Germania, 240.000 in Francia e 2.820.327 complessivamente in Europa.

Dopo la crisi del petrolio nel 1973, la domanda di manodopera turca da parte dei paesi dell'Europa occidentale diminuì drasticamente. Ma negli stessi paesi, dal 1973, andava progressivamente aumentando il numero dei cittadini turchi, inclusi i familiari. Nel maggio 1973 le stime dei lavoratori turchi all'estero davano

un totale di 1.335.514. Di questi, quasi 1.121.922 erano nei paesi dell'Europa occidentale. La Germania ne assorbiva il 68% circa.

La crescita della manodopera in Turchia ha avuto sin dagli anni '60 una influenza diretta sulla politica migratoria del governo turco. È quindi indispensabile riferirci, all'inizio di questa ricerca, ad ambedue gli aspetti, crescita della manodopera e politica migratoria in Turchia. In questo contesto non può essere ignorato l'effetto della crisi petrolifera del 1973/74 sulla domanda di manodopera turca. Come pure è necessario analizzare le opportunità di lavoro degli emigrati turchi nell'Europa dell'Ovest e la gestione della loro formazione professionale, per cogliere soprattutto la relazione di quest'ultima con le opportunità di impiego.

Crescita della manodopera e politica migratoria in Turchia dal 1961

La crescita demografica in Turchia, negli ultimi tre decenni, è stata in media del 2,3% all'anno. La forza lavoro è cresciuta nello stesso periodo più velocemente dell'impiego. I ritmi di crescita, fra gli anni 1960-1993, sono stati della media dell'1,4% per la forza lavoro totale e dell'1,3% per l'occupazione. L'aumento del tasso di disoccupazione, dal 2,9% nel 1960 al 7,3% nel 1990, mostra anche l'insufficienza del mercato interno del lavoro a soddisfare le richieste di impiego dell'economia turca. C'è stata, soprattutto nel periodo 1960-1975 una forte pressione demografica sul mercato del lavoro turco. Il basso livello del prodotto interno lordo pro capite in Turchia ed il confronto del prodotto interno lordo reale pro capite ai prezzi internazionali fra Turchia e paesi ospitanti nell'Europa dell'Ovest (Tabella 1) danno la miglior ragione del fatto che l'emigrazione per motivi di lavoro, verso l'Europa, è iniziata negli anni '60.

La diversità negli standard di vita e nelle opportunità è pure all'origine della crescente pressione migratoria fra i paesi ospiti e quelli di origine. Tuttavia, le persone che soffrono maggiormente la povertà sono generalmente meno inclini ad emigrare, almeno fino a quando non arrivano alla soglia della sopravvivenza. (Appleyard 1992, p. 19). La Turchia, agli inizi degli anni '60, era un paese a reddito medio basso (LMI), che aveva già superato tale stadio. La struttura dell'economia turca favoriva pertanto l'emigrazione verso i paesi dell'Europa occidentale.

È noto infatti che lo sviluppo demografico, la ristrutturazione economica e le disuguaglianze sono gli indicatori principali della emigrazione potenziale in un paese (Rogers 1992, p. 36). Questo è il motivo per cui le disuguaglianze di reddito fra la Turchia ed i paesi ospiti dell'Europa Occidentale come la Germania, la Francia, l'Olanda, l'Austria, il Belgio e la Svizzera hanno favorito, all'inizio degli anni '60, l'emigrazione dei lavoratori turchi verso quei paesi. I livelli del prodotto interno lordo pro capite ai prezzi internazionali erano, all'inizio degli anni '60, oltre tre volte più alti nei paesi ospiti che in Turchia. Nonostante la Turchia sviluppassse un tasso di crescita media pari al 3,4% all'anno, nel periodo 1960-1990, non era possibile eliminare o almeno ridurre il divario in maniera significativa. Le autorità turche sostengono quindi ufficialmente, durante questo periodo, l'emigrazione dei lavoratori per motivi economici.

Tabella 1 – *Differenziali di reddito pro capite fra la Turchia ed i paesi ospitanti lavoratori turchi nell'Europa occidentale* (rapporti con Turchia = 1.0)

[Prodotto interno lordo reale pro capite ai prezzi internazionali del 1980 (US-Dollar *)]

Anni	Turchia	Germania	Svizzera	Paesi Bassi	Francia	Belgio	Austria
1960	1.255 1.0	5.217 4.2	6.834 5.4	4.690 3.7	4.473 3.6	4.379 3.5	3.908 3.1
1965	1.407 1.0	6.209 4.4	7.988 5.7	5.581 4.0	5.536 3.9	5.445 3.9	4.680 3.3
1970	1.702 1.0	7.443 4.4	9.164 5.4	6.915 4.1	7.078 4.2	6.750 4.0	5.843 3.4
1975	2.250 1.0	8.067 3.6	9.423 4.2	8.031 3.6	8.358 3.7	7.917 3.5	7.042 3.1
1980	2.319 1.0	9.795 4.2	10.013 4.3	9.036 3.9	9.688 4.2	9.228 4.0	8.230 3.5
1985	2.533 1.0	10.708 4.2	10.640 4.2	9.092 3.6	9.918 3.9	9.717 3.8	8.929 3.5
1990	3.382 1.0	12.489 3.7	12.202 3.6	10.374 3.1	11.564 3.4	11.456 3.4	10.367 3.1
Tasso di crescita (%)							
1960-75	3,9	2,9	2,2	3,7	4,3	4,0	4,0
1975-90	2,8	3,0	1,7	1,7	2,2	2,5	2,6
1960-90	3,4	3,0	2,0	2,7	3,2	3,3	3,3

(*) Il GDP (Gross Domestic Product) è annualmente calcolato addizionando il consumo, l'investimento, spese di governo, esportazioni e sottraendo le importazioni. La valuta locale è stata convertita in dollari dal PPP (Purchasing Power Parity). Il RGDP (Real Gross Domestic Product) è infine calcolato da un'equazione basata sul rapporto fra il RDA (Real Domestic Absortion) del paese in relazione agli Stati Uniti ed una stima del suo DA relativo derivato dai dati di ricerca sui prezzi usati per le indennità del personale internazionale. I valori per gli anni 1990 sono calcoli dell'autore.

Fonte: IWTAB, IMF International Financial Statistics, Yearbook 1991.

Il maggior paese di accoglimento è sempre stata la Germania. Germania, Belgio, Francia, Olanda, Austria, Svizzera e Francia accolsero insieme, negli anni 1961-1967 più di 200 mila lavoratori dalla Turchia. Ma il numero dei lavoratori turchi in Francia, fino al 1967, è di sole 88 unità. Negli anni successivi (1969-1974) le presenze aumentarono da 88 a 55.855 (Tabella 2).

L'emigrazione, su base annua, dei lavoratori turchi nell'Europa dell'Ovest, raggiunse i livelli più alti nel 1969 (103.863 lavoratori turchi), nel 1970 (124.652) e nel 1973 (132.674). A causa di questo sviluppo, la popolazione residente turca aumentò in Germania negli anni 1969-1973, secondo le statistiche tedesche, da 322.400 a 910.500 unità (Irbec 1991, p. 123). Questo indica, nello stesso periodo, un tasso di crescita media del 29,6% all'anno.

Tabella 2 – *Lavoratori emigrati turchi ufficialmente inviati nei paesi dell'Europa occidentale nel periodo 1961-1991, tramite l'organizzazione turca del lavoro*

Anni	Germania	Francia	Austria	Paesi Bassi	Belgio	Svizzera	Totale
1961-1967	176.190	88	5.547	6.646	13.917	719	203.107
1968	41.409		673	875		97	43.054
1969	98.142	191	973	3.404		183	102.893
1970	96.936	9.036	10.622	4.843	431	1.598	123.466
1971	65.684	7.897	4.620	4.853	583	1.342	84.979
1972	65.875	10.610	4.472	744	113	1.312	83.126
1973	103.793	17.544	7.083	1.994	265	1.109	131.788
1974	1.228	10.577	2.501	1.503	555	770	17.134
1975	640	25	226	32	59	229	1.211
1976	2.101	6	672	98	72	281	3.230
1977	2.413	15	583	83	45	246	3.385
1978	1.333	13	54	48	41	326	1.815
1979	933	11	23	40	27	406	1.440
1980	764	21	944	32	35	549	2.345
1981	274	6	184	31	13	379	887
1982-1985	158	17	37	16	14	551	793
1986-1991	291	67	1.040	123	23	484	2.028
1961-1991	658.164	56.124	40.254	25.365	16.193	10.581	806.681

Fonte: Turkish Employment Organization, Turkish Ministry of Labor and Social Security and Ercan Uygur, International Migration for Employment ILO/MIES, 1990, p. 88.

Il numero totale dei lavoratori turchi, inviati ufficialmente nei paesi ospiti dell'Europa occidentale attraverso la "Turkish Employment Organization, nel periodo 1961-1973, raggiunse le 772.413 unità.

Le rimesse dei lavoratori turchi all'estero ammontavano a circa 1.2 miliardi di dollari nel 1973, pari all'89,8% dei prodotti esportati ed al 5,7% del valore dei beni importati dalla Turchia nello stesso anno.

Con l'impatto della prima crisi petrolifera del 1973/74, la domanda di lavoratori turchi da parte dei paesi occidentali si ridusse e non venne più accesa da allora a motivo della disoccupazione, piuttosto alta, nei paesi ospiti (Uygur 1990, p. 34).

La drastica diminuzione della domanda di lavoratori turchi nell'Europa occidentale dopo la crisi petrolifera del 1973/74 produsse, come conseguenza, che i lavoratori turchi cominciarono a portare con sé i membri della famiglia appena fu loro possibile nei paesi dove risiedevano. La paura di perdere il posto di lavoro condusse ad un rapido aumento della popolazione turca all'estero. Per esempio, anche se la Turchia inviò ufficialmente in Germania, negli anni 1970-1990, attraverso la Turkish Employment Organization, solo 6.518 lavoratori, il totale della popolazione turca residente in Germania passò nello stesso intervallo da 910.500 a 1.612.623, per effetto della crescita endogena.

Le conseguenze della crisi petrolifera del 1973/74 sulla domanda migratoria della forza lavoro turca

Ricerche empiriche dimostrano che i flussi della emigrazione turca erano sempre stati determinati dalla domanda. L'aumento dei prezzi del petrolio nel 1973 e nel 1980 portarono ad uno sviluppo delle attività economiche nei paesi esportatori del Medio Oriente. Gli imprenditori turchi cominciarono, dopo il 1974, a rilevare parecchi lavori di costruzione specialmente in Libia, Arabia Saudita, Iran, Irak e Kuwait. Il numero degli impresari turchi aumentò in quei 5 paesi fino a 268 unità nel 1985 (Irbec 1990, p. 91). Anche le relazioni economiche della Turchia con i paesi arabi si svilupparono rapidamente dopo il 1973. Le esportazioni della Turchia con i paesi arabi erano nel 1973 solo di 44.1 milioni di dollari USA, pari al 3,3% di tutta l'esportazione turca. Nel 1974, dopo un solo anno, le esportazioni verso la stessa area raggiunsero i 197.3 milioni di dollari. Un aumento del 347,4% nel breve periodo di un anno. Sul totale delle esportazioni turche, la quota araba passò dal 3,3% al 12,3% nel 1974 (Irbec 1991, p. 128). Sul versante europeo, dopo il 1973, i paesi dell'Europa occidentale, con una economia in crisi per l'aumento del prezzo del greggio e la conseguente recessione, adottarono misure restrittive per chiudere quasi completamente l'immigrazione ufficiale. A questo riguardo bisognerebbe pure sottolineare che dove maggiori furono le restrizioni, maggiore fu anche il numero di turchi che cercarono di entrare come rifugiati o in cerca di asilo nei paesi di destinazione. Secondo i dati del SOPEMI-OCSE (1988), circa 50.000 persone turche entrarono ogni anno in Germania in cerca di asilo dal 1980 al 1987 (Straubhaar 1991, p. 58).

In parallelo con i nuovi sviluppi, dopo la crisi del greggio del 1973/74, i paesi islamici iniziarono ad accogliere i lavoratori turchi. L'emigrazione turca nei paesi arabi non ha mai avuto però lo stesso spessore di quella indirizzata verso i paesi occidentali. La domanda fu quasi nulla dopo il calo dei prezzi del greggio nel 1986 e nel 1987 (Uygur 1990, p. 34).

Negli anni 1974-1991, la Turchia inviò, tramite canali ufficiali, quasi 600.000 lavoratori nei paesi esportatori del petrolio ed altre nazioni islamiche come la Giordania e lo Yemen. La popolazione turca residente in quei paesi era, nel 1993, intorno alle 200.000 persone.

Sembra che gli emigrati turchi abbiano una certa riluttanza ad accettare lavori di lunga scadenza nell'area. C'è una differenza molto significativa fra il comportamento degli emigrati turchi nell'Europa occidentale e nei paesi islamici. Il basso livello della industrializzazione e le condizioni socio-economiche piuttosto instabili nel Medio oriente rendono le prospettive più difficili. Motivo per cui la scelta dell'Europa occidentale ha priorità assoluta nelle prospettive migratorie dei lavoratori turchi. Questo si può verificare meglio nella seconda generazione turca nata in Europa.

Nel frattempo i lavoratori turchi hanno considerato anche l'Australia come meta emigratoria alternativa, dopo le nazioni dell'Europa occidentale. Di fatto, la Turchia ha inviato, attraverso i canali ufficiali, 11.494 lavoratori in Australia negli anni 1968-1991, ma la popolazione residente turca raggiungeva nel 1993 le 46.600 presenze. Il mercato australiano del lavoro impiegava, nello stesso periodo, quasi 29.000 lavoratori turchi immigrati.

L'emigrazione professionale dalla Turchia verso i paesi dell'Europa occidentale è rimasta nel tempo piuttosto contenuta. I primi ad emigrare, specialmente in Germania, sono stati, prima del 1960, i diplomati degli istituti tecnici in Turchia. Ma, fino al 1960, si trattava di un numero esiguo: 1.700 per la precisione. La formazione professionale ricevuta dalla prima o seconda generazione nei paesi ospiti contribuì allo sviluppo dei piccoli paesi da cui provenivano i lavoratori emigrati. Molti lavoratori turchi fecero ritorno in patria negli anni '80 e tentarono di trasferire la competenza acquistata in Europa, per migliorare le condizioni di lavoro nelle loro province e villaggi (Martin 1991, p. 55). Merita di essere sottolineato il fatto che gli emigrati turchi in Europa occidentale erano per la maggior parte manovalanza generica con scarsa educazione. L'emigrazione di massa era accompagnata da accordi bilaterali con i paesi ospiti. I candidati preferiti erano quelli provenienti soprattutto dalle province che erano state dichiarate aree di sviluppo. Uno studio su 3.000 lavoratori turchi in Germania, condotto dalla Banca Centrale turca nel 1986, provava il fatto che essi venivano soprattutto dai centri urbani. Ma sembra non fosse facile farli rimpatriare. I titoli professionali giocavano qui un ruolo importante. A motivo di questo, le imprese industriali turche erano spesso incapaci di offrire loro una occupazione che rispondesse alle loro attese (Franz 1994, p. 314).

Il numero dei cittadini turchi residenti nei paesi dell'Ovest è andato crescendo in modo costante fin dall'inizio degli anni '60. Una grandissima percentuale dei lavoratori ospiti turchi (97,9%), inviati attraverso i canali ufficiali fra gli anni 1961-1974, preferiva rimanere nell'Europa occidentale, nonostante le difficoltà di impiego dovute alla crisi del grezzo nel 1973/74 in quasi tutti i paesi industrializzati. Dopo il 1974, la Germania ha continuato ad accogliere quote minime di lavoratori turchi. La quota tedesca, nel periodo 1961-1991, era dell'81,6%, seguita da quella francese con il 6,9%. Il terzo paese ospite era l'Austria, con il 5,0%. Olanda, Belgio e Svizzera ospitarono insieme solo il 6,5% del totale dei lavoratori turchi inviati ufficialmente nell'Europa occidentale fino al 1991 (Tabella 2). Il confronto delle tabelle 2 e 3 rende evidente il fatto che i dati relativi ai lavoratori turchi inviati ufficialmente, attraverso la Turkish Employment Organization negli ultimi tre decenni, non riflettono il numero reale dei lavoratori ospiti che sono ancora occupati in Europa.

La Turchia divenne nel frattempo una delle maggiori nazioni di emigrazione nel mondo. Una grossa percentuale, il 91,6% dei 3 milioni circa di cittadini residenti all'estero nel maggio 1993, si trovava nei paesi dell'Europa occidentale. Circa un milione e mezzo di turchi, pari al 40,0% di tutta la popolazione residente in questi paesi, sono registrati come lavoratori ospiti.

La Germania, la Francia, l'Olanda, l'Austria, il Belgio e la Svizzera sono ancora i maggiori paesi di destinazione dei lavoratori turchi emigrati nell'Europa dell'Ovest fino dagli anni '60. La quota di questi 6 paesi è pari al 95% di tutti i lavoratori turchi che vivono nell'Europa occidentale ed al 94% della popolazione turca residente. In testa c'è sempre la Germania, con il 68% dei lavoratori ed il 65,8% della popolazione residente (Tabella 3).

Tabella 3 – *Popolazione residente turca e lavoratori ospiti nei Paesi europei nel maggio 1993*

Paesi	Popolazione residente	Lavoratori	Percentuale di lavoratori
Germania	1.854.945	762.775	41,1
Francia	240.000	99.000	41,3
Paesi Bassi	248.656	83.400	33,5
Austria	150.000	59.246	39,5
Belgio	84.935	24.000	28,3
Svizzera	73.024	36.815	50,4
Svezia	50.000	10.000	20,0
Gran Bretagna	65.000	30.000	46,2
Danimarca	37.000	12.773	34,5
Norvegia	10.000	1.500	15,0
Italia	5.165	2.065	40,0
Spagna	756	—	—
Liechtenstein	520	306	58,8
Lussemburgo	220	8	3,6
Irlanda	36	16	44,4
Totale	2.820.257	1.121.904	39,8

Fonte: Turkish Ministry of Labor and Social Security

Anche se i turchi, come popolazione residente, sono più numerosi in Olanda che in Francia, la percentuale degli occupati in Olanda è più bassa. In Francia la percentuale dei lavoratori turchi sulla popolazione residente è del 41,3% più alta che in Olanda (33,5%).

Un raffronto tra i lavoratori turchi che vivono in Europa e gli altri lavoratori stranieri conferma, a questo riguardo, la posizione prioritaria della Germania. La percentuale dei lavoratori turchi sul totale della forza lavoro straniera è più alta anche in Austria e nei Paesi Bassi, rispetto agli altri paesi ospiti. La percentuale dei lavoratori turchi, sul totale degli immigrati stranieri occupati in Germania, è al primo posto con il 33,9%. La Germania impiega anche un gran numero di cittadini jugoslavi, italiani e greci.

Possibilità di lavoro ed immigrati turchi in Europa nel corso degli anni '80

La Turchia cerca di promuovere le opportunità di impiego per i lavoratori turchi specialmente in Germania. Sono essenzialmente due i motivi di questa politica. La Germania innanzitutto è il partner più forte del commercio estero turco. In secondo luogo c'è una notevole pressione migratoria dovuta alla crescita veloce della popolazione nel paese. Per quanto riguarda il commercio estero fra Turchia e Germania, la quota della Germania rappresentava nel 1992

il 24,9% delle esportazioni turche ed il 16,4% delle importazioni (HDTM 1993, p. 61). L'emigrazione interna in Turchia, che era nel 1992 attorno ai 4 milioni, è un segnale eloquente del futuro sviluppo dell'emigrazione esterna per lavoro. La crescita demografica in declino ed il livello economico più alto dell'Europa sono fattori determinanti sul potenziale emigratorio turco. I paesi occidentali di destinazione però stanno regolando ad intervalli sempre più ravvicinati i flussi migratori secondo i loro bisogni ed interessi. Il comportamento del governo tedesco gioca qui un ruolo chiave. La politica migratoria tedesca è nettamente funzionale alla domanda interna del lavoro. Quando l'economia richiede lavoratori, il governo non impone limiti alle quote immigratorie.

Nell'ottobre del 1991, la Turchia ha firmato con il governo tedesco un nuovo accordo che facilita l'importazione di forza lavoro a breve termine, attraverso appaltatori turchi. Le imprese appaltatrici con un ufficio in Turchia hanno il diritto, secondo questo accordo, di reclutare lavoratori turchi per la Germania allo scopo di impiegarli nelle loro attività che si prevedono realizzabili nei limiti di contratti straordinari (DST 1993, p. 171).

Gli effetti negativi della crisi del petrolio vissuta nell'Europa occidentale dopo il 1973 hanno stimolato i turchi che vivevano in quei paesi ad impiantare le loro imprese contro il pericolo della disoccupazione. Il numero delle imprese turche impiantate dagli emigrati nei paesi quali la Germania, la Francia, il Belgio, l'Olanda e l'Austria erano, nel 1990, 43.000. Alla fine del '90 i Turchi in Germania impiegavano nelle loro ditte quasi 100.000 persone. La stragrande maggioranza degli impiegati erano lavoratori emigrati turchi. Le imprese turche piantate in Germania ed in altri paesi europei contribuivano pure al miglioramento dei rapporti commerciali fra la Turchia e detti paesi, dal momento che importavano il 75% dei prodotti commerciali dalla Turchia. I lavoratori emigrati turchi hanno impiantato anche in Francia, negli ultimi dieci anni, quasi 600 nuove imprese. È questo un nuovo trend fra i turchi, aprire cioè ditte private ed indipendenti, che sono in genere di piccole dimensioni (Turkish Ministry of Labor and Social Security 1991, p. 73).

Anche se il numero delle nuove ditte impiantate dai lavoratori turchi emigrati in Germania ed in Francia è in fase di crescita, il problema della disoccupazione rimane. La tendenza generale all'aumento della disoccupazione in tutti i paesi europei era un fenomeno evidente all'inizio degli anni '90. Il confronto delle statistiche sui dati della disoccupazione nei paesi membri dell'OECD negli anni 1981-1991 dimostra chiaramente questo sviluppo (OECD in Figures 1993, p. 112.)

Il livello della disoccupazione generale in Europa occidentale ha un effetto immediato anche sullo sviluppo della disoccupazione tra i lavoratori turchi. La percentuale globale della disoccupazione tra i lavoratori turchi in Europa è aumentata tra il maggio 1991 e il maggio 1993 del 14,4% al 18,1% (Tabella 4).

Anche se l'andamento della disoccupazione è diminuito tra gli anni 1981-1991 in Belgio dal 10,2% al 9,3% e in Danimarca dal 10,3% al 9,1%, i tassi di disoccupazione fra i turchi hanno raggiunto in questi due paesi i livelli più alti. Il numero delle imprese turche nei due paesi è molto ridotto. Non offrono quindi grandi possibilità di impiego per i lavoratori turchi.

Tabella 4 – *Variazioni nella occupazione fra i lavoratori turchi in Europa occidentale nel periodo 1991-1993*

Paesi	Lavoratori		Disoccupati		Percentuale	
	Maggio 1991	Maggio 1993	Maggio 1991	Maggio 1993	Maggio 1991	Maggio 1993
Germania	661.385	762.775	66.799	124.239	10.1	16.3
Francia	98.020	99.000	27.070	23.306	27.6	23.5
Paesi Bassi	89.000	83.400	29.000	32.400	32.6	38.8
Austria	59.128	59.246	6.660	7.264	11.3	12.3
Svizzera	33.394	36.815	—	—	—	—
Gran Bretagna	5.000	30.000	—	—	—	—
Belgio	23.488	24.000	7.563	9.400	32.2	39.2
Danimarca	12.036	12.773	5.600	6.222	46.5	48.7
Svezia	10.000	10.000	—	—	—	—
Italia	—	2.065	—	—	—	—
Altri	1.500	1.848	—	—	—	—
Totale	992.951	1.121.922	142.692	202.831	14.4	18.1

Fonte: Turkish Ministry of Labor and Social Security and statistical data of individual countries.

In Danimarca ci sono circa 500 piccole imprese turche (Turkish Ministry of Labor and Soc. Sec. 1991, p. 85). Come conseguenza, notiamo solo un incremento da 6.436 a 6.551 lavoratori turchi occupati nel paese nel periodo riferito.

Il numero crescente di ditte turche in Germania e in Francia sta sviluppando in maniera significativa le opportunità di lavoro per i lavoratori turchi. Il livello occupazionale fra i turchi è aumentato fra il maggio 91 e il maggio 93, in Germania, del 7,4% (da 594.586 a 638.536) e in Francia del 6,7% (da 70.950 a 75.694). L'incremento globale della occupazione fra i turchi in tutti i paesi europei era dell'8,1% (da 850.259 a 919.091).

Nel maggio 1993 c'erano circa 202.831 lavoratori turchi disoccupati nei paesi europei. La Germania si pone al primo posto con il 61,3%. Pur impiegando meno lavoratori turchi della Francia, i Paesi Bassi avevano un tasso di disoccupazione del 16% più alto che in Francia. Il numero dei disoccupati turchi in Francia è quasi uguale al livello della disoccupazione generale fra i turchi nel resto dell'Europa, eccetto la Germania e l'Olanda. Il tasso di disoccupazione fra i lavoratori turchi in Germania è stato in continua ascesa negli ultimi 10 anni, eccetto nel 1990.

Il tasso di disoccupazione fra i lavoratori stranieri in Germania mostra uno sviluppo parallelo a quello dei turchi. Turchi e italiani sono i gruppi con una percentuale maggiore di disoccupazione fra i lavoratori stranieri in Germania. Le donne poi hanno maggiore difficoltà di impiego degli uomini.

Formazione professionale per gli immigrati turchi nell'Europa occidentale ed il suo impatto nell'impiego

La formazione professionale per i turchi nei paesi europei occidentali era soprattutto orientata ai bisogni dei posti di lavoro. I programmi formativi vengono realizzati o esclusivamente all'interno delle imprese o all'interno di un sistema combinato di preparazione "nella" occupazione o "fuori" della occupazione. In pratica, la maggior parte dei progetti, se non tutti, è organizzata "nella" occupazione. Le strutture formative basate sull'industria sono in genere meno costose di quelle basate sulla scuola. Questo dipende dal fatto che l'apprendista può fare un lavoro più produttivo e dal fatto di poter utilizzare le strutture già esistenti, invece di crearne delle nuove. Una considerazione a questo riguardo va fatta. La spesa dell'apprendistato è normalmente distribuita fra i datori di lavoro (Masri 1988, p. 81).

La formazione professionale nel sistema combinato (System der dualen Berufsausbildung) è più diffusa fra i lavoratori turchi in Germania che negli altri paesi ospitanti. Circa il 35% dei giovani stranieri fra i 15 e i 18 anni hanno completato nel 1991 la loro formazione professionale in Germania in questo sistema (German Ministry of Education and Science 1991, p. 43).

Siccome i giovani tedeschi sono sempre meno disposti ad intraprendere una formazione professionale, il potenziale straniero sarà molto più richiesto in futuro per le esigenze del mercato di lavoro. Le statistiche del Ministero della Istruzione e delle Scienze della Germania Federale dimostrano la crescente importanza dei giovani stranieri nella formazione professionale. L'alta percentuale di giovani stranieri nelle scuole tedesche è già un segno evidente di questo sviluppo. La quota degli studenti stranieri fra i 15 e i 18 anni era, per esempio a Colonia nel 1991, del 34,2% (German Federal Ministry of Education and Sciences 1991, p. 15).

Parallelo alle variazioni demografiche c'è in Germania un aumento continuo nel numero dei giovani turchi che scelgono la formazione professionale o l'apprendistato. Nell'anno scolastico 1986/87, furono 25.622 i giovani turchi che perfezionarono il tirocinio. La tabella 5 mostra che questo numero è salito nell'anno scolastico 1990/91 a 44.280 unità. Il che significa un aumento del 72,8% in cinque anni.

Se analizziamo la distribuzione dei giovani turchi che hanno perfezionato di recente la formazione professionale o il tirocinio nei paesi dell'Europa occidentale, è facile capire che la Germania gioca un ruolo chiave. Anche nei Paesi Bassi l'alta percentuale di disoccupazione fra i lavoratori turchi ha stimolato la formazione professionale. Questa però non è soddisfacente in Francia. Il numero dei giovani turchi che invece hanno fatto il tirocinio in Germania è più alto degli altri giovani stranieri. La percentuale dei turchi è cresciuta nel periodo 1983-1990/91, sul totale dei giovani stranieri in apprendistato, dal 43,6% (19.717 su 45.191) al 45,1% (44.280 su 98.239). Gli studenti turchi che completano le scuole elementari, preferiscono frequentare gli istituti che li preparano alla formazione professionale o all'apprendistato.

Tabella 5 – *Giovani turchi che hanno perfezionato il tirocinio o la formazione professionale nei paesi dell'Europa occidentale*

Paese	Anno Scolastico	Giovani turchi
Germania	1990/1991	44.280
Paesi Bassi	1989/1990	10.025
Belgio	1988/1989	843
Francia	1990/1991	3.756
Austria	1989/1990	661
Svizzera	1990/1991	1.567
Totale	1988/1991	61.132

Fonte: Turkish Ministry of Labor and Social Security and statistical data of individual countries.

I lavoratori turchi nei Paesi Bassi hanno cercato il sostegno di una formazione professionale soprattutto dopo il 1990, attraverso i consigli regionali del lavoro. Quasi 30 Consigli regionali del lavoro sostengono la formazione professionale e l'apprendistato. Anche in altri paesi, come il Belgio, la Francia, l'Austria e la Svizzera, la formazione professionale fra i turchi è molto diffusa.

L'impatto della formazione professionale o l'apprendistato, sulle possibilità di lavoro, è ovvio. Il tasso di disoccupazione fra i giovani turchi in Europa diminuisce con il crescere della formazione professionale. La formazione professionale e la presenza di piccole o medie imprese turche in Germania sembrano tenere sotto controllo la percentuale di disoccupazione fra i turchi della prima generazione.

Il basso livello di formazione professionale in Belgio e Danimarca impedisce ai lavoratori stranieri di migliorare la posizione dell'impiego. La percentuale di disoccupati nei due paesi è quindi molto alta. Nei Paesi Bassi, il governo decise, per la prima volta dopo il 1990, di prendere misure appropriate per migliorare le opportunità nel campo della formazione professionale dei lavoratori immigrati. Così la disoccupazione fra i turchi dei Paesi Bassi non è diminuita fra il 1990 ed il 1993 in modo soddisfacente.

Osservazioni finali

È chiaro che ci possono essere differenze fra i dati rilasciati dal governo turco e quelli forniti dai paesi ospiti. Il motivo di fondo è l'esistenza di flussi migratori non ufficiali fra i paesi interessati. Ma le differenze statistiche non sono così forti da cambiare il contenuto e la direzione della nostra analisi. Gli emigrati turchi nei Paesi dell'Europa occidentale hanno al momento gravi problemi di lavoro. La percentuale globale della disoccupazione è in continuo aumento.

Formazione professionale e opportunità di impiego mostrano uno sviluppo parallelo al numero dei cittadini turchi che risiedono nei singoli paesi. La

Germania, il paese con il maggior numero di immigrati turchi, adottò, dopo la crisi del petrolio del 1973, nuove politiche, specialmente nel campo della formazione professionale. Nel 1983/84, 45.191 stranieri ricevettero una formazione professionale. La percentuale dei turchi era del 43,6%. Il numero degli stranieri che beneficiarono della formazione professionale aumentò nel 1990/91, fino a raggiungere le 98.239 unità. Anche la percentuale dei turchi salì al 45,1%. La formazione professionale in Germania ebbe un impatto positivo sulle opportunità di impiego dei lavoratori turchi.

La Germania è il paese che ospita il maggior numero di lavoratori turchi residenti in Europa. Circa 45.000 turchi hanno casa o residenza in Germania. La popolazione turca residente in Germania cresce annualmente di 60.000 unità. Gli studenti turchi nelle scuole tedesche sono circa 500.000.

Nei paesi ospiti c'è una stretta relazione tra formazione professionale e opportunità di impiego per i lavoratori turchi immigrati. Per esempio, in Danimarca il livello della formazione professionale per gli stranieri è molto basso a confronto con quello tedesco. Il valore percentuale della disoccupazione fra i lavoratori danesi è circa del 10%. Ma questo è stato spinto, negli ultimi anni, fino al 25-27%, proprio dalla disoccupazione dei lavoratori stranieri. In Germania il tasso di disoccupazione fra i lavoratori turchi era sotto il 20%. In Danimarca invece era, nel maggio 1993, del 48,7%.

YUSUF ZIYA IRBEC
Bilkent University Ankara

BIBLIOGRAFIA

- R.T. APPEYARD (1992), *Migration and development: a global Agenda for the future*, «International Migration», (30), Special issue, pp. 17-31.
- BUNDESMINISTER FÜR BILDUNG UND WISSENSCHAFT (1991), *Ausländerinnen und Ausländer Ausbilden*. Bonn.
- BUNDESMINISTER FÜR BILDUNG UND WISSENSCHAFT (1991), *Berufsausbildung im Dualen System in der Bundesrepublik Deutschland*. Bonn.
- ÇALIŞMA VE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI (1989), *1989 Yılı Raporu*. Ankara.
- ÇALIŞMA VE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI (1990), *1990 Yılı Raporu*. Ankara.
- ÇALIŞMA VE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI (1991), *1991 Yılı Raporu*. Ankara.
- DEVLET İSTATİSTİK ENSTİTÜSÜ (1960-1990), *Statistical Yearbooks of Turkey*. Ankara.
- DEVLET PLANLAMA TEŞKİLATI (1993), *1993 Yılı Program*. Ankara.
- DEVLET PLANLAMA TEŞKİLATI (1975-1990), *Social Indicators*. Ankara.
- E. FRANZ (1994), *Population policy in Turkey*. Hamburg, Deutsches OrientInstitut.
- HAZINE VE DİŞ TİCARET MÜSTESARLIĞI (1993), *Main economic indicators, May-June 1993*. Ankara.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND (1991), *International Financial Statistics, Yearbook 1991*. Washington.
- IWTAB (1989), *Country tables of Turkey and for the countries in Western Europe, Version 1.52*. New Haven.
- Y.Z. IRBEC (1990), *Türkiye'nin Dış Ekonomik İlişkilerinde İslam Ülkeleri*. Ankara, published by the Chambers Union of Turkey.
- Y.Z. IRBEC (1991), *Die politischen und wirtschaftlichen Verflechtungen der Türkei als Staat im Grenzbereich von Europa und Asien*, in *Mitteilungen der Österreichischen Geographischen Gesellschaft*, Annual vol. 133. Vienna. pp. 109-145.
- P.L. MARTIN (1991), *Bitmeyen Öykü: Batı Almanya'ya Türk İşçi Göçü*. Ankara, İLO.
- M.W. MASRI (1988), *The roles of the school and the enterprise in vocational education with special reference to Jordan*, in *International Symposium on Professional Education, May 12-13, 1988*. Ankara.
- OECD (1993), *OECD in Figures (Statistics on the Member Countries)*. Supplement to the OECD Observer n. 182, June-July 1993, Paris.
- R. ROGERS (1992), *The Politics of migration in the contemporary world*, «International Migration», (30), Special issue, pp. 33-48.
- T. STRAUBHAAR (1991), *Migration pressure, in ILO World Employment Programme, Working Paper: International Migration for Employment*. Geneva, pp. 35-62.
- E. UYGUR (1990), *International migration for employment policy, productivity, growth and employment in Turkey, 1960-1989, and prospects for the 1990s, MIES on international migration and employment*. Geneva, İLO.

Summary

The export of surplus manpower to Western Europe has been an important feature of the Turkish employment policy since the '60s. Turkish labor emigrants in Western European countries have been faced with increasing employment difficulties, especially after the oil shock in 1973.

The professional education, set up in the receiving countries for foreign workers, has played a vital role on the employment opportunities. This is particularly the case of Germany, where the greatest number of Turkish immigrants have settled. Second generation children of Turkish descent are in fact more and more encouraged to attend professional schools, since the German young generation aims at higher sectors of employment.

The close relationship between professional education and employment opportunities has been of major importance also in promoting economic and cultural relations between Turkey and the receiving European countries.

Résumé

L'exportation d'un excédent de main-d'oeuvre vers l'Europe de l'Ouest a été un aspect important de la politique turque de l'emploi depuis les années 60. Dans les pays de l'Europe de l'Ouest, les travailleurs migrants turcs ont été confrontés à des difficultés accrues en matière d'emploi, en particulier après le choc pétrolier de 1973.

La formation professionnelle mise en place dans les pays d'accueil pour les travailleurs migrants a joué un rôle vital dans les opportunités en matière d'emploi. Cela est particulièrement vrai pour l'Allemagne, pays qui, en Europe, est celui où réside le plus grand nombre d'immigrés turcs. Les enfants de ces travailleurs turcs sont en fait de plus en plus incités à suivre des cours dans des écoles professionnelles, étant donné que les jeunes Allemands aspirent quant à eux à atteindre des secteurs d'activité plus élevés.

La relation étroite entre l'éducation professionnelle et les opportunités d'emploi a également constitué une importance majeure dans le développement des relations culturelles et économiques entre la Turquie et les pays d'accueil européens.

La interrelación de los aspectos culturales y laborales en la integración de los inmigrantes

"L'enfer, c'est les Autres"
J.P. Sartre.

1. *Introducción*

El término "integración" se ha convertido en una palabra-clave. Todo el mundo parece de acuerdo en pensar que en la integración está el futuro de nuestras sociedades, pero mientras tanto, el efecto contrario, es decir, la exclusión, toma carta de naturaleza y se manifiesta con una fuerza preocupante.

La integración es un concepto que suele aparecer con frecuencia cuando se tratan cuestiones relacionadas con la migración, pues, al fin y al cabo, la integración, al menos en teoría, supone el fin del proceso migratorio en sí, por perder el trabajador extranjero la condición de inmigrante. En buena lógica, un inmigrante "integrado" deja de ser migrante para convertirse en un miembro más del grupo, deja de ser el "otro" para ser "nosotros". La integración es la ruptura de fricciones y la igualdad de hecho entre los individuos que comparten un mismo asentamiento socio-geográfico, lo que supone una integración no sólo política y administrativa sino también sociocultural. Sin embargo, ese cambio, esa conversión para ser uno más de la sociedad de recepción suele resultar complejo, ya que no sólo se trata de conseguir la igualdad legal, tener "papeles" o la nacionalidad del país de recepción, se trata de superar un conflicto cultural. La integración de los migrantes es, sobre todo, la resultante de un conflicto de contacto cultural. El proceso y la duración del contacto, el alejamiento/proximidad de los referentes culturales de ambas sociedades y las disposiciones personales pueden acelerar o dificultar la integración del migrante.

La sociedad va a "clasificar" a los individuos etnocéntricamente según sus esquemas de identificación, lo que va a tener consecuencias sociales que van a afectar también a las relaciones laborales, de modo que el mercado de trabajo reflejará una etnización que va a influir enormemente en el proceso general de

integración. Un ejemplo manifiesto y generalizado de la incidencia del etnocentrismo en el trabajo es la discriminación laboral que sufren los “diferentes” y especialmente entre ellos, los migrantes. El trato diferenciado en y para el empleo, aún si la legislación laboral lo prohíbe, responde consciente y/o inconscientemente al grado de pertenencia a un patrón de identificación socio-cultural determinado. El grupo dominante ve al inmigrante no sólo como un extraño, sino lo que es peor, como un intruso que viene a interferir, modificar o dañar el sistema de referencia cultural establecido. El siguiente esquema muestra como la simbolización verbal que se utiliza generalmente cuando se habla de la relación migrante/trabajo es negativa con respecto a la realidad:

	PREJUICIO	REALIDAD
Empleo:	<i>Quitar</i> (-)	<i>Ocupar</i> ¹ (+)
Riqueza/salario:	<i>Llevar</i> (-)	<i>Contribuir</i> (+)
Gastos sociales:	<i>Arruinar</i> (-)	<i>Cotizar</i> (+)

Esta visión etnocéntrica y peyorativa se manifiesta en mayores dificultades para ser contratados y en peores condiciones de trabajo una vez empleados, pues responde a la idea de que el inmigrante es un ser afortunado (pues tiene la suerte de vivir y trabajar entre “nosotros”) y por tanto debe (a) socialmente corresponder ganándose nuestra confianza con la aceptación del sistema sociocultural de la sociedad de recepción y (b) laboralmente aceptando el empleo que se le ofrece, así como las condiciones del mismo.

Cuando se habla de integración se suele hacer desde vertientes bien legales (permisos de trabajo, oportunidades de empleo y promoción laboral) o bien económicas (incidencia de la inmigración en la estructura laboral, sector informal, costes y beneficios empresariales o para los sistemas de Seguridad Social, etc); sin duda interesantes, pero que dejan al margen un componente esencial del hecho migratorio: el conflicto cultural y su incidencia en la estructura del empleo, obviando una característica básica del inmigrante como es su incorporación a la sociedad de recepción a través de su presencia en el mercado de trabajo, sea cual sea la forma de éste. Al fin y al cabo, no se es migrante si no se está inserto en una actividad laboral de un sistema cultural diferente al originario del trabajador. Si no hay dependencia de una actividad laboral – o búsqueda de ella –, más que de inmigrantes hablamos simplemente de extranjeros (y entonces no tiene sentido la integración).

También hay que dejar sentado desde ahora la importancia del aspecto temporal. Sólo se plantean los procesos de integración en los migrantes que se establecen de un modo prolongado. Es más, la integración adquiere toda su dimensión en la continuidad, ya que los referentes geográficos, folclóricos, las

¹ Empleos generalmente no deseados por los trabajadores nacionales.

pautas de comportamiento, simbolización y comunicación, los hábitos sociales, etc, van a ir difuminando de un modo progresivo la cultura original (materna) para ir incorporando con mayor nitidez las nuevas pautas culturales de la sociedad de recepción.

Otra característica de los procesos de integración es que se suelen enfocar desde el binomio integración-exclusión, sin dejar espacio a otras posibles soluciones, cuando lo que ocurre en la realidad es que se generan situaciones intermedias como el sincretismo o la participación social. Se tiende a enfocar la integración de los migrantes como algo unívoco, sin apreciar la diversidad cultural y social que subyace en el fenómeno migratorio y a contemplar la integración como el resultado de una política concreta de migración y no como un proceso donde intervienen todos los factores que componen el sistema sociocultural. No hay que perder de vista que la etnicidad es un aspecto básico de las relaciones sociales, que afecta a las relaciones de clase,² género y nacionalidad. Esto podría explicar el fracaso de muchas políticas integracionistas seguidas por países europeos receptores habituales de migrantes, quizás porque solamente se ciñeron a medidas de tipo legal o a programas institucionales muy focalizados.

2. La identidad cultural de los inmigrantes

2.1 Aspectos culturales de la integración

Ser iguales siendo diferentes. Casi parece un reto imposible, algo así como la cuadratura del círculo. Eso es lo que intentan los procesos de integración y quizás esa dificultad explique los problemas de orden práctico que supone encontrar resultados realmente óptimos de integración.

Inmigración es desplazamiento, movimiento de personas de su lugar de origen a otro en busca de unas mejores condiciones de vida y trabajo. Este desplazamiento supone un choque entre la identidad cultural del migrante y la del país receptor. Los sistemas culturales son complejos referentes identificativos (incluyen evidentemente las identidades formales y legales de los individuos que forman parte de él), donde estar integrado significa que el individuo y la sociedad se reconocen, se identifican mutuamente como parte de un mismo referente. La identidad es básica, pues si yo no me reconozco íntimamente como "español", "francés", etc, no parece posible que los demás me reconozcan como tal. El migrante únicamente deja de serlo cuando la identificación con el sistema cultural de la sociedad de recepción es total, pues es imposible conseguir integraciones parciales. La integración es un proceso global de aculturación y sincretismo, íntima y directamente relacionada con la identidad cultural.

² En este trabajo, el término clase se entiende como la división ocupada por los individuos en la escala social atendiendo a su nivel de ingresos.

La identidad cultural de un individuo no sólo le permite conocerse e identificarse a sí mismo, sino también interpretar al medio y valorar al grupo en el que se desenvuelve. Los gustos, la jerarquización de valores, las relaciones de intercambio, las señales y los símbolos forman parte del entramado cultural, al igual que las leyes de las que se dotan los países para establecer las reglas propias de convivencia. Todo ello sólo adquiere sentido dentro del sistema de referencia al que se pertenece.

El choque cultural que viven y manifiestan [los inmigrantes], no resultaría de los diferentes modos de usar y concebir dos diferentes modos culturales de percibir la vida sino de la sorpresa que suponen las propias contradicciones del sistema que ellos perciben como generador de bienestar y riqueza, y la práctica real de desestructuración de sus vidas en lo cotidiano (Solé, 1995, pp. 26-27).

Generalmente, se tiende a tratar y a ver al inmigrado como a un trabajador desprovisto de identidad cultural propia por el hecho de que ésta sea diferente. No se suele valorar la importancia de éste hecho, sino los aspectos jurídicos, económicos, laborales de esa persona en cuanto trabajador, cuando curiosamente es la distancia del espacio cultural originario, es decir, el hecho migratorio, el que despierta y refuerza consciente e inconscientemente en el propio inmigrante la idea de pertenencia a un grupo cultural diferente. Por ese fenómeno de cristalización de la cultura original, los procesos de integración pueden ser traumáticos, si tal medida no es entendida y aceptada conscientemente como positiva por el sujeto. La sensación de aislamiento del migrante es fruto de su pérdida de referentes identificativos, pues se mueve en un mundo anómalo para él. Esta sensación se mitiga o se acrecienta con relación a la proximidad de las pautas culturales de ambas sociedades y explica también el grado de velocidad y dificultad del propio proceso de integración. No es lo mismo la integración de un andaluz en Cataluña, de un italiano en Francia o de un escocés en Inglaterra, que la de un magrebí en Bélgica o un turco en Alemania; lo que conduce a plantearse la cuestión de que las medidas integracionista debe tener en cuenta a los grupos concretos y no deben ser planteadas de un modo generalista y unívoco, pues estas serían útiles sólo para ciertos grupos.

Cuando se habla de cultura con relación a la integración de los inmigrantes no hay que olvidar que se teoriza y analiza la cultura "extraña" etnocéntricamente, desde la visión de la cultura propia. Las teorías y prácticas de la integración se elaboran a partir del modelo de integración de la cultura de la sociedad dominante, creándose un problema de tensión entre la unidad y la heterogeneidad interna de la propia cultura. De hecho, las culturas de los inmigrados, al margen de la diversidad de las mismas con relación a la cultura de la sociedad de acogida, no son tratadas como conjuntos sistémicos dotados de coherencia interna y capacidad de evolución, sino que el contacto suele ser descontextualizado, pues se realiza a través de elementos o grupos aislados que se encuentran inmersos en un espacio cultural distinto, y esto puede afectar enormemente la validez del proceso de integración, sobre todo, si se enmarca en un contexto pluricultural. La asimilación, al menos, no adultera el proceso integrador, pues plantea, como modelo, la aceptación de las pautas culturales dominantes -

aunque sin tener en cuenta las especificidades y posibilidades de cada grupo. Por ello, la realidad muestra que, hoy en día, la dicotomía que se produce en los procesos de integración entre asimilación o pluriculturalismo no es válida, tanto por los fracasos prácticos de ambos procesos en los diferentes países de tradición migratoria como por la globalización económica y social que se vive y que afecta directamente a la concepción misma de las identidades culturales como complejos independientes. Los inmigrantes son a la vez excluidos e integrados.

En la práctica, el concepto de integración tiene un doble sentido, para unos significa igualdad y para otros dominación. Para estos últimos, la integración suele plantearse en términos de elección de cara a la persona perteneciente a la cultura minoritaria: o integrarse con todas las consecuencias o marginarse.

2.2 El deseo y la necesidad de integrarse

La pertenencia original a un grupo distinto va a marcar la estancia en el país de inmigración e incluso también en el país de emigración. Por eso, en muchos casos, el migrante sólo se encuentra bien en esa tierra de nadie que es el viaje "periódico" o "soñado" del país de recepción al país de origen. Ni se adapta a vivir como antaño, ni se considera integrado, sino que vive en un mundo intermedio marcado por una transformación sincrética de su sistema de referencia cultural.

Si bien la integración supone una transformación de la cultura del emigrante - que en muchos casos es sentida como una pérdida -, no es menos cierto que ésta es compensada con la adquisición de un nuevo sistema de referencias que le va a permitir en lo personal "entender" donde se encuentra y en lo social insertarse en el grupo. Por eso es muy importante tener en cuenta el proceso migratorio a la hora de tratar el tema de la integración. Si éste es planteado inicialmente como provisional, se va a dificultar la integración, pues la idea de temporalidad resta, sin duda, toda la fuerza necesaria para establecer contactos de aculturación con fines de integración: el inmigrante va a tener una relación instrumental (Solé, p. 22) con la sociedad de recepción.

La idea inicial de muchos migrantes es sobre todo económica (ahorrar lo más posible) y eso restringe el contacto y condiciona los comportamientos. En estos casos, la integración no es sentida como una meta a su situación migratoria, sino que responde sólo a una situación laboral temporal, lo que produce un cierto rechazo a la integración que se manifiesta de muy diversos modos; una vez muy consciente y voluntariamente formando espacios, "islas", para proteger y mantener a salvo su identidad cultural (familia, círculo de amigos, asociaciones de inmigrantes, iglesias, celebraciones rituales o festivas, etc.) o también de un modo inconsciente, como es la dificultad que se manifiesta en muchos inmigrantes para hablar el idioma de la sociedad donde viven y trabajan desde hace años, por lo que esto puede suponer de pérdida de identidad cultural.

Pero esta idea de temporalidad no sólo afecta a los inmigrantes, sino también al país receptor, que, generalmente, ve al migrante como una solución temporal a determinadas circunstancias ocasionales del mercado de trabajo ("Queríamos

mano de obra y vinieron personas”, Max Frisch) y, especialmente a los empleadores, bien porque no encuentran mano de obra nacional para cubrir sus necesidades o bien porque el inmigrante temporal es barato, flexible, motivado y desorganizado (Groenendijk y Hampsink, 1995, p. 100).

Para que un inmigrante que lo desee se integre es necesario que encuentre en el país de acogida un marco legal que no le discrimine con respecto al trabajador autóctono y que le ofrezca igualdad de trato y confianza, es decir, que le permita vivir con su familia sin el miedo a una posible expulsión. Sólo se integra quien ve futuro. La idea de temporalidad, tan presente en la inmigración europea, resta fuerza y posibilidades a las medidas integradoras.

Por otro lado, la integración, al ser un proceso, presenta diferentes grados. La mayor o menor pervivencia de los factores culturales es un índice de integración. Una característica clásica de la inmigración, a la que hemos hecho ya alguna alusión, es la necesidad de encontrar espacios propios en la tierra extraña. Cuando la presencia de inmigrantes es numerosa en una ciudad, ésta se manifiesta en la existencia de calles e incluso barrios enteros (el ejemplo más claro son los Chinatowns) que son controlados y/o modificados con señas de identidad de ciertos grupos. A veces, si el grupo no es muy numeroso se manifiesta exclusivamente en lugares donde los inmigrantes pueden recrear simbólicamente un espacio con las señas de identidad de su cultura originaria. La presencia de estos espacios puede ser un indicativo del mayor o menor grado de integración.³

Los procesos de aceptación individual de nuevas formas de vida producen situaciones biculturales. En situaciones de contacto que estimulan el cambio cultural, el individuo es capaz de adoptar dos o más formas de comportamiento y practicarlas adecuadamente en diferentes circunstancias. El ejemplo más notable es el del bilingüismo. La aceptación de un elemento cultural determinado depende no sólo de la utilidad para quienes lo aceptan, sino más aún, de que pueda ser integrado o no dentro de la cultura que lo recibe. No hay que olvidar el hecho de que hay elementos culturales que cambian más fácilmente que otros.

El sistema jerárquico de la estructura social “confiere a la nacionalidad, la religión, la cultura o el color de la piel roles unas veces diferentes y otras redundantes de clasificación y distribución. Ello alimenta un ciclo de reproducción de las relaciones sociales de base étnica en el cual, los roles funcionan como ‘señas’ y a menudo como estigmas que justifican y atestiguan unas veces la marginalización y otras la integración” (De Rudder, 1993, p. 76). El fuerte contacto entre diferentes culturas debido a múltiples factores como la interdependencia económica, la globalización de las comunicaciones o la propia magnitud del fenómeno migratorio está produciendo un menor aislamiento de los sistemas culturales, que va asociado a cambios en el grado de identificación cultural, a un aumento de la individualización y a la desorganización cultural. Por eso resurgen en este momento con cierta fuerza los nacionalismos (incluso

³ Louis Necker opina en su obra *La Mosaïque Genevoise* que un signo de la menor integración de españoles y portugueses en la ciudad de Ginebra con respecto al otro colectivo de origen mediterráneo, los italianos, es que los primeros tienen calles y locales identificativos propios – la rue Fribourg en el caso español – y los italianos no.

los más extremos que aspiran a "limpiezas étnicas") o las sectas, pues ante el miedo a la anomia intentan reforzar las identidades grupales.

La diversidad de las relaciones interétnicas y de los factores que en ellas intervienen dejan, tanto a los individuos como a los grupos, unos márgenes amplios de libertad en cuanto a la importancia o no que se dé a las diferentes identidades, a las divisiones y estereotipos socioculturales. Por eso, hay ejemplos donde la vida social se fundamenta en la oposición y exclusión de los grupos diferentes y otros que, al contrario, establecen su identidad y su orden social en el contacto y sociabilidad de los grupos diferentes.

2.3 Las vías clásicas de la integración

Varias son las aproximaciones teórico-prácticas que se han realizado para integrar a los trabajadores inmigrantes en las sociedades de recepción, pero todas parten de una visión etnocéntrica de la integración.

Una es la vía de la asimilación, que podríamos resumir como un proceso de aculturación sin opción posible, con la finalidad de borrar, y esa es la palabra-clave, las señas de identidad cultural de los grupos minoritarios. El problema más palpable de este tipo de procesos es que son unidireccionales, es decir, parten del hecho de que existe una cultura dominante, homogénea, generalmente con pasado colonizador, que no admite cambios y que exige a las otras que le son diferentes y minoritarias en el mismo nicho ecológico-cultural su progresiva disolución e incorporación a la cultura dominante.

Los procesos de asimilación en ocasiones pueden llegar a tener connotaciones de genocidio cultural, pero en el fondo, todo gobierno que realiza una política de integración, no realiza en realidad sino una política de asimilación a largo plazo (Martin, 1983, p. 133). Hay procesos de aculturación asimilativa que son bien vistos por los propios sujetos que los sufren, porque les supone adquirir unas pautas socioculturales que consideran más beneficiosas por pertenecer a la cultura dominante.

Como vemos, dos importantes temas conciernen al proceso de asimilación: la direccionalidad y el diferencial de influencia en términos de las relaciones entre el asimilador y el asimilado.

Por contra, las vías multiculturales plantean una integración regida por la pervivencia de las diferentes culturas que coexisten en el medio. Las políticas multiculturales pueden ayudar a los inmigrantes a integrarse mejor en la sociedad, pues (a) se parte de una, al menos teórica, igualdad de trato legal entre los diversos grupos. Pero hay que tener mucha atención, pues ésta igualdad puede ser impermeable en la realidad (Zegers de Beijl, 1990), que discriminará esa diversidad y b) pueden facilitar el sincretismo cultural, donde el individuo no sienta como perdida la elección entre un sistema cultural u otro. Pero eso por sí solo no resuelve ni mejora el problema de clases que subyace en la exclusión. Si no se atacan las discriminaciones laborales o sociales, las palabras claves del multiculturalismo: amor-propio, tolerancia, respeto, comprensión y sensibilización no harán sino enmascarar un auténtico racismo estructural, que se

demuestra por el hecho de que en los países con políticas multiculturales, la mayor parte de los grupos étnicos se sitúan en los escalones más bajos de la sociedad (Wapshire, 1994, p. 12) y además la solidaridad de clase se pierde ya que los inmigrantes se identifican principalmente con su étnia.

Por tanto, no hay que confundir sociedad multicultural con sociedad integrada. Admitir y reconocer la existencia de diferentes grupos no significa igualdad de trato entre ellos. Pueden convivir en un mismo tejido social distintos grupos culturales, pero eso no significa que actúen armónica e integradamente sin distingos entre sus diferentes componentes. El discurso pluriculturalista puede acentuar la marginación al preservar la propia etnicidad. Por ello, las sociedades que aspiran a ser multiculturales deben dotarse como mínimo de herramientas legales claras y consistentes que garanticen la no discriminación entre los diferentes grupos.

Puestas en práctica estas dos vías, la asimilacionista y la pluricultural, con sus diferentes matices, en países con larga tradición inmigratoria, no se han producido resultados que permitan establecer un modelo de integración. Stalker dice que el debate entre partidarios del multiculturalismo o de la asimilación es estéril. El multiculturalismo es acusado de ser antidemocrático puesto que contradice los ideales de la igualdad de derechos y mantiene las tensiones raciales, mientras que los asimilacionistas son acusados de racistas pues minusvaloran a las culturas minoritarias (Stalker, 1994, p. 85)

2.4 Confusión terminológica

Quizás una parte de los problemas que aparecen en la teoría y la práctica de los procesos de integración tienen que ver con una cierta confusión o desajuste terminológico. ¿Acaso no será porque se están empleando conceptos que ya no corresponden a la realidad actual, que es mucho más globalizadora? (Verbunt, 1994) ¿Es el mundo de hoy más multicultural, en el sentido de que el contacto y la difusión son más identificativos que las culturas-nacionales o étnicas? ¿Cuáles son las relaciones identificativas entre minorías étnicas y clases sociales en la actualidad? Ambos conceptos fueron acuñados en épocas donde la realidad social era distinta, menos interrelacionada. No debemos olvidar que los procesos de integración se desarrollan y afectan a una realidad, la social, que se modifica y se va construyendo a sí misma, respondiendo a los cambios que se originan en el seno de las sociedades. Incluso se aprecia una diferente terminología según se trate del modelo asimilacionista, donde todas las referencias suelen utilizar los términos inmigración e inmigrantes, o del modelo multicultural, donde aparece más grupo étnico, etnicidad, etc. Este último término es utilizado para describir procesos diferentes. Unas veces, la etnicidad es entendida como una estrategia en la que los actores autodefinen las características que les diferencian de los demás y otras, se define la etnicidad en el sentido contrario, como las características étnicas de ciertos individuos como resultado de las diferencias. En el primer caso, se entiende la etnicidad como una propiedad grupal consciente y deliberada y en el segundo como una caracteri-

stica que aparece al margen del grupo mismo (Rea, 1994, p. 1). El proceso de etnización entendido en éste último sentido tiene una fuerte connotación negativa, pues la finalidad es marcar las características que van a definir al grupo minoritario en contraposición al mayoritario, cumpliendo una función social de clasificación de los individuos en el seno del espacio social, lo que va a marcar negativamente al conjunto de individuos que forman parte de él. Es lo que Goffman llama la "contaminación del descredito a todos los que comparten unas mismas características" (Rea, p. 2). Esta especie de manía clasificatoria tiene como misión desacreditar a los diferentes y tiene su reflejo en todas las estructuras sociales, desde la escuela al trabajo.

Un elemento básico a la hora de plantear actualmente procesos de integración sería tener en cuenta si existen culturas "puras", lo suficientemente homogéneas como para que todos los individuos compartan los mismos significantes y significados referenciales y que, por tanto, pudieran servir de modelo hacia el que integrarse, o, como parece más probable, estamos hablando de culturas con múltiples sistemas identificativos y tendencias sincréticas. Los sistemas culturales ligados a referentes políticos de nación/estado responden (¿respondían?) a necesidades y realidades muy determinadas y localizadas: los nichos culturales. Todos los individuos participaban en mayor o menor medida de sus elementos, relaciones, ideologías etc, y se sentían incluidos dentro de una comunidad de la que a la vez eran representantes y representados. Hoy, los conflictos de integración se desplazan de ser problemas exclusivamente de identidad étnica o cultural, a ser auténticamente conflictos de clases sociales, aunque tengan un componente étnico en su seno, "las posibilidades de integración en la cultura dominante no vienen determinadas en su mayoría por el lugar de nacimiento, el color de la piel o las características geográficas, sino por la capacidad adquisitiva, tanto económica como de conocimientos" (E. Molina, 1984, p. 32). Si se me permite el simplismo, lo que genera dificultades es la vieja polémica de pobres y ricos. Un gitano rico no está excluido socialmente, es mas, no le hace falta estar asimilado a la cultura paya, sino que puede estar integrado manteniendo una parte importante de sus señas de identidad. Por contra, un inmigrante interno que carezca de recursos económicos y de conocimientos estará excluido, marginado, a pesar de formar parte del grupo cultural dominante.

En las sociedades industrializadas, un individuo no tiene ya una única identificación, sino que el proceso de "globalización cultural" le ha fragmentado su sistema identificativo en múltiples subculturas. ¿Acaso no está ya rota la idea de solidaridad exclusivamente entre nacionales? Un obrero en desempleo en Francia tiene más puntos en común con un desempleado alemán que con un empresario francés. Un estudiante magrebí está culturalmente más próximo de un estudiante español que de un campesino de su país. La identidad de un individuo no está forjada sólo por una única referencia cultural, sino por la síntesis de una multiplicidad de aportes culturales. Ante ésta situación de tensión y frente al riesgo de la anomia aparece la tentación de reforzar identidades culturales excluyentes. De ahí, como decíamos, el auge del nacionalismo o el aumento en la necesidad de pertenecer a comunidades étnicas o religiosas que marquen claramente las señas identificativas y que vuelva a diferenciarnos de

los "otros". Por lo tanto, es necesario encontrar nuevas vías para los procesos de cambio social y cultural que den respuesta al fenómeno de la globalización. Ello sólo será posible con una redefinición de los conceptos claves implicados en los procesos de integración: cultura e identidad. Si no es así, no sólo será difícil analizar los efectos sociales del progresivo contacto cultural que producen los flujos migratorios, sino que además se emplearán actuaciones caducas e ineficaces que no resolverán la cuestión. De hecho, ciertas políticas de integración han sido simples técnicas administrativas de gestión de "grupos potencialmente peligrosos", con el fin de mantener a cualquier precio la paz social. La integración debe surgir, sobre todo, de una voluntad colectiva de vida en común y por lo tanto, no es solamente la puesta en marcha de una técnica administrativa, ni el resultado de una política voluntarista. El discurso sobre la integración es un discurso sobre la identidad cultural de los individuos, pero tanto de unos como de otros, tanto de la sociedad receptora como de la emisora.

Todo esto nos lleva a plantear la siguiente cuestión: ¿Qué es antes, la inserción social o la integración cultural? Deberían ser dos fenómenos paralelos. Es falso el dilema de tener que elegir entre ser de aquí o de allí, entre integrarse o excluirse, pues existen términos medios que pueden ser fructíferos, como el sincretismo.

En resumen, la dualidad entre los dos tipos de vías para la integración puede falsear una realidad mucho más compleja, pues en muchos casos, la elección de uno u otro modelo responde a factores históricos y económicos. La solución no se haya ni en la prevalencia de una sociedad asimiladora (que origina problemas - anomías - o defensas culturales) ni en otra pluricultural, donde se mantienen una armonía ficticia, ya que hay grupos culturales dominantes y dominadores en todos los terrenos, el laboral incluido, y donde se producen peligrosos pasos hacia la etnización del mercado de trabajo. Quizás un camino intermedio de sincretismo cultural marque el futuro de los procesos de integración. La globalización producida por los cambios tecnológicos nos acerca cada día más al modelo de aldea global donde no existen culturas hegemónicas y donde la solución se vislumbra en la adaptación de las culturas y de los sistemas económico-sociales hacia la flexibilidad y la aceptación de amplias pautas culturales que conviertan en pujantes a las sociedades sincréticas. En éste sentido, la globalización sería una especie de motor de difusión cultural.

Las políticas migratorias deben conjugar el difícil equilibrio de la asimilación y la pluriculturalidad adoptando medidas integradoras flexibles que tiendan a asegurar la igualdad político-legal entre los grupos y a armonizar a pequeña escala (regional) procesos sincréticos.

3. Integración y mercado de trabajo

La integración laboral del inmigrante, entendida exclusivamente como su inserción en el mercado de trabajo, no es sino una parte del proceso de integración sociocultural. Es más, parece que existe una relación directa y recíproca entre el lugar que se ocupa en la escala social y el que se ocupa en la

escala laboral. Esto puede generar disputas y conflictos entre (a) los inmigrantes y los trabajadores autóctonos que compiten por ocupar los mismos niveles de empleo y de posición social, y (b) entre los diferentes grupos de inmigrantes, estableciéndose una suerte de estratificación por castas entre ellos, (Martens y Denof, 1993, p. 40) que suele estar relacionada con la mayor o menor integración cultural.

El peligro de no prestar atención a una política de integración, entendida como aquella capaz de asegurar la máxima equiparación de derechos entre los nacionales y los extranjeros, es la de fomentar lo que hoy en cierto modo ya se prefigura, la constitución de un sistema de castas en el seno de las comunidades occidentales receptoras de inmigración (Santos, 1993, p. 99).

3.1 *El trabajo como referente cultural*

Aceptar con naturalidad la jerarquía en el trabajo puede ser normal para cualquier trabajador, sea cual sea su país de origen o su cultura, pero, si el jefe es jefa, éste detalle, insignificante para algunos, puede ser problemático para otros, según este instituido en su sistema cultural los roles de género y el concepto mismo de jerarquía. Normalmente, los ejemplos más clásicos de conflicto cultural en el trabajo están relacionados con el idioma, la religión y los sistemas de valores económico-sociales propios de cada cultura. La interferencia de distintas pautas culturales en un mismo medio, en este caso, el laboral, es normalmente causa de conflicto entre los diversos grupos, que lucharán por imponer sus pautas, lo que se acaba traduciendo en la exclusión de las pautas del "otro". La integración es un proceso para evitar que la interferencia cultural degene en conflicto.

El concepto trabajo no es algo etéreo y neutro con una significación única y universal, sino que, sobre todo, es un concepto cultural que adquiere significación propia dentro de cada sistema y distintas connotaciones si se le enfoca desde la economía, la sociedad, la política o la religión. Lo mismo ocurre, evidentemente, con conceptos que están inmersos o relacionados íntimamente con el trabajo tales como: salario, disciplina, horario, esfuerzo, herramientas, propiedad de la producción, jerarquía, cualificación, etc. Son muchos los ejemplos relacionados con la diferente interpretación de estos conceptos, que van desde problemas que pueden afectar a la estabilidad de las plantillas de trabajadores, ligada a la diferente concepción de retribución periódica, al ahorro y a la seguridad, a la aparición de enfermedades profesionales por la inadaptación entre el sistema productivo y los hábitos alimenticios.

A su vez, las pautas culturales influyen directamente en el proceso migratorio. Para algunos grupos emigrar es un modo "natural" de trabajar. La emigración es estable en el tiempo, pero no en el individuo, ya que el trabajo de uno es reemplazado por otro siguiendo unas complejas redes de afinidad (tanto de parentesco como geográfica). Para muchos de los migrantes económicos, el hecho de ir a trabajar a países europeos supone una solución temporal a una situación de desempleo o de dificultades económicas y, por eso, siempre se

piensa en el retorno, aunque al final pasen el resto de su vida en el país de inmigración, pero rechazan o, mejor dicho, mantienen fuertemente sus pautas culturales debido a su idea de volver a su lugar de origen.

La legislación también es el resultado y el reflejo de un sistema cultural. Por eso, toda legislación migratoria tiene un doble valor, por un lado el puramente instrumental de regular y otorgar legalidad a las distintas posibilidades de establecimiento del trabajador extranjero y por otro un fuerte valor sociocultural, pues los "papeles" plasman físicamente una identificación en el seno de la sociedad. La más evidente es la consideración de legalidad o ilegalidad, (concepto que traspasa su valor jurídico) pues tiene un importante peso simbólico en el status social y en el contacto entre los grupos, tanto para el individuo como para la sociedad, facilitando o dificultando la integración. La correspondencia simbólica del permiso de trabajo o tarjeta de residente está marcando no sólo una diferencia legal, sino también un reconocimiento implícito de igualdad e integración por ambas partes.⁴

3.2 *El empleo y la exclusión*

La antítesis de integración es exclusión. Por desgracia, la exclusión es un problema que esta tomando un inquietante protagonismo y dimensión, sobre todo, en países que se caracterizan por disponer de amplios sistemas de cobertura social, creándose lo que se conoce como la fractura social.

Las persistentes altas cifras de trabajadores desempleados está destruyendo un tejido social cuya urdimbre integradora es precisamente una caracterización simbólica del trabajo que está atravesando procesos rápidos de transformación. La complejidad de las nuevas pautas valorativas para diferenciar empleos deseables de empleos rechazables, la incorporación de la mujer en igualdad de condiciones de empleo – con su transmisión a los roles familiares –, la influencia de las nuevas tecnologías, etc, en una palabra, la dimensión sociocultural del trabajo implica directamente factores de integración o exclusión que afectan a todos los individuos. Por ello, el empleo, entendido como la resultante de relacionar trabajo y salario, se convierte en una pieza clave, aunque no única, para traducir a términos socioculturales el mayor o menor grado de integración del individuo, y si esto afecta a los trabajadores autóctonos, más aún lo hace a los trabajadores extranjeros. Según un estudio sobre la integración de los jóvenes de origen extranjero "los cambios ocurridos en el mercado de trabajo han modificado profundamente el lugar de la mano de obra extranjera en el proceso de producción, provocando cambios en las estrategias de inserción de los trabajadores procedentes de la inmigración" (Feld y Manço, 1993, p. 130).

⁴ En la legislación española de extranjería hay un aspecto que resulta verdaderamente curioso, tanto por su importancia como por su discrecionalidad y vaguedad. Me estoy refiriendo al artículo 8.3 del Real Decreto 1119/86, que otorga a los funcionarios consulares la capacidad para valorar las "posibilidades de adaptación a la vida española" de los que solicitan el visado. ¿Cómo valoran esto?, ¿En qué datos se basan?

La mayoría de los inmigrantes ocupan puestos de trabajo que son rechazados por los nacionales, lo que indica escasos ingresos y/o condiciones muy duras de trabajo, y suponen un punto de partida desfavorable para la integración. En ese terreno también compiten con cierto número de trabajadores autóctonos que por razones de falta de cualificación profesional, necesidades económicas o menor grado de integración social se resisten a aceptar la competencia de los extranjeros en el mercado laboral. Esto puede explicar el hecho, aparentemente contradictorio, de que habiendo un elevado número de desempleados se recluten inmigrantes y, a la vez, se produzcan actitudes hostiles hacia estos. Generalmente cuanto menos nivel de competencia laboral se establece con los trabajadores extranjeros, mayor es la proporción de aceptación de estos y a la inversa (Solé, p. 102).

Por tanto, el tipo de empleo del inmigrante va a llevar implícita la situación económica, el status social (y legal), el nivel formativo, etc, lo que fija de un modo bastante nítido y representativo el lugar que ocupa en la escala social y el nivel ("necesidad") de integración, tanto para él individualmente como para la colectividad donde se ubica. Para Sabagh (1993, p. 285) los inmigrantes de un status elevado que se mantienen al margen de las redes de empleo específicas de los grupos étnicos tienen más fácil la asimilación. Esto conduce a plantear la siguiente cuestión: ¿Si todos los trabajadores extranjeros no se encuentran en la misma situación de marginación, de quiénes estamos hablando cuando pensamos en procesos de integración de los inmigrantes?

3.3 *¿Para quiénes la integración laboral?*

Cuando se habla de integración de inmigrantes, una duda que puede estar en el aire es si se puede considerar a todos los trabajadores extranjeros como inmigrantes sujetos y objetos de procesos de integración o esto va a depender de las características culturales y laborales del inmigrante.

Trabajador extranjero no siempre es sinónimo de inmigrante en términos de procesos de integración, pues estos suelen estar pensados esencialmente para aquellos que poseen cuatro características basadas en aspectos a) temporales [permanencia muy prolongada o incluso vitalicia], b) culturales [sistema de referencias diferente al del país de recepción], c) económicos [bajo y/o precario nivel económico] y d) situación laboral [modo de acceso al empleo y sector donde se sitúa].

De nuevo es pertinente hablar del concepto de clase y no exclusivamente del de nacionalidad. En clases económicamente fuertes, la nacionalidad no va a ser un inconveniente muy significativo. Estas características étnicas se harán patentes según vayamos bajando en la escala social.⁵

Hay una serie de emigrantes para los que la integración no es considerada indispensable. Por ejemplo, cuando a pesar de ser extranjero este se encuentran

⁵ Esto se manifiesta de un modo muy gráfico en algo tan representativamente cultural como el lenguaje, y así se emplea popularmente el término "moro" o "arabe" no tanto para diferenciar características étnicas sino para diferenciar status económico.

ya integrado en el medio cultural – las fronteras políticas no siempre son culturales. Para éste tipo de trabajadores extranjeros, la integración se suele limitar a aspectos legales relacionados con su condición de “no nacional” y por tanto la igualdad en el mercado de trabajo puede establecerse mediante la adopción de medidas legales que amparen el trato igualitario. A otro tipo de trabajadores extranjeros la integración simplemente no les interesa o no la ven necesaria por diversas razones, habitando dentro de una especie de “burbuja” que les aísla. Esto suele ocurrir cuando las implicaciones medio laboral-medio social no son necesariamente dependientes, y ocurre entre trabajadores extranjeros de alta cualificación, (científicos, funcionarios destacados en el exterior) o por cuenta propia (artistas, deportistas de élite, etc). Son “los invisibles” (Böhning, 1992). La diferencia radica en que estos generalmente pueden optar e irse si la integración social les resulta problemática, mientras que el migrante laboral puro y duro no tiene esta opción.

4. El peligro de la etnización en el mercado de trabajo

¿Hay empleos para “nosotros” y empleos para “ellos”? ¿Hay trabajadores que son específicamente contratados en tal o cual empleo por su nacionalidad? La respuesta afirmativa a estas cuestiones nos da a entender que hay una situación de división étnica o grupal del mercado de trabajo como consecuencia de prejuicios culturales generados por el contacto, así como por la propia estructura de un mercado de empleo con superabundancia de demanda y que tiende a seleccionar entre trabajadores altamente cualificados o, por el contrario, seleccionar a aquellos, entre los que se encuentran los inmigrantes, que aceptan condiciones de empleo precarias, con un alto índice de temporalidad y movilidad. Estas características podrían desembocar en una etnización de determinados sectores o empleos – aquellos que son rechazados por los trabajadores autóctonos – que resulta extremadamente peligrosa en términos de integración, pues conduce a apuntalar definitivamente una valoración social negativa de los trabajadores extranjeros.

4.1 Causas de la etnización

Tomando como base las teorías de Martens y Denolf (1993) sobre la estratificación étnica del mercado de trabajo, diremos que ésta se da por:

1. La regulación institucional del trabajo de los extranjeros y la política coyuntural del empleo. Los mercados de empleo para autóctonos y extranjeros están separados de raíz, incluso antes de poder entrar en contacto, por el simple hecho de que el reclutamiento de trabajadores extranjeros se realiza tras una petición formal y concreta de empleo.⁶ No pueden acceder al mercado de trabajo

⁶ Además, en España sólo se pueden contratar inmigrantes en sectores donde los nacionales no padezcan desempleo.

sin permiso y, una vez dentro, ciertos permisos de trabajo van a limitar su movilidad profesional y geográfica. Esto hace que muchos pasen de una situación legal a otra irregular. "Hay que tener en cuenta el carácter marginal del retorno voluntario y el hecho de que el inmigrante, cuando no puede renovar su permiso de trabajo y residencia opta por quedarse en el país de forma clandestina" (Caritas, 1995, pp. 13-14).

Las formas de acceder al empleo (redes de contratación, sectores o profesiones cerradas para uno u otro grupo) refuerzan la división étnica de la estructura laboral. Hay empleos sólo para los trabajadores autóctonos (por ejemplo, en la administración pública)⁷ al igual que hay otros con una sobrerrepresentación de inmigrantes (trabajo doméstico, venta ambulante, recogida de fruta, etc) que responderían a una "economía étnica" (Sabagh, pp. 285-288). Para este autor, la economía étnica es una vía alternativa a la economía general, bien a través del autoempleo o bien a través de redes de acceso al empleo propias de los grupos étnicos.⁸

2. La lógica de la acumulación de capital y la explotación del trabajo. El empresario no ignora la posibilidad de contratar mano de obra extranjera que le puede resultar más barata. "La sustitución de autóctonos 'caros' por extranjeros 'baratos' será tanto más efectiva cuanto que (1) la diferencia de salario es importante a igual calificación y (2) la diferencia salarial puede ser mantenida en el tiempo" (Martens y Denolf, p. 50). Ciertas resistencias de las bases sindicales hacia los trabajadores extranjeros tienen su origen en el papel que los inmigrantes pueden jugar en ésta sustitución de mano de obra nacional. Además, las características de la oferta de los trabajadores extranjeros, generalmente con un perfil profesional más débil que el de los trabajadores nacionales, producen una especie de diferencia de "calidad" que "legitimaría" la contratación de los inmigrantes en trabajos de menor entidad y, por lo tanto, peor pagados.

A esto se le puede añadir la discriminación laboral como reflejo en el mundo del trabajo de los prejuicios socioculturales que existen en el medio social (no por causas laborales "objetivas" [formación, idioma, etc]) como consecuencia del "ejercicio arbitrario del poder del empresario que tiende a considerar a las categorías étnicas como inferiores y a tratarlas como tales" (Martens y Denolf, p. 52). Respondería a frases como "estos son todos unos vagos", "están acostumbrados a trabajar así" o "en su país los tratan aún peor".

3. La segmentación del mercado de empleo. El encasillamiento en empleos primarios, secundarios e irregulares afecta claramente a los grupos socialmente más débiles. Diversas pruebas prácticas realizadas dentro del proyecto de "Lucha contra la discriminación de los inmigrantes y las minorías étnicas en el mundo

⁷ La administración pública se ha mostrado en España como una de las vías de movilidad socio-laboral más activa en los últimos decenios.

⁸ Una cuestión importante que plantea Sabagh es la de por qué algunos inmigrantes se decantan por el autoempleo (en EE.UU los coreanos, iraníes y cubanos), mientras que otros no lo hacen, (por ejemplo, los mexicanos). Se han propuesto distintas teorías para explicar este fenómeno, incluyendo la disponibilidad de capital económico y social y las experiencias preemigratorias.

del trabajo” que el Servicio de Migraciones para el Empleo de la OIT ha llevado a cabo, muestran como existe una discriminación real entre trabajadores nacionales y extranjeros a la hora de la contratación, aunque ambos tuvieran las mismas características profesionales (Bovenkerk, *et al.*, 1995; Goldber, *et al.*, 1995 y Colectivo IOE, 1995). La segmentación del mercado de empleo produce una clasificación de los trabajadores en débiles y fuertes⁹ a la hora de situarse en el empleo, de la que los inmigrantes parecen no poder escapar a pesar de su nivel de cualificación o competencia profesional, restringiendo las posibilidades de acceder a trabajos en igualdad de condiciones que los nacionales.

En la situación de inferioridad en el mercado de empleo que tiene los inmigrantes no juegan los factores de formación profesional, capacidad y habilidades para llevar a término una determinada actividad, sino las características étnicas como es el color de la piel, o políticas como es la situación legal y la carencia de ciudadanía. Estas dos últimas pueden ser variadas, en teoría, en el curso del tiempo por acciones de gobierno o por la lucha de las minorías étnicas en pro de sus derechos. En cambio el color de la piel o el país de origen no son factores que puedan cambiarse por la acción individual o colectiva de una persona o grupo de individuos. Este es el fundamento de la discriminación social que acompaña a la discriminación en el mercado de trabajo (Solé, p. 106).

4.2 Consecuencias de la etnización

Las tres causas apuntadas pueden ayudarnos a entender como se va fraguando una situación poco propicia para la integración social y laboral de los trabajadores extranjeros, pues se van a mantener las diferencias y a reproducir, que no mejorar, las condiciones de vida y trabajo de los inmigrantes.

La consolidación de este modelo, donde prima la variable étnico/cultural en y para el empleo tiene, entre otras, estas graves consecuencias:

(A) La creación de compartimientos estanco en el mundo del trabajo, lo que implica el riesgo de que determinados grupos étnicos se inserten siempre en los empleos de más baja cualificación, en los más precarios y/o en los que se desarrollan en peores condiciones laborales.

(B) Limitación de la movilidad laboral. Ese encasillamiento perjudicaría la movilidad laboral contribuyendo a desechar criterios objetivos de selección para estos trabajadores y acentuando, con la lógica simplista de los “hechos consumados” y la “legitimación de las estadísticas”, los prejuicios discriminatorios basados en el origen o en las características culturales o físicas.

(C) La contribución a la creación de “ghettos” laborales. Plasmadas las dos consecuencias anteriores en la realidad, la creación de “ghettos” étnico/laborales sería inevitable, con su lógica incidencia en el sistema sociocultural, lo que resultaría nefasto para el contacto y la integración, pues no haría otra cosa que

⁹ Basada en las “tres A”: ascendencia, acento y apariencia (Stalker, 1994, p. 100).

aumentar los tópicos negativos hacia los inmigrantes y consolidar la barrera de la diferencia y la discriminación.

4.3 El problema específico de la integración de las segundas y terceras generaciones de inmigrantes

Podría pensarse que con el paso del tiempo, la prolongación del contacto ira borrando poco a poco el conflicto cultural que sufre el inmigrante, de suerte que sus hijos o sus nietos tras pasar por la escuela y poseer la nacionalidad y las referencias culturales del país de recepción estarán definitivamente integrados. Si esto fuera así de simple, sería cuestión de esperar a las segundas y posteriores generaciones para que se pudiera dar por finalizado el proceso; pero la realidad no parece responder a este planteamiento, al menos en la mayoría de los casos, ya que el lugar que ocupa el inmigrante económico en la escala social, no sólo va a dificultar su propia integración, sino que, de algún modo, hipoteca la de sus hijos (Frances Carbonell i Paris, 1995). Se constata un mayor fracaso escolar entre los hijos de inmigrantes que entre los de los autóctonos, a pesar del papel integrador que juega la escuela como agente de aprendizaje de las normas vigentes en la sociedad receptora y, entre ellas, del lenguaje como herramienta de comprensión y comunicación. Esto puede deberse de nuevo tanto a problemas culturales que afectan a la escolarización y al desarrollo curricular (mayor absentismo, falta de ayuda de la familia en la formación, diferencias de género, conocimientos lingüísticos, etc), como a problemas de pertenencia a las clases más desfavorecidas (necesidades económicas de las familias, centros de enseñanza "periféricos" y con menos medios cualificados.).

La pertenencia a un grupo diferente surgido de la emigración va a pesar como una losa y les va a conducir a una situación de discriminación donde no parece tenerse en cuenta los hechos objetivos (cualificación profesional). El hijo o nieto de inmigrante tiene que demostrar muchas más cualidades que el hijo de un autóctono para conseguir los mismos resultados. Sólo los más fuertes, los más decididos y preparados consiguen progresar en la escala social. Esto fractura o adultera el proceso de integración de las generaciones posteriores, al tener interiorizada una doble pertenencia cultural (con predominio de la cultura de recepción). La pertenencia a "nosotros" es sentida íntimamente por el individuo, pero lo que no es tan fácil de cambiar son los apellidos, el color de piel o los rasgos físicos que denotan el origen. Ser hijo de inmigrantes es acrecentar las incertidumbres vitales de la relación entre afiliación y filiación (Dahoun, 1995).

Si bien es cierto que puede haber una movilidad que les permita mejorar en comparación con sus padres o abuelos migrantes, pues el conocimiento de la cultura del país de inmigración y la formación general y profesional les van a permitir cambiar, el medio laboral y social en el que se circunscriben les conduce, al margen de las excepciones, a tener menos posibilidades de ascenso en las estructuras laborales que los autóctonos, lo que se acentúa si existen características físicas distintas a las del grupo sociocultural dominante.

5. Conclusiones

El inmigrante es, en sí mismo, un paradigma individual de sincretismo y globalización. Vive entre dos (o más) culturas y, o bien es capaz de generar una respuesta cultural globalizadora, que suele ser de carácter sincrético y que le permite conocerse y reconocer a los otros, o bien cae en un proceso de pérdida de referentes que le conduce a la exclusión o a la anomia.

Las diferencias culturales y raciales junto a la persistencia de las desigualdades en la estructura ocupacional comportan una segmentación étnico-laboral de la población inmigrante que mantendrá situaciones de desigualdad y dificultarán seriamente los procesos de integración, pues refuerzan los límites entre los distintos grupos sociales.

Podemos resumir que en las dificultades de integración social y laboral de los inmigrantes, intervienen dos factores que están interrelacionados:

1. El factor sociocultural de la migración. Obedecería a situaciones de conflicto generadas por el contacto de los dos sistemas culturales y se reflejaría en (a) las características culturales diferenciadas del concepto trabajo (desajuste entre la idea de trabajo de la sociedad de acogida y la idea de trabajo propia de la cultura del migrante y en (b) los prejuicios y miedos que genera el propio contacto cultural. Miedo a la pérdida de referentes identificativos, miedo al "otro". Este miedo cultural refuerza los mecanismos de separación, apareciendo la discriminación y la limitación de derechos.

2. La estructura del mercado laboral, fuertemente compartimentada y excluyente. Factores como el nivel de ingresos o el tipo de trabajo desarrollado van a condicionar las posibilidades de integración.

La suma de ambos factores, cultural y laboral, van a configurar un modelo de "inmigrante" con connotaciones negativas que impedirán su inserción social y laboral en plenitud de igualdad con respecto al trabajador autóctono y que, por lo tanto, van a dificultar el proceso de integración. Además ésta etnización afecta a las sucesivas generaciones de hijos y nietos de los inmigrantes, a pesar de que estos posean una cultura sincrética donde el predominio de las pautas culturales de la sociedad de recepción vayan paulatinamente adquiriendo más importancia que las de la cultura original de sus antepasados.

Se puede afirmar que la etnización del mercado de trabajo sentencia a estos "otros trabajadores", los migrantes, a mantenerse siempre en un segundo plano. Las consecuencias sociales negativas e injustas de esta situación son fácilmente imaginables y conocidas por todos.

RAFAEL PÉREZ MOLINA
*Oficina Internacional del Trabajo,
Ginebra*

BIBLIOGRAFIA

- BÖHNING, W.R. (1992), *La integración y las corrientes migratorias en Europa Occidental*, «Revista Internacional del Trabajo», vol. 111, n. 1, Ginebra, OIT.
- BOVENKERK, F., GRAS, M.J.I., RAMSOEDH, D. (1995), *Discrimination against migrant workers and ethnic minorities in access to employment in the Netherlands*, "International Migration Papers", n. 4, Geneva, ILO.
- CARBONELL I PARIS, F. (1995), *La preparación y la inserción laboral de inmigrantes*. Estudio presentado en las jornadas "Los servicios sociales ante una sociedad multicultural", Madrid (mimeo).
- CARITAS (1995), *Inmigrantes. Propuestas para su integración*, Madrid.
- COLECTIVO IOE., PÉREZ MOLINA, RAFAEL (1995), *La discriminación laboral a los trabajadores inmigrantes en España*, "Estudios sobre Migraciones Internacionales", n. 9, Ginebra, OIT.
- DAHOUN, ZERDALIA (1995), *Les couleurs du silence. Le mutisme des enfants des migrants*. Edil. Calmann Lévy, Paris.
- DE RUDDER, VÉRONIQUE (1993), *La cohabitation pluriethnique et ses enjeux*, Critique Régionale, "Cahiers de Sociologie et d'Economie Régionales", n. 19, Nivelles.
- FELD, S. y MANÇO, A. (1993), *La integración de los jóvenes de origen extranjero*, in G. TAPINOS (dir), *Inmigración e Integración en Europa*. Barcelona, "Itinera Libros", Fundación Paulino Torras Doménech.
- GOLDBERG, A., MOURINHO, D., KULKE, U. (1995), *Arbeitsmarkt-Diskriminierung gegenüber ausländischen Arbeitnehmern in Deutschland*, "International Migrations Papers", n. 7, Geneva, ILO.
- GROENENDIJK, K. y HAMPSTINK, R. (1995), *Temporary Employment of Migrants in Europe*, Reeks Recht & Samenleving, n. 10. Katholieke Universiteit, Nijmegen.
- MARTENS, A. y DENOLF, L. (1993), *Inégalité sociale sur le marché de l'emploi: le déterminant ethnique*, Critique Régionale, "Cahiers de Sociologie et d'Economie Régionales", n. 19, Nivelles.
- MARTIN, JEAN (1983), *The development of multiculturalism*, "The Committee of Review of the Australian Institute of Multicultural Affairs", Canberra.
- MOLINA CUBILLO, E. (1984), *Identidad y cultura*. Fondo de Cultura Popular, Ed. Marsiega, Madrid.
- NECKER, LOUIS (1995), *La mosaïque genevoise*. Editions Zoé, Genève.
- REA, ANDREA (1993), *Différenciation sociale et stigmatisation ethnique*, Critique Régionale, "Cahiers de Sociologie et d'Economie Régionales", n. 19, Nivelles.
- REA, ANDREA (1994), *Les effets de discrimination du stigmate ethnique*, Critique Régionale, "Cahiers de Sociologie et d'Economie Régionales", n. 21-22, Nivelles.
- SABAGH, G. (1993), *¿Existe un modelo pluricultural americano?*, in G. TAPINOS (dir), *Inmigración e Integración en Europa*, cit.
- SANTOS, LIDIA (1993), *Elementos jurídicos de la integración de los extranjeros*, in G. TAPINOS (dir), *Inmigración e Integración en Europa*, cit.
- SOLÉ, CARLOTA (1995), *Discriminación racial en el Mercado de Trabajo*, Colección Estudios. Madrid, Consejo Económico y Social.
- STALKER, P. (1994), *The work of strangers: A survey of international labour migrations*, Geneva, ILO.
- VERBUNT, GILLES (1994), *Culture, identité, intégration, communauté. Des concepts à revoir*, «Hommes et Migrations», n. 1180, Paris.
- WAPSHERE, NATHANIEL (1994), *Le multiculturalisme australien*, «Hommes et Migrations», n. 1174, Paris.
- ZEGERS DE BEIJL, ROGER (1990), *Discrimination of migrant workers in Western Europe*. Documento de trabajo del Programa Mundial de Empleo, Ginebra, OIT.

Summary

The study deals with immigrants' integration process in western societies and the ensuing relationship between cultural and economic aspects. Receiving countries are inclined to classify immigrants according to their ethnic origins. This policy is bound to have major consequences not only on social but also on occupational level. Ethnicity deeply affects the labour-market and is responsible for a negative influence on the general integration process.

Conflicting situations, which stem from different cultural systems and social organizations, exert a powerful influence on migration socio-cultural factors. Immigrants are thus faced with an extremely fragmented and competitive labour-market. The sum of these factors, both cultural and occupational, defines a pattern of negative features which prevents immigrants from integrating, fully and primarily, into the receiving countries. Employment based on ethnicity concerns second and third generation immigrants too, in spite of socialization patterns borrowed from the host country.

Résumé

L'étude concerne le processus d'intégration des immigrés dans les sociétés européennes, ainsi que la relation qui s'ensuit entre les aspects économiques et culturels. Les pays d'accueil sont enclins à classer les immigrés selon leurs origines ethniques. Cette politique a nécessairement des conséquences majeures, non seulement sur le plan social mais également de l'emploi. L'ethnicité touche profondément le marché du travail et est responsable d'une influence négative sur le processus d'intégration en général.

Les situations conflictuelles qui proviennent de systèmes culturels et d'organisations sociales différents exercent une influence grandissante sur les facteurs socio-culturels. Les immigrés sont de ce fait confrontés à un marché du travail compétitif et extrêmement fragmenté. Les facteurs culturels et ceux qui concernent l'emploi définissent des aspects négatifs qui empêche les immigrés de s'intégrer totalement dans les pays d'accueil. L'emploi basé sur des considérations ethniques concerne également les immigrés de la seconde et de la troisième génération, et ce en dépit des modèles de socialisation au pays d'accueil.

Il convegno

“Iniziative per l’insegnamento e la diffusione della lingua e cultura italiana all’estero”

(Montecatini, 26-28 marzo 1996)

Preceduto da quattro seminari di studio continentali, il convegno “Iniziative per l’insegnamento e la diffusione della lingua e cultura italiana all’estero nel quadro della promozione culturale e della cooperazione internazionale”, organizzato dal Ministero degli Affari Esteri e dal Consiglio generale degli italiani all’estero, ha visto la partecipazione di oltre 300 tra esperti e addetti ai lavori. I lavori congressuali si sono articolati lungo tre giornate, due delle quali dedicate a relazioni tematiche e a tavole rotonde. I gruppi di lavoro, coadiuvati da esperti, hanno approfondito in maniera sufficientemente esaustiva i problemi inerenti l’ambito culturale-linguistico, proiettandoli nel quadro dell’evoluzione socioculturale in atto presso le comunità e delle politiche culturali perseguite dai paesi ospitanti. Tutto questo esige una revisione profonda dei rapporti tra pubblico e privato nella ricerca di misure atte a favorire la diffusione della lingua e cultura italiana all’estero, mentre gli operatori del settore hanno analizzato gli aspetti linguistici, pedagogici e della organizzazione culturale nel quadro delle nuove tecnologie informative e multimediali della trasmissione dell’italiano nei paesi ospitanti. Ci si è anche ampiamente soffermati sul ruolo delle scuole italiane all’estero e si è diffusamente parlato della necessità di una reimpostazione degli Istituti italiani di cultura.

Una strategia culturale innovativa comporta una ridefinizione della “cooperazione internazionale”. Essa – ha sottolineato l’amb. Gardini in apertura dei lavori – consente di realizzare sinergie tra le risorse italiane e quelle del paese ospite. Unendo gli sforzi, si possono ottenere migliori risultati in termini didattici e ridurre la divaricazione tra le nostre iniziative scolastiche e il sistema locale. È indispensabile realizzare tutto ciò senza una mobilitazione ed un coinvolgimento pieno delle collettività.

Un esame delle politiche migratorie italiane mostra come la cultura sia stata spesso usata come strumento di manovra e raramente si sia discusso sul significato di cultura italiana all’estero. Nei primi anni del ’900 è stata l’ottica nazionalistica a guidare le ipotesi di intervento in campo culturale, come si può evincere

dagli Atti del Secondo Congresso degli Italiani nel mondo, celebratosi a Roma nel giugno del 1911. Durante il ventennio fascista l'impegno culturale in ambito migratorio si trasforma in uno strumento di controllo e gestione delle comunità. Nel secondo dopoguerra si passa all'ottica dell'assistenza. La legge 153/71 non dà il via ad un nuovo approccio culturale, ma si limita a codificare uno stato di cose dove prevale una visione assistenzialistica eurocentrica della realtà migratoria per gli ovvi legami con i partiti italiani.

Nel processo di razionalizzazione delle spese – che ha portato a drastici ridimensionamenti dei corsi (agosto 1993) – si è voluto seguire la via facile della penalizzazione delle categorie più deboli – in questo caso gli emigrati che non hanno voce – sebbene portatori di chiare istanze culturali. L'interesse precipuo delle forze politiche si adagia su un'ottica dell'immediato che finisce di fatto per emarginare ancora di più le comunità emigrate. Nel frattempo si fa sempre più preoccupante la tendenza a voler investire le scarse risorse soltanto nelle capitali o nelle metropoli senza coinvolgere l'intero territorio.

Negli anni '90, tra le varie ipotesi formulate in ambito culturale, le uniche che sembrano destare un certo interesse fanno riferimento alla commercializzazione della cultura, quasi che il processo di italianizzazione all'estero debba essere valutato prevalentemente in base all'aumento di esportazioni del "made in Italy". La commercializzazione della cultura impedisce di fatto di considerare il migrante come soggetto di diritti in campo culturale.

La negazione dell'esercizio del diritto di voto attivo e passivo in emigrazione, su cui erano state riposte le speranze di rinnovamento in campo culturale ed informativo, ha reso ancora più ardua la reimpostazione di una politica migratoria e più pressante la riforma degli strumenti partecipativi, quali i Comites ed il CGIE, ormai datati e che, almeno in parte, riflettono la vecchia filosofia dei partiti italiani inclini a regolare e gestire ogni aspetto del vivere sociale e culturale anche in emigrazione. Accanto ai segnali ambigui che arrivano dalle istituzioni italiane, non si deve sottovalutare una preoccupante aria di stanca in nazioni tradizionalmente attente a politiche educative multiculturali.

Il convegno ha prospettato quindi un salto di qualità a favore e con l'aiuto della "nazione allargata", per cui non si tratta più di difendere una lingua-ghetto rinchiusa tra le mura domestiche, quasi mummificando un patrimonio, ma di tutelare una lingua e una cultura che danno senso ad una identità che si apre al dialogo. Giustamente si può allora parlare di una "cultura italiana in divenire". La lingua è il primo tramite per capire il paese e le proprie radici. Ma la riappropriazione della lingua e cultura italiane significa far emergere anche la "vocazione universale" della civiltà italiana.

Rinviando alla lettura della Risoluzione finale e dei documenti predisposti dai gruppi di lavoro, ricchi di spunti e di suggestioni, per cogliere tutta la ricchezza del dibattito, ci soffermiamo su alcuni aspetti che meritano ulteriori approfondimenti.

a) Per porre in atto una politica di investimento culturale all'estero, si deve anzitutto prendere coscienza della consistenza e della complessità delle "comunità italiane residenti all'estero". Le differenziazioni continentali o nazionali richiedono risposte diversificate ed esigono il superamento di un eccessivo eurocentrismo

che ha generato, in passato, vistose disparità negli investimenti culturali e nella distribuzione delle sedi consolari e si è di fatto rivelato perdente nella preservazione dell'italiano come lingua portante nell'Unione Europea o poco incisivo per quanto concerne una migliore scolarizzazione dei figli degli italiani.

b) Il necessario coinvolgimento degli organismi partecipativi nella nuova politica culturale non deve sfociare nel rifiuto di collaborazione o nella emarginazione di tante forze vive operanti in emigrazione quando invece l'insegnamento della lingua e della cultura italiana ha saputo catalizzare l'interesse di numerose energie, alcune delle quali riportate in pubblicazioni curate in occasione del convegno,¹ sperimentazioni purtroppo vistosamente ignorate al convegno dai rappresentanti eletti dell'emigrazione. Accanto ad organismi rappresentativi, non di rado in conflitto con enti gestori "privati" o "semipubblici", opera un volontariato composto da italiani, oriundi e italo-fili che da tempo si sono staccati dai vecchi schemi di partiti pigliatutto.

Il prof. Campa ha fatto un breve accenno a questi operatori invisibili (famiglie e associazioni), autentici pionieri culturali e maestri anonimi, i quali hanno rivendicato una loro identità propria, accentuando l'importanza della preservazione della lingua e della cultura italiane, sebbene non le possedessero perfettamente. Il ruolo insostituibile dei genitori nella educazione dei figli dovrebbe portare ad investimenti maggiori nella formazione permanente degli adulti, ha ribadito la prof.ssa Vittoria Cesari, perché preparino i figli ad accogliere le lingue altre e comunichino loro una identità culturale forte dato che ciò è determinante per un adeguato inserimento sociale.

c) Il convegno ha riservato pochissimo spazio non solo all'analisi delle politiche culturali italiane, ma anche di quelle dei paesi ospitanti, per cui può diventare molto aleatorio il discorso, peraltro estremamente interessante, della cooperazione culturale. La necessità di unire gli sforzi, la disponibilità a lasciarsi mettere reciprocamente in questione, l'urgenza di riacordare i corsi alle persone modulandoli sulle diverse esigenze di ogni singola realtà locale, la loro integrazione nel sistema educativo locale corrono il rischio di essere vanificati se non si persegue una aggressiva politica interculturale.

¹ Delegazione Nazionale MCI in Germania e Scandinavia/ Ufficio UDEP (a cura di), *Lingua e collettività italiana in Germania (Società civile, istituzioni e famiglia: per un progetto linguistico interculturale a dimensione europea)*. Quaderno UDEP, 61-62, nr. 1-2, gennaio-aprile 1996.

L. PETRIS, G. TASSELLO (a cura di), *Emigrazione e cultura: un impegno di Chiesa*. Roma, Fondazione Migrantes, Quaderno di "Servizio Migranti", 1996.

La diffusione dell'italiano nel mondo e le vie dell'emigrazione. Retrospectiva storico-istituzionale e attualità. Con un saggio di TULLIO DE MAURO e MASSIMO VEDOVELLI. Roma, CSER, 1996.

G. TASSELLO, M. VEDOVELLI (a cura di), *Scuola, lingua e cultura nell'emigrazione italiana all'estero. Bibliografia generale (1970-1995)*. Roma, CSER, 1996.

Due periodici di emigrazione dedicano ampio spazio al tema del Convegno di Montecatini: il periodico della Consulta Regionale per l'Emigrazione e l'Immigrazione dell'Emilia-Romagna "Emilia-Romagna nel mondo. Periodico delle Comunità Emiliano Romagnole", nel numero 1 del 1996, ed il "Nuovo Oltreconfine. Periodico di critica e commenti a fatti e notizie" nel numero del marzo 1996.

d) In questa progressiva rifocalizzazione dell'impegno culturale, accanto alla centralità della persona emigrata e del suo habitat culturale – quasi un umanesimo in emigrazione – emerge un'altra esigenza che motiva le scelte culturali, non tanto e non solo per salvaguardare una lingua ed una cultura, ma per adottare una visione nuova che pone la diffusione del bilinguismo e del biculturalismo come meta di ogni investimento. È innegabile l'interesse per il recupero delle proprie radici, una specie di revival della "ethnic pride", ma occorre mettere in guardia da una operazione che corre il rischio di trasformarsi in una sterile esercitazione allorquando scompare la lingua che è veicolo della cultura.

Ma lo sguardo rivolto al futuro non deve far dimenticare le numerose ricerche portate avanti in campo storico e sociolinguistico sul tema e l'immane sforzo di centri di studio e di riviste specializzate per la raccolta documentaristica e lo studio della presenza dell'italiano all'estero: osservatori privilegiati lasciati un po' ai margini dal convegno e spesso ignorati dai delegati eletti delle comunità, mentre gli spazi di collaborazione con le università ed i centri di studio e documentazione indicherebbero possibilità davvero straordinarie.

e) Il convegno ha invocato il superamento di una visione italo-centrica che finora aveva obbligato gli operatori sul campo a vedere e giudicare tutto secondo schemi e orari italiani. La burocrazia ne esce apparentemente sconfitta, anche per l'assenza degli esperti dell'amministrazione (direttori didattici ecc.) per l'impostazione tecnica di alcuni problemi.

f) Accanto alla esigenza della formazione permanente degli adulti, riemerge l'esigenza della formazione di insegnanti idonei capaci di cogliere la complessità dell'interculturalità e di operare come mediatori culturali.

Le iniziative nell'ambito di un impegno interculturale costituiscono perciò una scelta obbligata che, nel rispetto della specificità e valore di ogni cultura, favorisce la tolleranza tra i popoli e tra le loro culture e l'accettazione dell'altro nella prospettiva di società pluriculturali dinamiche e aperte che riescono ad allontanare la tentazione del razzismo e le varie forme di xenofobia in ripresa in tante nazioni. Il processo culturale-linguistico costituisce indubbiamente un problema complesso per quanto concerne le proposte politiche, i metodi didattici da adottare e le strategie sociolinguistiche da seguire, ma è soprattutto una sfida. La regressione o l'abbandono della lingua italiana tra le comunità residenti all'estero non è solo una perdita sul piano della ricchezza personale, ma anche una sottrazione di investimento a livello internazionale.

L'impegno tra gli italiani all'estero ed i loro discendenti non deriva più quindi dal presupposto di una cultura come rifugio, ma come spinta all'alterità e all'internazionalizzazione, nell'ottica di una reciproca acculturazione. L'investimento in campo culturale costituisce ormai l'unica strategia possibile in campo migratorio perché occasione anticipatrice di una visione che supera il concetto illuminista di nazione, ormai inadeguato al nuovo modo di essere e di operare in ambito interculturale. Va maturando una attenzione nuova per i diritti culturali degli italiani residenti all'estero e dei loro discendenti che elimini una volta per tutte la concezione che aveva relegato l'emigrato a mero oggetto di assistenza,

da abbandonare non appena superato lo stato di precarietà. Per questo "il convegno sostiene l'urgente necessità della definizione di un progetto organico di politica culturale che sia parte effettivamente integrante della politica estera dell'Italia", come afferma la Risoluzione finale.

La comunità culturale italiana fuori d'Italia è una grande risorsa per tutta l'Italia, "una ricchezza insostituibile per la crescita della società civile" (Risoluzione finale). Ma queste dichiarazioni di principio stentano a trovare riscontro nel sistema Italia, dove si respira un provincialismo asfissiante di confini, non solo geografici, che ha portato alla rimozione dalla memoria collettiva della storia dell'emigrazione italiana ed è quindi incapace di utilizzare il giacimento culturale di italianità diffuso ovunque per internazionalizzare maggiormente l'Italia.

Si riscontra un altro esempio di oscuramento esaminando le iniziative promosse nel semestre italiano di presidenza europea, il cui filo conduttore dovrebbe essere la riflessione sull'identità culturale dell'Europa, nell'intento di avvicinare le giovani generazioni al progetto di costruzione europea. Il ruolo delle "culture emigrate" viene del tutto ignorato.

Un'ultima riflessione. Il concetto di "sinergia", che ha dominato i moltissimi interventi congressuali e che ha attivato numerose speranze per un futuro culturale diverso tra gli italiani all'estero ed i loro discendenti, non è stato applicato a tutti gli organismi attivi nel settore. Il convegno ha palesemente ignorato i contributi di associazioni, di Missioni Cattoliche Italiane e della stampa di emigrazione quali preziosi veicoli di lingua e cultura italiana nel mondo. Tullio De Mauro e Massimo Vedovelli in un saggio sulla *Diffusione dell'italiano nel mondo e le vie dell'emigrazione* avevano fatto cenno "all'immenso e capillare influsso della Chiesa di Roma che fin dai primi anni del Cinquecento ha adottato il toscano-italiano come sua seconda lingua ufficiale, accanto al latino, e che per secoli e anche nei decenni a noi più vicini, ha trasformato i suoi seminaristi, preti, suore, frati, prelati, in agenti promotori di latinità e italianità in tutti i paesi in cui ha potuto liberamente operare".

Occorre essere consapevoli che in passato, ha ricordato il prof. Vincenzo Cappelletti, l'Italia è stata rinnovata dagli esuli. Fa senso allora la definizione dell'italiano come lingua della speranza e del desiderio (R. Campa) e della cultura italiana, come prodotto di una nazione che guarda alla persona umana, che non rifiuta la storia e le persone (V. Cappelletti). È per questo che c'è "bisogno di Italia".

La Risoluzione finale del convegno termina così: "Il convegno dà mandato al Consiglio generale degli italiani all'estero di promuovere l'adozione dei necessari strumenti legislativi e farsi carico della implementazione delle richieste contenute nella presente risoluzione e nei documenti che ne fanno parte". Si tratta di un test di verifica del grado di incisività dei Comites e del CGIE presso le comunità che essi rappresentano.

GRAZIANO TASSELLO

Cultura e scuola italiana all'estero.

Riflessioni e proposte a margine del convegno di Montecatini

1. Dopo i convegni intercontinentali sull'informazione per le comunità italiane all'estero tenutisi a New York, a San Paolo e a Berlino tra il 1994 e il 1995 è giunto finalmente, *dulcis in fundo*, il tempo della cultura, della lingua e della scuola. Questa è almeno l'idea del convegno (Montecatini 26-28 marzo 1996) sulle "Iniziative per l'insegnamento e la diffusione della lingua e cultura italiana all'estero nel quadro della promozione culturale e della cooperazione internazionale" voluto dal Ministero degli affari esteri (Mae) e dal Consiglio generale degli italiani all'estero (Cgie). Ma forse non era proprio di un convegno che necessitavano le problematiche connesse alla diffusione della lingua e della cultura italiana all'estero, quanto invece di un'appropriata decisione legislativa alla luce di quanto fin qui già ricorrentemente ed ampiamente dibattuto, a cominciare dalle riflessioni emerse nel corso del sempre attuale convegno di Urbino del 1983, della I e II conferenza nazionale dell'emigrazione (Cne) e dall'analisi di studiosi e tecnici del settore.¹

Comunque sia, ben venga ogni ulteriore approfondimento, ma si eviti con cura ogni inutile celebrazione di facili verbalismi non mirata ad una illuminata e lungimirante riforma globale del settore, secondo una visione integrata e promotrice di sinergie tra lingua, cultura e scuola. A considerare le deleghe, i coordinamenti e la tipologia dei partecipanti tanto alle riunioni preparatorie svoltesi a livello di paese e di continente che al convegno stesso di Montecatini c'è, tuttavia, almeno da restare perplessi. Come si è potuto pensare di poter giungere a stilare proposte tecniche adeguate, competenti, equilibrate e nell'ottica di una visione globale e integrata della lingua, della cultura e della scuola italiana all'estero se la stragrande maggioranza dei partecipanti erano rappresentanti degli enti gestori, delle associazioni, degli organismi elettivi che non hanno, salvo rarissime eccezioni, una competenza linguistico-culturale specifica?

¹ MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI, *Atti del convegno "La riforma della normativa italiana in materia di scolarizzazione dei figli degli emigranti e suo raccordo con le strutture della scuola e della cultura italiana all'estero"*. Roma, Istituto poligrafico dello stato, 1983.

2. Che la cultura sia l'anima di un popolo² e che la lingua sia lo strumento del pensiero³ pare non vi sia alcun dubbio. La cultura è anzi "il motore e il regolatore della crescita umana",⁴ né si può pensare vi possa essere sviluppo autentico senza cultura.⁵

Anche l'Onu ha dovuto riconoscere, dopo i radicali fallimenti registrati dai tre decenni delle Nazioni Unite per lo sviluppo, lanciati fin dal 1960, come la cultura sia la variabile strategica di qualsiasi equilibrato processo di crescita e come la negligenza della cultura porti diritto al fallimento di qualsiasi tentativo di promozione umana. E non a caso, su sollecitazione dell'Unesco, l'Onu ha proclamato il decennio 1988-1997 il *Decennio dello sviluppo culturale* - peraltro passato quasi inosservato in Italia e nel resto del mondo - con l'obiettivo di riconoscere alla cultura, ai fattori umani e agli aspetti qualitativi dello sviluppo la loro centralità e preminenza sociale.

È proprio l'appartenenza culturale di ogni persona ad una comunità che determina, positivamente o negativamente, la relazione che l'individuo può avere con il Sé, il mondo e la società.⁶ Si pensa cioè ad una nozione di identità culturale che riprende il concetto di cultura vista come "sistema organico condiviso che funziona da orizzonte di riferimento iniziale e imprescindibile per l'individuo" e che può permettere alla persona, partendo dal complesso di elementi propri e distintivi di ciascuna sociocultura, di giungere alla costituzione dell'identità personale quale risultato di processi educativi consci e inconsci.⁷ Ove, in altre parole, per cultura si intende, secondo la visione elaborata dall'Unesco in particolare con la Raccomandazione n. 27 della Conferenza mondiale sulle politiche culturali tenutasi in Messico nel luglio-agosto 1982, l'insieme dei tratti distintivi, spirituali e materiali, intellettuali ed affettivi, che caratterizzano una società o un gruppo sociale, che comprende, oltre alle arti e alle lettere, i sistemi di vita, i diritti fondamentali della persona, i sistemi di valori, le tradizioni e le credenze.⁸

È fuor di dubbio, come confermano anche i più recenti studi di sociolinguistica, che la relazione cultura-linguaggio rivesta un'importanza fondamentale nella costruzione di un equilibrato processo di sviluppo della persona. Il linguaggio è infatti "il più potente mediatore di orientamenti di pensiero culturalmente

² A. B. MISKÉ, *Lettre ouverte aux élites du Tiers Monde*. Parigi, Sycomore, 1981, p. 44.

³ *Nuovi programmi della scuola elementare*, Dpr n. 104 del 12.2.1985, in G.U. n. 76 del 29.3.1985.

⁴ E. PISANI, *La main et l'outil. Le développement du Tiers Monde et l'Europe*. Parigi, Laffont, 1984.

⁵ T. VERHELST, *Des racines pour vivre. Sud-Nord: identités culturelles et développement*. Parigi, Duculot, 1987.

⁶ UNESCO, *Guide pratique de la décennie mondiale du développement culturel - 1988-1997*. Parigi, 1987. Per un ulteriore approfondimento si cfr. pure: F. LAZZARI, *Alcune riflessioni su cultura, lingua italiana, identità. Il caso dell'area francofona*, «Studi Emigrazione», 99, 1990.

⁷ M. TERESA MOSCATO, *Verso una pedagogia interculturale*, «Dirigenti e Scuola», 3, 1989, p. 8.

⁸ UNESCO, *Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Messico 26 luglio - 6 agosto 1982*, «Problème et Perspectives», Doc. Clt-82/Mondialcult.

condivisi",⁹ è il veicolo principale per la trasmissione della cultura essendo "creatore e organizzatore dell'esperienza" e "sistema di comunicazione che usa suoni o simboli con significati arbitrari ma strutturati".¹⁰

D'altra parte, come dimostrano gli studi di Bernstein e di Sapir-Whorf, la natura della lingua influenza ogni attività mentale. Nel suo risultato individuale essa sembra dipendere dalla relazione esistente tra codici linguistici e ceto sociale, tra socializzazione e sviluppo cognitivo, tra linguaggio e strutturazione del pensiero. Ne deriva cioè che il linguaggio, oltre ad essere uno strumento del pensiero, è anche un organizzatore cognitivo dei dati dell'esperienza, un mezzo per stabilire rapporti sociali, un veicolo di esperienze razionali ed affettive, di sentimenti, pensieri, emozioni, ecc.¹¹

3. Ma se lingua e cultura sono unanimemente riconosciute come fondamenti strategici nella formazione integrale di una persona, cosa dire del fatto che lo Stato italiano non è in grado di darsi strumenti legislativi adeguati e capaci di garantire spazi linguistico-culturali autentici ai suoi "cittadini che vivono il mondo" o ai discendenti di chi ha lasciato l'Italia o ancor più semplicemente a chiunque abbia interesse e piacere ad apprendere la lingua e la cultura italiana.

Si crede che il convegno sulla lingua, la cultura e la scuola all'estero potrà dire di aver raggiunto il suo obiettivo se saprà porsi come una definitiva occasione per la predisposizione di un testo di legge onnicomprensivo, un testo unico insomma, sulla lingua, la cultura e la scuola italiana e le sue istituzioni all'estero; istituti italiani di cultura compresi.

Molti dei risultati dipenderanno ovviamente anche dal tipo di partecipazione voluto al convegno. Non c'è infatti molto da sperare se non sarà dato spazio e ascolto anche agli esperti e agli operatori del settore (docenti, presidi e direttori didattici, ispettori tecnici, direttori degli istituti italiani di cultura, Ministero della pubblica istruzione, ecc.). Si giungerà alle solite conclusioni già conosciute, ma totalmente insoddisfacenti sul piano dei risultati e degli obiettivi.

D'altra parte è anche vero che sul piano teorico e dell'analisi dei bisogni, delle aspettative e delle motivazioni, tutto, o quasi, è stato detto: esperti e tecnici, operatori e utenti hanno ripetutamente illustrato le loro analisi. ora basterebbe la volontà di tradurle, con intelligenti e rigorose soluzioni operative e organizzative, nella quotidianità.

Se i dibattiti e la partecipazione sono la base della democrazia – e un convegno può essere certamente uno dei canali privilegiati – è pur vero che l'incapacità di far discendere da questi appropriate soluzioni operative, eque e lungimiranti, può uccidere qualsiasi democrazia, anche la più matura. È insomma tempo di uscire da meccanismi di potere, che la storia e l'intelligenza hanno evidenziato come non più sufficienti (se mai lo possono essere stati), per concentrare forze e coraggio su soluzioni concrete e aperte e comunque realmente rispondenti ai bisogni veri dell'utenza e ai principi della professionalità e della qualità.

⁹ M. TERESA MOSCATO, *op. cit.*, p. 8.

¹⁰ N.J. SMELSER, *Manuale di sociologia*. Bologna, Il Mulino, 1987, pp. 217-218.

¹¹ *Nuovi programmi della scuola elementare...*, cit.

4. L'applicazione della legge n.153/1971 ha evidenziato nel corso degli anni tutta una serie di gravi limiti, già peraltro presenti al momento della sua approvazione.¹² Essa nacque più con i lineamenti di una legge ritardataria che con quelli di una legge anticipatrice: si fondava infatti su una visione di un flusso migratorio in continua crescita, esplosivamente manifestatosi negli anni Cinquanta e Sessanta, in provenienza soprattutto dall'Italia del Sud, gracile culturalmente e sprovvisto di formazione professionale. In realtà, già dai primi anni Settanta, le cose erano cambiate e oggi tale visione è decisamente anacronistica, essendoci un saldo vicino a zero tra rimpatri ed espatri e un'emigrazione che per il 50% non dura più di un anno, oltre ad essere soprattutto fatta di cervelli e funzionari, di scienziati, tecnologi e studenti.¹³ Prima si parlava di un'emigrazione di necessità oggi invece si tratta di un'emigrazione per lo più specializzata e tecnica, di un'Italia potenza mondiale tanto a livello culturale che economico e sociale.¹⁴

Non è inutile dire – almeno per evitare di ripetere gli errori passati – che alcuni “difetti congeniti” della legge n. 153/1971 hanno pesato fortemente sulla sua applicazione. Ci si riferisce alla totale separazione tra gli strumenti da essa creati e quelli predisposti dal R.D. del 12 febbraio 1940, n. 740, all'eccessiva uniformità e rigidità degli interventi che non tenevano conto delle specificità socio-storiche ed economiche della nostra emigrazione nel mondo, alla sproporzione tra i problemi da affrontare e i mezzi disponibili, all'incertezza sui fini stessi da perseguire (inserimento nel paese d'accoglienza nella prospettiva di una valorizzazione della cultura di origine o di quella del paese di arrivo? Della stabilizzazione o del rientro in patria?), ai criteri sommarî e contraddittori inerenti la scelta almeno di una parte del personale docente,¹⁵ all'omissione di un'azione

¹² Per praticità di discorso si continuerà a parlare di legge n. 153/1971 benché il Decreto legislativo n. 297/1994 l'abbia incorporata nella sua *Parte V - Scuole italiane all'estero*.

¹³ G. LUCREZIO MONTICELLI, *In ulteriore contrazione il movimento migratorio italiano*, «Dossier Europa Emigrazione», 6, 1989.

¹⁴ Parte del presente intervento riprende e sviluppa quanto già evidenziato dallo scrivente in *L'altra faccia della cittadinanza. Contributi alla sociologia dei processi migratori*, Milano, Franco Angeli, 1994.

¹⁵ Fino al 1981 l'invio all'estero del personale docente e direttivo veniva predisposto sulla base del T.U. n. 740 del 1940 prima, e della legge 215 del 1967 dopo, cioè previo colloquio; la destinazione all'estero restava comunque affidata alla decisione discrezionale del Mae. Con la legge n. 604 del 1982, Titolo I, al predetto personale veniva invece richiesto di superare una prova scritta inerente argomenti professionali svolta in lingua italiana, una traduzione scritta dalla lingua straniera alla lingua italiana ed infine una prova orale in lingua straniera ed italiana su argomenti professionali riguardanti gli aspetti della funzione docente o direttiva esercitata in territorio metropolitano o estero (cfr. D.M. 24 maggio 1985). Successivamente la prova di traduzione scritta veniva soppressa e mantenuta solo nella prova orale (cfr. D.M. 28 settembre 1988). Dal 1994 l'ulteriore modifica ha previsto la somministrazione di una decina di domande scritte in lingua straniera, di espansione, sviluppo, sintesi e comprensione di un testo e la solita prova orale (cfr. D.I. 28 luglio 1992 e D.I. 22 marzo 1993). Resta sempre in vigore il R.D. n. 740 del 1940 che prevede per l'amministrazione, in caso di urgente necessità, la possibilità di ricorrere al comando annuale previo colloquio di idoneità. Sempre la legge n. 604/1982, Titolo II, immetteva in ruolo *ope legis* tutto il personale docente assunto in loco con un incarico a tempo indeterminato o a tempo determinato (Cfr. artt. 8 e 9 della legge n. 604/1982) da consolati, enti

adeguata del Mae e di un coinvolgimento incisivo del Ministero della pubblica istruzione, all'aver affidato ad enti ed associazioni (e il più delle volte senza i pur minimi supporti, selezione e formazione) il compito di diffondere la lingua e la cultura italiana all'estero.¹⁶

Tuttavia la legge n. 153/1971, nel suo orientamento prevalentemente indirizzato al sostegno degli italiani emigrati e al mantenimento dei loro legami con la madrepatria tramite iniziative assistenziali e scolastico-educative, trova un superamento, almeno per i quindici paesi membri dell'Unione europea, nella direttiva del 25 luglio 1977, n. 486. Essa prevede un'istruzione obbligatoria, biculturale e bilingue per i figli degli emigrati che devono integrarsi nella cultura e nella lingua del paese di arrivo senza cessare di identificarsi nella lingua e cultura del paese di origine.

Con essa si fa un salto di qualità, almeno sul piano teorico e delle buone intenzioni, in quanto prevede:

a) l'inserimento gratuito nel sistema formativo dello stato ospitante dei figli dei lavoratori migranti originari di uno degli stati membri dell'Unione, tramite l'insegnamento della lingua ufficiale e di ogni altro sostegno necessario per il soddisfacimento dell'obbligo scolastico;

b) la formazione iniziale e continua dei docenti chiamati a impartire il predetto insegnamento;

c) la promozione, da parte dello stato ospitante in cooperazione con lo stato di origine dell'emigrante, dell'insegnamento della madrelingua e della cultura del paese di origine.

Si tratta sicuramente di un messaggio morale, culturale e politico di grande valore e valido per qualsiasi migrante, sia esso comunitario o extracomunitario.

Non va tuttavia negata la resistenza di alcuni stati membri dell'Ue ad applicare la direttiva. Si pensi alla situazione inglese, lussemburghese, belga ove non è assolutamente facile avere la reale disponibilità delle autorità locali per l'attuazione di corsi integrati di lingua e cultura italiana nelle scuole di loro competenza, per non dire della non ancora superata difficoltà, per tanti figli di italiani, di raggiungere i più alti gradi dell'istruzione e quindi della realizzazione

ed associazioni. Inutile rilevare, visti i criteri selettivi a suo tempo adottati (né poteva essere diversamente dato che si è preteso far selezionare il predetto personale da chi, consoli e cancellieri, non aveva le competenze per farlo), il generale modesto livello di conoscenze metodologico-didattiche e della lingua italiana possedute. Personale che ha potuto effettuare l'anno di prova all'estero - cosa mai accaduta - e che di proroga in proroga ha potuto altresì restare all'estero fino al minimo pensionabile o passare ad insegnare in Italia. Si è così giunti all'assurdo che il Mae italiano ha potuto selezionare, meglio e per conto del Mpi, il personale docente che lo stesso Mpi avrebbe poi dovuto assorbire nei propri organici. Tutto ciò appare almeno kafkiano a chi abbia ancora un pò di senso di realtà. E comunque sia, come osserva molto opportunamente L. Palozzi, l'effettiva durata del servizio all'estero sembra essere inversamente proporzionale alla quantità e alla selettività delle prove d'esame e dei concorsi sostenuti (L. PALOZZI, *Il personale della scuola all'estero*. Roma, Bonacci, 1993).

¹⁶ Si veda in particolare il lucido e ancora attuale intervento di S. VALITUTTI, *Relazione sull'eventuale riforma della legge 3 marzo 1971, n. 153*, in MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI, *op. cit.*

socio-professionale. Si pensi in particolare alla situazione scolastica degli italiani in Svizzera e in Germania, ma anche in Belgio o in Gran Bretagna,¹⁷ in cui la percentuale di insuccesso scolastico raggiunge livelli elevatissimi.

Un discorso a parte va fatto per la Francia in cui, a fronte di una presenza simbolica della nostra lingua attivamente ma surrettiziamente scoraggiata dalle autorità scolastiche locali, i corsi di italiano,¹⁸ nell'ambito dell'awio dell'insegnamento delle lingue straniere nella scuola elementare francese, saranno almeno in parte trasformati da corsi Elco (enseignement de langue et culture d'origine), finora impartiti nell'ambito della legge n. 153/1971, a insegnamenti opzionali di lingua viva, in conseguenza di uno zoppicante accordo culturale italo-francese firmato nel 1993, con la promessa che saranno poi i francesi a farsene carico.¹⁹

Comunque sia e al di là degli accordi più o meno rispettatisottoscritti dai diversi paesi, non si può dimenticare che nell'esperienza di mobilità umana la lingua è uno degli elementi identificatori più importanti e che il suo mantenimento esprime la volontà di *originalità* rispetto alla società ospitante oltre a permettere in pari tempo di salvaguardare l'identità personale, sociale e l'auto-stima della persona.²⁰

¹⁷ F. LAZZARI, *Lavoro nero e integrazione socio-culturale dell'immigrato*, «Dossier Europa Emigrazione», 5, 1986; A. ACCARDO, *L'insuccesso scolastico dei bambini italiani in Germania*, «Dossier Europa Emigrazione», 2, 1992.

¹⁸ F. LAZZARI, *Un'opportunità di cooperazione culturale tra Francia e Italia*, «Cultura e Solidarietà», 13, 1992.

¹⁹ Ci si riferisce alle circolari dell'allora ministro dell'educazione nazionale Jospin n. 89-062 del 6 marzo 1989 e n. 89-141 del 14 giugno 1989 inerenti rispettivamente «la sperimentazione controllata dell'insegnamento di una lingua straniera nella scuola elementare» e «il programma indicativo di attuazione». Va comunque osservato che in Francia l'italiano, al pari di altre lingue che non appartenevano al gruppo Elco (enseignement de langue et culture d'origine: le lingue degli immigrati), è gradualmente inserito nelle scuole elementari in continuità con la lingua insegnata nel collège (scuola media) competente territorialmente. Va però detto che di collèges che impartiscono l'insegnamento della lingua italiana ce ne sono pochissimi in Francia per cui, in ottemperanza ad un perfetto circolo vizioso cartesiano, anche alle elementari la lingua italiana non viene prevista.

²⁰ L'approccio educativo interculturale presenta ormai una grande messe di studi teorici e di azioni concrete grazie anche all'impegno: dell'Unesco, che a partire dal 1972 con la Risoluzione n. 1142 dedicava un Programma agli emigrati e approvava una Raccomandazione agli stati membri perché si adoperassero per la creazione di una *Carta dell'emigrante* a garanzia dei suoi diritti di uomo e di cittadino. Carta poi definitivamente approvata dall'Onu il 18 dicembre 1990 come *Convenzione internazionale sulla protezione dei diritti di tutti lavoratori migranti e delle loro famiglie*, del Consiglio d'Europa che tra l'altro approvava nel 1961 la *Carta sociale europea* e nel 1970 la Risoluzione n. 35; avviava inoltre un'ampia azione di cooperazione culturale tra cui si possono ricordare i diversi contributi offerti con i progetti condotti dal Conseil de la coopération culturelle (*L'éducation interculturelle. Concept, contexte et programme*, Strasburgo, 1989; *L'interculturalisme: de l'idée à la pratique didactique et de la pratique à la théorie*, Strasburgo, 1986; *L'interculturalisme: théorie et pratique*, Strasburgo, 1987; *L'interculturalisme et l'éducation*, Strasburgo, 1987; *Identité culturelle des immigrants et travailleurs étrangers dans cinq villes européennes*, Strasburgo, 1981; *Pistes pour activités pédagogiques interculturelles*, Strasburgo, 1989 - sussidio particolarmente utile a insegnanti e educatori; *Interculturalité et éducation*, Strasburgo, 1987; *La culture immigrée dans une société en mutation. L'Europe multiculturelle en l'an 2000*, Strasburgo, 1983); dell'Ocde (Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico) e dell'Ue, ecc.

5. È tuttavia oltre modo certo che la legge n. 153/1971 non può più rispondere, con gli strumenti e la filosofia di cui è dotata, alle esigenze della nostra emigrazione europea, nord o sud americana, australiana, ecc. Una riforma va realizzata con assoluta urgenza.

Numerosi sono i contributi offerti a tal proposito, e da più parti: dal già citato convegno di Urbino del 1983, dalla seconda (ma anche dalla prima) conferenza nazionale dell'emigrazione del 1988, dalle diverse amministrazioni dello stato e figure professionali che operano tra mille difficoltà in emigrazione, dagli italiani che vivono il mondo e, sempre più spesso con impazienza, dagli stessi stati interessati alla mobilità italiana che si aspettano interventi scolastici, culturali e linguistici, coordinati, coerenti e capaci di rispondere alle aspettative culturali e linguistiche di tanti loro cittadini di origine italiana.

Lo richiedono la lingua e la cultura finora trascurate da politiche caratterizzate ancora da troppa improvvisazione, demagogia, estemporaneità, mancanza di obiettivi, di risorse umane e finanziarie adeguate, di autonomia e flessibilità gestionale, di controlli e verifiche, di affidabilità; ove, anzi, l'attuale normativa e organizzazione amministrativa sembrano volutamente pensate per impedire l'azione anche degli operatori più volenterosi e decisi. Lo richiedono soprattutto la fiducia nell'uomo – nell'uomo capace di inventare il suo futuro – che fa della cooperazione con l'altro e della comprensione dell'altro il terreno di costruzione della convivialità delle differenze, in un'autentica e reciproca promozione e valorizzazione.

Di fronte ad una crescente domanda mondiale di lingua e cultura italiana²¹ – fatto spontaneo e/o conseguente a evoluzioni socio-storiche di molti paesi – l'Italia resta quasi sempre a guardare per povertà di mezzi finanziari, ma soprattutto di organizzazione, di competenze e ancor più di scelte politiche e gestionali. Chi conosce il mondo diplomatico italiano (gestore di fatto e contro ogni buon senso di queste politiche) sa bene che non è considerato prestigioso occuparsi di scuola, di lingua e di cultura, di emigrazione e di questioni sociali: simili incombenze non sembrano in effetti accelerare la carriera di un "consigliere".

Se le povertà italiane non permettono di dare un effetto moltiplicatore alle potenzialità numerose della nostra lingua, ancor più grave è la situazione in quei paesi in cui vi sarebbe bisogno di un intervento attivo, di accordi bilaterali chiari, dignitosi ed energici, tanto a livello scolastico-universitario che linguistico-culturale. Emblematico è a tal proposito l'esempio francese in cui, nel 1992, appena il 2,12% degli allievi studiava la lingua italiana nelle scuole francesi contro il 40% di studenti italiani che, spesso costretti da vincoli burocratico-sindacali nostrani, dovevano studiare il francese. Una situazione simile potrebbe sicuramente conoscere una rapida soluzione – e questo vale, con le dovute specificazioni, per qualsiasi paese del mondo – se a livello parlamentare, governativo e ministeriale si tentasse di stabilire leggi e accordi bilaterali di reciproco sostegno e sviluppo delle lingue implicate senza complessi di inferiorità.²²

²¹ E. LEVINAS, *Humanisme de l'autre*. Parigi, Fata Morgana, 1972; E. LEVINAS, *La traccia dell'altro*. Napoli, Pironti, 1979; F. LAZZARI, *L'italiano lingua europea*, «Dossier Europa Emigrazione», 6, 1991.

²² F. LAZZARI, *Alcune riflessioni...*, cit.

6. Come hanno chiaramente sottolineato la II Cne e i recenti convegni intercontinentali sull'informazione,²³ dev'essere definitivamente acquisito che le collettività italiane nel mondo sono oggi generalmente profondamente integrate oltre ad aver raggiunto buoni livelli culturali e professionali nei paesi di accoglienza. Pertanto nei riguardi di queste comunità se già era incongruente offrire negli anni Settanta una mera assistenza scolastica ai sensi della legge n. 153/1971, a maggior ragione oggi queste provvidenze appaiono fuori contesto socio-storico, uno sperpero inutile, oltre ad essere molto spesso illegittime sul piano normativo.

E comunque questa resta sempre un'offerta troppo modesta rispetto alla domanda che viene dall'estero; richiesta di qualità, di cultura, di informazione da e per l'Italia, di mass media attenti agli italiani nel mondo, di comunicazioni interuniversitarie, di accordi culturali, di promozione e di scambi tra scuole, tra professori e tra studenti, ecc. in un'organizzazione ben strutturata e capace di suscitare e gestire sinergie e fatti, avvenimenti e analisi.²⁴ "Strumenti più flessibili e meglio adattabili ai problemi delle diverse aree e un legame più organico - nel senso che si è cercato di dire - con le politiche di promozione della lingua e della cultura italiana all'estero, non possono che essere alla base di un intervento coerente e coordinato nel settore" dell'istruzione, della cultura e della formazione professionale.²⁵

Non assistenza, ma investimenti promozionali in grado di legare in ampie sinergie cultura e lingua, commercio e finanza, turismo e affari, arte e industria, interscambio e conoscenza.

Maggiore vigore e mezzi dovrebbero quindi essere dati a interventi di promozione e di sostegno quali borse di studio, scambi tra università, scuole, associazioni professionali e istituzioni di punta nei settori più diversi.

L'organizzazione di servizi centrali e periferici e di banche dati in grado di rispondere a semplici, ma strategiche, richieste di documentazioni e di materiali illustrativi sull'Italia (pressoché introvabili benché richiestissimi, ma quel che è peggio è che non si sa bene a chi rivolgersi per ottenerli visto che ad occuparsene in teoria sono in tanti), di informazione sulle borse di studio, sui percorsi formativi e sui curricula universitari e di specializzazione, sugli stage in azienda, sui materiali di insegnamento linguistico e culturale, sugli interscambi tra scuole e gruppi professionali e associativi, ecc.

Le parole d'ordine dovrebbero essere continuità e sistematicità nelle relazioni. Con i borsisti stranieri o oriundi italiani che soggiornano in Italia, ma anche con quelli italiani che si recano all'estero, sarebbe quanto mai opportuno, per esempio, mantenere stretti contatti facilitanti relazioni di interscambio che po-

²³ Per una sintesi ragionata delle conclusioni emerse dai convegni sull'informazione per le collettività italiane all'estero tenutisi a New York e a San Paolo si cfr. F. LAZZARI, *Informazione e cultura per gli italiani che vivono il mondo*, «Studi Emigrazione», 118, 1995.

²⁴ Per una più ampia riflessione su cultura, lingua, mass media, e informazione cfr. F. LAZZARI, *Informazione, partecipazione e lingua, tra sinergie possibili e contraddizioni reali*, «Dossier Europa Emigrazione», 1, 1995.

²⁵ CSER, FILEF, ISTITUTO SANTI (a cura di), *I problemi attuali dell'emigrazione italiana con particolare riferimento alla sicurezza sociale*. Roma, Cnel, 1991, vol. II, p. 11.

trebbero successivamente toccare anche gli ambiti occupazionali, produttivi, commerciali, finanziari e professionali, tessendo una fitta rete di reciproca conoscenza e di interazione nei settori più diversi. L'aver infatti vincolato l'erogazione di contributi in denaro – e spesso cospicui – a enti che organizzano corsi di lingua e cultura, da una parte prosciuga il bilancio dello stato senza tuttavia offrire, a causa di loro peculiari incapacità, un adeguato ritorno e dall'altra impedisce di fatto agli stessi uffici scolastici dei consolati e agli istituti italiani di cultura di sostenere, in un più interessante e maturo quadro di partnership, altre iniziative autoctone e quindi non inquadrabili negli ambiti della legge n. 153/1971, spesso di maggiore competenza e potenzialità.

Appare infatti in tutta la sua assurda incongruenza che si abbia oggi una legge – la fatidica legge n. 153/1971 – che permette di offrire ai soli cittadini italiani la possibilità di frequentare i corsi di lingua organizzati dalle associazioni e finanziati con contributi Mae, quando anche il più sprovveduto degli osservatori esterni sa che di italiani di passaporto ce ne sono ben pochi e comunque non così concentrati da giustificare l'organizzazione di corsi a loro riservati, anche secondo quei numeri minimi previsti dal Mae. Per cui si distribuiscono a pioggia contributi che si sa non raggiungeranno mai l'obiettivo previsto dalla legge e nello stesso tempo si impedisce, di fatto, agli oriundi e agli autoctoni di utilizzare queste opportunità. Per questi ultimi dovrebbero infatti operare gli istituti italiani di cultura, una specie in via di estinzione, oscillante, a seconda delle congiunture astrali o di pseudorisparmio, tra la soppressione e l'allargamento repentino.²⁶

Adattamenti amministrativi da parte del Mae della legge n. 153/1971 sono stati tentati attraverso disposizioni bizantine, che permettono di ammettere ai predetti corsi, che già abbiano raggiunto un minimo di 12 allievi (o di 8 se pluriclassi), oriundi e autoctoni. Ma questi sono numeri impossibili se appena si conoscono le statistiche e la storia della nostra emigrazione.²⁷ In Europa come in Australia o in America Latina la realtà di cui si parla è costituita da circa 60 milioni di oriundi e da appena 4-5 milioni di italiani; ove, tra l'altro, sono proprio gli oriundi, a partire spesso dalla terza-quarta generazione, o gli autoctoni che dimostrano interesse per la nostra lingua.

Si ha così una situazione ingestibile e che espone l'operatore di buona volontà a lavorare spesso in contesti non contemplati dalla legge, ma a viva voce richiesti dalla storia quotidiana. Bizantinismi e ritardi che sembrano inventati proprio per garantire difficoltà e fallimenti, sperpero di risorse e doppie funzioni, frustrazioni e demotivazioni, che comunque alimentano una immagine negativa dell'Italia.

Per completezza di riferimento si aggiungano, poi, l'assenza di competenza tecnica degli enti che organizzano questi corsi, i vincoli posti dai consolati mossi

²⁶ È certamente interessante sapere che nel 1994 il Mae ha provveduto ad attuare una "razionalizzazione" dei predetti istituti con la soppressione di molti posti di direttore e di addetto per poi decidere di ripristinarli nel 1996.

²⁷ Confrontasi, tra gli altri, i telegiornali del Mae n. 095/41 dell'11 gennaio 1983 e n. 095/203 del 30 gennaio 1989 confermati anche dai telegrammi n. 9483/C del 16 aprile 1992 e n. 28344/C del 31 dicembre 1994.

da visioni meramente strumentali e burocratiche, la scarsa professionalità dei molti insegnanti assunti localmente senza selezione e controllo, l'improvvisazione, la mancanza in loco di una struttura, autonoma e tecnica, che possa organizzare una formazione continua e ricorrente degli stessi insegnanti,²⁸ le contraddizioni di una funzione di vigilanza che dovrebbe esercitarsi su un personale che di fatto non gestisce, su degli enti "sprovveduti di cose scolastiche" che pretendono autonomia e indipendenza, mentre il Mae fa gestire loro in modo frammentario e farraginoso cospicue somme.

7. Necessitano invece strumenti e politiche che sappiano adeguatamente leggere realtà quali quelle:

- del Nord America in cui, a fronte di una presenza italo-americana stimata intorno a 12.100.000 persone che hanno in generale stretti interessi per l'Italia, si impone la scolarizzazione di circa 110.000 italiani di cui 45.000 in Canada e 65.000 nei soli Stati Uniti;

- dell'America del Sud in cui, a parte la scolarizzazione di circa 333.000 italiani (di cui 255.000 nella sola Argentina), una politica culturale e scolastica è richiesta con urgenza se si vuole mantenere un legame di italianità con le generazioni successive alla prima che, a causa dell'arresto dei flussi migratori, stanno inesorabilmente perdendo contatti con l'Italia;

- dell'Australia che con i circa 140.000 italiani in età scolare sta avviando l'italiano a diventare la seconda lingua australiana dopo l'inglese;

- dell'Europa in cui gli scolarizzabili sono circa 400.000 suddivisi essenzialmente tra la Francia (102.000), la Germania (90.000), il Belgio (85.000) e la Svizzera (75.000).²⁹ In Europa, comunque, l'applicazione della direttiva dell'Ue n. 486/1977 che, a parte la Germania,³⁰ è per ora ampiamente disattesa, dovrebbe comunque favorire l'integrazione linguistica.³¹

L'approvazione in tempi separati delle leggi di riforma degli istituti italiani di cultura - regolati ieri dalle leggi n. 1276 del 1926 e n. 740 del 1940 e oggi dalla

²⁸ Se per gli insegnanti di ruolo può apparire opportuna la proposta di pacchetti di attività di aggiornamento e di formazione dispensati da specialisti inviati dall'Italia e comunque all'interno delle iniziative del proposto Istituto nazionale di ricerca, sperimentazione, aggiornamento educativi per l'insegnamento e la diffusione della lingua italiana all'estero (Inrsae estero), per i docenti assunti in loco, ma anche per gli insegnanti di italiano che sempre più frequentemente, soprattutto nelle Americhe, in Australia e in Canada, le istituzioni pubbliche e private locali richiedono, necessita una struttura italiana di gestione dell'aggiornamento a livello locale in stretta collaborazione con l'Inrsae estero e gli specialisti italiani, sull'esempio anche di quelle che altri paesi europei già da tempo hanno avviato.

²⁹ CSER, FILEF, ISTITUTO SANTI (a cura di), *op. cit.*

³⁰ La Germania, che già pagava una parte dello stipendio ai docenti che impartivano l'insegnamento della lingua e cultura italiana ai figli degli immigrati italiani inseriti nelle sue scuole, dal 1994 si è assunta per intero tale onere, ferma comunque restando un'attiva collaborazione con l'Italia.

³¹ Per l'integrazione del migrante non basta ovviamente il finanziamento da parte del paese ospitante di determinate iniziative di insegnamento. Queste possono però contribuire a creare i presupposti perché si crei un clima socio-culturale, lavorativo, civile, ecc. favorevole all'integrazione.

legge n. 401 del 1990 – e delle istituzioni scolastiche e culturali all'estero regolate dalla legge n. 153/1971 – riforma ancora da venire, questa – ha permesso ancora una volta di mancare un rinnovamento globale delle politiche scolastiche, culturali, linguistiche, dell'istruzione e della formazione professionale italiana all'estero.

Pur per approssimazioni va tuttavia sottolineato, tra i tanti disegni di legge presentati, che il disegno di legge n. 1731 del 1989, diventato nel 1992 il n. 728, "si propone di coordinare l'azione in materia scolastica ed educativa in favore degli italiani all'estero con quella più generale in materia di cultura italiana all'estero, cercando di superare quel dualismo di interventi che si è prodotto con l'attuale normativa e che è stato fonte di molti inconvenienti" pur comunque sottolineando che, "mentre il presente provvedimento è finalizzato prevalentemente a soddisfare i bisogni e le esigenze delle collettività italiane emigrate", la legge n. 401 del 1990 "è diretta a proiettare all'estero l'immagine e la civiltà dell'Italia, nonché a diffondere la lingua italiana come lingua di cultura".³²

Insomma se da una parte la relazione di presentazione del citato disegno di legge è apprezzabile perché riconosce gli errori del passato, dall'altra è criticabile perché nonostante gli errori, e per di più ammessi e riconosciuti, il legislatore continua a muoversi secondo una filosofia superata, una doppiezza di fondo aggravata da una doppia dipendenza verticale e orizzontale di queste riformate istituzioni nei confronti del Ministero degli affari esteri, come è stato d'altra parte voluto dalla legge sugli istituti italiani di cultura del 1990.

Pur migliorato dai successivi e numerosi disegni di legge presentati, non sembra tuttavia si possa dire che il processo di revisione della legge, avviato ormai da più di un ventennio sia riuscito a "sensibilizzare e convincere" il legislatore sull'effettiva realtà, e quindi sui reali bisogni, di quest'altra Italia e dell'italiano per gli stranieri. Anche il successivo disegno di legge n. 812, pur di grande interesse innovativo, non raggiunge quell'impostazione organica e onnicomprensiva che solo un testo unico su tutte le iniziative scolastiche, linguistiche e culturali avrebbe il dovere di fornire, integrando e finalmente superando tutte le competenze oggi regolate dal R.D. n. 740/1940, dalla legge n. 401/1990 e dalla legge n. 153/1971.³³

³² Cfr. la relazione al disegno di legge n. 1731 "Iniziativa scolastiche ed interventi educativi in favore delle comunità italiane all'estero" presentato dal Mae con comunicato alla Presidenza del Senato il 28 aprile 1989. Altre innovazioni sono state ipotizzate dal disegno di legge n. 728 presentato al Senato il 29 ottobre 1992 che riprendeva appunto il disegno di legge n. 1731 del 1989.

³³ Decisamente innovativo appare il disegno di legge n. 812 presentato al Senato il 27 novembre 1992. Qui finalmente si ipotizza il passaggio della gestione delle istituzioni scolastico-culturali italiane all'estero prioritariamente a carico della Direzione generale per gli scambi culturali del Mpi con un contributo complementare della Direzione generale delle relazioni culturali del Mae, l'istituzione di 15 uffici scolastici diretti da personale del Mpi con funzioni dirigenziali, una commissione scientifica nazionale per l'insegnamento dell'italiano come L2, un istituto nazionale di ricerca, sperimentazione e aggiornamento educativi per l'insegnamento e la diffusione della lingua italiana all'estero (Inrsae estero) e altri interventi a livello di programmi, organi collegiali, autonomia amministrativa, esami, equipollenze, reclutamento, ecc.

Decisamente contrario all'impostazione che qui si è cercato di evidenziare appare invece il disegno di legge n. 97 presentato alla Camera dei deputati il 23 aprile 1992. Con questa proposta – forse lodevole per la filosofia che la anima – si è cercato di dare ancora una volta risposte parziali e chimeriche – nel caso specifico si tratta delle scuole bilingui legalmente riconosciute (cioè private) in America Latina – a problemi che devono essere invece affrontati in termini qualitativi, organici, strutturati e coerenti se è vero che scuola, lingua e cultura appartengono tutte allo stesso universo pur nelle loro specificità socio-geografiche.

Comunque sia, grave e portatore di perverse e squalificanti conseguenze appare l'art. 17 (ma anche i successivi) che prevede l'immissione ope legis negli organici metropolitani del Mpi di personale docente, assunto localmente dagli enti gestori privati, che abbia prestato almeno quattro anni di servizio nelle suddette scuole.

Agli stessi enti privati il Mae dovrebbe erogare, fino ad un massimo del 50% della spesa complessiva, contributi per la costruzione degli edifici scolastici oltre a contributi in denaro per materiale librario e personale.

Se assurdo era sembrato che il Mpi fosse stato obbligato ad immettere nei propri organici, in applicazione della legge n. 604/1982, Titolo II, tutto il personale assunto localmente da consoli ed enti gestori, almeno altrettanto grave appare l'iniziativa contenuta nel disegno di legge n. 97, tanto più che non sembra considerare la negativa esperienza della legge n. 604/1982. È proprio il caso di dire "basta" e al Mpi di scuotersi dal suo torpore: anche l'Italia, se lo vuole, può coniugare qualità ed efficienza, tempestività ed efficacia, coerenza ed equità.

Come si è detto, un testo unico per la lingua, la cultura e la scuola italiana all'estero sembra insomma indispensabile e urgente. Fondamentale resta ancora il contributo di riflessione e di proposte offerto dal convegno di Urbino del 1983, dalla commissione Valitutti, dalla documentazione e dalle proposte raccolte dalle rappresentanze diplomatiche e consolari, dai sindacati, dalle associazioni, dal documento finale della Il Cne, dagli operatori e tecnici scolastici e culturali, dagli emigrati, dalle regioni, dalle istituzioni della Ue, dal Consiglio d'Europa e dai diversi ministri.

8. I punti salienti di tanti sforzi che dovrebbero finalmente essere tradotti con la più assoluta urgenza in articoli di legge, possono essere così sottolineati:³⁴

– individuazione di strumenti flessibili e di azioni differenziate effettivamente in grado di rispondere ai bisogni emergenti dalle varie aree geografiche e dalle diverse situazioni socio-storiche nella triplice prospettiva dell'inserimento nelle strutture socio-scolastiche locali, dell'inserimento (o reinserimento) nel sistema socio-scolastico italiano (benché questa sia ormai una possibilità statisticamente sempre più irrilevante) in caso di rimpatrio e di supporto, rafforzamento, diffusione e conoscenza della lingua e della cultura nell'ottica della promozione culturale e di un'integrazione globale del migrante sia nel paese di emigrazione che in quello di rientro. Comunque sia va accuratamente evitato di dar vita ad

³⁴ CSER, FILEF, ISTITUTO SANI (a cura di), *op. cit.*

iniziative rigidamente strutturate: per gli italiani in mobilità, per gli autoctoni e per gli oriundi. Per la lingua e per la cultura, invece, si pensi ad una sola agenzia autonoma, indipendente e flessibile sul piano del bilancio, dei programmi, della gestione e degli obiettivi, ma ben coordinata e integrata con le altre istituzioni. Un'agenzia, in definitiva, che sia effettivamente in grado, grazie alle sue competenze e alla sua organizzazione, di offrire *à la carte* risposte differenziate a domande diverse. Si stima pertanto opportuno che le iniziative promosse dal R.D. n. 740/1940 e dalle leggi n. 153/1971 e n. 401/1990 confluiscono in un'unica struttura periferica che ovviamente dovrà giocoforza assomigliare più all'Alliance française che agli attuali Istituti italiani di cultura, più alla Consejería de educación spagnola che all'attuale organizzazione scolastica italiana. Strutture periferiche che, come ogni altra iniziativa riferita alla lingua, alla cultura e alla scuola, dipenderanno direttamente dalla Direzione generale degli scambi culturali del Mpi che opererà con propri funzionari, dirigenti, direttivi e docenti in stretta cooperazione con il Mae. A quest'ultimo ovviamente, proprio al fine di evitare doppie funzioni, non spetteranno competenze né finanziamenti in materia, ma il dovere di collaborare e di concertare e coordinare le proprie attività istituzionali con quelle del Mpi sopra menzionate. Per meglio promuovere la sua azione sul territorio tale agenzia, funzionante come "matrice", potrebbe organizzarsi, per gemmazione, in succursali e dipendenze. L'apertura di scuole e corsi privati dovrebbe sottostare al rispetto di tutta una serie di requisiti qualitativi e quantitativi la cui verifica andrebbe affidata, secondo standard che andrebbero definiti dall'autorità centrale, al Mpi tramite la nominata agenzia culturale. Alla stessa agenzia dovrà altresì essere affidata la somministrazione delle prove per il rilascio della certificazione internazionale di italiano;

- mantenimento e sviluppo di nuove forme di politica di assistenza educativo-scolastico-culturale, ma soprattutto di promozione della "immagine" Italia, tramite l'incremento delle scuole italiane statali all'estero, sull'esempio anche spagnolo e francese, ma soprattutto secondo una tipologia organizzativa capace di garantire da una parte il rigore tipico della scuola italiana metropolitana e dall'altra la valorizzazione delle iniziative private sia in termini di partecipazione che di sostegno finanziario. Favorire, da una parte i figli dei cittadini italiani residenti temporaneamente all'estero per motivi professionali alle dipendenze di imprese o di enti pubblici e dall'altra, promuovere un "avvicinamento" degli autoctoni all'Italia attraverso una proposta formativa italiana di qualità - e può essere di qualità se opportunamente gestita dal Mpi con almeno le stesse disponibilità finanziarie del Mae - che, attraverso un sistema di politiche integrate, dovrebbe quindi innestarsi nell'incontro con la cultura, la produzione, l'arte, i commerci, ecc. italiani. In pari tempo ci si dovrà preoccupare di sviluppare forme adeguate di insegnamento a distanza, almeno per le zone di più difficile intervento, oltre ad un sostegno scolastico e socio-pedagogico soprattutto nei casi di maggiore emarginazione dell'esperienza migratoria. Alle scuole italiane statali all'estero - oggi di fatto inesistenti e comunque gravemente incapaci di utilizzare, perché prive di autonomia, le immense risorse anche finanziarie offerte dalla locale collettività italiana - andrebbe data una maggiore e decisa importanza nella convinzione, sull'esempio anche di quanto fanno altri paesi europei, che il mestiere di educatore non lo si può né improvvisare né affidare

a chiunque e che il modello formativo italiano può essere una opportunità decisamente interessante e ricca di potenzialità tanto a livello primario che universitario o post-universitario. Pertanto, se lo spazio alle cosiddette scuole private potrà essere in certa qual misura comunque mantenuto, esso dovrà esercitarsi in ambiti di competenze e di ruoli ben definiti e di sussidiarietà nell'ottica anche di garantire con le scuole italiane statali comuni denominatori qualitativi, oggi peraltro di fatto generalmente assenti. Quel che si vede oggi in molte scuole private è infatti l'impossibilità da parte del personale educativo e amministrativo inviato dall'Italia (essendo una sparuta minoranza e privo di uno statuto ben definito e difeso) di incidere sulla qualità dell'insegnamento e della gestione di queste scuole, cosiddette private, che ricevono però cospicue risorse finanziarie e umane dal Mae. Detto personale si ritrova infatti combattuto tra concrete e interessate esigenze di bilancio espresse dall'ente gestore e ambivalenti ed evanescenti, nonché demagogiche, impostazioni di una politica scolastica cosiddetta biculturale e privatistica del Mae. La reale operatività di una commissione scientifica nazionale per l'insegnamento dell'italiano come L2 potrebbe altresì già dare alcune valide risposte e dei sostegni indispensabili anche a questi operatori;

- apertura delle iniziative scolastico-culturali e degli istituti italiani di cultura a tutta l'utenza che dimostri interesse per la nostra lingua e cultura: agli italiani residenti all'estero e ai loro congiunti; ai cittadini stranieri naturalizzati o di origine italiana; ai cittadini locali. Va quindi ipotizzata con la massima chiarezza una legge che riunisca coerentemente e integralmente, e in una visione sinergica e moltiplicatrice, tutti gli interventi scolastico-culturali all'interno di un'unica agenzia. All'amore per l'Italia, provenga da italiani, da oriundi o da autoctoni, vanno date risposte interpretabili più da politiche scolastico-culturali di diffusione della lingua e della cultura che da preminenti ed antiquate ottiche assistenziali. Una simile impostazione dovrebbe permettere altresì di razionalizzare finalmente e di spendere meglio le risorse finanziarie e umane disponibili - che non sono poi così modeste se oculatamente investite - anziché disperderle in uffici scolastici e in istituti italiani di cultura spesso in concorrenza tra di loro (come d'altra parte a livello centrale lo sono la Direzione generale delle relazioni culturali e la Direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali del Mae) o in enti ed associazioni che moltiplicano le spese di funzionamento e/o di organizzazione;

- rinvio alla legge quadro sulle iniziative di formazione e perfezionamento professionale, legge del 21 dicembre 1978, n. 845, che attribuisce alle regioni in territorio metropolitano, ed ora anche all'estero, competenza nel settore. Se alcune iniziative indirizzate agli emigrati potranno essere avviate di preferenza nei paesi dell'Unione europea, altre, orientate anche agli oriundi e agli autoctoni, potranno ipotizzarsi in un'ottica di formazione specialistica avanzata e di alto livello tecnologico e scientifico in collaborazione con le università e il loro Ministero, il Consiglio nazionale delle ricerche (Cnr) e altri centri di eccellenza tecnologico-scientifica italiani;

- utilizzazione di personale docente proveniente dai ruoli metropolitani previo concorso specifico per l'estero senza escludere, purché in forma controllata e ridotta, personale docente specializzato assunto in loco previe adeguate selezioni effettuate da personale competente e non dal cancelliere o console di

turno o da associazioni ed enti comunque privi di competenze specifiche.³⁵ Se la diffusione della lingua e della cultura italiana fossero affidate infatti – com'è necessario e sperabile – ad un'agenzia autonoma o comunque al Mpi, tale funzione diverifica delle competenze specifiche dei docenti assunti in loco e con contratto privato spetterebbe ovviamente a tale agenzia la quale, supportata dal proposto Istituto nazionale di ricerca, sperimentazione e aggiornamento educativi per l'insegnamento e la diffusione della lingua italiana all'estero (Inrsae estero), dovrebbe quindi organizzare un'attività di formazione pre-servizio e di aggiornamento continuo e ricorrente del predetto personale in collaborazione con enti e università tanto locali che italiani. La costituzione di un Inrsae estero parrebbe infatti quanto mai utile e necessaria oltre che coerente con tutto l'impianto di formazione, aggiornamento e ricerca metropolitano definito dagli Istituti regionali di ricerca, sperimentazione e aggiornamneto educativi (Irrsae) fin dal 1974. Finalmente lingua, cultura e scuola italiana all'estero potrebbero reintegrarsi nella rete formativa italiana e osmoticamente esprimersi, nell'unità e nella specificità, anche fuori confine. Ciò potrebbe inoltre garantire quel minimo di qualità nell'insegnamento dell'italiano oggi purtroppo del tutto assente, soprattutto laddove le assunzioni sono effettuate direttamente dagli enti gestori e dalle associazioni. D'altra parte la selezione del personale educativo di ruolo più che tentare – e spesso senza riuscirci³⁶ – di "misurare" le capacità professionali o linguistiche dovrebbe soprattutto cercare di evidenziare operatori capaci di "abitare il cambiamento",³⁷ di gestire serenamente e con competenza situazioni specifiche e differenziate dando un apporto professionale e umano costruttivo e promozionale. Va anche comunque detto che le prime sono già state valutate (e con maggiore e sicura competenza, vista la composizione della commissione) al momento dell'immissione in ruolo in territorio metropolitano e che le seconde non sono competenze preliminari indispensabili all'esercizio della professione all'estero non fosse altro che consoli e cancellieri girano il mondo senza conoscere la lingua del paese riservandosi, spesso ma non sempre, di apprendere in loco. Pare comunque doveroso sottolineare la necessità che le modalità di invio all'estero utilizzate per il personale educativo-culturale siano le stesse di quelle utilizzate per l'invio di personale dipendente da altre amministrazioni dello stato (Mae compreso) e che le condizioni di trattamento socio-economico del personale italiano all'estero siano definite in funzione del livello professionale acqui-

³⁵ Cfr. anche F. LAZZARI, *La formazione degli insegnanti che operano in zone di emigrazione in Italia e in Gran Bretagna*, «Studi Emigrazione», 86, 1987.

³⁶ Lasciano infatti perplessi i risultati dei concorsi per l'estero del personale docente e direttivo. Accade infatti che personale all'estero da 7 e più anni non superi, o superi con un voto minimo, le prove della lingua parlata nel paese in cui sta prestando servizio, mentre la stessa persona supera le prove o ottiene una votazione migliore in lingue studiate scolasticamente poco tempo e comunque senza averle mai utilizzate nella vita quotidiana. Per cui succede che persone giudicate idonee ad un primo concorso e prestati sette anni di servizio nel paese estero non riescano a superare nella stessa lingua un secondo concorso e per il quale pochi anni prima erano state giudicate idonee. Si tratta di una logica per lo meno incomprensibile: una persona può essere stimata contemporaneamente idonea e inidonea a svolgere la stessa funzione e comunque, benché giudicata inidonea potrà continuare a restare al suo posto, almeno fino alla fine del suo primo mandato.

³⁷ L. GRECO, *Abitare il cambiamento*, Milano, Franco Angeli, 1983.

sito in territorio metropolitano. Sembra infatti professionalmente e moralmente corretto che a livelli e funzioni simili potesse corrispondere una stessa remunerazione. In quest'ottica si evidenzia quindi necessario e urgente riportare l'assegno di sede percepito dal personale del Mpi in servizio all'estero a quello del corrispondente personale amministrativo e diplomatico del Mae con il superamento della marginale e ancora penalizzata – per non dire inesistente – presenza del Mpi nella gestione delle iniziative scolastico-culturali, unico vero referente – per definizione e per funzione e professionalità – realmente competente a gestire tali interventi. Appare infatti, alla luce della quotidiana decennale esperienza, improprio e inopportuno l'affidamento di tali iniziative, anche sul piano dei contenuti e degli obiettivi, all'autorità diplomatico-consolare che resta – pur sulla base delle poco incisive esperienze fin qui registrate in forza dell'art. 54 del Dpr 5 gennaio 1967, n. 200 – il provveditore agli studi all'estero, e al Ministero degli affari esteri che fino ad oggi ha preferito di fatto la burocratizzazione ai contenuti, il basso profilo alla qualità. Comportamenti amministrativi certamente impropri e mortificanti gli obiettivi culturali, ma logici nel loro approccio meramente burocratico mancando questo ministero delle competenze che appartengono invece per statuto e per tradizione al Ministero della pubblica istruzione e a quello dell'università e della ricerca scientifica.

9. Non si può infatti tacere della generale scarsa considerazione qualitativa, di obiettivi e di finalità, in cui viene relegato tutto ciò che riguarda la cultura, la scuola, la loro organizzazione e il loro personale compreso fin qui, a spregio di professionalità, competenze e ruoli acquisiti per concorso, da politiche penalizzanti e mortificanti e "giustificate" dal solo fatto di non appartenere alla "sigla" burocratica del Ministero degli affari esteri.

Non è quindi un caso se, per esempio, per il solo fatto di aver varcato i confini per insegnare all'estero (previo concorso) in un liceo internazionale, un professore di scuola media di secondo grado, contro ogni logica normativa, si vede d'ufficio declassato dal Mae a professore di scuola media di primo grado, con gravi conseguenze sul piano economico, vigendo all'estero la vecchia legislazione che prevede forti differenziazioni stipendiali tra l'uno e l'altro insegnante.

Il dirigente scolastico delle elementari subisce invece una duplice vergognosa sperequazione all'estero. Da una parte perché dopo decenni di applicazione in territorio metropolitano della normativa specifica (Dpr n. 417 del 1974 e legge n. 312 del 1980) sull'unicità della funzione direttiva e quindi della parità stipendiale, all'estero "gode" di un trattamento economico di circa il 45% inferiore a quello del collega preside. E questo per il solo fatto che il Mae non si adegua – arroganza e pigrizia sua? – alla normativa metropolitana italiana in vigore dal 1974. Ciò appare tanto più assurdo se si considera che essendo quasi sempre l'unico dirigente scolastico in servizio nella circoscrizione consolare il più delle volte è tenuto ad occuparsi di tutte le iniziative scolastico-culturali attivate a livello di scuola materna ed elementare, di scuola media inferiore e superiore e di università. Senza dire che quasi sempre, ritrovandosi, per le inadempienze del Mae, il solo operatore scolastico presente nell'ufficio, deve svolgere anche la funzione di collaboratore e di coordinatore amministrativo.

Quanto sia arretrata e fuori dalla storia l'impostazione del Mae è ulteriormente confermato dalla recente decisione del Mpi di istituire a partire dal 1 settembre 1995 *gli istituti comprensivi di scuola materna, elementare e secondaria di primo*

grado ai sensi del D.M. n. 182 del 29 maggio 1995 e circolare applicativa n. 268 del 4 agosto 1995 con a capo indifferentemente un direttore didattico o un preside.

Dall'altra parte perché, per il solo fatto di provenire dagli organici del Mpi come tutto il personale docente e Ata in servizio all'estero e pur essendo amministrato dal Mae, percepisce un trattamento economico che è inferiore a quello del corrispondente personale Mae di almeno il 50%. Per cui succede che, sempre per restare all'esempio più macroscopico, un dirigente scolastico percepisce un assegno di sede inferiore a quello di un usciere o commesso del Mae.

L'ispettore tecnico, poi, mancando una normativa che lo contempra all'estero non "esiste" come figura professionale al di fuori del territorio metropolitano e quindi subisce proporzionalmente lo stesso umiliante contraddittorio trattamento, pur essendo in Italia un dirigente superiore.

Sono questi solo alcuni esempi di sperequazioni e ingiustizie che chiariscono senza alcun dubbio l'iniquità e l'illogicità amministrativa vigente, lo sperpero di denaro pubblico che alimenta la giungla retributiva, che penalizza la professionalità, che mortifica la cultura che demotiva i migliori e che premia il corporativismo, ma soprattutto che denuncia la scarsa considerazione in cui è tenuta la cultura, innanzi tutto dal Mae ma anche dal parlamento e dal governo italiani, tipico dei paesi arretrati.³⁸

In un qualsiasi altro paese del mondo per le stesse funzioni ci sarebbe lo stesso trattamento economico e di "status", non è invece così per il Mae italiano, ove più che considerare la professionalità e la responsabilità di gestione sembrano valere criteri corporativi, o comunque imperscrutabili, erratici e iniqui, com'è fin troppo chiaramente evidenziato da un raffronto tra le tabelle annesse al Dpr n. 215 del 1967 per il personale scolastico e al Dpr n. 457 del 1991 per il personale del Mae (v. tab. 1) in servizio all'estero.³⁹

³⁸ Non va tuttavia dimenticato che per altre destinazioni estere gli assegni di sede corrisposti al personale dipendente dal Mae italiano risultano ancor più esagerati e contraddittori nonché avulsi da ogni logica produttiva e funzionale. Né può dimenticarsi che tali assegni di sede italiani sono in generale nettamente superiori a quelli pagati ai propri dipendenti da amministrazioni di altri paesi, anche più ricchi dell'Italia. Va comunque sottolineato che tale vergognosa situazione potrebbe essere rapidamente risolta con un semplice aggiornamento amministrativo dei coefficienti di calcolo dell'assegno di sede da parte del Mae. Il Mae, invece, preferisce attendere una nuova legge che, visti i tempi legislativi del parlamento italiano, richiederà sicuramente tempi biblici.

³⁹ Per incredibile che possa sembrare, le discriminazioni tra i dipendenti del Mae e quelli del Mpi in servizio all'estero non finiscono con un assegno di sede più pesante di circa il 50% per i primi. Altre e più sottili sono le vessazioni che per i secondi sono state inopinatamente ricercate. Eccone, tra le tante, un piccolo campionario:

1. *Giorni di viaggio* - I dipendenti del Mae hanno diritto, in aggiunta ai giorni di congedo ordinario, da 2 a 7 giorni di viaggio a seconda del tipo di sede in cui prestano servizio. I dipendenti del Mpi no;

2. *Trasporto masserizie* - Al personale dipendente dal Mae è consentito il trasporto delle masserizie per un peso all'incirca doppio di quello consentito al personale del Mpi;

3. *Trasporto autovettura* - Al personale dipendente dal Mpi non è concesso il trasporto dell'automobile, mentre a quello del Mae sì. Eppure un coadiutore o un cancelliere per le funzioni

Quest'ultimo ha previsto infatti, a decorrere dal 1992, nonostante la grave crisi finanziaria del paese, un aumento di spesa di 54 miliardi di lire annui per un personale Mae già fin troppo pagato all'estero. Più opportuno e doveroso sarebbe stato invece, come hanno ripetutamente proposto direttamente al presidente della repubblica e ai diversi ministri interessati alcuni direttori didattici, abbassare, proporzionalmente alla funzione svolta, l'assegno di sede del personale del Mae ai livelli dell'assegno di sede riconosciuto al personale del Mpi. Invece, proprio per evitare questo (come peraltro imposto da una necessaria e doverosa riduzione e riqualificazione della spesa del Mae che fosse in sintonia con quanto più volte rilevato anche dalla Corte dei conti), si è preferito, con la legge n. 243 del 19 luglio 1993, ridurre timidamente gli organici del personale

che svolgono non ne hanno bisogno. Bisogno ne hanno invece i docenti dei corsi disseminati in un raggio anche di centinaia di chilometri di distanza l'uno dall'altro e i dirigenti scolastici impegnati nella vigilanza ai corsi stessi e nei contatti quotidiani con i colleghi locali. Ma tant'è, secondo il Mae è il suo uscire che svolge funzioni di rappresentanza - è infatti con questa irreal motivazione che il Mae si ostina a giustificare simili assurdità - e non un dirigente scolastico o un docente impegnati quotidianamente sul fronte esterno;

4. *Assegno di prima sistemazione* - Tale assegno è previsto per entrambe le categorie di personale con la differenza che al dipendente del Mae viene corrisposta nella misura di un sesto dell'indennità personale annua che aumenta a un quinto per le sedi disagiate e a un quarto per le sedi particolarmente disagiate. Al personale scolastico e culturale viene invece corrisposto, indipendentemente dal tipo di sede, nella misura di un dodicesimo di un'indennità personale annua già inferiore del 50% a quella di un parigrado del Mae. Naturalmente perché la discriminazione sia completa, sottigliezze della "diplomazia", il pagamento delle predette competenze avviene entro i primi due mesi per il personale del Mae e tra i 12 e i 24 mesi per quello del Mpi. Al personale del Mae, ma non a quello del Mpi, spetta anche un'indennità di richiamo dal servizio all'estero, pari ad una mensilità dell'assegno di base con ulteriori maggiorazioni per famiglia e per sede (disagiata o particolarmente disagiata) che potranno arrivare fino al 150% dell'indennità di sistemazione.

5. *Adeguamento dell'assegno di sede al costo della vita* - Anche la revisione dei coefficienti di sede determinati di norma annualmente sulla base del costo della vita, del corso dei cambi e delle condizioni locali, prevede le solite discriminazioni tra le due appartenenze. Nonostante il Tar del Lazio con sentenza n. 39 del 18 gennaio 1992 abbia dichiarato "illegittime le diversificazioni della decorrenza e delle misure percentuali degli aumenti dei coefficienti di maggiorazione degli assegni di sede tra personale scolastico-culturale e personale del Mae", la forbice che penalizza il personale del Mpi ha ormai raggiunto il 25% con cospicue variazioni tra una sede e l'altra. L'incredibile è comunque raggiunto quando il Mae difende tali situazioni adducendo la funzione di rappresentanza esercitata dal suo personale. Evidentemente secondo la dirigenza di quel ministero un uscire svolge una funzione di rappresentanza che non è invece svolta da un dirigente scolastico o da un ispettore tecnico (dirigente superiore). L'adeguamento dell'assegno di sede verso il basso vede invece le due categorie di personale "compatte e unite". Se questo è il senso di equità e di giustizia di chi amministra l'Italia, come sperare che possa essere degnamente rappresentata e apprezzata all'estero? (cfr. L. Palozzi, *Il personale della scuola all'estero*, op. cit.);

6. *Carta di soggiorno* - A tutto il personale amministrativo del Mae in servizio all'estero è rilasciato un passaporto diplomatico o di servizio (a seconda della tipologia della sede di destinazione) che permette di ottenere un'opportuna carta di soggiorno rilasciata senza difficoltà dal paese ospitante. Al personale del Mpi viene invece rilasciato un passaporto di servizio che, viste le reazioni dei paesi amici, equivale al normale passaporto di cui, come cittadino, è già in possesso e che non gli sarà di alcuna utilità e tanto meno per ottenere la sua carta di soggiorno. A tal proposito si possono avere infatti le situazioni più stravaganti e differenziate e che dipendono

amministrativo diplomatico-consolare (meno 70 posti nel 1993) e drasticamente quello del personale scolastico-culturale (meno 600 posti nel solo 1993) fino alla scomparsa, di fatto, di ogni pur minima iniziativa linguistico-culturale italiana all'estero, degna di questo nome.¹⁰

Né si può ingenuamente pensare che queste iniziative, fin qui attivate utilizzando personale proveniente dai ruoli del Mpi, possano ora essere interamente trasferite ad associazioni private (tipo Coascit-Comitati di assistenza scolastica, associazioni regionali, patronati, ecc.) che non possiedono né le strutture né le competenze pedagogico-didattiche necessarie al mantenimento, allo sviluppo e alla gestione di istituzioni scolastiche e culturali che si vorrebbero prestigiose e in linea con gli standard inglesi o francesi, spagnoli o tedeschi. Né si può continuare a procrastinare un'adeguata e seria riforma del Mae con una doverosa e urgente razionalizzazione, per esempio, di tutta la rete diplomatico-consolare. Non è pensabile infatti che paesi come la Svizzera – ma molti altri ancora – abbiano una rete di 25 uffici (ed escludendo le rappresentanze italiane a Ginevra presso gli organismi internazionali) italiani tra ambasciata, consolati generali, consolati, vice consolati e agenzie consolari, mentre ci si ostina a voler rispalmare sulla diffusione della lingua e della cultura italiana.

10. Ammesso che in un prossimo futuro la citata legge del luglio 1993 permetta ancora all'Italia di praticare degli interventi linguistici e culturali all'estero, va rilevato che tanto i diversi disegni di legge finora presentati all'esame del parlamento (pur in misura sensibilmente differente) quanto la legge n. 401 del 1990 evidenziano una visione burocratica che prevale sull'autonomia e sulla flessibilità degli strumenti con un approccio alla politica culturale troppo dipendente sia a livello verticale che orizzontale dal Ministero degli affari esteri. Si tratta insomma di iniziative legislative che hanno apportato alcune novità alla normativa precedente, ma che sono prive di lungimiranza politica e di prospettive illuminate e coraggiose, capaci di andare oltre gli interessi di potere. Si deve invece prendere coscienza che il mondo, pur a wiato in un incessante processo di globalizzazione e di internazionalizzazione dei mercati, esige anche, e sempre più, una marcata promozione e tutela del diritto alla partecipazione socio-culturale e politica della società civile, sia in Italia che oltre confine;⁴¹ questo almeno nei paesi democratici e proiettati verso il futuro, impegnati nella promozione autentica di ogni cittadino e comunità.

in buona parte dall'impiegato che si incontra all'ufficio immigrazione del paese di destinazione. Il più delle volte abbandonato dal capo dell'ufficio consolare che al più si limita ad informare il paese straniero che la persona non appartiene al Mae, il malcapitato potrà ritrovarsi in possesso della stessa carta di soggiorno rilasciata agli immigrati comuni. Ma molto spesso, come per esempio succede in Francia, potrà lavorare in quel paese anche 3-4 anni senza riuscire ad ottenere un permesso di soggiorno. Ed è così che a rappresentare l'Italia si ritrovano funzionari a cui non è riconosciuto dal Mae tale incarico, illegali, privi di tutela ed esposti ad ogni eventualità se non alle effimere e ormai trentennali promesse del console e dell'ambasciatore di turno.

⁴⁰ Va detto che in termini numerici il personale del Mpi attualmente in servizio nelle varie iniziative scolastico-culturali all'estero è nettamente inferiore a quello previsto dall'organico approvato da apposita normativa.

⁴¹ F. LAZZARI, *Nuove e vecchie migrazioni tra crisi dello Stato e diritti partecipativi del cittadino*, «Studi Emigrazione», 109, 1993.

Per ora l'Italia è purtroppo ancora lontana dalle visioni culturali autonome praticate da molti paesi quali la Germania, la Gran Bretagna o la Francia che hanno intelligentemente svincolato le iniziative culturali dalla dipendenza degli organismi burocratico-diplomatici attraverso forme organizzative e amministrative proprie che collaborano strettamente a livello di obiettivi e di finalità, ma che non dipendono burocraticamente dai ministeri.

Forse l'ipotesi di un'agenzia sottoposta al coordinamento del Mpi potrebbe rispondere meglio alle esigenze evidenziate di quanto non abbiano finora realizzato le esperienze globalmente critiche fin qui gestite dal Mae in attuazione del R.D. n. 740/1940 e delle leggi n. 153/1971 e n. 401/1990. Finora l'obiettivo principale di dare sistematicità, professionalità e qualità è stato mancato anche se c'è da sperare che la sinergica direzione di una nuova concezione della promozione culturale *erga omnes* e veicolo di diffusione di un'alta immagine dell'Italia nel mondo (qui peraltro appena abbozzata), possa trovare nel prossimo futuro completo coronamento con nuove e più adeguate normative e una pratica quotidiana più culturale che meramente burocratico-dipendente o funzionale agli interessi del momento.

FRANCESCO LAZZARI

Tab. 1 - *Assegni di sede corrisposti al personale del Ministero della pubblica istruzione e del Ministero degli affari esteri in servizio all'estero (aumentati del 20% per la moglie e del 5% per ogni figlio a carico). Dati esemplificativi relativi alla Francia (1993)*

Personale Mpi - tabb. A, B, C del Dpr 215/67 e D del Dpr 614/82				Personale Mae - tab. 19 del Dpr 457/91			
Qualifica	Assegno base	Assegno di sede Francia Parigi		Qualifica	Assegno base	Indennità di servizio Francia Parigi	
III Bidello	50.000	3.221.000	3.667.000	III Commesso-autista	68.000	5.128.000	5.841.000
IV Collaboratore amministrativo	65.000	3.755.600	4.302.000	IV Coadiutore principale autista capo-commesso capo	87.000	5.807.000	6.613.000
V Coordinatore amministrativo	80.000	4.591.880	5.227.000	VI Cancelliere principale	115.000	7.540.000	8.586.250
VI Docente diplomatico	80.000	4.591.880	5.227.000				
VI Docente sc. materna-elem.	75.000	4.305.200	4.932.600				
VII Docente sc. media inferiore	89.000	4.624.700	5.263.300				
VII Docente sc. media superiore	98.000	5.092.325	5.795.500				
Direttore didattico incaricato	80.000	4.591.880	5.227.000	VIII Commissario amministrativo aggiunto	180.000	9.339.480	10.630.135
Preside sc. media inf. incar.	120.000	6.235.500	7.096.500				
Preside sc. media sup. incar.	135.000	7.014.890	7.984.000				
IX Direttore didattico	98.000	5.092.325	5.795.500	IX Commissario amministrativo	210.000	9.911.890	11.278.975
Preside sc. media inferiore	135.000	7.014.890	7.983.500				
Preside sc. media superiore	150.000	7.794.375	8.870.600				
Ispettore tecnico (dir. sup.)	120.000		7.096.500	Ambasciatore (dati al 1992)			37.286.000
				Console Generale 1ª classe	340.000		16.767.950
				Console Generale	317.000	14.526.250	
				Capo di Consolato	203.000	10.102.230	
				Capo di vice-consolato	180.000	9.545.400	
				1º segretario	195.000		11.266.860
				2º segretario	177.000		10.863.950

Fonte: elaborazione su dati Mae.

Recenti contributi sull'immigrazione in Italia

L'iniziativa del rapporto dell'ISMU è quanto mai lodevole!¹ Mentre il rapporto della Caritas di Roma si limita, per scelta precisa, alla verifica accurata e puntigliosa delle cifre, sulla base di dati rilasciati perlopiù da organismi governativi, questo rapporto, invece, ha l'intenzione di crearsi un suo spazio ben preciso, in quanto, pur non tralasciando il dato quantitativo, tenta di captare il "polso" di una realtà sociale quanto mai complessa e di far luce sul "perché", e sul "come mai" evolva la situazione a livello di immigrazione in Italia.

È un'analisi qualitativa, sulla scia di ricerche condotte dall'ISMU e da altri enti o organismi. E, per forza intrinseca, obbliga il lettore a confrontarsi con la dimensione vera e non soltanto problematica o emergenziale del fenomeno. Il rapporto viene a colmare un'esigenza sentita, sia a livello accademico come a livello popolare, cioè quella di non abbandonarsi al timore di emergenzialità quanto mai caduco, rischioso e improduttivo, che assale frequentemente l'opinione pubblica italiana. «Questa permanente "emergenzialità" – che si rinnova attraverso episodi drammatici (l'approdo dei *boat people* albanesi, l'arrivo dei profughi dell'ex-Jugoslavia, lo sgombero forzato dei "ghetti", per limitarci a quegli eventi che maggiormente attirano l'attenzione pubblica e dei mass-media) e l'acutizzarsi di fenomeni, come la prostituzione o la presenza in percentuali elevate di stranieri nelle carceri – non solo sta rafforzando la tendenza, presente peraltro anche all'estero a considerare le migrazioni prevalentemente come problema di ordine pubblico, ma ne pregiudica altresì una corretta percezione» (p. 7).

Redatto da una équipe di collaboratori della Fondazione ISMU, il rapporto comprende tre parti: la prima tratta di aspetti generali dell'immigrazione sia in Italia che in Europa; la seconda e la terza sono rivolte ad alcune aree di interesse (lavoro, scuola, salute, casa e devianza) e a tre temi, scelti e indicati come emergenti (l'imprenditorialità etnica, rimesse degli immigrati e i minori immigrati nel sistema scolastico italiano). Nella trattazione dei vari temi emerge comunque

¹ FONDAZIONE CARIPLO PER LE INIZIATIVE E LO STUDIO SULLA MULTITETNICITÀ, *Primo rapporto sulle migrazioni 1995*. Milano, F. Angeli, 1995. 333 p.

la preoccupazione di non lasciarsi intimidire dalle sfide poste dalla mobilità umana.

Concludendo il capitolo sugli aspetti e problemi statistici, dopo aver notato che finora si sia insistito sul rapporto o peso costante fra irregolari e regolari piuttosto che sull'andamento demografico, il rapporto aggiunge che la «Fondazione Cariplo ISMU ha allo studio la realizzazione di una stima dell'universo della popolazione straniera fondata su una tecnica campionaria che, permettendo di valutare la presenza straniera intorno ai centri di aggregazione degli immigrati (i nodi di una rete relazionale fitta), consenta la ricostruzione della numerosità della popolazione di riferimento» (p. 58).

È il fattore relazionale che assume un'importanza particolare quando si discute dell'accesso al sistema di protezione sociale. La marginalità della popolazione irregolare non è il risultato della mentalità o degli atteggiamenti dei soggetti che la compongono, ma è connessa con il differenziale di accesso e di possibilità di inclusione relativo ai diversi status giuridici. «È una prospettiva di tipo relazionale quella che si dimostra corretta nello studio dell'immigrazione: la "clandestinità" in sé non è infatti un attributo personale del migrante, ma l'indicazione di uno stato di relazione, relativa all'interazione tra il suo progetto migratorio e le condizioni sociali in cui è inserito, e specialmente con la politica migratoria vigente nel paese di arrivo» (p. 142).

Pur ribadendo come l'inserimento occupazionale degli immigrati sia molto più avanzato di quello socio-culturale e come i gravi problemi occupazionali italiani non siano direttamente concorrenziali con le attività svolte dagli immigrati nell'economia del paese, si osserva come l'attuale situazione di contrasto tra domanda di lavoro inevasa, blocco parziale dell'immigrazione legale, incapacità di reprimere completamente i flussi irregolari, tenda a prolungarsi causando un peggioramento delle condizioni di lavoro e di vita degli immigrati in genere.

Nonostante gli sforzi del volontariato e del privato, il quadro normativo relativo alla tutela della salute per gli extra-comunitari si presenta disorganico. Emergono discriminazioni esistenti fra cittadini italiani e cittadini stranieri presenti sul territorio nazionale. Inoltre «su scala nazionale manca un osservatorio nazionale che sia in grado di quantificare e valutare le modalità di insorgenza delle malattie e il loro grado di diffusione, specie per le malattie infettive» (p. 221).

Per il "problema dei problemi" (la casa), si afferma come, nel caso italiano, le politiche vigenti abbiano contribuito in "modo sostanziale" a costruire il problema. «Quanto all'esclusione abitativa, una valutazione complessiva suggerirebbe per gli immigrati un ordine di grandezza attorno ad almeno 200.000 persone - che significa tra un terzo e la metà del totale degli esclusi dall'abitazione» (pp. 239-240). Anche se mancano dati di ricerca sufficienti, il rapporto, per diverse ragioni, sostiene che «le condizioni abitative degli immigrati siano peggiorate in questi ultimi anni» (p. 244).

Vi sono due caratteristiche ricorrenti: il primo è l'attivazione di un mercato specifico, con il diffuso ricorso ad abitazioni precarie fino all'inabitabilità e il costo più alto pagato per alloggi di qualità analoga o addirittura inferiore. Occorre ripensare le politiche sociali e introdurre anche da noi quelle politiche "molto

sociali" che, «di fronte all'evidenza della nuova povertà abitativa, molti paesi europei vanno sperimentando da diversi anni e i cui temi proprio le associazioni e le amministrazioni locali hanno cominciato a rendere popolari anche da noi» (pp. 247-248).

Di notevole spessore è il capitolo sulla devianza e criminalità "così diffusa(!)" tra gli extra-comunitari. È in gioco, secondo S. Palidda, il rischio della costruzione di una frontiera tra integrati ed esclusi, riproponendo una separazione tra classi "laboriose" e classi "pericolose". L'analisi critica di dati generici o specifici (reati per droga) ed esperienze varie, induce l'autore ad affermare che «così come nel mercato del lavoro gli stranieri tendono ad occupare posti inferiorizzati, nelle attività devianti si situano al più basso rango della delinquenza urbana» (p. 267). La devianza è vista soprattutto in relazione a fattori strutturali (crisi del disciplinamento della società), quali la congiuntura in cui si svolge l'emigrazione e l'immigrazione. «Sono in primo luogo le difficoltà di integrazione ed i meccanismi di esclusione sociale che sembrano favorire l'approdo alla devianza di alcuni soggetti sociali. Per esempio, è nei periodi dell'affermazione e dello sviluppo della società industriale e delle urbanizzazioni di massa che si è verificata una certa recrudescenza della delinquenza ed in generale la crisi del controllo sociale» (p. 251). S. Palidda ripropone una interpretazione controcorrente della devianza come costruzione sociale, cioè come il prodotto dell'interazione tra alcuni immigrati e i fattori o attori che incidono o avviano alcuni di essi alla devianza.

Tre brevi saggi concludono il rapporto: l'imprenditorialità etnica, le rimesse degli immigrati e i minori nel sistema scolastico. Al di là del fatto che, come gli autori affermano, il rapporto non costituisca una trattazione esaustiva di un vasto e complesso fenomeno come l'immigrazione, tuttavia non si può non lodare l'iniziativa della Fondazione ISMU. Pur riscontrando qualche ripetitività nei vari esposti, dovuta al fatto che le varie parti sono state redatte da studiosi diversi, il rapporto si colloca in un campo che non ha avuto il tempo o lo spazio per trovare un suo assestamento e quindi stenta a far parte del bagaglio culturale dell'esperienza nazionale, appunto per la scarsità di informazioni e analisi esatte e approfondite. Sulla base del lavoro oltremodo pregevole ed apprezzato appena pubblicato, non rimane che esprimere un duplice augurio, e cioè che l'iniziativa non solo riceva l'appoggio e la diffusione che merita, ma abbia altresì a migliorare costantemente.

Nell'ottobre 1995 è uscita la quinta edizione del Dossier statistico curato dalla Caritas di Roma, in collaborazione con la Migrantes e con lo CSER.² Uno strumento utile, apprezzabile sotto tanti punti di vista e accolto favorevolmente – lo vogliamo proprio sperare – sia dai numerosi operatori sul campo come anche e soprattutto dagli *opinion makers*, alla ricerca della verità delle cifre che vengono sbandierate a destra e a sinistra non sempre con quella oculatezza e precisione che il fenomeno in esame (l'immigrazione) richiede.

² CARITAS DI ROMA, *Immigrazione - dossier statistico '96*. Roma, Anterem, 1995. 334 p.

La ricerca dell'onestà nel dato statistico rientra, infatti, in quel lavoro metodico, intriso di pazienza analitica, che incombe allo studioso. Nonostante le comuni disinformazioni e tendenziosità, questi deve e può far luce sulla consistenza reale, e non presunta, dei flussi in entrata e in uscita. Anche se si sono fatti dei progressi innegabili, sfortunatamente nei media a grande diffusione in Italia, si è ancora ben lontani da un apprezzamento concreto del dato statistico.

È comprensibile, di conseguenza, il grado di soddisfazione espresso nell'introduzione da Luigi Di Liegro: "abbiamo messo in circolazione il maggior numero di statistiche strutturandole organicamente, citandone rigorosamente la fonte, rielaborandole secondo l'ottica più vicina agli operatori sociali, facendola precedere dalle succinte chiavi di lettura e fornendo rapidi indici di consultazione" (p. 7).

Il valore di un dossier statistico si colloca appunto in uno sforzo di togliere realtà visibili, ma non conosciute nella loro vera entità e portata, dal pressappochismo, dalle facili strumentalizzazioni e soprattutto da condizionamenti esercitati da posizioni ideologiche molte volte preconfezionate affrettatamente. Vi sono strumenti a livello europeo che danno un ragguaglio statistico delle tendenze in atto in campo migratorio. Il presente dossier statistico si colloca a tale livello e oltre a dar forma a tutta quell'opera capillare di assistenza diretta agli stranieri da parte della Caritas e di numerose associazioni del volontariato, è caratterizzato da una puntualità ormai proprio eccezionale.

È questa forse la spiegazione di alcune inesattezze contenute nel testo, come anche dei troppo frequenti errori tipografici che potevano essere evitati con una rapida rilettura del testo. Ma questo, naturalmente, non toglie nulla all'efficacia del progetto che speriamo continui e migliori nel tempo.

È a questo riguardo che desidero offrire alcune osservazioni in merito ai contenuti e alla struttura del dossier statistico. Ritengo che il "contesto europeo e internazionale" debba essere ripensato e riformulato, evitando eccessivi sconfinamenti. La situazione internazionale, che nell'ultima edizione viene presentata con "le migrazioni nel mondo", "i rifugiati nel mondo" e "il sottosviluppo dei paesi di origine degli immigrati" potrebbe essere, a mio parere, sintetizzata al massimo. Non perché non sia importante o non sia urgente tenere gli occhi ben aperti sulla situazione mondiale, ma perché è estremamente complessa e comunque al di là delle attese legittime che anche il lettore molto esigente può richiedere da tale pubblicazione. Mentre il contesto italiano (pp. 81-271) appare stringato, convalidato da una esperienza quinquennale e armonicamente costruito, i vari capitoletti sul contesto europeo e internazionale appaiono slegati tra loro e senza un chiaro aggancio al caso italiano trattato in seguito.

Se tale pubblicazione desidera dirigere uno sguardo al di là dei confini nazionali, in tal caso sarebbe utile, a mio parere, soffermarsi sull'attualità e tendenze rilevate nel continente europeo. Sarebbe, a questo riguardo, oltremodo prezioso cogliere le somiglianze e dissomiglianze tra le varie statistiche a livello nazionale e continentale. A livello europeo vengono compiuti, infatti, degli sforzi per armonizzare la raccolta dei dati statistici.

Questo dossier statistico, unico nel suo genere in Italia, potrebbe raccogliere la sfida di una crescente e sentita necessità di armonizzare, a livello europeo, i

vari metodi e criteri con cui i dati vengono raccolti, selezionati e pubblicati, ponendo in risalto gli *optionals* che nascono da un raffronto con altre esperienze nazionali. Oltre al resto, l'utilità del dossier Caritas si caricherebbe di una dimensione e impatto ben maggiore di quello attuale. In conclusione, perché non presentare ai lettori, nella parte introduttiva, il "volto" quantitativo degli immigrati in Europa, con un breve ragguaglio sulla loro distribuzione reale e il loro inserimento socioculturale e religioso e nel mercato del lavoro dei rispettivi paesi?

Insistendo sulla realtà europea, alcuni temi rappresentano il banco di prova non solo per l'Italia al momento presente, ma per tutto il continente europeo: il movimento verso o contro una armonizzazione delle politiche migratorie, le varie manifestazioni razziste (quanti non sono coloro che negano che il popolo italiano sia razzista, nonostante le constatazioni quotidiane!), la crescente clandestinità che colpisce l'emigrante, a volte soggetto attivo, ma il più delle volte oggetto passivo di sfruttamenti organizzati, ecc... potrebbero essere delle tematiche che, nel loro aspetto quantitativo-statistico, possono far luce sulla situazione italiana e quest'ultima, di riflesso, sulla situazione europea.

Un'ultima osservazione sulla parte dedicata a Roma e al Lazio. Oramai è risaputo che i due "serbatoi" principali degli stranieri sono le due città di Roma e di Milano. Nel primo caso si tratta, essenzialmente, di una situazione di primo approdo e prima sistemazione; nel secondo caso, la metropoli lombarda esercita chiaramente un'azione di traino per quanto riguarda il pieno inserimento in attività lavorative, sia a livello dipendente che autonomo, con tutte le prevedibili conseguenze. Per la loro esemplarità di azione, di studio e di ricerca, non sarebbe opportuno un confronto ed analisi comparata delle due esperienze?

ANTONIO PAGANONI

recensioni

NINO FALCHI, *International Migration Pressures. Challenges, policy response and operational measures: an outline of the main features*. Ginevra, IOM, 1995. 49 p.

L'ambasciatore Falchi, oltre ad essere stato direttore generale dell'emigrazione e degli affari sociali presso il Ministero degli affari esteri, ha passato l'intera sua vita, anche ora "da pensionato", a lavorare per e tra i migranti.

Falchi più che uno studioso si è sempre considerato impegnato operativamente e il fatto di esserlo stato a livelli di così grande responsabilità ha accentuato il suo taglio pragmatico, evidente anche negli altri sempre pregevoli interventi. Un aneddoto può essere significativo. Qualche anno fa a Roma, in occasione del 40° anniversario dell'Organizzazione Internazionale delle Migrazioni, Nino Falchi tenne una relazione introduttiva così ricca di particolari di prima mano che l'allora ministro competente confessò con molta semplicità che mai gli era capitato, in una commemorazione ufficiale, di apprendere così tanto.

È invece proprio il piano della concretezza in cui si cimenta Falchi, con semplicità ma anche con grande competenza e coraggio programmatico. Non appesantisce il lettore con una selva di numeri o di citazioni dotte; si limita all'essenziale, quanto basta per illustrare il filo del ragionamento e l'importanza degli obiettivi. Nell'introduzione tiene a sottolineare di non aver voluto navigare nell'alto livello degli studi scientifici o in quello degli incontri ufficiali, perché entrambi, sganciati dalle prospettive e dagli impegni concreti, non hanno consentito di fare dei passi avanti e hanno lasciato incancrenire un problema che ora si presenta con aspetti di inaudita gravità! Il suo interesse è quello di partire dagli aspetti inequivocabili del fenomeno migratorio, ripresi da una bibliografia internazionale non contestabile, e di proporre linee operative che il buon senso e il ragionamento lascia intravedere come praticabili. Se non piacciono queste - precisa - se ne scelgano altre, l'importante è porsi in quest'ottica operativa propria di un fenomeno socio-economico come quello migratorio. "Queste pagine non meritano la dignità di un libro, mancando di completezza. Il loro intento è quello di costituire un inventario delle possibili soluzioni ai problemi migratori e delle loro ragioni impellenti. Queste pagine sono tuttavia il frutto di una coscienza insoddisfatta (maturata durante il lavoro svolto per e tra gli emigranti), che ravvisa il bisogno di soluzioni immediate, mentre queste vengono rimandate a tempo indefinito" (p. 7).

Commissionato dall'Organizzazione Internazionale del Lavoro, il rapporto di Falchi era inizialmente destinato ad essere presentato alla Conferenza del Cairo su Popolazione e Sviluppo di settembre 1994. Per motivi contingenti la pubblicazione è avvenuta in ritardo senza perdere minimamente d'attualità perché risponde all'esigenza, emersa al Cairo,

di ridurre la pressione migratoria e alla risoluzione n. 49/127, approvata dall'Assemblea Generale dell'ONU il 19 dicembre 1994 concernente un rapporto su migrazioni internazionali e sviluppo e la prospettiva di una conferenza internazionale sullo stesso argomento.

I grandi pregi dell'ambasciatore Falchi sono equamente divisi tra lucidità nell'analisi e sagacia nelle soluzioni, due aspetti sui quali val la pena di soffermarsi.

Le principali caratteristiche delle attuali migrazioni di massa sono:

- la notevole crescita della popolazione mondiale nell'ultimo secolo. Si era un miliardo all'inizio del secolo, si terminerà con sei miliardi e si raddoppierà verso il 2025: ciò eserciterà un'enorme influenza sui flussi migratori;

- il rapporto deteriorato tra crescita economica e occupazione. I livelli occupazionali o rimangono stagnanti o addirittura si abbassano, con un enorme aumento dei settori informali rispetto a quelli strutturali;

- la rottura dell'equilibrio tra fattori di espulsione e fattori di attrazione nella dinamica migratoria. La disoccupazione è troppo alta anche nei paesi industrializzati e tutt'al più sussiste una richiesta solo di manodopera specializzata;

- il differenziale nei salari tra Nord e Sud spesso più elevato del rapporto di 1 a 10 e non giustificato dai più bassi costi di vita nel Sud;

- la distruzione di posti di lavoro tradizionali a seguito delle nuove tecnologie, che però non hanno creato nuovi posti. Qualche autore ha parlato provocatoriamente di una società senza lavoro;

- la maggior crescita della popolazione attiva rispetto ai posti di lavoro che si riesce a creare. È questa la risultanza di alcuni dei fattori prima menzionati;

- la contraddizione tra l'innalzamento dei livelli di professionalità rispetto alle esigenze e alle condizioni offerte dal mercato di lavoro;

- l'andamento negativo nei paesi del Sud del mondo, dove la povertà continua a giocare come principale fattore di espulsione. Non aumenta il reddito pro-capite a causa dell'aumento della popolazione, diminuiscono gli investimenti esteri e anche le rimesse degli immigrati, atteso che molti di loro sono illegali.

A questo punto "siamo ad un crocevia. Le pressioni migratorie possono ancora essere contenute in proporzioni governabili, con benefici per ciascuno oppure possono essere lasciate peggiorare con conseguenze inevitabilmente drammatiche per tutti noi" (p. 18). Bisogna ricordare che nel Sud vi sono 90 milioni di disoccupati, (su 130 nel mondo) e almeno sette volte di più di sottoccupati (su 700 milioni nel mondo). Oggi annualmente i migranti sono circa 4 milioni, compresi anche i non regolari (una buona metà) i rifugiati e i loro familiari. Nei prossimi anni potrebbero diventare annualmente 10-12 milioni quelli alla ricerca di un posto di lavoro: uno su quattro disoccupati e uno su otto sottoccupati.

Nonostante tutto si può venire a capo di questa formidabile pressione migratoria attraverso tre linee di impegno:

- incrementare le possibilità occupazionali. Ciò va fatto innanzi tutto nel Sud, rivedendo l'aiuto pubblico allo sviluppo, le politiche commerciali e tariffarie, le agevolazioni agli investimenti, la rilocalizzazione della produzione, l'assistenza tecnica, l'incremento delle rimesse.

In assenza di questi aiuti il Sud non ha alcuna capacità endogena di aumentare l'occupazione.

Ma anche il Nord, che annualmente accoglie 2 milioni di migranti (750.000 USA, 200.000 Canada, 80.000 Australia, 900.000 l'Europa dei 12: dati Sopemi 1992), dovrebbe dare una mano aumentando di un quinto la sua disponibilità (altri 400.000 posti di lavoro aggiuntivi). Il sistema delle quote, coordinate a livello internazionale, può stimolare ad avere più inventiva per favorire nuovi sbocchi;

- rafforzare l'azione dell'ONU per l'adozione di politiche demografiche responsabili, rispettose della dignità delle nazioni e degli individui ma anche efficaci. Negli ultimi tempi si sono fatti notevoli passi in avanti e le prospettive sono migliori di quanto si pensi. Il tasso di natalità per donna feconda a livello mondiale era di 6-7 figli 30 anni fa, ora è di 3,6 e potrebbe scendere a 2,5 nell'arco di 10-15 anni, mentre nei paesi industrializzati è già al di sotto di 2 figli;

- collaborare tra paesi di partenza e paesi di arrivo per ridurre al minimo l'immigrazione clandestina, che genera reazioni di chiusura nelle popolazioni locali e trovare una valida alternativa nella promozione del lavoro in loco e delle immigrazioni legali, anche a carattere temporaneo. Questa campagna non significa un accanimento contro una massa di disperati, bensì innanzi tutto una lotta contro i trafficanti di manodopera, dopo che si è già agito sulle cause della pressione migratoria.

Il volume ha il pregio di mostrare, volta per volta, la fattibilità delle proposte. Ad esempio, basterebbe aumentare dello 0,1% l'aiuto pubblico allo sviluppo, per disporre di una massa aggiuntiva di 18 milioni di dollari, sufficienti a rafforzare l'intervento degli organismi internazionali con competenza in materia migratoria (ACNUR, UNPFA, OIL, OIM) e creare annualmente 300-500 mila nuovi posti di lavoro. Per le rimesse dei migranti - 71 miliardi solo quelle attraverso i canali ufficiali (stime del 1992) - si potrebbero favorire alcune risorse per lo sviluppo dei rispettivi paesi.

Ci piace concludere con le stesse parole dell'ambasciatore Falchi: "A questo punto, la cosa più importante è di lavorare ad un solido fondamento di idee concrete. Anche se venissero rigettati tutti i suggerimenti politici e operativi contenuti in questo paper, il suo scopo sarebbe stato conseguito se servisse da catalizzatore per la proposizione di migliori alternative" (p. 49). Con la speranza che non si confondano le alternative con le discussioni sganciate dalle prospettive di impegno.

FRANCO PITTAU

MARCO MARTINIELLO, *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*. Paris, Presses Universitaires de France, 1995. 128 p.

Marco Martiniello, docente all'Università di Liegi e ricercatore del FNRS belga, ha al suo attivo un eccellente studio su *Leadership et communautés d'origine immigrée* (Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1992), nonché l'ideazione e la cura, assieme a M. Poncelet di *Migrations et minorités ethniques dans l'espace européen* (Bruxelles, De Boeck Université, 1993). In questo volume (nr. 1997 della collana "Que sais-je?") si

propone di offrire una sintesi del dibattito sul concetto di etnicità. A suo parere infatti gli ultimi anni hanno riproposto con inusitata violenza il problema della convivenza di gruppi etnici, in particolare nell'Europa orientale e sarebbe quindi necessario mettere perfettamente a punto gli strumenti critici per affrontare tale questione.

Martiniello ricostruisce la genesi del concetto di etnicità, sottolineando come si tratti di un neologismo inglese degli anni '30, adottato, talvolta acriticamente, dagli studiosi francesi. Gli studiosi anglofoni lo hanno infatti utilizzato per rompere coll'idea di etnia e con tutte le teorie razziali (e razziste) a quest'ultima sottese. Per i francofoni è mancata invece questa chiarificazione e i concetti di etnia ed etnicità convivono in modo un po' grossolano. Martiniello è al contrario convinto che il concetto di etnicità debba essere definito con esattezza. A suo parere esso si può basare soltanto sulla produzione e riproduzione di definizioni sociali e politiche relative alla differenza fisica, psicologica e culturale tra gruppi, definiti etnici, che sviluppano tra loro relazioni di cooperazione, di conflitto, di competizione, di dominio o di riconoscimento. L'etnicità è dunque legata alla classificazione sociale degli individui e alle relazioni tra gruppi in una data società. Se non vi fosse contatto, ma i singoli gruppi vivessero separati, non si porrebbe nemmeno la questione dell'etnicità.

L'etnicità è quindi soprattutto un problema di relazioni e di auto-definizioni che nascono da tali relazioni. Per illustrare questa tesi Martiniello utilizza il conflitto tra serbi e croati. Non esiste, a suo parere, alcuna differenza fisica o culturale oggettiva tra i due gruppi, ma essi agiscono come se credessero nell'esistenza di tale carattere distintivo. L'etnicità è dunque una continua invenzione, una variabile della storia umana, che muta a seconda dell'evolversi di altri fattori, quali, per esempio, la dinamica delle classi sociali, il confronto tra i sessi, lo sviluppo di stati-nazione. In conclusione non si può considerare l'etnicità come un'identità data e inoltre bisogna sempre tenere conto che a livello individuale essa è largamente soggettiva.

Dopo aver definito cosa sia l'etnicità, Martiniello procede ad analizzare i principali sviluppi di tale concetto nelle scienze sociali: teorie naturaliste e primordialiste, teorie sociali (sostanzialiste e non sostanzialiste), approccio marxista. Procede quindi a sceverare i connubi tra etnicità e religione, etnicità e cultura, etnicità e nazionalismo, etnicità e razza. Due capitoli sono dedicati ai rapporti tra etnicità e classe sociale ed etnicità e sesso. Infine l'ultimo capitolo ritorna alla questione dell'Europa orientale, affrontando etnicità, conflitti e politica.

Complessivamente l'opera è molto interessante, anche se la sua ricchezza è spesso nascosta sotto un manto di freddezza scientifica che la rende a prima lettura meno fruibile di altri studi dello stesso autore. Tuttavia, se si ritorna con attenzione su quanto egli scrive, si finisce per scoprire insospettite tensioni anche in questo studio all'apparenza soltanto classificatorio. *L'ethnicité* conferma quindi che Martiniello è non soltanto uno dei migliori specialisti di questi problemi, ma che abbina un solido retroterra scientifico a una profonda passione per la materia studiata.

CLAUDE-VALENTINMARIE (a cura di), *Les états membres de la CE face à l'immigration en 1993. Rapport de synthèse pour l'année 1993: fermeture et rigueur*. Commission Européenne-RIMET. Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1995. 145 p.

Questo rapporto è stato curato dal Réseau d'Information sur les Migrations d'Etats Tiers (RIMET) che, a differenza di quanto fa il SOPEMI per tutti gli Stati dell'OCSE, si limita a rilevare quanto è avvenuto di recente nelle politiche migratorie in ciascun stato membro della Comunità e a presentare anche un rapporto di sintesi imperniato sui vari aspetti, in cui si struttura la politica migratoria. In questo settore l'aggettivo "recente" ha un significato molto relativo e si riferisce a dati dell'inizio del 1993 e ad avvenimenti svoltisi nel corso di quell'anno.

Il rapporto del RIMET è più di natura politico-discorsiva, mentre delle tabelle statistiche si occupa annualmente l'EUROSTAT con la sua pubblicazione annuale. Peraltro sarebbe auspicabile che nel rapporto di sintesi non mancassero delle tabelle riassuntive per facilitare al lettore uno sguardo d'insieme. Corrispondente per la rete RIMET è in Italia il Centro Studi Emigrazione di Roma dei Padri Scalabriniani.

La pubblicazione offre la possibilità di una consultazione politica comparativa, i cui pregi non hanno bisogno di essere evidenziati relativamente ad un fenomeno sociale che riguarda l'intera area europea. Una lettura "aprioristica", o comunque interessata, porterebbe a ricopiare l'esempio degli altri Stati nel senso della fermezza e del rigore.

Questi sono anche i due sostantivi che comprendono l'orientamento emerso in Europa nel 1993, visto che i Governi hanno in prevalenza trascurato le disposizioni in materia di integrazione e, anche per quanto riguarda la lotta contro le cause dell'esodo, si è fatto di meno rispetto al passato. Pur trattandosi di un rapporto ufficiale, non mancano gli spunti per prendere atto criticamente della tentazione, tutta europea, di "mostrare i muscoli" nei confronti degli immigrati. All'atteggiamento restrittivo dei governi (ricongiungimenti familiari, matrimoni misti, cittadinanza ecc.), anche nei paesi che prima erano più aperti, fanno da *pendant* l'interesse dei partiti a "sfruttare" l'immigrazione elettorale e l'atteggiamento dell'opinione pubblica, che nei sondaggi si rivela sempre più negativa, mentre nel contempo aumentano le reazioni di insofferenza e di razzismo. Comunque con l'immigrazione permanente occorre abituarsi a convivere, sforzandosi di vederne gli aspetti positivi e non solo sul piano demografico: infatti gli incentivi all'emigrazione di ritorno non hanno riscosso interesse (ad esempio in Olanda sono servite a pagare una semplice visita, e non un vero ritorno, nel paese d'origine). Peraltro anche i rimpatri forzati comportano difficoltà, a meno che vi sia cooperazione con i paesi di origine, al momento restii - e comprensibilmente - visto che il fenomeno migratorio non viene inquadrato in una cornice globale, che comporta anche dei doveri a carico dei paesi di accoglienza. L'unico superamento dell'ottica meramente nazionale è data da una crescente fiducia negli interventi comunitari in vista di una politica unificata, e forse ciò è avvenuto quando anche le decisioni comunitarie si sono orientate in senso restrittivo.

Leggendo più a fondo si ritrovano nel Rapporto gli spunti più interessanti, specialmente da parte italiana che non vanta una lunga esperienza in materia. Si scopre veramente che il fenomeno è comune a

tutti, anche per quanto riguarda l'immigrazione illegale e il lavoro nero, e che in fondo il fardello posto sulle nostre spalle è relativamente leggero. Il confronto più interessante riguarda l'ampio ventaglio delle misure di intervento, la cui conoscenza potrebbe consentire di attuare le scelte politiche con maggiore oculatezza. Vediamo anche che in vari altri Stati membri si pone il problema degli aspetti criminali nella popolazione straniera, con gli stessi contorni di incertezza scientifica presenti in Italia, che in tutti i paesi mediterranei è difficile affrontare i flussi clandestini e che comunque anche i paesi europei del Centro-Nord hanno iniziato con una regolarizzazione dei presenti e che si fa fatica ad attribuire ai cittadini stranieri una dimensione partecipativa anche a livello di "consiglieri comunali aggiunti" (prospettiva che inizia ad essere presa in considerazione in alcune nostre città).

L'Italia non è un paese di tradizionale immigrazione, e neppure può essere citata per la perspicacia della sua politica migratoria. E tuttavia, per la rilevanza della sua economia e per la sua posizione geo-politica, alcuni dati, quando sono disponibili (e molte volte lo sono), andrebbero sempre citati. Chi ha redatto il rapporto di sintesi ha espresso una serie di riserve solo nei confronti dell'Italia, mentre lo stesso si può dire per le statistiche degli altri paesi. Si legge infatti: "In Italia, la misura delle realtà dell'immigrazione straniera è nettamente più delicata. Tre ragioni sono generalmente accampate per spiegare questa difficoltà cronica di ottenere statistiche recenti e affidabili: la permanenza di un'importante immigrazione irregolare, il lasciar fare tradizione del governo centrale e/o delle autorità regionali e il limite tecnico dei Ministeri dell'Interno e del Lavoro nella raccolta ed elaborazione dei dati. Questa deficienza non sembra preoccupare più di tanto i responsabili, a quanto pare poco interessati a fondare la discussione e l'approvazione della loro politica su informazioni statistiche acquisite preliminarmente e dovutamente interpretate" (p. 19).

Sarebbero in tanti a qualificare i politici nostrani, in materia migratoria, come dei dilettanti scarsamente interessati a fondarsi sul dato statistico e ad intervenire con lungimiranza. Tuttavia le varie amministrazioni (in particolari Interni e Lavoro) sono senz'altro celeri nel mettere a disposizione i dati raccolti, dati che hanno dei limiti (che gli studiosi si sono da tempo abituati ad isolare e in parte a superare) e anche dei pregi per le molteplici disaggregazioni possibili. È auspicabile che la sottovalutazione dei dati e degli approfondimenti statistici sull'immigrazione in Italia, riscontrabile anche in altri rapporti a carattere internazionale, venga superata perché si tratta di dati che rivestono un grande interesse.

FRANCO PITTAU

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI - DIPARTIMENTO PER L'INFORMAZIONE E L'EDITORIA, *I media della Diaspora. Giornali, radio e televisioni dell'Italia fuori d'Italia*. Roma, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, 1995. 93 p.

La Presidenza del Consiglio dei Ministri ha pubblicato, sotto il titolo "I media della diaspora", i risultati di un'indagine condotta recentemente per avere un panorama quanto più completo possibile degli organi di informazione italiana nel mondo. All'opera, senz'altro meritevole, è stata

data ampia diffusione non solo facendo ricorso ai normali canali di distribuzione del Dipartimento per l'Informazione della Presidenza del Consiglio, ma anche attraverso l'inclusione di una copia omaggio nel settimanale "Il Mondo".

I risultati della ricerca, condotta attraverso l'attivo coinvolgimento della Assocamerestero (organismo che promuove l'attività di 58 camere di commercio italiane nel mondo), sono molto significativi e dovrebbero dare non solo un contributo alla riflessione, ma anche (e soprattutto) all'azione. Alcuni numeri possono rapidamente dare un'idea del fenomeno della stampa italiana all'estero. Le testate che hanno formato oggetto dell'indagine sono 392 e coinvolgono 2.370 dipendenti, di cui 1.318 a tempo pieno. Il 55% dell'informazione viene effettuata attraverso la carta stampata, il 38% via radio e solo il 7% a mezzo televisione. Interessanti anche i dati relativi ai principali editori che vedono in testa la Chiesa cattolica con il 7% (il 4% è dei soli Padri Scalabriniani tradizionalmente impegnati nell'assistenza agli emigrati) ed il 6% appartiene alle Camere di Commercio. Anche i dati di tendenza evidenziano un fenomeno di crescita che, a differenza dell'andamento dell'emigrazione, si è mantenuta costante dal 1950 ad oggi.

Tra i dati riportati nella ricerca c'è naturalmente spazio anche per le curiosità, come nel caso della testata più "antica", l'"Unione", stampata a Pittsburgh (Filadelfia - USA) fondata nel 1890; o come nel caso della trasmissione radiofonica più breve, "Radio Garibaldi" che dura 0,04 h/settimana (sic) nell'ambito dei programmi dell'accesso della Radio neozelandese. Nello scorrere le testate, non mancano i casi in cui gli uffici della nostra rete diplomatico-consolare sembrano particolarmente attivi, come nell'India, dove tutte e tre le testate presenti sono gestite proprio dal Consolato e dall'Ambasciata.

La ricerca può essere considerata come un aggiornamento di indagini simili effettuate in passato dal Ministero degli Affari Esteri (Direzione Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali), che però avevano sempre avuto una circolazione molto ristretta. La pubblicazione della Presidenza del Consiglio, nata da un felice incontro fra pubblico e privato, può essere considerata un tappa importante e concreta per la valorizzazione dei media italiani all'estero e, di riflesso, delle nostre collettività all'estero che sono i principali, anche sono gli unici, beneficiari. Forse proprio in tale senso potrebbero svilupparsi gli approfondimenti futuri sul tema, vale a dire cercando di individuare le caratteristiche e le tipologie del bacino di utenza dell'informazione fornita. È anche sulla base di questa conoscenza che si potranno meglio orientare le scarse risorse a disposizione. L'ampia diffusione che è stata data alla pubblicazione potrebbe, tra l'altro, favorire la raccolta pubblicitaria dei mezzi di informazione. Solo tramite tale mezzo si può prevedere un consolidamento ed una crescita sia qualitativa che quantitativa delle pubblicazioni e dei programmi radio-televisivi.

In un periodo di tagli di bilancio pubblico, è infatti improbabile che i modesti contributi finanziari ministeriali possano subire rilevanti incrementi. Ciò non significa che sul piano pubblico non si possa facilitare ed assistere l'editoria italiana all'estero, attraverso un rafforzamento delle collaborazioni già esistenti (con enti quali ANSA e RAI, ad esempio). A proposito della RAI, almeno un accenno deve essere fatto

ai programmi preparati e diffusi dal Dipartimento Programmi per l'Estero. Chiunque abbia vissuto, per periodi più o meno lunghi, all'estero conosce la difficoltà di ricevere le trasmissioni Rai irradiate nei vari continenti e ne conosce, purtroppo, anche il contenuto non sempre all'altezza delle aspettative e alle esigenze di informazione in favore di chi vuol mantenere i contatti con la madre patria. Non a caso le questioni dei media sono state ampiamente dibattute anche nel corso della Conferenza sull'informazione giornalistica e radiotelevisiva in Europa e nel Mediterraneo, tenutasi a Berlino nel luglio 1995. Proprio in quella sede è stata sottolineata la necessità di "ricercare maggiori sinergie tra i grandi organi di informazione nazionali e quelli che sono espressione delle comunità italiane all'estero".

Un'ultima osservazione va fatta in relazione agli sviluppi futuri dell'informazione in favore delle collettività italiane all'estero tenuto conto dell'avanzamento delle tecnologie, in particolare della telematica. La diffusione delle reti globali, prima fra tutte Internet, mette a disposizione delle istituzioni e dei privati un mezzo con un enorme potenziale per la comunicazione con i luoghi più lontani del pianeta, a costi contenuti. Finora solo pochi esperimenti sono stati fatti per sfruttare questi mezzi a beneficio della "diaspora" italiana. Il fatto che la pubblicazione relativa all'indagine non riporti i pochi casi di informazione disponibile in rete (alcuni dei quali possono essere rintracciati attraverso il sito dell'Ambasciata d'Italia a Tokyo - in Internet alla Pagina <http://Sun-site.sut.ac.jp/Embitaly>) costituisce una lacuna relativamente grave, che in futuro dovrà essere colmata.

BALDO STEFANI

AA.VV., *Etnia e stato, localismo e universalismo*. Roma, Edizioni Studium, 1995. 188 p.

L'opera raccoglie i contributi presentati al Convegno "Etnia e Stato, localismo e universalismo", che si è tenuto a Roma nei giorni 22-24 aprile 1993, per iniziativa dell'Istituto per le Scienze Umane Torrente-Rubino, in collaborazione con l'Istituto della Enciclopedia Italiana e d'intesa con la Société Européenne de Culture. Si tratta di un convegno, come dice nella introduzione Vincenzo Cappelletti, "convocato attorno alla grandissima figura del prof. Slobodan Vitanovic", il cieco veggente, dell'Università di Belgrado. Un convegno, ancora, che esprime l'impegno dell'Istituto a "coltivare il terreno delle scienze umane su base interdisciplinare", della antropologia, culturale e fisica, della sociologia, dell'etica, della metafisica, della teologia, allo scopo di promuovere sì gli specialismi, ma per poi ricomporli in quadri di visione oggettiva che vadano oltre i frammenti e investano delle totalità. E la formula scelta dal Convegno è proprio la dialettica degli specialismi.

In questo quadro si pongono, precedute dalla introduzione di Vincenzo Cappelletti, le relazioni, *L'ideale universalistico nella politica moderna*, di Vittorio Mathieu, *La forza e i limiti degli ideali universalistici della religione. Il "caso" cristiano*, di Bruno Forte, *Etnicità e confini. Il fattore etnico*, di Bernardo Bernardi, *Etnia e Stato nella formazione dell'Europa*, di Alberto Caracciolo, *La Jugoslavia. Alcune cause della sua*

tragedia, di Slobodan Vitanovic, *La difficile transizione in Sudafrica* di Anna Maria Gentili, *Frantumazione, unificazione e politica della cultura*, di Michelle Campagnolo Bouvier, ed i contributi alla Tavola Rotonda "L'ideale dell'universalismo: nazionalismo, internazionalismo, sovranazionalismo e nuovo localismo" di Vincenzo Cappelletti, Pietro Prini, Tullia Zevi, Saverio Avveduto, Francesco Saverio Gaeta, Michele Marotta, Slobodan Vitanovic, Bernardo Bernardi e Carlo Sini.

Il tema "Etnia e Stato, localismo e universalismo" viene trattato come un argomento particolarmente attuale per le scienze umane. È infatti il cammino dell'uomo "dalla presunta naturalezza, pura e autentica, dell'etnia, fino alle grandi costruzioni giuridiche sovranazionali". L'analisi parte proprio da concetto di etnia, che non è proprio riconducibile a uno stato puro di naturalezza ma, comunicando con un linguaggio, è subito culturale ed ha la dinamica della cultura. È quindi "proiettata verso una costruzione di se stessa in regole, ed anche verso una dialettica con altre etnie". Come spiega nel suo contributo Bernardo Bernardi, l'etnicità ha acquisito, nel nostro secolo, un valore parallelo al principio di nazionalità. Nella dissoluzione degli imperi coloniali, e nella ancor più recente dissoluzione dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, la sua efficacia è stata determinante. Una certa analogia tra i due principi di nazionalità e di etnicità esiste indubbiamente, ma non vi è identità. Infatti nel principio di nazionalità si afferma il diritto dei singoli individui e dei gruppi etnici a concorrere con la specificità delle proprie caratteristiche allo composizione di uno Stato plurietnico e unitario. Tale, appunto, dovrebbe essere la nazione: una istituzione dove le diversità culturali delle singole etnie siano rispettate e accettate. Nel principio dell'etnicità prevale, invece, il diritto alla identità etnica, per cui si afferma e si esalta la distinzione e la singolarità delle caratteristiche storiche e culturali di un gruppo quale titolo di autonomia e di indipendenza politica in contrapposizione ad ogni altro gruppo.

La legittimità dei principi di nazionalità e di etnicità è fuori discussione, si afferma in queste pagine, ma l'uno e l'altro possono essere manipolati senza coscienza e senza misura. Se sotto il pretesto dell'unità nazionale o dell'esclusivismo etnico si prevarica contro il buon diritto di altre etnie, minoranze o no, individui o gruppi, è facile scatenare persecuzioni o promuovere ingiustizie e crimini. Di essi abbonda la storia. In un mondo sempre più uno e pur sempre diverso, ognuno nell'affermare la propria identità si fa parte e partecipa dell'intesa dei popoli, ma può anche, con l'esaltazione patologica della sua stessa identità, farsi responsabile e vittima del suo fallimento.

Tutti i contributi sottolineano di fatto questo "momento", che va dalla determinatezza dell'etnia, dello Stato, della nazione verso l'accesso all'universalità. Teorico di questo momento, ricorda Cappelletti nell'introduzione, il passaggio cioè dal gruppo, che esiste in quanto tale, all'universalità alla quale esso si affaccia, è proprio il fondatore della Société Européenne Umberto Campagnolo. "Un po' tutti, conclude Cappelletti, abbiamo preso atto in questi giorni che l'etnia, diventando gruppo umano, inizia un suo cammino verso l'universalità. Di che cosa? Della proposta di valori, della costruzione di tecnici, dell'universalità di Sini, che non è poi tanto lontana, non è opposta, non esclusiva della universalità delle rivelazioni, secondo i teologi, o delle postulazioni, delle

asserzioni dei filosofi, dei chiarimenti della natura provocati dalle scienze. Tutti quanti abbiamo segnalato un cammino verso l'universalità che non è negatrice delle individualità, anzi l'individualità è un momento di una proposta di universalità, che non è mai tutto l'universale, è un momento dell'universale".

Ci sembra questo l'aspetto più qualificante, il contributo più originale del Convegno e degli atti pubblicati da Studium. Il dialogo e la convergenza tra le discipline ed i rappresentanti delle varie comunità umane presenti al Convegno, compresa la comunità jugoslava e quella di Israele. Con una presenza in più, salutata come estremamente positiva dai convegnisti. Quella, con il prof. Forte, della scienza teologica che "ha ricominciato a parlare, come è sempre stato nelle grandi culture europee, con una voce forte, incisiva, autorevole". È convinzione degli studiosi del Convegno che "abbiamo bisogno di confrontarci razionalmente sul concetto dell'assoluto, e la teologia è chiamata a offrirci le ragioni, le occasioni, il terreno di questo confronto".

Proprio presentando il "caso" cristiano, Bruno Forte ha sottolineato come anche "la pretesa universalistica dell'offerta di senso - propria del fatto religioso - potrebbe facilmente essere equivocata con una ulteriore astuzia della ragione per imporre al mondo e alla vita la propria totalità. Ecco perché un discernimento si impone: e la dialettica fra universalismo e localismo, fra pretesa totalizzante e singolarità dell'esistente, si rivela fra le più feconde per segnare l'eventuale differenza". Forte propone la "via del paradosso". Perché l'assolutezza del cristianesimo non si risolve in ideologia, e non si converta perciò in ideologia totalitaria e violenta, occorre pensare la singolarità di Cristo a partire dalla sua fondamentale paradosità: Cristo è la parola, ma anche il silenzio di Dio, è la "revelatio", lo svelarsi di quello che è nascosto ed il nascondersi di ciò che è rivelato. Partendo da questa idea chiave della "revelatio Dei sub contraria specie", la dialettica della rivelazione, nell'ostendersi e nel ritrarsi del mistero, si presenta nello scandalo di un "concretissimum", in cui l'indicibile profondità di Dio viene a manifestarsi senza risolversi in esso".

Elemento fondamentale di questa concezione "paradosale" della singolarità di Cristo è l'assoluta libertà a cui si appella. Di fronte alla assolutezza di Cristo rimane sempre, come spazio della libertà, la decisione dell'uomo. Questo significa che "la concezione paradosale dell'assolutezza del cristianesimo fonda un atteggiamento di apertura e di profondo rispetto, nella consapevolezza che Cristo non può essere imposto a nessuna fede, ma soltanto proposto e incontrato nello scandalo, nella libertà e nell'audacia di una decisione che ascolta il silenzio nella sua parola. In questa luce, ogni mondo diverso dal cristiano va accostato dai cristiani nella sua dignità e consistenza, che non può essere vanificata da alcuna presuntuosa assolutezza del cristianesimo, interpretata ideologicamente come pensiero della totalità".

Applicate alla nostra tematica, le riflessioni di Forte, che noi possiamo pienamente, dicono che le identità etniche e nazionali non sono un dato scontato. La loro verità e singolarità, la loro individualità ed il loro "localismo" potremmo dire, si giocano nella capacità di essere non luogo di chiusura e di conflitto, ma evento di comunicazione e di rivelazione di un contenuto universale.

«Concilium», la nota rivista internazionale di teologia, dedica un intero fascicolo, il n. 6 del 1995, al tema "Religione e Nazionalismo". La pubblicazione, che raccoglie undici articoli sull'argomento, è curata dai direttori della sezione "Sociologia della Religione", John Coleman e Miklos Tomka che firmano l'editoriale. La tematica è divisa in quattro sezioni. *Il nazionalismo nella storia profana e in quella della Chiesa* comprende gli articoli di Heinz Schilling, "Confessione e identità politica in Europa agli inizi dell'età moderna (XV-XVIII secolo)", di Victor Conzemius, "Fede cristiana e nazionalismo", e di Miklos Tomka, "Secolarizzazione e nazionalismo". Nella seconda sezione, *Patriottismo, nazionalismo, doveri dei cittadini di uno stato*, Heinrich Schneider e John Coleman firmano i rispettivi articoli, "Patriottismo e nazionalismo", "Una nazione di cittadini". *Il ruolo della religione nei conflitti nazionali*, nella terza sezione, raccoglie "La religione, le chiese e la guerra post-jugoslava" di Sdrjan Vrcan, "Religione, nazionalismo e spartizione del Canada" di David Seljak e "De profundis... La religione, sostegno delle minoranze" di Laszlo Aszodi e Frater Georgius. In *Religione e nazionalismo su scala mondiale*, Gregory Baum disserta su "Che specie di nazionalismo? Distinzioni etiche", Ashis Nandy su "Secolarismo indù e paure diffuse", Ziauddin Sardar su "Islam e nazionalismo".

Il nazionalismo, come del resto l'etnocentrismo, che ultimamente ha riempito la produzione letteraria a livello mondiale, nonostante le "grandi narrazioni" ne avessero annunciato la fine, non può lasciare indifferente la Chiesa. Che oggi – conclude l'editoriale – "è davvero posta di fronte alla sfida del nazionalismo". Come spesso succede, e questo è particolarmente vero del nazionalismo, alla attenzione prestata al fenomeno da parte dei vari autori, non sempre corrisponde la medesima chiarezza terminologica. In questo senso è fondamentale il contributo di Schneider e la sua analisi sul significato del termine e sulla differenza tra patriottismo e nazionalismo, tra nazione culturale e nazione-stato, che sta alla base della formazione degli stati europei ed anche di alcuni conflitti in atto. In pratica, il nazionalismo diventa l'ideologia che dà spessore politico (come lo stato scientifico moderno, direbbe Anthony Smith), ad una realtà patria, alla etnia, come definizione culturale di un gruppo. In questo modo diventa evidente l'illegittimità delle pretese di assolutezza sia dello stato (o della nazione-stato) come anche dei gruppi etnici o culturalmente definiti (la nazione culturale). La soluzione a tutto questo è indicata nel patriottismo costituzionale. Sviluppando questo discorso, Coleman ritiene che lo stato nazionale ed anche il nazionalismo siano strutture valide ed irrinunciabili, portatori di una duplice integrazione, emozionale-affettiva e simbolica. Come necessario principio strutturale delle società moderne, il nazionalismo deve tuttavia essere connesso alla democrazia e realizzato nelle reti della società civile per poter diventare forza di propulsione delle virtù proprie ai cittadini di uno stato. È evidente che in questo caso si distinguono un nazionalismo "normale" ed uno esasperato, un nazionalismo buono ed uno malvagio. Se per nazionalismo si intende, dice Vrcan, la persuasione della superiorità nazionale, allora è chiaro il suo totale rifiuto. Rimane però il problema di vedere come, storicamente e in base a quali principi, una

forma si trasforma nell'altra. È questa la problematica affrontata nelle due sezioni centrali dell'opera.

La prima parte della raccolta traccia la preistoria della nazione e dell'elemento nazionale. Il concetto di "nazione" non è nuovo, ma prima dell'età moderna aveva un senso diverso. Il percorso storico è descritto da Heinz Schilling, Victor Conzemius e Miklos Tomka. Interessante l'identificazione tra identità confessionale e identità nazionale analizzata da Schilling. Il legame tra nazionalismo e confessionalizzazione è stata operante prima della Riforma (vedi l'esempio della Spagna) e, tramite la Riforma, si è diffuso in tutta Europa (vedi l'esempio emblematico della Svezia luterana). In questa analisi il nazionalismo sarebbe il risultato della trasposizione politica dell'universalismo cristiano. Per Conzemius e Schneider le divisioni religiose precedono piuttosto il nazionalismo, che farebbe la sua comparsa con l'Illuminismo per Conzemius o con la Rivoluzione francese per Schneider. Per quest'ultimo, il nazionalismo è nella sua origine un "costrutto di compensazione religiosa" (p. 69). E per Tomka forse è diventato una pseudo-religione solo in epoca contemporanea, in seguito all'indebolirsi della funzione di integrazione sociale e di sostegno culturale propria della religione (p. 54).

La terza parte del libro esamina il ruolo della religione e delle chiese nei conflitti nazionali. Sintomatico il caso della ex Jugoslavia, analizzato da Vrcan, dove è forte il legame delle Chiese con l'elemento nazionale. E, la condanna di questo nazionalismo che assolutizza le differenze diventa condanna dello stesso legame delle Chiese postcomuniste. Diversa sarebbe, per David Seljak, la situazione nel Quebec. Dove il ruolo della Chiesa cattolica ha promosso un nazionalismo come "presa di coscienza", subordinato al bene comune ed alla solidarietà con i più bisognosi. Ma questa differenza, ci sembra, potrebbe suscitare più di qualche perplessità, o, comunque, non ci pare del tutto motivata. Laszlo Aszodi e Frater Georgius suggeriscono che la solidarietà della Chiesa con le minoranze e le loro rivendicazioni nazionaliste non devono assolutamente compromettere il suo ruolo di riconciliazione. Gregory Baum, analizzando le concezioni di Buber, Gandhi e Tillich sul nazionalismo, arriva alla conclusione che il valore culturale della nazione, e del nazionalismo, dovrebbe naturalmente portare al servizio del bene dell'umanità. Per Ashis Nandy il nazionalismo è in aperta contraddizione con l'Induismo, come per Ziauddin Sardar nazionalismo e fondamentalismo sono contrari all'Islam. Per ambedue gli autori infatti il nazionalismo è frutto della modernizzazione e della secolarizzazione.

La raccolta dei saggi pubblicati da «Concilium» su "Religione e Nazionalismo" ha l'indubbio vantaggio di focalizzare l'attenzione su una problematica attuale e importante, una sfida che la Chiesa, come dice Tomka, non può evitare. Se inoltre essa deve essere sacramento, segno e strumento di comunione, deve anche farsi carico delle conseguenze pratiche: deve opporsi a ogni genere di disunione (p. 15).

Con questa riflessione, i direttori aprono una tematica ecclesiologicalhe che gli studi pubblicati non approfondiscono. Sul versante della interpretazione teologica quindi l'apporto è piuttosto modesto. A noi sembra invece che oggi proprio questa riflessione è urgente e necessaria. Non per niente si parla oggi, anche a livello ufficiale della Chiesa, oltre alla vocazione delle persone, anche di quella dei popoli, delle nazioni, delle etnie. Si pensi solo all'ultimo discorso del Papa all'ONU.

Anche quando si parla di nazionalismo buono e di nazionalismo malvagio si introduce una categoria che non è più sociologica, ma morale. Ma in base a quali presupposti teologici si può fare questa distinzione? La riflessione teologica dovrà interrogarsi sul significato e sul ruolo delle nazionalità spontanee di cultura e di territorio che non possono venir meno, perché sono dimensioni dell'uomo, ben diverse da quelle che sono diventate ideologia, e quindi nazionalismo ed etnocentrismo. È questo, secondo il nostro modesto avviso, il punto nevralgico del dibattito sulla nazione e sul nazionalismo.

GAETANO PAROLIN

MAURIZIO VIROLI, *Per amore della patria. Patriottismo e nazionalismo nella storia*. Roma-Bari, Laterza, 1995. 220 p.

AA.VV., *Piccole patrie grande mondo*, con un'introduzione di Maurizio Viroli. Roma, Donzelli, 1995. 64 p.

Maurizio Viroli si è trasferito in America, dove ha insegnato Teoria politica a Princeton, dopo aver conseguito un dottorato all'Università Europea di Firenze. Recentemente è tornato in Italia, quale professore associato di Storia della filosofia all'Università di Ferrara. Dalla sua esperienza transatlantica è nata una serie di libri, apparsi in inglese prima e poi in italiano, sulla filosofia nell'età moderna (*Jean-Jacques Rousseau e la "società ben ordinata"*, Il Mulino 1993; *Dalla politica alla ragion di stato*, Donzelli 1994; mentre non è stato ancora tradotto *Machiavelli and Republicanism*, a cura sua, di G. Bock e Q. Skinner, Cambridge University Press 1993) e ha tratto una conoscenza di prima mano del dibattito statunitense sui problemi relativi all'amalgama di diversi gruppi sociali ed etnici e alla formazione di una nazione omogenea.

Su tale dibattito ha recentemente proposto per Donzelli una breve antologia, che contrappone autori statunitensi e canadesi – Martha Nussbaum, Amy Gutman, Charles Taylor, Michael Walzer – a Gian Enrico Rusconi. Viroli è infatti convinto che il dibattito nordamericano tra cosmopolitismo e patriottismo ci riguardi strettamente, perché è un confronto tra due modi di perseguire i valori della democrazia e della giustizia sociale. Nella premessa a questo volumetto esile, ma interessante, egli segnala inoltre come il problema sia poi quello già discusso nell'Italia dell'Umanesimo, quando ci si iniziò a chiedere quali valori fondassero l'appartenenza a una città.

Il tema viene approfondito nel libro pubblicato da Laterza (a sua volta adattamento con qualche mutazione di un precedente saggio in inglese). Un volume discontinuo, forse per la difficoltà di rivolgersi a due pubblici sostanzialmente differenti, quali quello statunitense e quello italiano. Un volume a volte criticabile, anche perché Viroli scrive come se partecipasse a un dibattito interno alla sola sinistra, americana ed italiana: presta quindi il fianco a stroncature come quella firmata sul "Corriere della Sera" da Ernesto Galli Della Loggia, uno studioso che sui problemi della cittadinanza e dell'accoglienza degli emigranti ha poche idee, ma decisamente forcaiole.

Viroli propone di distinguere tra patria (e quindi patriottismo) e nazione (e quindi nazionalismo): la prima sarebbe inclusiva perché fondata sulla comune adesione a un progetto politico, la seconda esclusiva perché basata su criteri quali il suolo e il sangue. Sostiene quindi il suo ragionamento con una veloce carrellata storico-filosofica dal patriottismo della Roma repubblicana all'umanesimo civico e da qui alla riflessione contemporanea nordamericana (MacIntyre, Walzer, Taylor, ecc.) ed europea (Bobbio, Habermas, Rusconi).

La proposta è interessante, ma mal esemplificata. Sul versante storiografico, l'*excursus* è troppo rapido e tralascia troppi esempi che lo avrebbero arricchito. Basti qui ricordare il cardinal Schuster, arcivescovo di Milano, che nel 1938 condanna "quella specie di eresia" che "materializzando nel sangue umano i concetti spirituali di individuo, di Nazione e di Patria, rinnega all'umanità ogni altro valore spirituale" («Rivista diocesana di Milano», 1938, pp. 612-618). Il riportare una simile dichiarazione delle alte gerarchie avrebbe permesso a Viroli di inquadrare meglio l'*humus* cui si ispirava Simone Weil, cui invece dedica molto spazio. Sul versante politico, Viroli sembra affetto da quello che, con un curioso neologismo, è chiamato in Italia "buonismo": molte sue considerazioni fanno riferimento a una sorta di razionale bontà innata nel cittadino e nell'essere umano, che di questi tempi non sembra invece facilmente invocabile.

Si tratta quindi di un libro con dei difetti. Comunque Viroli ha saputo porre l'accento su e proporre una soluzione a un problema d'importanza non trascurabile. Gli sia quindi reso il merito, decisivo, di aver messo sul tavolo una questione che non può essere ignorata.

MATTEO SANFILIPPO

CHARLES TAYLOR, *Reconciling the Solitudes. Essays on Canadian Federalism and Nationalism*. Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993. 208 p.

Charles Taylor è forse il maggior filosofo politico canadese e di certo è quello meglio conosciuto in Italia, dove sono stati tradotti e commentati numerosi suoi scritti: *Hegel e la società moderna*, Il Mulino 1984; *Multiculturalismo. La politica del riconoscimento*, Anabasi 1993; *Radici dell'io. La costruzione dell'identità moderna*, Feltrinelli 1993; *Il disagio della modernità*, Laterza 1994. In questo volume ha raccolto i suoi saggi sui rapporti tra il Québec e il Canada, problema ancora scottante, nonostante che il recente referendum quebecchese abbia per il momento evitato una secessione.

Sin dalla fine degli anni 70, Taylor collega la sua riflessione sul Québec, dove è nato da padre anglofono e madre francofona e dove insegna, a quella sul nazionalismo nel mondo occidentale. Secondo lui il Québec è una nazione e come tale tende a divenire stato. Tuttavia tale evoluzione porterebbe alla fine dell'unità federale canadese ed indebolirebbe sia il Canada anglofono che il Québec stesso. Queste due entità, da un lato, finirebbero così preda dell'espansionismo economico e culturale statunitense e, dall'altro, si troverebbero a fare i conti al loro

interno con la medesima difficoltà di far convivere gruppi etnico-linguistici differenti e spesso contrapposti.

Purtroppo, aggiunge il filosofo, il Canada non ha un'identità nazionale quale quella condivisa dagli americani, un'identità cioè tale da far premio sulle differenze e sulle contrapposizioni. O meglio esiste un'identità forte, quella del Québec, che, però, è "unfamiliar" al Canada inglese, perché è "connected to a national language, and moreover one that is under threat". Per gli anglofoni il linguaggio non è invece la base indispensabile dell'identificazione, ma "an unproblematic medium of communication". Anzi, in una società nata dall'integrazione di molteplici ondate migratorie, non si può neanche pensare che "any language could be recognized as the publicly supported medium of self-expression".

Taylor ritiene quindi che in Canada i problemi delle società contemporanee siano raddoppiati da questa mancanza di un'identità unica. In tale situazione i portatori di singole identità richiedono ai loro avversari di uniformarsi al proprio modo di ragionare e avviano un autentico dialogo tra sordi. Per gli anglofoni l'idea di lingua nazionale propugnata dal Québec è profondamente ingiusta e il Québec dovrebbe accettare di essere considerato come un gruppo etnico fra gli altri. Per il Québec il Canada inglese dovrebbe formare una nazione, fondata su una sola lingua e una serie di valori comuni, in modo che i due Canada possano trattare alla pari. Ovviamente, secondo Taylor, il Québec non può rinunciare alla sua identità nazionale, mentre il Canada anglofono non può superare le sue differenze etniche (in particolare quella tra Canada "britannico" e Canada "immigrato") e regionali: un italo-canadese pensa in modo differente da un canadese di origine anglo-celtica, come un abitante delle province atlantiche ha un modo di vita completamente diverso da quello di un abitante della grandi pianure.

L'unica possibilità, continua il filosofo, sarebbe quindi quella di ripartire dal tradizionale modello politico della confederazione canadese e unificare i vari Canada "in terms of liberal politics". Il governo federale dovrebbe evitare ogni politica centralizzatrice e favorire "more localized, smaller-scale units of self-rule". In questo modo non si risolverebbero immediatamente i conflitti tra le varie identità locali ed etniche, ma si rafforzerebbe la partecipazione e l'identificazione dei cittadini nelle singole realtà provinciali o regionali. Taylor non vede infatti come indispensabile il mantenimento delle province canadesi attuali.

Le tesi di Taylor non sono sempre convincenti, spesso infatti sembrano dimenticare o non voler prendere in considerazione le forze irrazionali che innervano le spinte nazionalistiche e la loro potenziale pericolosità. Tuttavia è appassionante la sua riflessione sulla nascita dei nazionalismi nel mondo occidentale e sul loro acuirsi per effetto delle tendenze più profonde e dicotomiche della cosiddetta modernità, cioè la contrapposizione tra l'efficacia, la produttività, di una società e la libertà. Ed è angosciante la sua analisi di come i singoli gruppi delle società contemporanee si contrappongano, elaborando ciascuno la propria "tunnel vision... casting the whole country in the mould defined by one's own major concern, no matter how well or ill it fits others".

MATTEO SANFILIPPO

ANDRÉ BERNARD, *Problèmes politiques. Canada et Québec*. Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université de Québec, 1994. 178 p.

LOUIS BALTHAZAR, *Bilan du nationalisme au Québec. Politique et société*. Montréal, L'Hexagone, 1995 (prima edizione 1986). 212 p.

Il referendum nel Québec del 30 ottobre 1995 ha riproposto il problema del separatismo di lingua francese e dei suoi difficili rapporti non soltanto con il Canada di origine anglo-celtica, ma anche con quello immigrato. Gli abitanti della provincia hanno scelto di non abbandonare la confederazione canadese per poche decine di migliaia di voti e subito alcuni promotori del referendum hanno dichiarato che ciò era avvenuto per colpa degli immigrati, i quali non avevano votato con la testa, ma secondo "i loro cromosomi". Se la secessione del Québec, che da molti osservatori era data per certa, sembrava favorire una balcanizzazione locale, con l'eventuale possibilità di forme più o meno democratiche di "pulizia" etnica, la sconfitta dei separatisti appare comunque spingere verso un'accentuata intolleranza.

André Bernard, docente all'Università del Québec a Montréal, cerca di inquadrare questi fenomeni in una più generale crisi di legittimità politica delle istituzioni occidentali. In Canada e in Québec, come in Francia e negli Stati Uniti, la popolazione è sempre più convinta che gli uomini politici siano ladri e corrotti. Allo stesso tempo i governi sono bloccati dalla crisi finanziaria e dall'impossibilità di uscire dallo stallo, in parte provocato dall'azione contrapposta di centinaia di *lobbies*, se non facendone pagare i prezzi ai ceti più svantaggiati. In questo contesto la politica d'immigrazione acquista un forte rilievo come possibile detonatore del conflitto sociale. Nel corso del 1983 sono entrati nel Canada circa 83.000 immigrati, otto anni dopo ne sono arrivati 250.000. Così nel Canada di lingua inglese si vocifera che gli immigrati rubano il lavoro ai locali, mentre il Québec chiede di controllare l'ingresso degli immigranti nella propria provincia per evitare l'arrivo soltanto di anglofoni. Nel frattempo nascono anche problemi d'integrazione, in parte dovuti alla tendenza degli immigrati di concentrarsi attorno a poli, quali Montréal, dove le frizioni sono già forti. L'autore non suggerisce rimedi per la questione dell'immigrazione, ma afferma che in ogni caso le difficoltà canadesi nascono dalla riduzione del federalismo: le tendenze centralizzatrici di Ottawa vanno di pari passo e influenzano quelle "souverainistes" del Québec minacciando uno smembramento o comunque una contrapposizione prolungata che non farà che aumentare i problemi del paese.

Balthazar, docente all'Università Laval di Québec, propone la sua opera come un tassello di un lavoro più vasto sul nazionalismo nel Nord America (al proposito egli si chiede perché gli americani debbano parlare del loro "patriottismo" e del nazionalismo degli altri popoli). Il suo è uno studio dell'evoluzione nazionalista della provincia canadese, ma anche uno sforzo di definire concetti quali nazionalismo e nazione, a suo parere poco discussi perché sentiti come deteriori. Secondo lo studioso quebecchese, il nazionalismo sarebbe un movimento che accorda la priorità all'appartenenza nazionale e che lotta per un miglior riconoscimento della nazione cui appartiene. A sua volta la nazione sarebbe costituita da

un gruppo di persone che accettano di vivere assieme in un medesimo territorio, condividono un certo numero di abitudini e di valori, parlano la stessa lingua e sono rette da un'organizzazione politica. La nazione quindi non è frutto stabile di un'evoluzione sociobiologica, ma si forma e può sparire; inoltre non si fonda assolutamente sulla "razza" o sull'"etnia". Di conseguenza il nazionalismo moderno del Québec non è contrario alla presenza di un mondo multiculturale, anche se talvolta si allarma perché la crescita demografica della provincia è affidata alla sola immigrazione.

I due volumi sono interessanti, ben scritti, chiari, ma sotto certi versi ipocriti, almeno alla luce degli ultimi avvenimenti. Bernard non prende quasi mai una posizione decisa e confronta le opinioni degli uni (i federalisti) e degli altri (gli autonomisti o i centralizzatori), facendo intendere, ma molto molto discretamente, di avere qualche preferenza per i primi. Balthasar sottolinea a più riprese la necessità di evitare discriminazioni razziali, ma poi suggerisce che non sarebbe male una politica natalista per evitare che il Québec sia alla fine popolato soltanto da immigrati. Entrambi mostrano, anche attraverso i loro difetti, quale possano essere le difficoltà ingenerate dalla recrudescenza del nazionalismo.

MATTEO SANFILIPPO

ANNA MARIA MARTELLONE (ed.), *Towards a New American Nation? Redefinitions and Reconstruction*. Keele, Keele University Press, 1995. 221 p.

DAVID R. HARRIS (ed.), *The Archaeology of V. Gordon Childe*. London, UCL Press, 1994. 148 p.

Towards an American Nation? raccoglie i due terzi delle comunicazioni presentate all'omonimo convegno di Firenze (marzo 1994). Il tema, come indicato dal titolo stesso, è quello dell'identità degli Stati Uniti. Molto spazio è offerto al problema del colore, mentre al contrario più autori sottolineano la scomparsa delle divisioni etniche, almeno nell'ambito del gruppo euro-americano. Alcuni *speakers* rilevano inoltre come lo scontro non sia oggi soltanto tra bianchi e neri, ma anche e soprattutto tra uomini e donne. Diversi contributi suggeriscono infatti che è possibile riscontrare una solidarietà o connivenza maschile che travalica le differenze di razza, almeno quando si tratta di formare un fronte antifemminile. Curiosamente questo punto è ribadito soprattutto dai convenuti americani (maschi tra l'altro), mentre gli italiani e le italiane sembrano comunque badare alle barriere non soltanto sessuali, ma anche etniche e razziali, sia nella realtà storica, che nella riflessione storiografica.

The Archaeology of V. Gordon Childe raccoglie gli atti della quinta Gordon Childe Centennial Conference, tenuta a Londra nel maggio 1992. Gli interventi di due antropologi, Michael Rowlands e Bruce G. Trigger, inquadrano il pensiero di Childe, forse il maggior archeologo preistorico della prima metà del nostro secolo, nello sviluppo dell'archeologia contemporanea e nel dibattito novecentesco su cosa sia una cultura. Gli altri saggi riguardano soprattutto questioni biografiche o comunque di rilevanza specialistica, ma i dibattiti che seguono ogni relazione offrono

• improvvise aperture. Un *paper* su Childe, la rivoluzione neolitica e la rivoluzione urbana, scatena per esempio la discussione sulla possibilità di comparare il pensiero dell'archeologo e quello di Leslie White e di Marshall Salins e quindi sfocia in una critica dell'approccio sociobiologico negli anni 80 al concetto di cultura. Complessivamente il volume non tratta molto di emigrazione e gruppi etnici nella preistoria, un tema non estraneo alla ricerca di Childe, ma affronta spesso questioni rilevanti per chi oggi si pone il problema di definire l'idea di radici culturali.

Non sembri strano l'accostamento tra queste due opere. I problemi teorici da esse affrontati sono sorprendentemente vicini, come mostra lo spazio concesso da entrambi alla discussione dell'importanza della *color line* negli studi odierni. Con un curioso effetto di rifrazione *Atene nera*, il famoso studio di Martin Bernal sulle radici africane della civiltà occidentale, è così affrontato in entrambi i volumi. In quello archeologico discutendo i nuovi studi su movimenti demografici e nascita di culture preistoriche nel bacino del Mediterraneo e nell'Africa continentale. In quello sugli Stati Uniti affrontando il dibattito sulla *political correctness* e gli *Afro-American Studies*. I due approcci, per quanto partano da punti lontani nello spazio, si rivelano complementari e la loro lettura garantisce un soddisfacente incrocio di dati.

Nel volume archeologico si scopre, per esempio, che Martin Bernal è figlio del biochimico inglese J.D. Bernal, contemporaneo di Childe, marxista come lui e soprattutto autore oggi dimenticato di *Science in History* (1964), quattro tomi sulla razionalità della scienza liberata dalle catene del capitalismo. Inoltre l'analisi del diffusionismo archeologico imposto dall'australiano Childe, divenuto uno dei più grandi archeologi della Gran Bretagna dopo essere stato praticamente cacciato dal suo paese per ragioni politiche, rivela quanto gli debbano le tesi di Martin Bernal sulla nascita della cultura occidentale da radici ibride: egizio-africane, semitiche e greche. L'intervento di Martin Bernal non voleva quindi essere una solenne presa di posizione sulla rilevanza dei *Black Studies*, ma sviluppare tesi e posizioni che affondano nelle riflessioni dei vecchi marxisti inglesi, quelli per intenderci che, nonostante tutto, avevano una esplicita, anche se combattuta, simpatia per l'Unione Sovietica, che credevano in un processo razionale della storia e soprattutto nell'uguaglianza tra gli uomini, al di là di ogni differenza di classe o di colore della pelle.

Se si legge il libro di Bernal tenendo presente questo retroterra, si capisce come esso sia stato tradito da chi l'ha trasformato nella mera icona del nuovo nazionalismo pan-africano e afro-americano. Lo studioso di origine britannica non voleva dimostrare che la cultura occidentale ha radici soprattutto africane, ma piuttosto contribuire allo sviluppo delle ricerche sulla creolizzazione del mondo passato. Un tema, questo, che, oggi come negli anni 50, ha evidenti riscontri nel dibattito sul nostro futuro. Basti pensare all'inno al meticcio culturale nelle banlieue parigine elevato in *Monsieur Malaussène*, quarto e, per il momento, ultimo romanzo di Daniel Pennac sul mondo di Belleville, dove francesi, arabi e africani vivono e lottano fianco a fianco. Insomma *Atene nera* ha ben poco a che vedere con certe forme di esclusione e di purezza razziale proposte da alcuni studiosi afroamericani e commentate in *Towards a New American Nation?*

Il tema della *color line* non è l'unico che accomuna i due volumi. Altri spunti li avvicinano, in particolare la reiterata riflessione sul concetto di cultura. Senza procedere oltre nella lettura comparata dei due libri, occorre ancora segnalare come entrambi siano disomogenei al loro interno. Un paio di saggi del volume su Childe sono francamente risibili e un paio di interventi di convegnisti americani in quello sull'identità statunitense sono scritti con la mano sinistra. Comunque la lettura di entrambe le opere è piacevole e stimolante e suscita nuovi interrogativi e nuove risposte.

MATTEO SANFILIPPO

JAMES P. BICKERTON, ALAIN-G. GAGNON (a cura di), *Canadian Politics*. Peterborough, Broadview Press, 1994. 340 p.

La seconda edizione, riveduta e ampliata di questa raccolta di saggi, offre un contributo di Yasmeen Abu-Laban su la "politics of race and ethnicity". L'autore ricostruisce la storia della politica multiculturale come quella dell'arena nella quale si sono scontrati gruppi etnici, partiti politici e governi. A suo parere infatti il multiculturalismo ha soprattutto prodotto conflitti e i vari governi hanno dovuto decidere se proteggere l'identità di singoli gruppi etnici e privilegiarne alcuni rispetto ad altri. Inoltre la politica governativa è stata spesso ondivaga, per i cambiamenti dei partiti al potere e per le trasformazioni della stessa società canadese.

Nel decennio 1971-1981 la politica voluta da Trudeau partiva dall'idea che il Canada, pur essendo bilingue, non aveva cultura ufficiale e quindi voleva garantire i diritti di ogni gruppo e di ogni singolo, senza escluderne alcuno. Essa voleva perciò preservare la cultura di ogni comunità, favorire al contempo l'integrazione nel Canada, abbattendo ogni barriera e facilitando l'apprendimento delle lingue ufficiali, suscitare infine l'interscambio tra gruppi. Nonostante queste buone intenzioni, l'intervento governativo era spesso puramente simbolico, data la mancanza di fondi, oppure, come protestavano i politici del Québec, meramente volto a cancellare l'importanza dei francofoni. Le rivendicazioni di questi ultimi sparivano infatti in un Canada composto da tanti gruppi etnici e non da due popoli fondatori.

Negli anni 1981-1989 la crescente presenza di immigrati non-europei ha dato nuovo vigore al multiculturalismo. Questo non riesce invero a bloccare le tensioni razziali e il razzismo, ma, su pressione delle associazioni etniche, iscrive quanto meno nella carta dei diritti la necessità della lotta contro ogni forma di discriminazione. Il tentativo di accordo tra il Québec e il Canada anglofono alla fine degli anni '80 diminuisce momentaneamente l'importanza della politica multiculturale, si ritorna infatti al tema dei due popoli fondatori. Ma il fallimento dell'accordo di Meech Lake sembra riaprire il gioco, senonché nel nostro decennio il multiculturalismo viene sempre più criticato. I conservatori al governo non lo menzionano nei loro programmi pre-elettorali. Il neo-fondato Reform Party (la destra populista nelle province dell'Ovest) lo attacca. Lo stesso partito liberale, che vince le elezioni del 1993, sottolinea i diritti di cittadinanza, più che l'assistenza ai gruppi etnici.

Infine persino i rappresentanti dei gruppi etnici si pongono in maniera assai critica e parlano di politica della ghettizzazione. Si arriva così a dichiarare che la discriminazione etnica sia stata promossa dallo stesso multiculturalismo.

La storia rapidamente tracciata da Abu-Laban merita di essere meditata con attenzione e non soltanto per il suo significato nella scena canadese.

MATTEO SANFILIPPO

NIELS ANDERSON, *Il vagabondo. Sociologia dell'uomo senza dimora*, a cura di Raffaele Rauty, traduzione di Caterina Dominijanni. Roma, Donzelli Editore, 1994. LXXXI, 301 p.

RAFFAELE RAUTY (a cura di), *Società e metropoli. La scuola sociologica di Chicago*. Roma, Donzelli Editore, 1995. LII, 188 p.

Grazie a Raffaele Rauty, docente di storia della sociologia presso l'Università di Salerno, il pubblico italiano ha ora a disposizione alcuni fondamentali contributi dei migliori sociologi americani degli anni 20. La cosiddetta scuola di Chicago era infatti formata da studiosi che operavano a stretto contatto nel locale dipartimento di sociologia e antropologia culturale e produssero una serie impressionante di monografie sulla realtà urbana.

Il gruppo era animato da Robert Park e Ernest Burgess, che assieme a Roderick McKenzie scrissero nel 1925 *La Città*, da noi tradotta nel 1967 per i tipi di Comunità. Attorno a questo nucleo ruotarono Nels Anderson, Louis Wirth, Frederic Thrasher, Franklin Frazier e soprattutto William I. Thomas e Florian Znaniecki, autori nel 1918-1920 de *Il contadino polacco in Europa e in America*, anch'esso tradotto dalle edizioni di Comunità nel 1968. Quest'ultima opera ha ovviamente a che fare con il problema dell'emigrazione, che affronta dal punto di vista della disorganizzazione e poi della riorganizzazione sociale. Ma quasi tutti gli studiosi della scuola di Chicago hanno ben presente la questione immigratoria e quella etnica. Negli studi di Park è centrale la ricerca sulle aree segregate: il ghetto nero, le piccole Italie e le Chinatown. Inoltre Park e Burgess lavorarono sul concetto e sull'esperienza dell'assimilazione e dell'interazione nelle aree urbane e studiarono i rapporti tra emigrazione ed americanizzazione.

Il gruppo di Chicago si pose inoltre il problema dei rapporti tra razza e immigrazione e dedicò molta attenzione alla formazione dei ghetti afroamericani e ispanoamericani, nonché allo sviluppo delle gang, spesso a base etno-razziale, allora come ora. Quelle ricerche non hanno oggi un'importanza soltanto storiografica, del resto ampiamente sottolineata dalle introduzioni di Rauty, ma sondano temi che devono essere riaffrontati. Lo stesso curatore ha dedicato un suo volume agli *Homeless. Povertà e solitudini contemporanee* (Genova, Costa & Nolan, 1995), una questione indubbiamente attuale, nel Vecchio come nel Nuovo Mondo, ma anche un tema precorso negli anni 20 dal già citato Anderson. Ne *Il vagabondo. Sociologia dell'uomo senza dimora*, lo hobo è un protagonista della mobilità esasperata della città studiata dalla scuola di Chicago. L'analisi della vita dei vagabondi degli anni 20 diviene così un capitolo della storia dell'emigrazione temporanea e saltuaria nella società del primo Novecento.

Lo studio di Anderson cerca di realizzare una ritratto complessivo del vagabondo: il suo *modus vivendi*, i suoi codici culturali, la sua interazione con la società, i luoghi nei quali si ritrova, le sue possibilità di lavoro e di sopravvivenza, la sua partecipazione ad associazioni quali la Migratory Worker's Union, ma anche agli IWW. Gli hobo hanno infatti molto a che fare con sindacati e scioperi: possono perdere il loro posto di lavoro e essere costretti a vagabondare per la sconfitta di una di questi, ma possono anche trovare lavoro come crumiri.

Il volume sui vagabondi ha il fascino della ricerca sul campo, mentre quello sulla scuola di Chicago è un'antologia di tipo classico, che mostra e commenta le varie ricerche di quegli studiosi. Entrambi sono ottimamente curati da Rauty, che ha redatto anche ampie bibliografie. Magari, come molti sociologi, il suo intervento tende a ignorare i contributi di storici ai temi da lui trattati, ma d'altra parte anche noi storici finiamo troppo spesso per fare la medesima cosa a danno di chi studia la sociologia. Vista la sua conoscenza del problema, non sarebbe male se alla fine Rauty ci desse una storia della sociologia americana relativa ai problemi della città, dell'emarginazione e dell'emigrazione.

MATTEO SANFILIPPO

GIOVANNA ZINCONE, *U.S.A. con cautela. Il sistema politico italiano e il modello americano*. Roma, Donzelli Editore, 1995. 91 p.

Quasi tutti i politologi concordano che il sistema italiano della prima repubblica era l'opposto di quello americano. Quest'ultimo infatti si basa su federalismo, stato minimo, presidenzialismo, maggioritarismo, contrappesi istituzionali e politici al potere della maggioranza, forte influenza dei gruppi sociali organizzati e una cultura pubblica fiera delle proprie istituzioni democratiche. Tuttavia le riforme tanto dibattute nel parlamento della prima repubblica e mezzo, quella attuale per intenderci, mirano veramente ad avvicinarci al sistema americano? È questo l'interrogativo al quale Giovanna Zincone risponde negativamente dopo una breve disanima del problema.

A suo parere il sistema politico-istituzionale italiano non prevede per ora alcun possibile inserimento di elementi "americani": lo stesso federalismo, tanto richiesto, finirebbe per rimanere un mero vessillo senza un cambiamento drastico, e probabilmente assai pericoloso, della costituzione e di tutto il nostro apparato legislativo. Inoltre, sempre secondo l'autrice, qualsiasi governo, pur sbandierando le parole d'ordine dell'americanizzazione, si limiterà a privatizzare solo parte del pubblico (magari quella più succulenta e quindi più interessante per il privato?), ma poi opererà, come gli altri stati europei, per non disfarsi di tutto il servizio pubblico. Tenderà quindi a una riduzione delle spese, come in America, ma anche a mantenere alta la pressione fiscale, come in America non è o almeno tutti dichiarano che non dovrebbe essere. Anche se poi un conservatore come Luttwak si chiede come si potrebbero pagare, senza le tasse, le crescenti spese per prigionieri e polizia: il taglio al welfare degli ultimi dieci anni ha infatti portato all'eclatante percentuale di un americano in carcere ogni 190 connazionali, contro l'uno su 400 dell'inizio degli anni 80.

Zincone aggiunge anche che i nostri sistemi politico ed elettorale, nonostante o forse anche per l'introduzione del maggioritario, tendono a sintetizzare soluzioni di altri paesi europei. Inoltre da noi il confronto è complicato da leadership politiche che esacerbano, trasformandole in forti contrapposizioni personali, divisioni programmatiche che di fatto non esistono (anche perché, verrebbe da commentare, di programmi se ne vedono ben pochi). In questo contesto, più simile a una guerra tra fazioni che a un normale confronto elettorale, il maggioritario funziona da pericoloso moltiplicatore delle contrapposizioni personali e ci porta, sempre secondo l'autrice, verso una situazione da repubblica sudamericana, più che statunitense.

Questo veloce riassunto non rende giustizia a tutte le argomentazioni di Zincone, che sono molto più articolate. In ogni caso la lettura di questo libro fa venire i sudori freddi anche a chi non condivide la tesi di fondo della necessaria americanizzazione del nostro sistema. Le aporie e i pericoli individuati da questo libretto sono infatti agghiaccianti. È un lavoro che va letto con attenzione e soprattutto che andrebbe fatto leggere.

MATTEO SANFILIPPO

DAVID FITZPATRICK, *Oceans of Consolation: Personal Accounts of Irish Migration to Australia*. Melbourne University Press 1995. xiv, 649 p.

Michael Normile from County Clare, found an "ocean of consolation" in the letters he received from his father. Normile was one of about a third of a million Irish people who emigrated to the Australian colonies between 1840 and 1915. Most of those migrations have gone unrecorded, or at best left but "a blurred imprint in the birthplace returns of a census or civil register". The voices of these migrants are rarely heard. They were, though, much handier with the pen than once assumed. David Fitzpatrick has rescued from anonymity a few of those otherwise doomed to remain forgotten elements of the Irish diaspora. In *Oceans of Consolation* we are presented with 111 letters in 14 sequences exchanged between 1843 and 1906, and their writers come from all social levels. The letters originate from Queensland, New South Wales, South Australia, Victoria, from various counties in Ireland or even England. Their sheer sweep conveys a sense of the vastness of these migrant journeys and of the far-flung networks kept alive through letters. What can 111 letters among the millions that must have been written tell us? How representative are they? "Human migration is a universal experience so vast and so complex that it defies satisfactory representation", writes Fitzpatrick. How can one "represent" the experience of the majority?

The greatest value of these personal accounts lies in their immediacy. They bring us close to the experience of migration in a way that aggregate statistics can never do. The letters speak eloquently of their writers' experience, conveying all the emotion, the excitement, the drama, the trauma of very dramatic experiences. They speak of the fresh arrival's brave endeavours to convey to those at home something of the strangeness of this amazing new land: "Dear John you wanted to know

How do I Like the Country or what sort of people are here. John that Question I cannot answer. There is all sortes black & white mixed & married together... Thire is English Irish French German Italian black Chineese and not forgetin the Juse (Jews)". They tell of the work, and of the scorching climate: "You must think it was hot when the plaits on the dresser should be handled with a cloth". They speak of the servant girl's loneliness: "I feal Quare without a Home to goe to when on my Sunday out. I often wish to Have you out Heare. I ame verry strange out Here", and of the yearning to "see the old sod once more".

They speak of the importance, for exiles, of news of any kind: "We certinly are very glad to hear the news you send to us of any event that may happen in or about the old town, for all these things be them ever so trifling is precious to us", and of the eager, even desperate, wait for letters from home: "I constantle watch the postman Zwice a day for my father and Mary Letters but its all in vain". They tell of joys and of disillusionment: "It is such a miserable place and still people at home will not believe it. They imagine that money is easily had here until they experience it and then they begin to curse themselves for ever coming out".

Those who stayed home were a part of the same drama, and some of their letters are heart-rending. We feel the pain of a father farewelling his children, knowing it is forever. "The thoughts of parting with yous so preyed upon me that I wished the moment to arrive that I may have it past". But William Fife's farewell did not end when the boat receded: "I followed yous in imagination every Day of your tedious voyage... My thoughts stell went Farther. I imagined I Saw yous Landed in Sydney Strangers in a Strange Land young and unexperienced in the World...". We know the father's silent tears for exiled children who, with the passing of the years, he knows to be slipping away: "Tell the Boys I think the might write oftenfer than the Do... I am now three Score and three years old and by and By some Friend or Neighbour will write to them their Father is no more".

A fine commentary provides a context in which to read this rich collection of letters. This embraces a number of themes including the history of Irish migration to Australia, the operation of the emigration schemes and a fascinating segment on the development of postal services. In six final chapters Fitzpatrick analyses and synthesizes brilliantly the themes of the letters, and explores their ambiguities, offering an array of new insights. This book is a path-breaker, its length a measure of how much is to be learned from an attentive reading of the letters, and often, indeed, a reading between the lines. The reader is warned to be alert to the silences as well as to the words.

"Letters can't truly "speak for themselves", Fitzpatrick argues. Without familiarity with the context of both writer and recipient it is easy to misinterpret or to miss allusions. The personal contexts of these obscure writers are evoked splendidly – an outcome of exhaustive library and archival research in London and all over Ireland and Australia. That is only one impressive achievement in this very impressive work. Letters can't truly "speak for themselves" also because they were written for a purpose. Often that intention was not overt. It was, perhaps to influence, to persuade, to manipulate, to excuse. No doubt about it, much art was

deployed – by writers who were well aware of the effect that what they committed to paper might have on those at home. Art was needed to convey to ageing parents decisions not to return, to explain long silences, the absence of an expected cheque, or to encourage relations to emigrate (or, subtly, to deter them).

The formal structure of letters was an important part of this art. The insensitivity of the editorial practice of excising greetings and salutations on the grounds that they were merely formal (and boring, repetitive and uninformative) was criticised and eschewed by Paolo Via (Via and Giordano Sterlocchi, *Vengo a caramente salutarvi, lettere di emigranti valchiavennaschi in america 1853-1946*, Chiavenna 1983) arguing, in a discerning analysis, that formality did not preclude either sincerity or significance. The custom, unfortunately continued in the English-speaking world, is also deplored by Fitzpatrick who criticizes the scant attention paid to “the forms of rhetoric employed in the letters of the unlettered”. Here the letters, meticulously edited, are reproduced in their entirety. Greetings (like salutations), Fitzpatrick argues, are of the utmost significance. They confirmed the links with those at home, asserted the writer's continued place in the home circle, defined and modified relationships. They encouraged a positive reading of what followed—and much else.

This is a work of great originality and stunning erudition. It is also very moving – a terrific read. It is hard to imagine any reader of this book leaving it without a firm conviction that, as Fitzpatrick puts it, “letters mattered”. They mattered a lot: to the writers and to the receivers, and therefore to us.

JACQUELINE TEMPLETON

GIOVACCHINO PETRACCHI, *Multiculturalità e didattica. Con il contributo della psicologia transculturale*. Brescia, La Scuola, 1994. 170 p.

L'attenzione verso le problematiche interculturali ha assunto, in questi ultimi anni, un peso notevole nell'ambito della pubblicistica pedagogica italiana, soprattutto in ragione del moltiplicarsi della presenza di alunni stranieri nella scuola e della conseguente scoperta di inadeguatezza dell'istituzione scolastica ad affrontare con i mezzi tradizionalmente in uso le questioni che tale presenza impone.

Questo saggio si inserisce in tale dibattito proprio a partire dall'assunto che i saperi che fino ad ora hanno sorretto la pratica scolastica risultano insufficienti per guidare l'insegnante nell'elaborazione e nella realizzazione di un percorso educativo rispondente alle esigenze che derivano da una società che sempre più si configura come multiculturale e, più in particolare, da una classe che con una frequenza sempre maggiore ha una composizione multi-etnica. Allo stesso modo, di fronte a questa nuova realtà, metodologie e contenuti di insegnamento consolidati nella prassi scolastica in ambiente monoculturale appaiono bisognosi di una ridefinizione.

Tale ridefinizione, che porta all'elaborazione di un progetto educativo interculturale, si fonda quindi su scienze nuove o che comunque non sono abituali per il pedagogista e l'insegnante, quali l'antropologia e la psicologia transculturale. Nel tentativo di fornire “un contributo

conoscitivo al compito degli insegnanti, che devono gestire educativamente una situazione scolastica nella quale sono presenti soggetti portatori di «diversità» etniche e culturali" (p. 103), l'autore dedica perciò la prima parte del testo ad individuare alcuni degli elementi portanti di queste discipline, la cui conoscenza può contribuire a modificare o arricchire la pratica didattica.

Quest'ottica di analisi è giocata sull'individuazione delle differenze culturali e psicologiche delle diverse etnie, nel tentativo però di individuare le basi comuni (universali psicologici, culturali...). Tale dualismo positivo porta, nella seconda parte del libro, a definire il senso di un progetto interculturale, che deve avere come obiettivi prioritari quelli di salvaguardare l'identità individuale dei singoli, promuovendo al tempo stesso atteggiamenti di reciprocità e sviluppando capacità di condividere ideali comuni (in quanto propri dell'essere umano).

Primo impegno del docente in vista di questi obiettivi è la conoscenza dell'altro, che si gioca su tre livelli: autoanalisi dei propri pregiudizi, conoscenza degli atteggiamenti degli alunni autoctoni, conoscenza, in termini di complessità, della realtà del singolo ragazzo straniero. Quest'ultima non deve limitarsi alla conoscenza dell'identità culturale dell'immigrato, ma deve prendere in esame la sua identità personale, frutto di una rielaborazione individuale della cultura d'origine, la sua situazione psicologica e sociale in quanto immigrato e la sua scolarizzazione precedente.

Il bagaglio di conoscenze derivanti da questa triplice analisi rimarrebbe però sterile, se non si traducesse in un progetto educativo in cui tale sapere acquisito guidi a delle scelte educative. Vengono quindi passati in rassegna modelli diversi sviluppatisi in vari Paesi per rispondere in modo appropriato alle esigenze contenutistiche, metodologiche e organizzative poste da una classe multiculturale. Nell'ambito dello scenario multiforme che ne emerge, l'autore accorda preferenza ad un progetto educativo in cui trovi spazio un insegnamento linguistico capace di integrare l'allievo straniero senza assimilarlo, un curriculum i cui contenuti siano ripensati globalmente e non solo addizionati a conoscenze provenienti da altre culture, un metodo adeguato, che includa approcci di tipo comparativo e multidisciplinari, e, infine un'attenzione ai modi di porsi degli studenti stranieri nei confronti dell'insegnante, determinati sia dalla loro cultura d'origine, sia dalle loro esperienze precedenti in campo scolastico.

Il testo, pur configurandosi esplicitamente come contributo ad una progettualità scolastica in presenza di alunni stranieri, offre degli spunti utilizzabili anche in una prospettiva pedagogica più ampia, che considera la pedagogia interculturale come una modalità di impostazione dell'educazione, indipendentemente dalla presenza in classe di alunni immigrati.

PAOLA MANIOTTI

MILENA SANTERINI, *Cittadini del mondo. Educazione alle relazioni interculturali*. Brescia, La Scuola, 1994. 286 p.

L'autrice, nota studiosa e ricercatrice nell'ambito pedagogico, interviene da tempo nel dibattito sulla pedagogia interculturale che si è sviluppato in Italia soprattutto nell'ultimo quinquennio.

Il suo intento, come lei stessa specifica nell'introduzione al testo, è duplice. In primo luogo fornire una rilettura storica del percorso "compiuto dalla riflessione pedagogica su quella che è stata via via definita pace universale, fraternità mondiale o comprensione internazionale..." e, in secondo luogo, esaminare l'educazione interculturale, vista in prospettiva storica e in relazione con le altre educazioni che si occupano di mondialità, come una delle possibili risposte all'esigenza odierna di formare le nuove generazioni all'incontro con l'altro.

Nella prima parte del testo l'autrice individua i primi precursori dell'educazione alla mondialità e di quella interculturale nell'universalismo umanista di Erasmo e Comenio e nello spirito cosmopolita che anima i progetti educativi di alcuni filosofi del XVII secolo e di parecchi pensatori illuministi. Nel secolo successivo il cosmopolitismo settecentesco viene a cadere con l'avvento dell'idea romantica di nazione e con il concetto di educazione nazionale, introdotto a salvaguardia della particolarità di ogni popolo. Nel XIX secolo questo processo giunge a compimento, anche sotto l'influenza del pensiero tedesco, con l'idea di un'educazione statale, finalizzata alla formazione del cittadino nazionale, non più cosmopolita, e chiuso, di conseguenza, alle sollecitazioni delle culture altrui. Nel XX secolo le opere di Bergson sull'educazione promuovono nuovamente l'universalità come dimensione formativa dell'uomo e la pedagogia montessoriana propone l'educazione alla pace e all'universalità come anelito di un mondo scosso dalla guerra. Ancora, il pensiero di Dewey ci parla di educazione democratica, cioè di una società senza barriere al proprio interno, e di internazionalismo, cioè della caduta delle barriere poste tra Stato e Stato. Dopo la seconda guerra mondiale, viene promossa da parte delle organizzazioni sovranazionali come l'ONU, l'UNESCO e, più recentemente, l'UNICEF, l'educazione alla comprensione internazionale e ai diritti umani sanciti dalla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo del 1948.

Dopo questo percorso storico, l'autrice individua le vie pedagogiche oggi percorribili per un'educazione alla consapevolezza della dimensione mondiale della cittadinanza e cioè quella razionale universalistica, quella psicologica, che gradualmente conduce dalle comunità più ristrette al mondo, e quella spirituale della fraternità e dell'amore per gli altri, e per ognuna di esse sottolinea pregi e difetti.

Nella seconda parte del testo, la necessità del superamento del relativismo, di una pluralità di relazioni tra le culture e di una ricerca di valori comuni nelle società multiculturali e multireligiose introducono il tema dell'educazione interculturale, che viene poi delineata nelle sue caratteristiche e nei suoi elementi e che viene vista come una delle risposte possibili ai problemi della convivenza interetnica e interraziale. Uno dei compiti di questa educazione è di cercare il superamento del pregiudizio verso l'altro e di contrastare in generale la formazione di stereotipi e di etnocentrismi. Vengono poi analizzati i compiti della scuola in una società multiculturale, i suoi possibili orientamenti organizzativi e didattici in relazione agli scopi che si prefigge, il dato dello svantaggio scolastico dei figli degli immigrati come realtà di fatto a cui l'educazione interculturale vuole cercare una soluzione e le scelte dell'istituzione scolastica italiana nei confronti dell'interculturalità.

Da ultimo l'autrice cerca una riformulazione della categoria della cittadinanza in relazione alla compresenza, negli Stati nazionali, di un numero sempre più ampio di popoli e culture e la assume, assieme con la nozione di diritti umani, come una delle basi da cui partire per una formazione all'interculturalità.

Il testo rappresenta un importante contributo al dibattito sull'educazione interculturale soprattutto per il percorso storico che mira a ricostruire le elaborazioni pedagogiche degli ultimi secoli in tema di "educazione al mondo e alla comprensione internazionale" e per la riflessione sull'universalismo, sui diritti umani e sulla cittadinanza come categorie che possono contribuire a rifondare l'educazione nelle società pluriethniche e pluriculturali di oggi.

LEILA ZIGLIO

WERNER ENDE, UDO STEINBACH (a cura di), *L'Islam oggi*. Bologna, Edizioni Dehoniane, 1993, 1051 p. (trad. dall'edizione tedesca, *Der Islam in der Gegenwart*, Monaco, ed. C.H. Beck, 1984).

Il volume a cura di Ende e Steinbach è ciò che tutti desideravano di vedere pubblicato: un testo di riferimento, un "manuale", come dicono i curatori stessi nell'introduzione, che presenta al pubblico colto una panoramica dell'islam contemporaneo e delle sue radici storiche e giuridiche. Il volume viene infatti a colmare un vuoto nel campo delle pubblicazioni sull'islam, campo che in Italia è purtroppo ancora carente. Esso si colloca al confine tra la divulgazione (per lo stile della trattazione) e il manuale di consultazione (considerate le sue dimensioni, circa un migliaio di pagine) e risulta utile sia al pubblico colto che agli studenti. Esso presenta i molteplici aspetti dell'islam contemporaneo e le loro origini storiche senza perdere di vista il filo che li unisce.

L'edizione italiana è curata da Agostino Cilardo (a cui si deve il merito di aver reso accessibile al pubblico italiano il volume), il quale è anche autore di un capitolo introduttivo sul concetto di comunità islamica (*umma islamiyya*) e sulla sua evoluzione dall'origine coranica all'epoca contemporanea. I vari capitoli sono affidati ad autori diversi, considerata la varietà dei temi trattati, che vanno dalla storia al diritto, dalle migrazioni alle arti figurative; e l'ampiezza dell'area geografica (dall'Indonesia al Maghreb, dalla Cina all'Europa). Per non citare che uno tra i più noti, il capitolo sulle confraternite islamiche porta la firma di F. De Jong.

Mentre la prima parte offre un profilo storico, politico e religioso dell'islam dalle origini ai nostri giorni, la seconda - di gran lunga più importante (circa seicento pagine) - tratta del suo ruolo nel mondo contemporaneo. Dopo un capitolo sul dibattito intrainisamico sul moderno ordine socio-economico (di J. Reissner), in cui vengono affrontate le questioni di rilievo come la "lettura" islamica dell'idea di socialismo e il concetto di cooperazione e un altro sulle tendenze attuali del diritto di famiglia, patrimoniale e penale (di K. Dilger), si passa ad un'analisi dettagliata della posizione dell'islam e del diritto islamico nei vari paesi. Sono poi presi in esame l'islam della "diaspora" (Europa e America), i gruppi islamici militanti (gli "islamisti"), i gruppi mistici, le sette (ismailiti,

baha'i, ahmadi, ecc.). Infine, la terza parte tocca aspetti più "culturali", come le pratiche sincretiche, i rapporti con le tradizioni locali, la letteratura e le arti figurative.

Nella seconda parte, più che i capitoli riguardanti il Maghreb e l'islam della "diaspora" in Europa occidentale, in cui il volume - pubblicato in tedesco nel 1984 - appare risentire dell'incalzare degli sviluppi politici e sociali più recenti, ci sembrano preziose le analisi di realtà poco note in Italia, come quella balcanica (D. Khalid) o indonesiana (O. Schumann). Nella terza parte notiamo poi per la sua originalità il capitolo a cura di J.C. Buerger, "L'islam riflesso nella letteratura contemporanea dei popoli islamici".

Come non mancano di far presente gli stessi curatori, una trattazione completa risulta quasi impossibile, data la vastità e la varietà dei temi. Nell'insieme ci pare di notare il maggior peso attribuito all'area turco-iranica e una certa discontinuità nel livello di scrittura e di approfondimento dei vari saggi. Particolarmente utile e accurato appare per lo studente come per lo studioso l'indice (una buona abitudine d'obbligo oltralpe, ma non sempre osservata da noi), strutturato in indice dei nomi, indice analitico e indice dei luoghi geografici, che rende assai agile la consultazione; nonché il poderoso apparato bibliografico (circa 50 pagine), diviso per argomenti, il quale privilegia gli studi in lingua tedesca.

Una certa mancanza di scorrevolezza della lingua italiana in alcune parti della traduzione rende a volte faticosa la lettura; inoltre il costo dell'edizione rilegata (L. 98.000) può scoraggiare l'impiego del volume per scopi didattici.

OTTAVIA SCHMIDT

CLAUDE PRUDHOMME, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous Léon XIII (1878-1903). Centralisation missionnaire et défis culturels*. Roma, Ecole Française de Rome, 1994. 621 p.

Numero 186 della Collection de l'École Française de Rome, questo volume riproduce, con poche trasformazioni, il testo di una tesi di dottorato discussa pochi anni fa. Il suo tema fondamentale, quello della centralizzazione missionaria, ha trovato numerose conferme per l'età moderna, tra cui quelle contenute in due volumi oggi pubblicati nella stessa collana: Bernard Heyberger, *Les Chrétiens du Proche-Orient au temps de la Réforme catholique*, 1995, e Giovanni Pizzorusso, *Roma nei Caraibi. L'organizzazione delle missioni cattoliche nelle Antille e in Guyana (1635-1675)*. Quest'ultimo studioso ha poi trasposto lo stesso tipo di ricerca all'analisi dell'assistenza offerta dalla S.C. di Propaganda Fide ai movimenti migratori tra Otto e Novecento (oltre ai numeri 116 e 120 di questa rivista, si veda *La "Nuova Serie" dell'Archivio di Propaganda Fide e la storia degli Italiani in Nord America*, «Il Veltro», XXXIV, 1-2, 1990, pp. 67-85).

Tornando a Prudhomme, la sua tesi ha costituito uno dei primi sforzi per rilevare l'importanza della centralità romana e per comprendere il ruolo di Propaganda. Per realizzare tale obiettivo la sua opera è divisa in tre parti. Nella prima è radiografata "la machine administrative" della Congregazione. Cinque capitoli ricostruiscono rispettivamente le

funzioni storiche di Propaganda nell'ambito del governo della Chiesa, la sua crescita e il suo adattarsi al mondo moderno, la formazione e la carriera dei suoi amministratori, quelle dei consultori e quelle dei cardinali funzionari. Infine l'ultimo ritorna sulla funzione della Congregazione nella Curia romana e cerca di capirne l'importanza alla fine del secolo passato. La seconda parte affronta la gestione e la direzione delle missioni da parte di Propaganda. In altri cinque capitoli sono discussi il ruolo della Congregazione nell'elaborazione della dottrina missionaria, la sua raccolta di informazioni, il suo controllo sullo sviluppo di nuovi relé (dai sinodi all'erezione delle delegazioni apostoliche), i modelli proposti. Infine la terza parte affronta la politica missionaria di Leone XIII. Ancora altri cinque capitoli abbinano la visione delle missioni nel discorso del pontefice e le realizzazioni sul campo. Il lungo pontificato leonino è diviso dall'autore in tre periodi: 1878-1885, gli anni delle nuove speranze; 1886-1891, la fine del sogno (sono gli anni del fallimento in Cina); 1891-1903, la ricerca del compromesso tra speranze iniziali e realtà.

Al termine del pontificato di Leone XIII, secondo Prudhomme, il compromesso paga e si riesce ad imporre la voluta centralizzazione, in buona parte gestita dalla stessa Propaganda. Questa ha resistito più volte negli anni precedenti alle direttive della Segreteria di Stato, ma più per divergenza sulle iniziative quotidiane che per veri contrasti sulla linea di fondo: non ha quindi compromesso il suo ruolo all'interno della Curia. L'autore suggerisce così che la redistribuzione delle competenze nel 1908, quando a Propaganda sono tolte l'America del Nord, salvo le missioni indiane, la Gran Bretagna e i Paesi Bassi, mostra il consenso all'interno dei dicasteri romani e non il salire di alcuni (la S.C. Concistoriale, per esempio) a scapito di altri. L'apparato di fonti che sostiene questa tesi è impressionante, soprattutto a livello prosopografico: in particolare Prudhomme mostra come gli stessi uomini passino da Propaganda alla Segreteria di Stato o alle rappresentanze diplomatiche all'estero, assicurando l'omogeneità del governo della Chiesa.

Un quadro più sfumato sarebbe forse stato più convincente, soprattutto per quanto riguarda l'assistenza agli emigrati nelle Americhe e la gestione delle Chiese locali: la documentazione dell'Archivio di Propaganda e quella della Segreteria di Stato non rivelano in questo campo soltanto scaramucce in un sostanziale accordo di fondo. La contrapposizione tra il cardinale Ledochowski, prefetto di Propaganda, e il cardinale Raffapolla del Tindaro, segretario di stato, sembra infatti assai netta, sia in linea di principio che in linea di fatto. Inoltre per molte faccende americane sin dal Seicento la Segreteria di Stato gioca d'anticipo su Propaganda o le nasconde rapporti e decisioni. Infine sembra difficile asserire che hanno torto tutti gli studiosi i quali hanno interpretato la svolta del 1908 come la vittoria di Merry del Val - De Lai - Vives y Tuto contro gli altri cardinali prefetti, ivi compreso Gotti, allora alla testa di Propaganda.

Ai di là del giudizio su queste interpretazioni, il materiale raccolto da Prudhomme è di primaria importanza. Non sarebbe stato tuttavia sbagliato prestare una maggiore attenzione alla grafia dei nomi italiani (Sbarretti si scrive con due r, Bartoccini con due c) e alla distinzione di personaggi imparentati: alla pagina 161 è evidente che lo Sbarretti in questione è Donato e non lo zio Enea, come risulta invece dall'indice dei

nomi. Inoltre è un po' difficile credere che Pietro Di Maria abbia dato le dimissioni da nunzio a Berna il 10 agosto 1935 e sia poi morto a Moliterno, il 1 maggio dello stesso anno! Probabilmente l'autore ha trasformato la tesi in volume senza un'accurata revisione ed è un peccato: uno studio di questo rilievo meritava una presentazione senza sbavature.

MATTEO SANFILIPPO

G. MELIS, F. MERLONI (a cura di), *Cronologia della pubblica amministrazione italiana (1861-1992)*. Bologna, Il Mulino, 1995. 494 p.

La pubblicazione di questa *Cronologia* rientra nel quadro di un'ampia ricerca sull'evoluzione organizzativa dell'amministrazione centrale italiana promossa dal CNR. Condotta sotto la direzione di Sabino Cassese l'indagine è stata pubblicata nel 1992 in quattro volumi appartenenti alla stessa collana editoriale: Guido Melis (a cura di), *L'amministrazione centrale dall'Unità alla Repubblica. Le strutture e i dirigenti*, Bologna, Il Mulino, 1992. Vol. I: *Il Ministero degli affari esteri*, a cura di Vincenzo Pellegrini, 205 p.; Vol. II: *Il Ministero degli interni*, a cura di Giovanna Tosatti, 253 p.; Vol. III: *I Ministeri economici*, a cura di Linda Giuva e Maria Guercio, 680 p.; Vol. IV: *Il Ministero della cultura popolare. Il Ministero delle poste e telegrafi*, a cura di Patrizia Ferrara e Marina Giannetto, 278 p. Quest'ultimo tomo completa dunque il percorso euristico di un nutrito gruppo di studiosi attraverso gli apparati e il personale amministrativo italiano allargando l'orizzonte cronologico delle precedenti pubblicazioni. La *Cronologia* estende infatti la periodizzazione dei primi quattro volumi fino ai più vicini eventi istituzionali escludendo soltanto il recentissimo biennio del governo Ciampi, durante il quale sono state introdotte le note e controverse trasformazioni dell'assetto amministrativo italiano.

La pubblicazione di questo tomo offre innanzi tutto lo spunto per segnalare un testo che, oltre ad essere un utile strumento di consultazione, costituisce anche uno stimolante veicolo di conoscenza interna dell'intricato sistema dell'amministrazione centrale italiana. Anche nel progressivo pluralismo degli apparati amministrativi del nostro paese, quest'ultima rappresenta una sorta di "archetipo organizzativo di tutte le amministrazioni pubbliche" e costituisce quindi un terreno d'analisi preferenziale per orientarsi nel "labirinto" amministrativo del nostro paese. In tale prospettiva la *Cronologia* indica alcuni itinerari di lettura significativi. Un primo percorso risale agli eventi politici e istituzionali, ossia ai contesti esterni entro i quali è cresciuta l'amministrazione centrale; un altro segue più dall'interno le trasformazioni organizzative del vasto corpo, degli enti e degli organi di tale istituzione; un altro riflette invece al di sopra di entrambe le letture, individuando soprattutto le tappe del dibattito, degli studi e della produzione bibliografica sull'argomento. Alcuni traccati biografici consentono inoltre di disegnare i profili dei ministri, dei grandi burocrati, dei presidenti delle magistrature superiori, offrendo nuovi spunti di ricerca al crescente interesse storiografico per lo studio dei ruoli di funzionari, tecnici e professionisti dell'Italia contemporanea. Altri approcci introducono infine il lettore nel comples-

so corpus della legislazione riguardante il sistema amministrativo e le relative sentenze; un aspetto quest'ultimo che viene rivendicato dai due curatori del volume per la sua assoluta novità d'impianto rispetto ad altre note e apprezzate raccolte straniere.

La pubblicazione della *Cronologia* tuttavia non dà soltanto l'opportunità di segnalare lo strumento che completa un'opera destinata ad avere un ruolo di consultazione e di riflessione particolarmente importante per gli studiosi di vari settori disciplinari, come è stato già ampiamente illustrato in un'approfondita riflessione sulle precedenti pubblicazioni (M.L. D'Autilia, *Un filo d'Arianna nel labirinto dell'amministrazione italiana*, in "Il Risorgimento" Anno XLVI, n. 1 1994, pp. 139-148). Tale pubblicazione offre anche l'occasione per segnalare ai lettori di questa rivista il testo che, tra i quattro pubblicati nel 1992, più direttamente interessa il loro terreno di analisi.

Il volume dedicato al Ministero degli Affari Esteri si rivela interessante per gli studiosi dell'emigrazione perché traccia un articolato quadro dell'importante organismo attraverso 1960 schede. Tali schede sono state raccolte sulla base di diverse pubblicazioni degli uffici ministeriali, delle rappresentanze diplomatiche, degli elenchi del personale, dell'Annuario diplomatico del regno d'Italia, delle circolari e delle tre note pubblicazioni periodiche, il "Bollettino consolare", il "Bollettino del Ministero degli Affari esteri", il "Bollettino dell'emigrazione". Oltre al nome e alla periodizzazione degli uffici di cui trattano, questi brevi profili contengono cinque informazioni essenziali: l'indicazione del provvedimento istitutivo dell'ufficio, i compiti previsti, le modifiche introdotte nell'organizzazione, il provvedimento di soppressione, i nominativi dei funzionari.

Come osserva Vincenzo Pellegrini nella sua introduzione, mediante questa ricostruzione minuta si possono leggere sotto nuova luce le tappe che hanno segnato la storia dei rapporti tra vita politica e vita ministeriale dall'unificazione italiana alla fine del fascismo: gli importanti interventi politici di Francesco Crispi per separare le relazioni tra monarchia, apparati diplomatici e Destra storica; le operazioni intraprese da Giolitti per assimilare l'operato dei corpi diplomatici a quello del ministero; la conquista dei vari organi ministeriali compiuta dal fascismo. A questi aspetti le schede aggiungono alcuni elementi più stimolanti per lo studio dei fenomeni migratori, perché contengono informazioni specifiche sui diversi organi preposti alla direzione e al controllo dei servizi dell'emigrazione. Esse risalgono all'inizio dell'attività del Commissariato, seguono il suo scioglimento, avvenuto nel 1926, come è noto, dopo la fine della politica di collaborazione internazionale e l'abbandono dell'iniziale liberismo del governo fascista, e arrivano fino alla costituzione delle due successive direzioni generali. Le numerose schede dedicate agli uffici del Commissariato, alle Direzioni generali degli italiani, del lavoro e delle scuole all'estero non solo rispecchiano la stretta interdipendenza tra le ristrutturazioni di questi organismi, i mutamenti politico-amministrativi dell'apparato ministeriale e le parallele trasformazioni dei funzionari, ma prospettano anche altri possibili percorsi di indagine. L'esame dei curricula dei funzionari per esempio, se estesa in modo più analitico al corpo diplomatico può diventare uno dei canali per ottenere una più approfondita conoscenza delle rappresentanze italiane all'estero

e delle loro interne trasformazioni. Tale obiettivo sembra utile soprattutto se si considera il ruolo di "guida", di "controllo" e di "animazione" che il corpo diplomatico italiano ha assunto nei confronti delle comunità emigrate in alcuni momenti significativi: per esempio dopo il 1926, con la creazione del console fascista e con la più ampia immissione di personale controllato dal partito nelle sedi all'estero. Proprio in considerazione di questi aspetti, il primo volume della raccolta diventa un valido punto di partenza per l'auspicabile ampliamento delle conoscenze relative a questo corpo di funzionari e, con questa, per una maggiore comprensione dei rapporti tra i rappresentanti diplomatici e le comunità all'estero nelle varie fasi dell'emigrazione italiana.

PAOLA CORTI

Dizionario di storia. Milano, Bruno Mondadori, 1995. 1395 p. + 96 cartine

Il dizionario storico ideato da Scipione Guarracino e Alberto De Bernardi per le edizioni scolastiche Bruno Mondadori è oggi alla seconda edizione, rivista e ampliata, con atlante storico annesso. Come nella prima edizione, resta notevole l'interesse per popoli e etnie, nonché per i movimenti demografici.

Oltre alle voci più generali sui vari continenti e sulle varie nazioni, all'emigrazione sono dedicati due lemmi: "Emigrazione europea" di Roberto Balzani ed "Emigrazione italiana" di Alessandra Samoggia. Tuttavia anche il primo dedica metà del suo spazio al caso italiano, rendendo poco chiara la distinzione tra i due contributi. Inoltre entrambi si basano soprattutto sulle opere di Rosoli (*Un secolo di emigrazione italiana*) e Sori (*L'emigrazione italiana*). Hanno quindi una bibliografia solida, ma non aggiornatissima, e questo li porta a costringere i fenomeni migratori nei ristretti limiti cronologici degli ultimi due secoli, mentre per le emigrazioni dell'età antica, medievale e moderna bisogna cercare alle voci relative alla "colonizzazione".

Eguale un po' vecchio stile è il testo sul "Melting Pot" di Lucilla Cremonesi, anche se tra le righe si avverte l'eco di dibattiti più recenti. Questi avrebbero forse meritato di essere menzionati in una eventuale discussione sul multiculturalismo, ma purtroppo manca la voce relativa. Sono invece aggiornati e ricchi di spunti i lemmi "Immigrazione" di Lucia Pozzi e "Immigrazione straniera in Italia" di Lucia Pasquini.

Ovviamente è difficile giudicare in modo obiettivo l'impianto generale di un'opera di questo genere ed è sin troppo facile rilevarne le pecche. Per fare un esempio ad apertura di libro, ci si potrebbe chiedere perché la voce "Nord, guerra del" tratti della seconda guerra del Nord (1700-1718) e non menzioni la prima guerra del Nord (1655-1661)? Tuttavia queste sono sottigliezze eccessive rispetto alla difficoltà di coordinare migliaia di voci. In conclusione questo dizionario storico, che sarà presto accompagnato da un dizionario storiografico, è una solida opera didattica, nonché uno strumento utile per gli specialisti che abbiano bisogno di trovare rapidamente una data, un nome, un evento.

MATTEO SANFILIPPO

- AA.VV., *Flüchtlingskinder brauchen Schutz!*, «PRO Jugend», 2, 1995. 40 p.
- AA.VV., *La virtù e la libertà. Ideali e civiltà italiana nella formazione degli Stati Uniti*. Torino, Fondazione Agnelli, 1995. 296 p.
- ABDEL-FADIL, MAHMOUD; AYUBI, NAZIH; OUALALOU, FATHALLAH; HERMASSI, ABDELBAKI, *Stato ed economia nel mondo arabo*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1993. ix, 83 p.
- ACNUR (Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i Rifugiati), *I rifugiati nel mondo*. Roma, 1995. 264 p.
- ALUFFI PENTINI, ANNA; LORENZ, WALTER (a cura di), *Per una pedagogia antirazzista. Teorie e strumenti in prospettiva europea*. Bergamo, Edizioni Junior, 1995. 318 p.
- AMADO, JORGE, *I turchi alla scoperta dell'America*. Milano, Garzanti, 1995. 97 p.
- ARBEITSGEMEINSCHAFT KATHOLISCHER FLÜCHTLINGS-UND AUSSIEDLERHILFE (KLD), *Gesamtverzeichnis der Arbeitsgemeinschaft Katholischer Flüchtlings- und Aussiedlerhilfe. Stand: 1. Februar 1995*. Freiburg, Arbeitsgemeinschaft Katholischer Flüchtlings- und Aussiedlerhilfe (KLD), 1995. 190 p.
- ARCHIVIO CENTRALE DELLO STATO, *Bibliografia. Le fonti documentarie nelle pubblicazioni dal 1979 al 1985*. Roma, Ministero per i Beni Culturali e Ambientali, 1992. xxv, 542 p.
- ASTE, FRANCO, *Il mio giorno*. Mori, La Grafica, 1995. 109 p.
- ASTEGNO, LORENZO, *Storia scalabriniana nel Giura*. Vicenza, Tipografia Editrice Esca, 1995. 31 p.
- BARRA, DINO; BERETTA PODINI, WILMA (a cura di), *Le migrazioni. Educazione interculturale e contesti interdisciplinari*. Roma, Edizioni Lavoro, 1995. 158 p.
- BARWIG, KLAUS; HINZ-ROMMEL, WOLFGANG, *Interkulturelle Öffnung sozialer Dienste*. Freiburg im Breisgau, 1995. 152 p.
- BEAUFTRAGTE DER BUNDESREGIERUNG FÜR DIE BELANGE DER AUSLÄNDER, *Ausländerinnen und Ausländer in europäischen Staaten*. Bonn, Beauftragte der Bundesregierung für die Belange der Ausländer, 1994. 57 p.; *Bericht der Beauftragten der Bundesregierung für die Belange der Ausländer über die Lage der Ausländer in der Bundesrepublik Deutschland*. 1993. 1994. 111 p.; *Das Ausländergesetz. Erfahrungen nach drei Jahren*. 1994. 22 p.; *Daten und Fakten zur Ausländersituation*. 14. Auflage. 1994. 63 p.; *Empfehlungen zur interkulturellen Öffnung sozialer Dienste*. 1994. 33 p.; *Gesundheit und Migration. Modellprojekte von Gesundheitsämtern*. 1995. 46 p.
- BENDOTTI, ANGELO; VALTULINA, EUGENIA, *Il pane degli altri. Emigrati ed immigrati nella provincia di Bergamo dalla fine dell'Ottocento ai giorni nostri*. Bergamo, Il Filo di Arianna, 1995. 91 p.
- BENTOGGIO, GABRIELE, *Apertura e disponibilità. L'accoglienza nell'epistolario paolino*. Roma, Editrice Pontificia Università Gregoriana, 1995. 374 p.
- BERETTA CURI, ALCIDES; ETCHVEERRY, ANA GARCIA, *Los burgueses inmigrantes. El concurso de los italianos en la formación del empresariado urbano uruguayo*. Montevideo, Editorial Fin de Siglo, 1995. 181 p.
- BETTINI, ELISABETTA; TROTTA, MAGDA; DI FONZO, GIANCARLO; LISO, FRANCESCO; CNEL (a cura di), *La gestione delle eccedenze di personale in Europa. Un'analisi giuridica ed economica. Voll. I-II*. Roma, CNEL, 1995. p.v.
- BLANGIARDO, GIAN CARLO; GOLINI, ANTONIO (et al.), *Politiche per la popolazione in Italia*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1994. x, 90 p.
- BOERIO, GIUSEPPE, *Dizionario del dialetto veneziano. Seconda edizione aumentata e corretta aggiuntovi l'indice italiano veneto. Venezia, Premiata Tipografia di Giovanni Cecchini Edit., 1856. Ristampa anastatica*. Firenze, Giunti, 1993. 452 p.
- BÖHNING, W. ROGER; ZEGERS DE BEIJL, ROGER, *The integration of migrant workers in the labour market: policies and their impact*. Geneva, International Labour Office, 1995. v, 59 p.

- BONDI, LAURA, *Alcuni scritti inediti per richiamare ed approfondire la figura di Padre Giuseppe Marchetti, cs. Una meteora che non è scomparsa (1869-1896)*. Borgonovo Val Tidone (Piacenza), Scuola litografica Don Orione, 1995. 92 p.
- BONDI, LAURA (a cura di), *La serva di Dio Assunta Marchetti cittadina di Camaione (1871-1948). I primi 24 anni di Assunta Marchetti nella sua città natale. Atti del Simposio di studio. Camaione (LU), 18 giugno 1994*. Roma, Suore Missionarie di S. Carlo Borromeo Scalabriniane, 1995. 94 p.
- BRIDDA, DINO, "La famiglia in emigrazione". *Atti del convegno di Einsiedeln (Svizzera) 25 settembre 1994*. Rasai di Seren del Grappa, Comitato Associazioni Venete Emigranti in Svizzera, 1995. 59 p.
- BROWN, RICHARD P.C.; WALKER, ADRIAN, *Migrants and their remittances. Results of a household survey of Tongans and Western Samoans in Sydney*. Sydney, Center for South Pacific Studies, 1995. 74 p.
- BRUSA, CARLO; GHIRINGHELLI, ROBERTINO (a cura di), *Emigrazione e territorio: tra bisogno e ideale. Convegno internazionale, Varese 18-20 maggio 1994. Vol. I-II*. Varese, Edizioni Lativa, 1995. v, 315 e xvii, 336 p.
- BUNYAN, TONY; WEBBER, FRANCES, *Coopération intergouvernementale en matière d'immigration et d'asile*. Bruxelles, La Commission des Eglises auprès des Migrants en Europe, 1995. 32 p.
- CAGOL, MARCO, *Gli zingari. Un popolo sconosciuto. Materiale didattico per i giovani*. Bolzano, Associazione per i Popoli Minacciati-Sudtirolo, 1995. 48 p.
- CAMERA DI COMMERCIO INDUSTRIA ARTIGIANATO AGRICOLTURA LUCCA, "Ai lucchesi che hanno onorato l'Italia nel mondo. 1971-1995: venticinquesima edizione". Lucca, 1995. 162 p.
- CAPANNELLI, GIOVANNI, *Rapporto Vietnam. Quali forze emergenti?*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995. vii, 83 p.
- CARITAS DI ROMA, *Immigrazione. Dossier statistico '95*. Roma, Anterem, 1995. 334 p.
- CHELI, GIOVANNI; MIOLI, BRUNO; CORECCO, EUGENIO; AGRESTI, GIULIANO; TOMASI, SILVANO; PEROTTI, ANTONIO; DE PAOLIS, LORETO; TASSELLO, GRAZIANO, *Pastorale migratoria, sfida ed impegno per le comunità ecclesiali*. Brescia, Segretariato Migranti della Curia Vescovile di Brescia, 1995. 79 p.
- COCCOPALMERIO, FRANCESCO; PÉRISSET, JEAN-CLAUDE; RECCHI, SILVIA; ELLIOT, PETER; PRADER, JOSEPH; VALDRINI, PATRICK; HENDRIKS, JAN (a cura di), *Le migrazioni nel nuovo codice di diritto canonico*. Brescia, Segretariato Migranti della Curia Vescovile di Brescia, 1995. 73 p.
- COLECTIVO IOÉ; ACTIS, WALTER; PEREDA, CARLOS; DE PRADA, MIGUEL A., *Presencia del Sur. Marroquíes en Cataluña*. Madrid, Institut Català d'Estudis Mediterranis, 1995. 327 p.
- CORBO, ANNA MARIA; POMPONI, MASSIMO (a cura di), *Fonti per la storia artistica romana al tempo di Paolo V*. Roma, Ministero per i Beni Culturali e Ambientali-Ufficio Centrale per i Beni Archivistici, 1995. 286 p.
- CORTI, PAOLA; SCHOR, RALPH (a cura di), *L'esodo frontaliero: gli italiani nella Francia meridionale*. Numéro special "Recherches Alpes Maritimes et Contrées Limitrophes Régionales", 1995. 314 p.
- COUNCIL OF EUROPE, *Tackling racism and xenophobia. Practical action at the local level*. Strasbourg, Council of Europe, 1995. 154 p.
- D'AQUINO, NICCOLÒ, *I media della diaspora. Giornali, radio e televisioni dell'Italia fuori d'Italia*. Roma, Presidenza del Consiglio dei Ministri, 1995. 93 p.
- DELLE DONNE, MARCELLA (ed.), *Avenues to integration. Refugees in contemporary Europe*. Napoli, Ipermedium, 1995. 286 p.
- DI NOIA, CARLO, *Il fenomeno dell'emigrazione dalla Calabria nelle Americhe tra Ottocento e Novecento. Il caso di Corigliano Calabro*. Corigliano Calabro, Editrice Aurora, 1995. 193 p.
- D'URSO, GIUSEPPINA, *Twin Towns. Il doppio paese. Sant'Onofrio in Calabria e a Toronto*. Vibo Valentia, Qualecultura, 1995. 195 p.

- FITZPATRICK, DAVID, *Oceans of consolation. Personal accounts of Irish migration to Australia*. Carlton, Melbourne University Press, 1995. xiv, 649 p.
- FRANCHINI, ANGELO, *Trentini Tirolesi negli USA. 1947-1951. Contributi all'anagrafe dei Trentini Tirolesi in America da "Risveglio" di Giovanni Amistadi. Appendice: "Verso il sogno americano", sequenza fotografica*. Tione di Trento, Centro Studi Judicaria, 1995. 201 p.
- FRANCHINI, ANGELO; NERI, MAURO, *Storie di pietra. Epigrafi di Trentini emigrati all'estero, raccolte e studiate da Angelo Franchini e commentate da Mauro Neri*. Trento, Provincia Autonoma di Trento, 1995. 148 p.
- FUSIE (Federazione Unitaria della Stampa Italiana all'Estero), *Annuario della stampa italiana all'estero, 1995*. Roma, FUSIE, 1995. 160 p.
- GERACI, SALVATORE; MARCEGA, MAURIZIO; DEL VECCHIO, ROSELLA (a cura di), *Immigrazione e salute: problematiche sanitarie in una società multiculturale*, «Annali di Igiene», 3, maggio-giugno, 1995. pp. 147-231.
- GIOVANNI PAOLO II, *Messaggi del Papa in occasione della Giornata Mondiale dei Migranti 1986-1996*. Roma, Fondazione Migrantes, 1995. 104 p.
- HAUSER, PETRA, *Protezione e accoglienza dei minori rifugiati non accompagnati. Italia e Germania a confronto*, «Rassegna CNOS», 2, maggio-agosto, 1995. pp. 99-109.
- HIX, SIMON, *La conférence intergouvernementale de 1996 et l'avenir du troisième pilier*. Bruxelles, La Commission des Eglises auprès des Migrants en Europe, 1995. 36 p.
- HOLKENBRINK, GEORG, *Die Rechtlichen Strukturen für eine Migrantenpastoral. Eine rechts-historische und rechtssystematische Untersuchung*. Vatikan, Päpstlicher Rat der Seelsorge für die Migranten und Menschen unterwegs, 1995. Iv, 344 p.
- INTERNATIONAL LABOUR OFFICE, *Women workers: an annotated bibliography, 1983-94*. Geneva, ILO, 1995. xii, 290 p.
- ISTITUTO NAZIONALE DI STATISTICA; MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE, *Popolazione scolastica, classi e docenti. Anno scolastico 1994-95: primi risultati*. Roma, 1995. 22 p.
- KENRICK, DONALD, *Dall'India al Mediterraneo. La migrazione degli zingari*. Roma, Centro Studi Zingari, 1995. 63 p.
- KING, RUSSELL; CONNELL, JOHN; WHITE, PAUL (eds.), *Writing across worlds. Literature and migration*. London, Routledge, 1995. xvii, 284 p.
- KLEIN, HERBERT S., *A imigração espanhola no Brasil*. São Paulo, Editora Sumaré, 1994. 110 p.
- KOJDER, APOLONJA MARIA; GLOGOWSKA, BARBARA, *Marynia, don't cry: memoirs of two Polish-Canadian families*. Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1995. x, 195 p.
- LAENG, MAURO, *Identità e contraddizioni d'Europa*. Roma, Edizioni Studium, 1995. 129 p.
- LEMAN, JOHAN (ed.), *Sans document. Les immigrés de l'ombre. Latino-américains, polonais et nigériens clandestins*. Bruxelles, De Boeck Université, 1995. 141 p.
- LIÉGEOIS, JEAN-PIERRE, *Rom, Sinti, Kalè. Zingari e viaggianti in Europa*. Roma, Edizioni Lacio Drom, 1995. 291 p.
- MACKEY, CAROLYN J., *A Veneto lexicon. The dialect of Segusino and Cibiolo*. Cornuda, Grafiche Antiga, 1995. xxvi, 331 p.
- MARCUCCIO, LUIGI; WEBER, MARIA; FINOCCHIARO, DANIELE, *Rapporto India. Le riforme economiche e il difficile rapporto fra centro e periferia*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995. ix, 123 p.
- MARIE, CLAUDE-VALENTIN, *The EC member states and immigration in 1993. Closed borders, stringent attitudes. Synthesis report of the information network on migration from third countries (RIMET)*. Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 1995. 128 p.
- MAZZONIS, FILIPPO (a cura di), *L'Italia contemporanea e la storiografia internazionale*. Venezia, Marsilio, 1995. 315 p.
- MCLUHAN, ELIZABETH (ed.), *Safe haven. The refugee experience of five families*. Toronto, Multicultural History Society of Ontario, 1995. viii, 228 p.

- MICHELETTI, ALESSANDRO; MOUSSA BA, SAIDOU, *La memoria di A. Torino*, Edizioni Gruppo Abele, 1995. 198 p.
- MINAMBRES, MOISÉS LLORDÉN (comp.), *Acerca de las migraciones centroeuropeas y mediterráneas a Iberoamérica: aspectos sociales y culturales*. Universidad de Oviedo, Servicio de Publicaciones, 1995. 226 p.
- MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI-DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI, *Convegno dell'informazione per le comunità italiane in America Latina. Trascrizione degli interventi. San Paolo - Brasile, 15-17 dicembre 1994*. Roma, 1995. 248 p.
- MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE-DIREZIONE GENERALE DEL PERSONALE E DEGLI AA.GG. E AMM.VI, *Corsi didattici integrativi, sostitutivi degli esami di riparazione nella scuola secondaria di II grado*. Roma, 1995. 152 p.; *Indagine conoscitiva sugli esami di maturità (C.M. 13/5/93 n 150 par. 26)*. 1995. 278 p.; *La scuola media statale: sintesi dei dati (a.s. 1994/95)*. 1995. 47 p.; *La scuola statale: sintesi dei dati, anno scolastico 94/95*. 1995. 154 p.; *Rapporto sulla maturità*. 1995. 55 p.
- MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI-UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *Italia judaica. Gli ebrei in Sicilia sino all'espulsione del 1492. Atti del V convegno internazionale. Palermo, 15-19 giugno 1992*. Roma, 1995. 500 p.
- MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI-UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI, *Le fonti diplomatiche in età moderna e contemporanea. Atti del convegno internazionale. Lucca, 20-25 gennaio 1989*. Roma, 1995. 631 p.
- MISSIONARIE DI SAN CARLO SCALABRINIANE, *100 anni di servizio ai migranti. Centenario della fondazione della congregazione*. Ipiranga, SP, Edições Loyola, 1995. 96 p.
- NARO, CATALDO (a cura di), *Gioacchino La Lomia. Atti del convegno di studi storici tenuto a Canicatti (Agrigento) nei giorni 2-3-4 febbraio 1995*. Caltanissetta, Salvatore Sciascia Editore, 1995. 219 p.
- NARO, CATALDO (a cura di), *Magistero episcopale e società moderna. Atti del convegno di studio tenuto a San Cataldo il 9 ottobre 1993 nel centenario della "Lettera circolare ai parroci" del vescovo Guttaurato*. San Cataldo (Caltanissetta), Centro Studi sulla Cooperazione "A. Cammarata", 1995. 180 p.
- NERVO, GIOVANNI, *Il consenso democratico rafforza le disuguaglianze?* Bologna, Edizioni Dehoniane, 1995. 137 p.
- O'GRADY, RON, *Schiavi o bambini? Storie di prostituzione infantile e turismo sessuale in Asia*. Torino, Edizioni Gruppo Abele, 1995. 110 p.
- PANAYI, PANIKOS, *German immigrants in Britain during the nineteenth century, 1815-1914*. Oxford, Berg, 1995. xx, 301 p.
- PEROTTI, ANTONIO; NEGRINI, ANGELO; AZEVEDO, MARCELLO, *Aspetti culturali dell'immigrazione*. Brescia, Segretariato Migranti della Curia Vescovile di Brescia, 1995. 80 p.
- PERRONE, LUIGI, *Porte chiuse. Cultura e tradizioni africane attraverso le storie di vita degli immigrati*. Napoli, Liguori Editore, 1995. 327 p.
- PEZZINO, PAOLO; RANZATO, GABRIELE (a cura di), *Laboratorio di storia. Studi in onore di Claudio Pavone*. Milano, Franco Angeli, 1994. 299 p.
- PONTIFICIO CONSIGLIO DELLA PASTORALE PER I MIGRANTI E GLI ITINERANTI, *Migranti illegali: appello al primato della carità. Atti del Seminario sui migranti irregolari in Europa, München, 29 settembre - 1° ottobre 1994*. Città del Vaticano, 1995. 172 p.
- QUIJICI, LAURA, *"I was a strong lady": Italian housewives with boarders in Vancouver, 1947-61*. Thesis for the degree of master of arts in the Department of History. Vancouver, Simon Fraser University, April, 1995. vii, 92 p.
- RABELLOTTI, ROBERTA, *Rapporto Corea del Sud. Un modello di industrializzazione tardiva*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995. ix, 69 p.
- RODGERS, GERRY; GORE, CHARLES; FIGUEIREDO, JOSÉ B. (eds.), *Social exclusion: rhetoric, reality, responses*. Geneve, ILO, 1995. xii, 311 p.
- ROSOLI, GIANFAUSTO; DENISI, ANTONINO (a cura di), *La mobilità internazionale e le nuove sfide alla società italiana*. Soveria Mannelli, Rubettino Editore, 1995. 249 p.

- SABA, VINCENZO, *Il "Patto di Roma". Dichiarazione sulla realizzazione dell'unità sindacale 3 giugno 1944. Il movimento sociale cattolico alla ricerca della terza via*. Roma, Edizioni Lavoro, 1994. 203 p.
- SANDER, VIS, *Survey of the archival sources concerning migration and settlement held at the IISH*. Amsterdam, Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, 1995. 148 p.
- SARTORE, DOMENICO; CUVÀ, ARMANDO; NOCENT, ADRIEN; NEUNHEUSER, BURKHARD (a cura di), *L'accoglienza liturgica del migrante*. Brescia, Segretariato Migranti della Curia Vescovile di Brescia, 1995. 33 p.
- SARTORELLI, MARIAROSA, *Ai confini dell'impero. L'emigrazione trentina in Bosnia 1878-1912*. Trento, Provincia Autonoma di Trento, 1995. 199 p.
- SCHIELE, SIEGFRIED; STEEGER-STROBEL, CHRISTINE, *Fremde Minderheiten Vorurteile*. Stuttgart, Institut für Auslandsbeziehungen, 1995. 17 p.
- SEGAFFREDDO, LUCIANO (a cura di), *La devozione antoniana nei cinque continenti. Chiese e santuari dedicati al Santo di Padova*. Padova, Il Messaggero, 1995. 197 p.
- SEMPLICI, STEFANIA (a cura di), *L'insegnamento dell'italiano a stranieri. Bibliografia ragionata dei libri di testo della biblioteca dell'Università per stranieri a Siena*. Siena, Università per Stranieri, 1994. ix, 71 p.
- SERINA, SIMONA; TURTURA, ARIANNA (a cura di), *Intercultura a Bologna. Una scuola, una città, un paese per tutti. Periodico d'informazione di iniziative e progetti di Centri, Associazioni, O.N.G. di Bologna*. Bologna, Centro Documentazione/Laboratorio per un'educazione Interculturale, 1995. 198 p.
- SGRÒ, GIOVANNI ANTONIO, *Australia per forza e per amore*. Vibo Valentia, Qualecultura, 1995. 118 p.
- SOPEMI, *Trends in international migration. Continuous reporting system on migration*. Paris, OECD, 1995. 243 p.
- STÄNDIGER AUSSCHUSS VON EXPERTEN IM INTERNATIONALEN AUSLÄNDER-, FLÜCHTLINGS- UND STRAFRECHT, *Vorschläge für die Änderung des Vertrages über die Europäische Union auf der Regierungskonferenz 1996*. Utrecht, 1995. 15 p.
- STAWINSKI, ALBERTO VITOR, *Diccionario, dizionario veneto, português, italiano. Versione italiana a cura di Ulderico Bernardi e Aldo Toffoli*. Cornuda (TV), Grafiche Antiga, 1995. xxv, 768 p.
- STEEGER-STROBEL, CHRISTINE (Hrsg.), *Islam - Zerrbilder und Wirklichkeiten. Die Rezeption des Islam im Westen*. Stuttgart, Institut für Auslandsbeziehungen, September, 1995. 20 p.
- UDA, ABD AL-QADRI; QUTB, SAYYID; WAHBA, TAWFIQ ALI (et al.), *Dibattito sull'applicazione della Shari'a*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995. ix, 152 p.
- VELIKONJA, JOSEPH; LENCEK, RADO L. (eds.), *Who's who of Slovene descent in the United States*. Revised Edition. New York, Columbia University, 1995. x, 144 p.
- VENTRE, ANNA BRUNO; HABOUB, AHMED (a cura di), *Nato in Marocco, immigrato in Italia. Parlano i marocchini che vivono nel nostro paese*. Roma, Edizioni Ambiente, 1995. 155 p.
- WEBER, MARIA (a cura di), *Rapporto Cina. Il successo del "socialismo di mercato" e il futuro di Hong Kong*. Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995. viii, 135 p.
- WIHTOL DE WENDEN, CATHERINE; DE TINGUY, ANNE (dir.), *L'Europe et toutes ses migrations*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1995. 173 p.
- ZINCONI, GIOVANNA, *U.S.A. con cautela. Il sistema politico italiano e il modello americano*. Roma, Donzelli, 1995. 91 p.
- ZONTA, BERNARDO; UDESCHINI, TIZIANO; ALIPRANDI, PIERCARLO (a cura di), *Il volto degli immigrati. Raccolta di temi e riflessioni per capire la realtà migratoria*. Brescia, Segretariato Migranti, 1995. 269 p.

Finito di stampare nel mese di aprile 1996



MIGRATIONS SOCIÉTÉ

La revue bimestrielle d'analyse et de débat
sur les migrations en France et en Europe

mars - avril 96

volume 8 - n° 44

144 p.

- ARTICLES :**
- * L'américanisation des populations immigrées aux Etats-Unis au travers de la Prohibition *M.-Cb. Michaud*
 - * La recherche académique maghrébine sur les migrations en France et en Tunisie (1969-1993) *S. Bakalti*

DOSSIER : l'Afrique noire en France

- * Note sur la présence africaine en France *M. Diop*
- * La construction de l'identité chez les adolescents issus de l'immigration africaine *F. Ezembe*
- * La consommation médiatique des immigrés ouest-africains *M. Diop - S. Bâ*
- * Logique du statut et immigration zaïro-congolaise en France *C. Kuyu Mwissa*
- * La dot dans le mariage : le cas des Zaïrois de France *H. Kati Kati*
- * Le mouvement islamique africain en Ile-de-France *M. Diop*
- * Dynamisme et isolement des Toucouleurs (Peuls) de France : contribution de la communauté au développement du village d'origine *I. C. NDiaye*
- * Conditions des retraités ouest-africains en France *M. Diop*
- * *Bibliographie sélective* *G. Maffioletti*

REVUE DE PRESSE : Belgique

Flash France

M. Bortolini
A. Perotti

AU FIL DES JOURS

Ph. Farine

NOTES DE LECTURE

France, terre d'accueil, terre de rejet.

L'impossible intégration (de Gamé Guillaou)

Actes du séminaire sur les indicateurs

d'intégration des immigrants

(Université de Montréal, 28 février-3 mars 1994)

P. Toulat

A. Nicollet

DOCUMENTATION

G. Maffioletti
C. Pelloquin

Abonnements - diffusion : CIEMI : 46, rue de Montreuil - 75011 Paris
Tél. (1) 43 72 01 40 ou 43 72 49 34 / Fax (1) 43 72 06 42

France : 220 FF
Soutien : 400 FF

Étranger : 250 FF
Le numéro : 50 FF

estudios migratorios latinoamericanos

AÑO 10

AGOSTO 1995

NUMERO 30

ARTICULOS

Mercados de trabajo, comunidad, familia: un análisis desde la perspectiva del género del proceso de inserción y aculturación, DIRK HOERDER

Inmigración y trabajo: Australia y Canadá comparados.
FRANCA IACOVETTA · MICHAEL QUINLAN

DEBATES Y NOTAS DE INVESTIGACION

La formación de la colectividad inmigrante vasca en los países del Río de la Plata (siglo XIX), OSCAR ALVAREZ GILA

Migración y fluctuaciones del mercado de trabajo: los trabajadores chilenos de Neuquén, 1884-1930, ALINA FRAPICINI · GABRIEL RAFART · DANIEL LVOVICH

Colonización valdense-uruguaya en Argentina: Colonia Iris, ROGER GEYMONAT

La experiencia japonesa en América Latina

Nota del compilador, DIEGO ARMUS

México y los emigrantes japoneses, TOSHIO YANAGUIDA · TAEKO AKAGUI

El caso de los nikkeis dekasegus brasileños, peruanos, argentinos, bolivianos y paraguayos en Japón, HISATOSHI TAJIMA

Ochenta años de inmigración japonesa en el Brasil, CHIYOKO MITA

Los inmigrantes japoneses en Argentina: historias personales de empresarios pioneros.
KEIKO IMAI

Desarrollo histórico de la inmigración japonesa en la Argentina hasta la Segunda Guerra Mundial, MARCELO HIGA

NOTA BIBLIOGRAFICA

La inmigración judía a la Argentina: una perspectiva jerosolimitana, IGNACIO KLICH

Revistas de Revistas — Críticas bibliográficas

Estudios Migratorios Latinoamericanos es una revista cuatrimestral publicada por el Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos (CEMLA). Suscripción anual (3 números): R. Argentina, \$ 33; Resto de América, U\$S 33; Europa, Asia, Africa y Oceanía, U\$S 36.- Recargo vía aérea, U\$S 7,50. Ejemplar simple: \$ 12.00. Números atrasados: \$ 15.00. Los cheques en U\$S deben ser girados sobre Nueva York.

CENTRO DE ESTUDIOS MIGRATORIOS LATINOAMERICANOS

Independencia 20 | (1099) Buenos Aires · Argentina | ☎ 334-7717/342-6749 | Fax: (0054 1) 331-0832

NOVITÀ EDITORIALE

Si tratta di due contributi fondamentali presentati al recente convegno promosso dal Ministero degli Esteri sulle iniziative per la diffusione della lingua e cultura italiana all'estero (Montecatini, 26-28 marzo 1996). Oltre ai cenni storici sulla diffusione della lingua italiana nel mondo, vengono illustrate le strutture statali e non statali, impegnate in questo settore, le linee di azione istituzionale, con utili prospettive e indicazioni per il futuro della lingua e cultura italiana nel mondo.

I due opuscoli si possono ottenere congiuntamente al prezzo speciale di L. 30.000

SCUOLA, LINGUA E CULTURA NELL'EMIGRAZIONE

ITALIANA ALL'ESTERO (1970-1995)

Bibliografia generale

A cura di

Graziano Tassello e Massimo Vedovelli

Centro Studi Emigrazione - Roma 1996

Questa bibliografia è disponibile anche su floppy disk

LA DIFFUSIONE DELL'ITALIANO NEL MONDO

E LE VIE DELL'EMIGRAZIONE

Retrospectiva storico-istituzionale e attualità

Con un saggio di

Tullio De Mauro e Massimo Vedovelli

Centro Studi Emigrazione - Roma 1996

REVUE EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Volume 11 - N° 3
1995

Coordination: Y. Charbit et V. Petit

P. Corti: L'émigration italienne: historiographie, anthropologie et recherche comparatiste.

W. Berthomière: L'immigration des Juifs d'ex-URSS: un nouveau défi pour Israël?

H. Fassmann, R. Münz: La migration d'est en ouest en Europe (1918-1993).

D. Helly: Québécois, étrangers ou citoyens? Les fondements de l'appartenance des immigrés au Québec.

G. Bourgeault, F. Gagnon, M. McAndrew, M. Pagé: La reconnaissance de la diversité culturelle et religieuse à l'école dans une démocratie de tradition libérale.

A. Angoustures, L. Legoux, Ch. Jagers: Que sont devenus les demandeurs d'asile de 1990?

G. Neyrand, M. M'Sili: Les Français par mariage et leurs conjoints. Une situation diversifiée et évolutive.

L. Denour, R. Junker: Les médecins étrangers dans les hôpitaux français.

Ch. Crenn: La présence française dans la culture malgache.

Note de recherche:

B. Verquin: Les Français à l'étranger: une population difficile à délimiter.

Cronique législative:

J. Costa-Lascoux: La lutte contre le racisme en Europe:

I - Les instruments internationaux.

Notes de lecture: E. Pinguet et D. Noin

**Université de Poitiers
MIGRINTER C.N.R.S.**

Tarifs:

Prix de l'abonnement pour 1995 (3 numéros): 300 F (France et étranger).

Prix du numéro: 120 F (France et étranger).

Tarif étudiant: Prix de l'abonnement pour 1995 (3 numéros): 200 F (France et étranger).

Prix du numéro: 70 F (France et étranger).

Les abonnements partent du premier fascicule de l'année en cours.

Abonnements et vente au numéro: Y compris numéros antérieurs

Revue Européenne des Migrations Internationales

Université de Poitiers

95, avenue du Recteur-Pineau - 86022 POITIERS Cedex

Tél. 49.45.32.57 - Fax 49.45.33.22

Chèque à l'ordre de: Association pour l'étude des Migrations Internationales.

Virement bancaire international à la Société Générale, Place Leclerc,

86000 POITIERS (France) - Compte n° 00037 26 1837.

ETHICS, MIGRATION, AND GLOBAL STEWARDSHIP

PART I: RELIGIOUS TRADITIONS AND MIGRATION

Movement, Asylum, Borders: Christian Perspectives

DREW CHRISTIANSEN

Jewish Ethics and International Migrations

W. GUNTHER PLAUT

Commentary by Dana W. Wilbanks

The Islamic Conception of Migration

SAMI A. ALDEEB ABU-SAHLEH

Ethics, Migration, and Global Stewardship: A Confucian Perspective

WEIMING TU

Commentary by Raymond B. Williams and Kemal Karpat

PART II: ETHICS, ENVIRONMENT, AND MIGRATION

Immigration and the Ethics of Choice

TERESA A. SULLIVAN

Environmental Concerns and International Migration

GRAEME HUGO

Environmental and Ethical Aspects of International Migration

VIRGINIA ABERNETHY

Commentary by Harold Coward and Robert L. Bach

PART III: POLITICS AND ETHICS

Realistic and Idealistic Approaches to the Ethics of Migration

JOSEPH H. CARENS

National Sovereignty and the Control of Immigration

MYRON WEINER

Commentary by Mark Gibney

PART IV: RIGHTS OF MIGRANTS AND RIGHTS OF POLITICAL COMMUNITIES

Cultural Minority Rights for Immigrants

RAINER BAUBÖCK

Cultural Pluralism and Limits of Diversity

BHIKHU PAREKH

Commentary by James W. Nickel

PART V: ETHICAL DILEMMAS OF REFUGEE POLICY

The Right of Repatriation Canadian Refugee Policy: The Case of Rwanda

HOWARD ADELMAN

Mass Exoduses: The Response of the United States

MICHAEL J. CHURGIN

Commentary by Joan Fitzpatrick

Book Reviews • Review of Reviews • International Newsletter • Books Received • Communications

Order from: Center for Migration Studies, 209 Flagg Place, Staten Island, NY 10304-1199
Phone: (718) 351-8800 Fax: (718) 667-4598

STUDI ETUDES EMIGRAZIONE MIGRATIONS

An international journal of migration studies

VOLUME XXXIII

N. 121

MARCH 1996

Table of contents

Senegalese migrants

- S. BREDELOUP, Senegalese community in Ivory Coast and national immigration policy redefined
O. SCHMIDT di FRIEDBERG, The Burkinabè and Senegalese groups in Italy
R. BEJON, From Ivory Coast to Italy: Burkinabe migration patterns and national interests

Immigrants in Europe

- Y.Z. IRBEC, Turkish immigrants in Western Europe: the German case
R. PEREZ MOLINA, Immigrants' integration process: cultural and occupational aspects

Conference reports

- G. TASSELLO - F. LAZZARI, Italian culture and language teaching abroad

Review essay

- A. PAGANONI, Recent contributions on Italian immigration

Book reviews and Books received